

I

Dernière lettre d'Holger, cinq jours avant son assassinat, à un prisonnier qui avait interrompu la grève de la faim

L'unique chose qui compte, c'est le combat — maintenant, aujourd'hui, demain, que tu bouffes ou pas. Ce qui compte, c'est ce que tu en fais : un bond en avant. Faire mieux. Apprendre par l'expérience. C'est cela qu'il faut en faire. Tout le reste, c'est de la merde. LE COMBAT CONTINUE. Chaque nouvelle lutte, chaque action, chaque bataille apportent des expériences nouvelles et inconnues, et c'est comme ça que se développe le combat. Ne se développe de toute façon que comme ça. Le côté subjectif de la dialectique de la révolution et de la contre-révolution : « Ce qui est décisif, c'est de devenir capable d'apprendre. »

Par le combat, pour le combat. A partir des victoires, mais plus encore à partir des erreurs, des flips, des défaites. C'est là une loi du marxisme.

Combattre, avoir le dessous, encore combattre, avoir encore le dessous, combattre à nouveau et ainsi de suite jusqu'à la victoire finale. Voilà la logique du peuple. Dit le Vieux.

Cependant : « matière » : L'homme n'est rien que matière comme tout. L'homme entier. Le corps et la conscience sont matière « matérielle », et ce qui fait l'homme, ce qu'il est, sa li-

1. Le prisonnier noir George Jackson fut tué par des gardiens, le 21 août 1971, dans la prison de San Quentin (Californie). Jackson était dirigeant du Black Panther Party, et il avait publié un livre sur ses expériences en prison : *Devant mes yeux, la mort*, Gallinard.

berté — c'est que la conscience domine la matière — soi-même, et la nature extérieure et avant tout : l'être propre. Un des côtés d'Engels : tout à fait clair. Mais le guérillero se matérialise dans le combat — dans l'action révolutionnaire, ce qui veut dire : sans fin — justement : le combat jusqu'à la mort, et bien sûr, collectivement.

Ce n'est pas un fait de matière, mais de politique. De PRATIQUE. Comme tu dis. Un fait, avant comme après. Aujourd'hui, demain, et ainsi de suite. Hier, c'est passé. Critère également, mais avant tout FAIT. Ce qui est — maintenant — dépend en premier lieu de toi. La grève de la faim est loin d'être terminée.

Et le combat ne s'arrête jamais.

Mais

Evidemment, il y a un point : Quand tu sais qu'avec chaque VICTOIRE DES PORCS l'intention concrète de meurtre devient plus concrète — et que tu ne participes plus, te mets à l'abri et offres par là une victoire aux PORCS, c'est-à-dire que tu nous livres, alors tu es toi-même le porc qui divise et encercle pour survivre lui-même, et alors ferme ta gueule avec ton : « C'est ce que je dis : la pratique. Vive la R.A.F. ! Mort au système des porcs. » Parce que là — c'est-à-dire si tu ne continues pas la grève de la faim avec nous — il vaut mieux que tu dises, et ce serait plus honnête (si tant est que tu saches encore ce que c'est : l'honneur) : « C'est ce que je dis : je suis vivant. A bas la R.A.F. Victoire au SYSTEME DES PORCS —.

Où bien homme, ou bien porc

Où bien survivre à n'importe quel

Prix ou bien le combat jusqu'à la mort

Où bien problème ou bien solution

Entre les deux, il n'y a rien.

Victoire ou mort — disent les types partout, et c'est le langage de la guérilla — même dans la minuscule dimension ici : car il en va de la vie exactement comme de la mort : « Les hommes (donc : nous) qui refusent d'arrêter le combat, gagnent ou bien meurent, au lieu de perdre et de mourir. »

Assez triste d'être obligé de t'écrire encore des choses pareilles. Bien sûr, je ne sais pas non plus comment ça fait quand on meurt ou quand on te tue. D'où le saurais-je ? Dans un instant de vérité, l'autre matin, ça m'a d'abord traversé la tête : C'est donc comme ça (évidemment, je ne le savais pas encore), puis

à mettre plus loin, dans la dernière lettre d'Ulrike 1

(devant le canon de fusil braqué juste entre les yeux) : Bon, égal. C'était ça. En tout cas, du bon côté.

Tu devrais en savoir quelque chose, toi aussi. Enfin. De toute façon, chacun meurt. La question est seulement de savoir comment, et comment tu as vécu, et la chose est bien claire : EN COMBATTANT CONTRE LES PORCS, en tant qu'HOMME POUR LA LIBÉRATION DE L'HOMME : en tant que révolutionnaire au combat — tout en aimant la vie, méprisant la mort. Voilà ce que j'entends par : servir le peuple — R.A.F.

2

Lettre d'Ulrike à Hanna Krabbe

(prisonnière, membre du commando Holger Meins)

Ce que disent les hommes politiques, ce n'est pas ce que les gens pensent, mais ce qu'ils doivent penser —

Et quand ils disent « nous » ils essaient de baratiner de façon à ce que les gens reconnaissent ce qu'ils pensent et leur façon de penser, et le retrouvent bien formulé —

Mais l'Etat n'aurait pas besoin de sondages d'opinion, même pas de la Protection de la Constitution, si l'endoctrinement par la conduite psychologique de la guerre était si simple —

Le pays légal n'est pas le pays réel, dit Gramsci, ou tout simplement : l'opinion dominante n'est pas l'opinion de ceux qui sont dominés —

C'est de la merde, ce que tu dis là. Ta manière de penser est imaginaire. Comme si l'ennemi était l'idéologie qu'il crache, les radotages, les platitudes qui sortent de cette boîte accrochée au mur en te cassant les oreilles, avec le ton du consensus des hommes politiques, comme si les médias et les gens à qui l'on verse toute cette merde étaient la même chose —

Pas réelle, *matérielle* la machine de counter/insurgency constituée par le Bureau fédéral de la Police criminelle, l'Accusation fédérale, la Protection de la Constitution, le gouvernement, les médias, les services secrets etc.

Comme si l'ennemi n'était pas matériel, mais idéal.

Ainsi tu ne te demandes pas quel est véritablement cet état dont Brandt dit qu'il est « normal » —

le
h-
l'Office

2

Et à propos de la phrase de Buback (cf. Index) tu ne remarques pas que *lui* a pigé le caractère de l'affrontement : guerre, et sa dimension : internationale, et qu'il parle en tant que fonction du capital U.S. ; tu trouves simplement le mot « absurde » — et au lieu d'une analyse tu trouves un mot — « C.I.A. », qui constate de façon métaphorique la décadence morale de la politique de Buback — mais c'est gratuit — tu te dénonces toi-même en faisant cela, parce que tu te plains pratiquement du fait qu'il y a guerre, *après* t'être clairement mise de notre côté dans cette guerre et après avoir commencé à lutter.

Ton texte s'adresse à un public de mouvements de droits civiques américains —

Et l'on peut alors se demander : Si c'est ce que tu veux, pourquoi es-tu ici, au lieu d'être là-bas ?

Mais tu es ici.

L'internationalisme dans lequel tu as combattu, et par lequel tu es dans le contexte de la R.A.F., n'est pas non plus celui des organisations internationales ^{inter}étatiques, telles que l'O.N.U. ou Genève, mais c'est l'internationale des mouvements de libération menant la guerre contre l'impérialisme dans le tiers monde et dans les métropoles —

Guerre — voilà tout. Tu ne trouveras pas d'orientation si tu te réfères à des ragots, mais *uniquement* par l'étude des faits et de leur contexte dans la lutte des classes.

Si dans l'isolement tu ne peux fournir l'effort de piger continuellement et toujours la *réalité* en la saisissant dans un *concept*, son concept matérialiste dans le contexte de la lutte — lutte des classes conçue comme guerre — alors tu deviens « blanche », tu décroches, tu deviens malade, c'est-à-dire tu finis par avoir une relation malade envers la réalité — voilà la trahison par la capitulation devant la réalité de la torture et de l'effort que demande la résistance — sinon elle n'est qu'un mot.

Ça ne va pas — tu ne peux pas te permettre dans l'isolement de te torturer en plus toi-même. Ce qui ne veut pas dire que — comme l'a dit Andreas là-bas — certaines expériences ne doivent pas être souffertes dans le processus de la libération de l'aliénation — mais de se crever pour comprendre la politique, les faits et leur interaction, ainsi que le groupe, est une chose ; et c'en est une autre de se crever parce que l'isolement t'as pris toute illusion sur toi-même ; cela peut être assez amer.

Et si sous ta structure de rendement il y a, à cause de ta so-

cialisation, l'angoisse et le désespoir, en bien te faire à partir de cela —

Tu dois peut-être piger — je ne sais pas — qu'on ne peut obtenir quelque chose avec des mots que s'ils traduisent la conception de la situation concrète, celle dans laquelle chacun se trouve dans l'impérialisme ; qu'il est absurde de vouloir faire de l'agitation par des mots, alors que *seules* l'explication et la vérité peuvent agiter —

que dans le milieu dans lequel nous combattons — Etat postfasciste, civilisation de consommation, chauvinisme des métropoles, manipulation des masses par les média, conduite psychologique de la guerre, social-démocratie —

que contre la répression à laquelle nous sommes confrontés ici, l'indignation n'est pas une arme. Elle est émoussée, et elle est si creuse. Celui qui est vraiment indigné, donc concerné et mobilisé, ne crie pas, mais réfléchit à ce qu'il peut faire.

C'est le S.P.K. (~~Sozialistisches Patienten-Kollektiv~~) — que de remplacer la lutte par de grands cris. Ce n'est pas seulement écœurant, mais cela te brise dans l'isolement, parce que cela n'oppose à la répression matérielle, dure, que de l'idéologie, au lieu de lui opposer un effort mental, qui est donc physique.

Armer les masses — c'est encore avant tout le capital qui le fait : les flics et l'armée et l'extrême droite. Donc avant de t'en prendre aux masses en R.F.A. ou aux « masses » tout court, réfléchis à la question de savoir comment la situation est ici. Ho Chi Minh écrivait en 1922 dans *L'Humanité* :

« La masse est fondamentalement prête à la rébellion, mais complètement ignorante. Elle veut se libérer, mais elle ne sait par où commencer. »

Cela n'est pas notre situation.

Ce à quoi nous réfléchissons le plus actuellement ici, c'est la question de savoir comment les expériences en partie horribles que nous avons faites dans l'isolement et pour lesquelles les concepts sont : trahison, capitulation, autodestruction, dépolitisation, peuvent être transmises, de façon que vous n'ayez pas à les refaire. Donc s'il est vrai que dans la guérilla chacun peut apprendre de chacun, il doit être possible de transmettre les expériences — à condition seulement de comprendre collectivement comme un processus — les histoires d'autorité dans lesquelles on institutionnalise des personnes, sont un antagonisme à cela.

Collectivité en tant que processus signifie combattre *ensem-*

cf. Index

ble — contre l'appareil qui, justement, est réel et non pas imaginaire.

19 mars U.

C'est de la merde : cour de « psychiatrie ».

La ligne Ossendorf (la prison de Cologne-Ossendorf) est comme partout extermination, et des psychiatres y participent, de même que les méthodes qu'applique la Sûreté de l'Etat sont conçues par des psychiatres — la psychiatrie, comme la science impérialiste en général, est moyen, et non pas fin.

La psychiatisation est une ligne de la conduite psychologique de la guerre, pour établir dans le combattant brisé l'absurdité de la politique révolutionnaire, pour prendre aux combattants leur crédibilité, mais c'est aussi une ligne de la tactique policière — pour les priver, par la destruction de ce que Buback appelle la « libération par la force », de leur intérêt militaire : le recrutement.

Ce que fait Bucker (directeur de la prison d'Ossendorf) n'est pas de la psychiatisation — c'est de la terreur. Il veut vous user jusqu'au bout. Avec tes concepts comme thérapie, essai de lavage de cerveau, tu n'y es pas, tu mets un intermédiaire là où l'attaque est frontale.

La méthode Ossendorf — comme en général la méthode taule — seulement Ossendorf représente la perfection de la construction et de la conception de l'application des peines, incarnées par Bucker et Lodt — est aseptique, totale — couper l'air au prisonnier de telle façon qu'il perd finalement sa dignité, sa conception de lui-même et son sens de la terreur. Le concept est extermination. La psychiatisation là-dedans n'est qu'un moment, n'est qu'un intermédiaire à côté d'autres. Si tu la regardes fixement comme le lapin, le serpent, tu ne piges pas ce qui marche à côté.

« Pas de fenêtres » — bien sûr. Mais là-dedans, il y a plus : le fait d'être décontenancé devant l'isolement, le sadisme avec lequel il est calculé, la perfection de son application, la totalité de la volonté d'extermination de la section « Sécurité » du Bureau fédéral de la Police criminelle, le fait d'être décontenancé devant la rigueur de l'antagonisme dans lequel nous sommes entrés en tant que combattants, décontenancé devant le fait que le fascisme existe effectivement ici, que ce n'est donc, effec-

tivement, pas seulement une affirmation de notre part, mais le concept exact pour le caractère de la répression qui te frappe, quant tu commences à faire dans cet Etat de la politique révolutionnaire.

Ils ne peuvent psychiatiser personne qui ne le permette/veuille pas. Tes grands cris sur la psychiatrie mythifient l'isolement. Et là il a son effet — alors qu'il faut le combattre, et évidemment vous devez mener la guerre contre les chicanes de Bucker —

Donc exiger : pas de contrôle acoustique, *uniquement* visuel quand vous êtes ensemble, comme à Stammheim. Mais ici aussi, c'était évidemment une lutte, jusqu'au moment où le flic qui nous *écoutait* n'y était plus, que nous pouvions nous asseoir par terre, etc. Sans rien faire, il n'y a *que* la répression qui marche. C'est clair.

Tu *déconnes* aussi. Quand tu sors de ton tiroir l'exigence de concentration et la ligne prisonniers de guerre, comme si c'était une menace — contre Müller (président de la cour au procès contre les prisonniers du commando Holger Meins ayant occupé l'ambassade de Stockholm). C'est des conneries. Nous devons viser la concentration et l'application de la Convention de Genève — mais qu'attends-tu de Müller ?

Nous les combattons, et la lutte ne s'arrête jamais, et ils ne nous faciliteront pas les conditions de lutte. Evidemment, si ton argumentation se passe au niveau de la morale bourgeoise, tu n'auras bientôt plus de munition, c'est débile. Donc fais bien attention à toi — parce que personne ne peut le faire à ta place dans l'isolement — pas même Bernd (prisonnier, membre du commando Holger Meins).

Dernière lettre d'Ulrike, aux prisonniers de Hambourg, trois semaines avant son assassinat

Nous finissons par la trouver vraiment intolérable — cette position de classe avec laquelle tu te gonfles ici.

Ce n'est pas non plus une question de définition — Puisque la *lutte* en est éliminée, donc l'essentiel.

Elle n'existe pas. C'est un piédestal qui a peu à voir avec ce que nous voulons. Ce que nous voulons, c'est la révolution. C'est-à-dire : il y a le but — et par rapport au but, il n'y a pas

1 éloques

de position, mais *seulement* le mouvement, la lutte, le rapport à l'être — comme tu dis — cela signifie donc : combattre.

Il y a la situation de classe : prolétariat, prolétarianisation, déclassement, abaissement, humiliation, expropriation, absence de liberté, misère.

Dans la pénétration totale, dans le système impérialiste, de toutes les relations par le marché et dans le processus d'étatisation de la société par les appareils idéologiques et répressifs d'Etat, il n'y a pas de lieu ou de temps dont tu puisses dire : je pars de là. Il y a l'illégalité et des territoires libérés, mais l'illégalité comme position offensive pour l'intervention révolutionnaire, tu ne la trouves pas non plus toute donnée, elle est elle-même un moment de l'attaque, c'est-à-dire n'existe pas sans elle.

La position de classe, c'est la politique extérieure soviétique dont on a prétendu qu'elle part de la position du prolétariat mondial, et le modèle d'accumulation prétendument socialiste de l'U.R.S.S. —

C'est la position — l'apologie — du socialisme dans un pays et cela signifie : une idéologie de renforcement de la domination d'une dictature qui ne s'est justement pas déterminée d'une manière offensive à partir de la contradiction avec l'impérialisme, mais d'une manière *offensive* à partir des contraintes d'encerclement —

Tu peux dire que la politique soviétique intérieure et extérieure a été nécessaire historiquement —

Mais tu ne peux reprendre son extrapolation comme position de classe.

La position de classe, et donc l'intérêt, le besoin, la mission de la classe, lutter pour le communisme afin de pouvoir vivre, est contenue dans sa politique. Je dirais : dépassée en elle. Mais c'est contradictoire. Position et mouvement s'excluent l'un l'autre. C'est une construction de remplacement et de justification — une prétention.

Elle prétend la dérivation de la politique de la classe à partir de l'économie — et c'est faux. La politique de la classe est un résultat de l'affrontement avec la politique du capital — ; la politique du capital est une fonction de son économie, et je crois que Poulantzas comprend cela justement quand il dit que les fonctions économiques de l'Etat font partie de ses fonctions répressives et idéologiques — lutte de classes.

La politique de la classe, c'est son combat contre la politi-

que du capital et non pas contre l'économie qui les prolétarise directement ou par l'intermédiaire de l'Etat.

La position de classe du prolétariat, c'est la guerre — c'est une contradiction in adjecto — une connerie.

L'Union soviétique fait des discours sur la position de classe, parce qu'elle veut faire passer sa politique étatique pour une lutte de classes —

Je dirais : c'est là la capitalisation de la politique extérieure soviétique. Ce qui veut dire justement : ils peuvent être des alliés dans le processus de libération, mais pas un protagoniste.

Le protagoniste n'a pas de position — il a un but. Mais la « position de classe » a toujours été un matraquage — la prétention d'affirmer et d'octroyer au moyen de l'appareil d'un parti, un concept de la réalité qui ne coïncide pas avec la réalité perçue et perceptible — car il prétend l'existence d'une position de lutte sans lutte de classes —

Comme tu le dis : « à partir de laquelle » il faudra agir et non pas : on agit déjà —

En 69, c'étaient *des* groupes m-l/ksv, so qui, par la « position de classe », ont dépolitisé le mouvement politique dans les universités, en prétendant juste une politique qu'aucun étudiant ne pouvait plus suivre émotionnellement —

C'était une position de liquidateurs contre le mouvement de protestation anti-impérialiste.

Et je pense que c'est cela l'horreur de ce concept et de son contenu, à savoir qu'il supprime l'identification émotionnelle avec une politique prolétarienne comme possibilité —

Elle est un catéchisme.

Nous ne partons justement *pas* d'une position de classe quelle qu'elle soit, mais de la *lutte* de classes comme principe de toute histoire, et de la *guerre* de classes, comme la réalité dans laquelle la politique du prolétariat se réalise — comme nous l'avons compris — *seulement* dans et par la guerre —

La position de classe ne peut être que le *mouvement* de la classe, dans la guerre de classes, le prolétariat mondial luttant par les armes, et dans la *réalité* son avant-garde, les mouvements de libération — comme dit Jackson : « connections, connections, connections » — et donc mouvement, interaction, communication, coordination, lutter ensemble — stratégie.

Tout ceci est paralysé dans ce concept de « position de classe » — et d'ailleurs tu l'utilises de cette façon-là : tu essaies d'en convaincre Inge — ceci — tu devrais le savoir depuis long-

Note¹ ici

temps qu'il n'y a rien de plus écœurant que le bourrage de crâne.

/ encore
Ou bien : la position de classe est une position triomphaliste.

C'est certain — elle a vraiment quelque chose d'héroïque. Seulement nous ne visons pas ça, mais l'effet.

Mais assez. J'ai l'impression de parler à un mur, ce qui n'est pas le sens de la chose. Le sens est de te faire descendre de ton piédestal —

'Alors descends, tu fanfaronnes.

13 avril Ulrike

3

Déclaration de Jan-Carl Raspe au procès de Stuttgart-Stammheim

Je ne parlerai pas longtemps.

Nous croyons qu'Ulrike a été exécutée. Nous ne savons pas comment, mais nous savons par qui, et nous pouvons définir le calcul de la méthode. Je rappelle la phrase de Herold (cf. Index) : « Les actions contre la R.A.F. doivent se dérouler de façon à refouler les positions de sympathisants. » */ rom*

Et Buback : « La Sûreté de l'Etat existe du fait que des gens s'engagent pour elle. Des gens comme Herold et moi trouvent toujours un moyen. »

C'était une exécution froidement conçue, comme Holger a été exécuté, comme Siegfried Hausner (cf. Index « Commando Holger Meins ») a été exécuté. */ rom*

Si Ulrike avait décidé de mourir, parce qu'elle y voyait la dernière possibilité de se (son identité révolutionnaire) maintenir contre la lente destruction de la volonté dans l'agonie de l'isolement — elle nous l'aurait dit — en tout cas à Andreas :

Telle était leur relation.

Je crois que l'exécution d'Ulrike maintenant — en ce moment — a sa raison dans une culmination — une première percée politique de l'affrontement international guérilla-Etat impérialiste R.F.A. C'est ce que disent des informations dont je ne veux pas parler maintenant. *F*

L'assassinat se situe dans une ligne stratégique de tous les essais de mainmise de l'Etat depuis six ans : l'extermination

6

physique et morale de la R.A.F. Et il vise tous les groupes de guérilla en Allemagne fédérale, pour lesquels Ulrike a une fonction idéologique essentielle.

Ce qui reste à dire —

Depuis le temps que je connais la relation entre Ulrike et Andreas — et je la connais depuis sept ans —, sa caractéristique était intensité et tendresse, sensibilité et précision.

Et je crois que c'était justement le caractère de cette relation qui a permis à Ulrike de supporter les huit mois de section silencieuse.

C'était une relation comme il peut s'en développer chez des frères et sœurs — orientée par un but identique, comme fonction de cette politique.

Et ainsi elle était libre — parce que la liberté n'est possible — que dans le combat pour la libération.

Il n'y a eu, pendant ces années, aucune rupture dans leur relation. Cela n'aurait pas été possible, parce qu'elle était déterminée par la politique de la R.A.F. Et dans la mesure où il a pu y avoir, dans le groupe, des contradictions profondes, elles ont été explicitées par une pratique concrète. Dans le processus de travail théorique, qui seul est possible en prison, elles ne peuvent trouver aucune base du fait d'une situation de lutte identique — et compte tenu de l'historique du groupe.

Que cela ait été exactement ainsi, c'est ce que prouvent les discussions, les lettres et manuscrits d'Ulrike jusqu'à vendredi soir. Ils expriment le véritable caractère de cette relation.

De prétendre maintenant qu'il y aurait eu des « tensions », un « froid » entre Ulrike et Andreas, entre Ulrike et nous, rendre, par cette infamie primitive et sinistre, le projet de l'exécution d'Ulrike utilisable pour la conduite psychologique de la guerre :

C'est Buback. Et c'est l'imbécilité de Buback :

Aucune de ces tentatives n'a jusqu'à présent mené à autre chose qu'à un concept de plus en plus clair des forces réactionnaires en Allemagne fédérale comme fascisme.

11 mai 1976

4

Ceci est un fragment sur la structure. Ulrike voulait absolument le dire à Stammheim — afin de détruire la théorie des meneurs que l'Accusation fédérale utilise pour mener ce procès à son point. Andreas y était opposé et nous voulions le bâtir différemment.

Ce n'est pas très important, mais maintenant je l'ai sorti quand même parce qu'il réfute les affirmations infâmes de Buback — « contradictions » — et parce que c'est ce à quoi Ulrike a travaillé en dernier.

Il ne peut être publié qu'intégralement et ensemble avec la lettre à Hanna Krabbe et celle aux prisonniers de Hambourg.

11 mai 1976 Jan

Fragment sur la structure

A ce que développe Habermas ici, il y a une condition dont nous disons qu'elle est la forme de la prolétarianisation de la classe dans les métropoles : l'isolement, résultant de la totalité de l'aliénation dans la production complètement étatisée.

L'isolement est la condition pour la manipulation.

Liberté contre cet appareil n'est possible que dans sa négation totale, c'est-à-dire dans l'attaque contre l'appareil dans un collectif combattant que la guérilla devient, doit devenir, si elle veut devenir stratégie, et donc vaincre.

La collectivité est un moment de la structure de la guérilla et — en pré-supposant la subjectivité comme condition de chacun

+

dans sa décision de combattre — son moment le plus important. Le collectif est le groupe qui pense, sent et agit en tant que groupe.

La direction dans la guérilla, c'est celui ou ceux qui tiennent ouvert le processus collectif du groupe et qui l'organisent dans le processus de leur pratique : la lutte anti-impérialiste à partir de leur autodétermination et de la décision de chacun d'être un moment de l'intervention, donc à partir de la conscience de chacun de ne pouvoir ce qu'il veut que collectivement, et cela vise le groupe dans lequel tout ce qu'il est : armée, politique, stratégie, embryon de la société nouvelle, dans son processus en tant que groupe engagé complètement dans le combat anti-impérialiste, est alors pratiquement, réellement dépassé.

La ligne, c'est-à-dire tirer, à partir de la stratégie, la logique et la rationalité des pas tactiques : des actions — est élaborée par tous — elle résulte du processus de discussion à partir des expériences et des connaissances de chacun, et elle est donc fixée collectivement et devient par là impérative.

Formulé autrement : la ligne est développée à partir du processus de la pratique et de l'analyse de ses conditions, des expériences et de l'anticipation — ce qui est possible en tant que processus homogène, parce que l'unanimité existe concernant le but et la volonté de l'atteindre.

Le processus de coordination de la pratique des groupes se développe, quand la ligne a été travaillée et comprise, militairement comme un ordre — son application exige une discipline absolue, en même temps qu'une autonomie absolue, une orientation et une force de décision autonomes, dans chaque situation et dans des conditions différentes.

Ce qui unit la guérilla à chaque moment, c'est la volonté de chaque membre de mener le combat.

Ainsi direction est une fonction dont elle a besoin pour son processus. Elle ne peut être usurpée. Elle est le contraire absolu de ce que la conduite psychologique de la guerre prétend de la direction de la R.A.F. : Andreas. Si Andreas était tel que le présente l'Accusation fédérale, il n'y aurait pas de R.A.F., il n'y aurait pas le processus de la politique de ces cinq dernières années, pour le dire tout simplement, nous n'existerions pas. Il est celui qui assure la direction dans la R.A.F. parce qu'il a été depuis le début ce dont la guérilla a le plus besoin : volonté,

conscience du but à atteindre, détermination, pratique collective —

Lorsque nous disons : la ligne est développée à partir du processus de la pratique et de l'analyse de ses conditions, celui de l'expérience et de l'anticipation, cela signifie que la direction est celui qui a la vue la plus large, la plus grande sensibilité et le plus de force pour coordonner le processus collectif, celui dont le but est l'indépendance et l'autonomie de chacun — sur le plan militaire : de former le combattant autonome —

Ce processus ne peut être organisé d'une manière autoritaire, aucune bande n'en est capable et sa direction par un chef de bande est exclue —

Le but de la campagne diffamatoire de l'Accusation fédérale contre Andreas est clair : elle prépare par là la démobilisation de l'opinion publique contre son assassinat — elle présente les choses de telle façon qu'on a l'impression qu'il suffirait d'éteindre ce seul type : Andreas, et qu'on aurait résolu ainsi le problème de la guérilla urbaine, ce qu'elle représente pour l'Etat — Maihofer (ministre fédéral de l'Intérieur (F.D.P.) dit qu'elle est le seul problème que l'Etat ne contrôle pas —

Nous en doutons. Dans le processus des cinq dernières années nous avons appris d'Andreas — parce qu'il est ce que nous appelons l'exemple, c'est-à-dire quelqu'un de qui on peut apprendre — à combattre, encore combattre, toujours combattre.

Parce que dans ce qu'il fait et donc dans ce que nous faisons il n'y a rien d'irrationnel, rien de contraint, rien de tourmenté —

Une des raisons pour lesquelles l'Accusation fédérale hait Andreas le plus, c'est le fait qu'il combat vraiment en utilisant toutes les armes — le fait que nous avons appris de lui, qu'il n'y a pas d'arme de la bourgeoisie que l'on ne puisse retourner contre elle : le principe tactique qui se fonde sur le concept du processus, au cours duquel le capital développe lui-même sa contradiction révolutionnaire. Et ainsi Andreas est le guérillero dont le Che dit qu'il est le groupe.

Il est celui parmi nous qui a fait sienne depuis longtemps la fonction d'absence de propriété — la fonction du guérillero qui anticipe le groupe et qui donc peut conduire son processus parce qu'il a compris sa nécessité, et qu'il a développé à partir du fait de l'expropriation totale, la prolétarianisation sous forme qu'elle a dans les métropoles : l'isolement, la guérilla sous la forme qu'elle a dans les métropoles, la force de la subjectivité.

de la volonté comme moteur dans le processus de construction d'une organisation de guérilla en RFA.

Il faut ici rappeler encore une fois qu'au début de toute initiative révolutionnaire - et nous pensons aux mouvements de grèves massifs qu'a connu la Russie en 1905, à la révolution d'octobre - , on en passe par la détermination et la volonté d'individus. C'est par leur médiation qu'un processus objectif, organique, trouve une orientation, une durée, une cohérence, une stratégie, une continuité et donc devient une force politique. Pour Gramsci, la volonté forte constitue le moteur du processus révolutionnaire au cours duquel la subjectivité se fait pratique.

Fragment sur la structure du groupe

Il s'agit d'un fragment sur la structure du groupe qu'Ulrike tenait absolument à exposer à Stammheim — afin de détruire la théorie des meneurs que l'Accusation fédérale voulait mettre au point pour mener ce procès. Andreas était contre, et nous aurions voulu le bâtir autrement.

Ça n'a pas grande importance, mais je l'ai quand même sorti aujourd'hui parce qu'il apporte la réfutation des affirmations infâmes de Buback — de ses « contradictions » — et parce que c'est à cela qu'a travaillé Ulrike en dernier.

Il ne peut être publié qu'intégralement et avec les dernières lettres d'Ulrike, les deux à Hanna Krabbe et celle aux prisonniers de Hambourg.

Jan. le 11 ma. 1976

Aux analyses développées par Habermas, il y a selon nous un préalable : la forme que prend la prolétarianisation de classe dans les métropoles, — l'isolement dû à une aliénation à tous les niveaux dans une production complètement étatisée.

L'isolement est la condition pour pouvoir ensuite la manipuler.

La liberté face à cet appareil n'est possible que dans sa négation totale, c'est-à-dire en attaquant cet appareil dans un collectif de lutte. Ce sera, cela doit devenir la guérilla si elle veut être une véritable stratégie, c'est-à-dire vaincre.

La collectivité est un moment dans la structure de la guérilla et — une fois posée la subjectivité comme condition pour chacun en particulier dans sa décision à combattre — son moment le plus important. Le collectif est le groupe qui pense, sent et agit en tant que groupe.

La direction dans la guérilla, c'est celui ou ceux qui tiennent ouvert le fonctionnement collectif du groupe et l'organisent au cours de leur pratique : la lutte contre l'impérialisme.

1. Pendant le mouvement étudiant en Allemagne, Jürgen Habermas était professeur de sociologie à Francfort — 1967-1971.

Pa

à partir de leur autodétermination et de la décision de chacun en particulier d'être un moment de l'intervention ; donc à partir du moment où chacun a compris ne pouvoir ce qu'il veut que collectivement. Ce qui veut dire un groupe dans lequel tout ce qui est : armée, politique, stratégie, embryon de société nouvelle par son fonctionnement en tant que groupe complètement engagé dans la lutte contre l'impérialisme, est pratiquement, *réellement* dépassé.

La ligne — c'est-à-dire, étant donné la stratégie tirée de la logique et la rationalité des progrès tactiques isolés : des actions — est élaborée par tous : elle naît au sein de la discussion de l'expérience et du savoir de tous, elle est donc établie collectivement et devient alors impérative.

En d'autres termes : la ligne est développée au cours de la pratique, dans l'analyse de ses conditions, dans l'expérience et dans son anticipation. Elle ne peut avoir une unité que parce qu'il y a unanimité concernant le but et la volonté de l'atteindre.

La coordination dans la pratique des groupes peut s'opérer, une fois la ligne élaborée et comprise, comme un ordre au sens militaire. Son exécution exige une discipline absolue en même temps qu'une autonomie absolue, c'est-à-dire une orientation et un pouvoir de décision autonomes pour chaque situation et avec des conditions différentes.

Ce qui fait que la guérilla à chaque moment, c'est la volonté de chacun en particulier de mener le combat.

Ainsi diriger est une *fonction* dont elle a besoin pour être opératoire. Celle-ci ne peut pas être usurpée. C'est exactement le contraire de ce qu'affirment les manipulateurs de la guerre psychologique : Andreas n'est pas le dirigeant de la « R.A.F. ». Si Andreas l'était, comme le présente l'Accusation fédérale, il n'y aurait pas de « R.A.F. », il n'y aurait pas ce procès de la politique depuis cinq ans, tout simplement nous n'existerions pas. S'il assume la direction dans la « R.A.F. », c'est parce qu'il est, depuis le début, ce dont la guérilla a le plus besoin : volonté, conscience du but à atteindre, détermination, sens de la pratique collective.

Quand nous disons : la ligne se développe au cours de la pratique, dans l'analyse de ses conditions, dans l'expérience et dans son anticipation, cela signifie qu'en assume la direction celui qui en a la vision la plus étendue, la sensibilité la plus grande et le plus de force pour coordonner l'opération collective, celui dont le but est l'indépendance et l'autonomie de chacun des membres — au sens militaire, du « combattant singulier ».

Ce processus ne peut être organisé de façon autoritaire, aucun groupe n'y est disposé, et sa direction sous la forme d'un chef de bande est donc exclue.

Le but de la campagne diffamatoire de l'Accusation fédérale contre Andreas est clair : elle cherche à préparer ainsi la démobilisation de l'opinion publique devant son assassinat. Elle présente toute l'affaire de cette façon : il n'y a qu'à faire crever ce seul type : Andreas, et le problème de la R.F.A., celui de la guérilla urbaine sera résolu — c'est, aux dires de Maihofer² le seul problème que l'Etat ne tienne pas en main.

Nous nous permettons d'en douter. Au cours de ces cinq dernières années, nous avons appris d'Andreas — parce qu'il est pour nous l'exemple, c'est-à-dire quelqu'un dont on peut apprendre — à lutter, encore lutter, toujours lutter.

Parce que dans ce qu'il fait, et donc dans ce que nous faisons, il n'y a rien d'irrationnel, rien qui soit obtenu par la force, ou par la torture.

Une des raisons pour lesquelles l'accusation hait le plus Andreas, c'est qu'il se bat effectivement en utilisant toutes les armes. C'est de lui que nous avons ainsi appris qu'il n'y a pas d'arme de la bourgeoisie qu'on ne puisse tourner et retourner contre elle. Voilà le principe tactique. Il se fonde sur la saisie du processus par lequel le capital développe ses propres contradictions révolutionnaires. Ce qui fait d'Andreas le guerillero, dont le Che dit qu'il est le groupe lui-même.

Il est celui de nous qui, depuis longtemps et pour toujours, a tenu à être dégagé de toute propriété. Voilà la fonction du guerillero qui anticipe sur le groupe et peut ainsi conduire son développement parce qu'il a compris sa nécessité et qu'il a su, en partant de la dépossession totale de fait, de la forme qu'a la prolétarianisation dans les métropoles — l'isolement, développer la forme métropolitaine de la guérilla, en prenant la force de la subjectivité, de la volonté comme moteur dans le processus de construction d'une organisation de la guérilla en Allemagne fédérale.

Il faut ici rappeler encore une fois qu'au début de toute initiative révolutionnaire — et nous pensons aux mouvements de grèves massifs qu'a connus la Russie en 1905, à la Révolution d'Octobre —, on en passe par la détermination et la volonté d'individus. C'est par leur médiation qu'un processus objectif, organique trouve une orientation, une durée, une co-

2. Ministre de l'Intérieur fédéral — membre du bureau du F.D.P.

hérence, une stratégie, une continuité et donc devient une force *politique*.

Pour Gramsci, la volonté est une condition sine qua non : la volonté forte constitue le moteur du processus révolutionnaire au cours duquel la subjectivité se fait pratique.

Projet d'intervention d'Andreas et d'Ulrike pour un autre procès¹

Fin avril 1976

Ce qui se passe, c'est que c'est la social-démocratie, moyennant l'énorme potentiel économique de l'impérialisme ouest-allemand soumis à l'hégémonie du capital U.S. — lequel contrôle *toutes* les industries stratégiques en Allemagne fédérale : l'électronique, la chimie, le pétrole, l'automobile, la construction mécanique —

qui organise, dans l'Europe de l'Ouest, le processus réactionnaire —

sur deux plans dont l'intermédiaire est le modèle de développement social-démocrate : les crédits, qui sont liés aux conditions politiques et qui ont pour fonction de préparer les investissements de capitaux en imposant, par le recours au chantage économique, la militarisation de la politique — (comme le dit Brandt dans une lettre à Olaf Palme, « *la stabilité, c'est anticiper sur la catastrophe afin de l'éviter* ») — pour dicter — et c'est son projet sur un plan stratégique politique plus vaste — son modèle de fascisme aux Etats subordonnés à l'Allemagne fédérale dans la chaîne impérialiste : stratégie par le jeu des institutions, système de la « counter-insurgency » (système anti-insurrectionnel), organisation de l'Etat sur le modèle de la démocratie parlementaire avec, en même temps, l'élimination des partis communistes, de telle sorte que le bloc au pouvoir *ne puisse* toujours être *que* celui du capital U.S.

A l'intérieur de l'Europe de l'Ouest, l'ennemi principal ce sont les U.S.A. et la social-démocratie de la République fédérale.

Parce qu'elle seule dispose, de par son histoire, de l'Internationale socialiste et du contact avec les syndicats pour imposer en Europe le projet de consolidation d'un nouveau fascisme.

¹ Pour la défense des inculpés dans l'affaire de l'ambassade de Stockholm.

C'est ainsi que toute attaque contre la présence ici du capital américain s'affronte immédiatement à l'Etat impérialiste et — tôt ou tard — directement aux forces militaires U.S., — celles qui agissent ouvertement. Dans chaque cas, les attaques contre les installations américaines ici forcent l'Etat à réagir en fonction de ce qu'il est depuis 1945 : une branche du capital U.S. et une pièce dans le système des Etats sous emprise américaine malgré le camouflage au niveau des institutions du véritable statut de la République fédérale : un territoire militairement occupé par les U.S.A.

C'est aussi une ligne pour la mobilisation mais l'essentiel est que la social-démocratie, démasquée de cette façon par l'attaque de petits groupes armés, se trouve placée dans l'impossibilité d'organiser l'Europe de l'Ouest en un bloc de puissances militaires au service de la stratégie du capital U.S.

Parce que le fascisme, ici rendu visible, va mobiliser nécessairement contre la République fédérale allemande tout ce qu'il peut y avoir de ressentiment politique à l'étranger contre elle, un vieil antifascisme, et tout ce qu'il peut y avoir de ressentiment contre l'impérialisme allemand, contre sa volonté d'hégémonie, dans tous les groupes du spectre qui va de l'extrême-gauche aux sociaux-démocrates, ainsi que dans les gouvernements de chaque nation. Et précisément avec comme ligne l'ennemi principal, ce sont les U.S.A. Donc sur cette ligne stratégique, — la première ligne de démarcation, ou mieux le FRONT, le conflit Nord/Sud —, où se déroulent les affrontements armés entre prolétariat mondial et impérialisme américain.

D'où, la deuxième ligne de démarcation dans les métropoles — elle est déterminée par la dialectique des répercussions sur les métropoles des guerres de libération à la périphérie du système, donc par la tentative de reconstruction au niveau stratégique du capital U.S. par le retrait de ses fronts vers les centres — sur le plan idéologique, politique, militaire, mais aussi économique (ce que nous n'expliquerons pas davantage ici). Et il s'agit de la transformer en un front, en une confrontation politico-militaire, — processus qui définit la lutte des classes dans les métropoles comme une partie de la guerre de libération dans le tiers monde, en anticipant ici sur ce qu'est la politique prolétarienne aujourd'hui : une guerre de libération.

Voilà — brièvement — la stratégie que nous avons en vue, compte tenu de notre expérience et de ce que nous avons appris ici.

Voilà la ligne sur laquelle le capital et son Etat sont obli-

gés de réagir, et de façon disproportionnée, à l'attaque de petits groupes révolutionnaires, et conduits à les multiplier. C'est-à-dire : c'est la mécanique même de l'appareil qui développe dans le système impérialiste un front et en même temps son antithèse : une situation politique dans laquelle les processus de polarisation sont en cours, dans lesquels la résistance, — dans sa structure illégale, la guérilla —, peut être comprise, et nous disons : sera comprise, comme la cause de chacun et de tous ceux qui ont pris conscience de leur situation dans le système impérialiste.

Il y aurait quelque chose à ajouter ici sur la structure de l'organisation sur l'organisation de la guérilla dans les métropoles pour lutter sur ce front, nous le laisserons évidemment de côté ici.

Enfin — il faut analyser une bonne fois le projet militaire qu'ont les Américains en se servant de la social-démocratie : — intégration des appareils chargés de la sécurité intérieure et extérieure (c'est-à-dire intégration des appareils policiers dans la structure de l'O.T.A.N.), transformation de l'ensemble de l'appareil d'Etat, y compris des appareils idéologiques (écoles, media, ensemble des administrations), en un gigantesque réseau tentaculaire de renseignements. Un processus qui oblige tous les fonctionnaires et employés à faire des rapports au service de surveillance de la constitution. Un seul journal en a parlé jusqu'à présent.

Voilà la stratégie au niveau des institutions de ce nouveau fascisme qui fait de la justice politique un instrument de la « counter-insurgency » (du système anti-insurrectionnel), — de la police politique ; cependant que parallèlement on installe la machine du Conseil de Sécurité de l'Etat : le Bureau fédéral de la police criminelle (B.K.A.), à l'intérieur de ce Bureau le département « terrorisme » (T.E.) qui siège à Bonn, la police des frontières (B.G.S.), les sections mobiles d'intervention (M.E.K.) ; on développe la police encasernée, on homogénéise les polices des Länder sous le commandement du B.K.A., on multiplie les ordonnances de police. Et l'informatique représente encore un saut qualitatif : le fichier manuel devient un ordinateur électronique, qui permet pour la première fois des techniques nouvelles de répression empruntées au système des communications de masse et que la guerre psychologique met en application.

La stratégie sur le plan institutionnel vise, verticalement et horizontalement dans l'Europe de l'Ouest, donc sur les plans intra- et inter-étatique, à la création d'un appareil militaire structuré par les services de renseignements, qui pénètre

les sociétés, et intègre les Etats en coiffant les ministères de l'Intérieur, par-delà l'interconnexion internationale des machines de répression, sans avoir lui-même d'expression politique. Ce qui signifie qu'il échappe totalement au contrôle public. Donc une structure de pouvoir transnationale, en fin de compte, sous le commandement du *Pentagone*, une machine militaire qui est en même temps son propre appareil de propagande, dans la mesure où il est un appareil de manipulation totale dans la tactique de la guerre psychologique.

C'est-à-dire que ce système d'obtention et d'utilisation des renseignements dans la guerre psychologique constitue un système clos en soi, à l'intérieur duquel la manipulation et le contrôle, et donc de nouveaux schémas de manipulation peuvent, dans un appareil fermé sur lui-même, être développés, crachés et perfectionnés, et ne manqueront pas de l'être.

Ce que la gauche officielle n'a pas du tout compris, c'est que évidemment, dans cet ensemble, son internement est déjà réalisé par l'ordinateur du B.K.A., ainsi que celui du cercle de tous ses amis et connaissances.

Et c'est déjà clair : si le B.K.A. peut mettre la main sur 394 collectionneurs d'armes en une seule action bien coordonnée, il lui est naturellement possible aussi de transporter en *une seule* action toute la gauche *officielle* dans les stades.

La guérilla urbaine est une tactique qui révèle la stratégie tout en anticipant sur elle. Ce qu'elle vise : la reconstruction au niveau international de la politique prolétarienne, et donc la réaction dans ses conditions internationales.

Sur le plan de l'élaboration de la stratégie de la politique révolutionnaire, cela signifie : comprendre que le gouvernement de chaque Etat est un appareil de répression intérieure, mais du fait de sa détermination au niveau international en faveur du capital multinational américain.

Le système où sont pris les Etats qui sont soumis à l'emprise de l'impérialisme américain est un système de front par secteurs dans la guerre que l'appareil de répression du capital U.S. conduit sur deux secteurs : — sur les points de cristallisation de la ligne de démarcation pauvres/riches dans l'opposition Nord-Sud, et sur la deuxième ligne de démarcation, à l'intérieur des métropoles, ici pour prévenir une massive contre-offensive prolétarienne.

Il est important d'ajouter ici que, d'une part, l'Etat au service du capital agit à partir des contraintes que le mouvement du capital — qui est le fondement matériel de toute l'affaire — lui impose, il est une fonction du capital ; mais d'autre part, dans cette mesure, le capital ne peut plus déve-

lopper à partir de lui-même aucune perspective productive, ou pour employer une expression de l'économie bourgeoise : il n'est plus capable d'innover. Il a cessé d'être le sujet de la reproduction sociale de l'activité de l'Etat.

Il est clair, pour un homme comme Schmidt, que, sans avoir trouvé de solution au problème de l'économie, de la crise, de l'inflation, du chômage, en un mot : au problème du marché mondial, l'existence au niveau de l'Etat du système impérialiste est un colosse aux pieds d'argile.

Mais le fait nouveau, et donc ce qu'il y a aussi de nouveau dans ce fascisme, c'est qu'il ne s'agit pas seulement pour lui d'assurer la domination du capital, des marchés et de les consolider, mais de former une structure de pouvoir militaire-économique qui puisse s'imposer comme celle d'un système d'Etats indépendamment de leur base politique et des contraintes du mouvement du capital.

Ici l'Etat est le sujet de la politique et il n'est plus gouverné par des fractions concurrentes du capital, mais il est l'expression immédiate *du* capital, parce que, sous l'hégémonie du capital U.S., il n'y a d'autonomie ni économique, ni donc politique des capitaux face au capital U.S.

Il s'agit pour nous de montrer ici, *à partir de* l'internationalisation du mouvement du capital, la dialectique par laquelle les gouvernements soumis à la domination de l'impérialisme américain se transforment en un nouveau fascisme, organisé à l'échelon international, et par là la nouvelle fonction des gouvernements à partir des contraintes de défensive sur le plan stratégique dans lesquelles se trouve l'impérialisme depuis sa défaite au Vietnam.

Le moment central qu'il s'agit de mettre en évidence, c'est qu'à partir du moment où on a déterminé la réaction comme processus organisé et projeté sur le plan *international*, la stratégie révolutionnaire *doit* être internationaliste, c'est-à-dire : si l'on a pu dire que l'analyse politico-économique de la situation aujourd'hui coïncide avec le schéma conceptuel marxiste,

cela signifie concrètement que la stratégie du *Manifeste* : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » a retrouvé un nouveau ferment sur le plan de l'organisation dans la guérilla qui anticipe sur la reconstruction internationale de la politique prolétarienne. La forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les centres du capital sera la guérilla dans les métropoles.

Ligne directrice pour le procès contre le commando Holger Meins

Andreas et Ulrike

Le processus politique d'où est sortie la guérilla urbaine en R.F.A., a commencé à Berlin — 1966, 1967, 1968.

Rôle — histoire de la R.F.A. — système des Etats sous contrôle américain — anticommunisme :

sous-centre politiquement — économiquement — militairement / pivot stratégique — mouvement du capital — encerclement — guerres de libération / lignes de démarcation — *nouvelle gauche*.

Causes : la prolétarisation.

Conditions : sous-centre stratégique — expansion U.S. sur les plans politique — économique — militaire.

Possibilité : force stratégique — moment de l'instabilité :

a) fonction idéologique — en tant que pays divisé :

b) fonction politique, économique et militaire — « vitrine » modèle du développement et de la stabilité capitalistes.

Exemple : fonctions de légitimation et d'intégration pour la stratégie du capital U.S. — tiers monde — Europe, conformément à ça : la *réaction* — pour ce qui est de l'Europe.

Sa POSSIBILITE : la « totalisation de la violence » :

a) quant à son contenu : fascisme-stratégie institutionnelle ;

b) quant aux faits : S.R. Pusch², lois d'exception, etc. ; « counter-insurgency », militarisation de la politique par la légalisation de la « counter-insurgency ».

Démantèlement de la GAUCHE.

Mise en ghetto.

(Voir AGNOLI pour : la critique des sectes, la critique du parti, pour le parti / la stratégie institutionnelle.

Politique illégale.

1. Pour la défense des inculpés dans l'affaire de l'ambassade de Stockholm
2. Marxiste de Francfort.

Dans les conditions d'une répression extrême et totalement structurée, les possibilités tactiques :

a) l'état industriel,

b) sous-centre stratégique (l'internationalisme prolétarien).

Guérilla urbaine — la « R.A.F. ».

Les méthodes d'intervention révolutionnaires.

Continuité — *sens* de l'action.

Solidarité (signal de l'identité) avec ceux qui ont coupé tout lien avec le système existentiellement et politiquement, qui sont restés fidèles à cette rupture, qui ont continué à lutter et que, pour cette raison, on veut anéantir de façon *exemplaire*.

Sens de la politique des emprisonnés.

Fonction de l'exemple :

a) subjectivement

b) objectivement — l'EVIDENCE.

Déclaration sur la politique de l'action.

Concrètement : la dialectique de la défaite, du point de vue militaire, une défaite, du point de vue politique, une victoire.

- a) sur le plan
du contenu : fascisme — stratégie institutionnelle
- b) les faits : S.R. Putsch, lois d'exception etc. ; counter-insurgency ; militarisation de la politique par la législation de la counter-insurgency

Démantèlement de la gauche
ghettoïsation

AGNOLI à propos de : critique des sectes
critique du parti
à propos de parti/stratégie institutionnelle

Politique illégale

~~A partir des conditions de répression extrême et totalement structurée les possibilités tactiques~~
a) Etat industriel
b) sub-centre stratégique (internationalisme prolétarien)

Politique illégale

A partir des conditions de répression extrême et totalement structurée les possibilités tactiques
a) Etat industriel
b) sub-centre stratégique (internationalisme prolétarien)

Guérilla urbaine — R.A.F.
méthode d'intervention révolutionnaire

Continuité — sens de l'action

Solidarité (signal de l'identité)

avec ceux qui ont coupé tout lien avec le système existentiellement et politiquement, qui sont restés fidèles à cette rupture, qui ont continué à lutter et que, pour cela, l'on veut exterminer d'une manière *exemplaire*.

Sens de la politique des prisonniers

fonction de l'exemple

- a) subjectivement
b) objectivement — EVIDENCE

Déclaration sur la politique de l'action

Concrètement : dialectique de la défaite —
militairement une défaite
politiquement une victoire

De la discussion à Stammheim, début mai 1976

Thème : Révolution d'Octobre — III^e Internationale

Nous avons dit

La Révolution d'Octobre a déterminé la structure du processus réactionnaire à l'Ouest, c'est-à-dire que le développement du capital est devenu dès lors un processus explicitement *politique* se référant au contexte international entre révolution et impérialisme —

Deuxièmement : elle a produit finalement, au cours du processus long et douloureux de l'accumulation soviétique, la ligne de démarcation militaro-politique est-ouest —

La troisième ligne qui a pris en elle son point de départ révolutionnaire, c'est celle des luttes de libération des peuples du tiers monde, par le fait qu'ils ont pu eux-mêmes s'organiser de façon internationaliste dans la Troisième Internationale organisée par la Révolution d'Octobre, et cela signifie : amener leur lutte au niveau *politique* dont la politique prolétarienne a besoin pour pouvoir devenir efficace —

C'était l'une des thèses centrales de Lénine pour l'organisation du processus révolutionnaire mondial lors du 1^{er} Congrès de la Troisième Internationale (ou du second ? — ça se trouve dans ce livre détestable du Komintern que nous avons — vérifie, ou passe-le-moi si tu l'as — bien, sinon je vais encore l'oublier, merde), que la révolution *doit* se mouvoir dès le premier instant au *niveau* politique du processus contre-révolutionnaire, que si elle n'anticipe

pas dans son initiative le niveau de la contre-révolution, elle anticipe sa défaite, autrement dit : elle doit *obligatoirement* échouer.

La défense de la conquête du pouvoir dans un pays — la Révolution d'Octobre et l'organisation du processus révolutionnaire mondial étaient, pour Lénine, *une* seule et même chose.

Pourtant, si l'on tient à parler de Lénine, on n'apprécie pas à sa juste valeur cette figure de la révolution russe, sans dire qu'un des moments essentiels dans le concept d'internationalisme de Lénine était son concept de morale révolutionnaire, c'est-à-dire, il entendait par servir le peuple, précisément : servir le prolétariat mondial, et il ne parlait pas là de sa seule personne, mais il déterminait à partir de cette position le processus intra-étatique en Russie, avant et après la Révolution d'Octobre, comme *instrument* du processus révolutionnaire mondial — « subordonné à lui », de manière fonctionnelle. Nous mentionnons cela en passant, parce qu'une grande partie de la gauche nationaliste bornée continue à se référer à Lénine, et que des citations de Lénine jouent également un rôle dans la campagne de diffamation menée par la gauche révisionniste contre l'internationalisme de la R.A.F. L'obversion qui, entre temps, a été développée contre Lénine par la gauche non révisionniste, du moins dans ses désirs pris pour des réalités, n'a pas grand-chose à voir avec ce que Lénine a effectivement fait, et ce pourquoi il a lutté dans le mouvement communiste international — l'internationalisme prolétarien.

Les manipulations historiques de l'édition Marx-Engels de l'Institut des Sciences de Moscou font évidemment aussi partie de cela — mais comme j'ai déjà dit — soit dit en passant ~~+~~. Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas la réception théorique de Lénine, mais le processus *réel* qui a été déclenché par la Révolution d'Octobre et la Troisième Internationale.

L'orthodoxie marxiste était, et l'on doit dire, est encore aujourd'hui, *blanche*. Si bien qu'aujourd'hui encore, dans sa critique et dans ses analyses de la politique de la Troisième Internationale, sa fonction consciente *pour* le développement de la révolution anticoloniale en Asie de l'Est ne joue aucun rôle. (Si elle le faisait, elle serait d'ailleurs obligée de relativiser aussi son image de Staline, car en ce qui concerne la question coloniale, Staline était léniniste jusqu'à l'ultra-gauche, et ce qu'elle n'accepterait pas, ce serait que Staline et Hitler soient mis sur le même plan. Enfin — barrer ça peut-être. Ou bien l'utiliser pour la critique des m-l et analyser l'identité de l'anticommuniste et de leur politique contre le social-impérialisme. Ces salauds se réclament de Staline

— ou alors comment ou quoi ? — hein, Gudrun ! qu'est-ce que t'en dis — ou bien : stalinisme et politique extérieure chinoise) —

Schlesinger (ancien secrétaire du Komintern) dit : « Pour apprécier le soutien potentiel-politique, que la révolution russe pouvait donner aux révolutions coloniales — devait donner pour des raisons de simple autoconservation, l'appréciation de la révolution russe elle-même était sans importance » et « la question d'un isolement de la révolution n'était plus pertinente pour les pays coloniaux, puisque le soutien de l'Union soviétique était déjà acquis ».

Lorsque Brandt organise aujourd'hui, par l'Internationale socialiste, le projet contre-révolutionnaire de la social-démocratie — son projet de développement en tant que projet de soumission des Etats du système étatique U.S. au modèle de développement du capital U.S., d'investissements de capitaux au prix de l'abandon de la souveraineté nationale, c'est-à-dire, concrètement dans le cas de la Grèce, de la Turquie, de l'Espagne, du Portugal, l'intégration dans l'O.T.A.N., et pour la Yougoslavie, le rapprochement avec l'O.T.A.N. —, il faut se rappeler que ce parti a ses racines dans la Deuxième Internationale dont l'engagement, en ce qui concerne la question coloniale, a toujours été, et sans équivoque, raciste, chauviniste, a toujours été l'engagement pour l'exploitation impérialiste, contre la libération des peuples de la Troisième Internationale.

Et il faut rappeler à la gauche révisionniste qui se réclame de Lénine, de même qu'à la gauche antirévionniste qui refuse Lénine, que la théorie de Lénine sur l'impérialisme, que sa théorie sur la fonction de l'Etat, a été développée, après la conquête du pouvoir par le prolétariat, contre la social-démocratie, contre la conférence de Zimmerwald, contre la Deuxième Internationale — en partant de la position du prolétariat mondial, Lénine ayant clairement pris parti pour les mouvements de libération du tiers monde contre l'impérialisme.

Et ce n'est pas une position abstraite-théorique, à partir de laquelle ou bien pour laquelle il aurait lutté, qui est au centre de toutes les interrogations de Lénine, mais c'est l'organisation de l'insurrection dans le cadre global, donc l'organisation de la lutte armée contre l'impérialisme. Et c'est un calcul opportuniste sale et mesquin que d'avoir fait de l'écrit de Lénine sur le radicalisme de gauche son écrit principal — c'est un écrit contre le communisme de gauche qui, aujourd'hui, a sa caricature dans la gauche spontanéiste et pour laquelle la dimension internationale du combat ré-

volutionnaire existe aussi peu que pour toutes les autres sectes, ou pour le dire autrement : comment est-il possible qu'un gauchiste du K.B.W. (groupe m-l à tendance maoïste) préfère se faire tuer ou du moins courir le danger de l'être au Portugal, en y travaillant dans une commune agricole, plutôt que de combattre ici, dans l'illégalité, contre le système qui entre-temps peut de nouveau tirer sur les travailleurs, même au Portugal — après ce qui s'était passé, ce qui s'est déroulé avec une précision d'horlogerie au Chili ?

La Troisième Internationale a organisé les partis communistes comme opérateurs de la lutte armée, finalement des révolutions paysannes en Chine et Indochine. Les partis communistes coréens et indonésiens sont parvenus, avec la protection de l'Internationale communiste, à organiser la révolution anticoloniale. Tandis que les partis communistes d'Amérique latine, en tant que produits d'intellectuels eurocentriques, ne sont pas parvenus à toucher la base latino-américaine, la population indienne.

La Troisième Internationale — c'est l'essentiel — était anti-blanche, si bien que si l'on se demande aujourd'hui, d'où l'Union soviétique tire son prestige dans le tiers monde — en dehors bien sûr des livraisons d'armes aux mouvements de libération — c'est bien de la ligne historique à laquelle elle peut se rattacher et se rattache.

La tentative chinoise au début des années 1960, de développer le conflit sino-soviétique comme conflit entre le communisme blanc et le communisme des populations noires, jaunes, rouges, etc., en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, était la tentative, doit-on dire rétrospectivement, d'usurper au profit de la Chine la solide tradition de la Troisième Internationale, pour l'étrangler —

Dans la mesure où la politique extérieure chinoise, justement, n'organise pas les mouvements de libération des populations de couleur contre l'impérialisme, mais les neutralise, allant jusqu'à soutenir des régimes réactionnaires comme celui de Madame Bandaranaike à Ceylan (Sri Lanka) contre les mouvements de libération taxés de « guévaristes » par la réaction, pour l'anéantissement desquels la contre-guérilla a livré des équipements de guérilla — des hélicoptères, etc.

Enfin — on verra. Ce texte ira éventuellement avec un autre sur les m-l, etc., où il y aura davantage à dire sur la politique extérieure chinoise —

Donc, il y a bien deux lignes : premièrement — les trois modèles de développement : le modèle chinois, qui neutralise les Etats

indépendants dans le front nord-sud et agit ainsi efficacement pour la politique de l'impérialisme —

— le modèle soviétique : construction de l'industrie lourde/non-simultanéité/soutien de la lutte armée —

— le modèle social-démocrate : aide économique plus contre-guérilla.

Non, plutôt : le modèle chinois de développement qui neutralise, le modèle soviétique qui soutient la lutte anti-impérialiste, le modèle social-démocrate qui organise la contre-révolution

— finalement le communisme blanc

Il faudra voir.

7

Parties de la déclaration des prisonniers de la R.A.F. en janvier 1976

Nous n'aimons pas beaucoup faire des proclamations — et de toute façon elles n'auraient pas de sens devant la façade d'opinion publique déformée, corrompue et totalement manipulée qui [selon les paroles de Wunder (procureur fédéral au procès de Stammheim)] autorise des observateurs ici.

Le problème — et c'est aussi un élément de ce spectacle lamentable, et pourquoi il se déroule dans ce bâtiment et a lieu à Stammheim et non pas dans une ville où la gauche légale pourrait constituer son public — c'est que, dans le fond, personne ici n'écoute ce que nous disons autrement que pour des sensations banales, d'une autre oreille que celle de l'indic ou du marché. Ce marché est incapable de comprendre même les faits là où il s'agit de notre extermination politique. Si le public civil qui est admis ici, ou qui permet qu'on observe ici, avait encore une fonction de contrôle, ce procès serait impossible.

Son projet, et ceci ressort des radotages des hommes politiques, du caractère militaire de la mise en scène de ce procès et de ce ver corrompu, là devant — son projet d'autoreprésentation impériale qui marque chaque détail de ce spectacle lamentable, est démagogique, et a été développé à partir d'une campagne diffamatoire de cinq années de conduite psychologique de la guerre.

Nous combattons sur son terrain qui est en fait totalement organisé jusque dans les moindres détails, et je ne veux pas les rapeler maintenant.

Chacun sait entre-temps qu'ici tous les moyens illégaux de nous rendre incapables de nous défendre ont été essayés et appliqués, et le sont encore, car dans l'esprit de la justice militarisée, cela est identique, incapables d'articulation politique dans cet affrontement que l'Etat doit craindre, car c'est d'elle que tout dépend.

De même qu'elle fait apparaître le caractère révolutionnaire de l'affrontement, elle définit la tentative de mainmise de la part de l'Etat, tout cet effort énorme de la mobilisation réactionnaire qui a trouvé son expression ici jusque dans l'architecture — comme contre-révolutionnaire, comme *guerre de classes*.

C'est pour cela que nous sommes ici. Nous menons ce procès, ou nous l'avons essayé, pour démontrer et expliquer la faiblesse de l'Etat, dans la mesure lamentable qu'est ce procès, et dans le fait que l'Etat est obligé ici (et Schmidt l'a dit assez souvent) de disputer sa légitimité par tous les moyens à quatre prisonniers — et ceci au moment même de sa démonstration de force.

Cependant, l'argument d'une justification scientifique de notre politique (dont nous sommes capables, je crois, même maintenant) est ici une absurdité, et notre intérêt ne peut être que de développer une conception, une expérience et une analyse dont la publication légale, une fois prononcée ici, ne pourra être empêchée par l'Accusation fédérale.

Nous nous sommes prononcés *contre* une présentation complexe de la conception fondée d'une stratégie révolutionnaire, *maintenant*, à ce moment, et ceci pour trois raisons :

U. — Prinzing (président de la cour de Stuttgart-Stammheim, O.L.G.) nous interromprait de toute façon, parce que cela demanderait trop de temps, et parce que son job de juge de la Sûreté de l'Etat signifie pour lui le blocage des contenus politiques dans cette procédure —

Deuxièmement — ce texte sera analysé — c'est une expérience et nous ne sommes pas sûrs, en donnant une reconstruction de définitions stratégiques/de ne pas livrer des armes à la Sûreté de l'Etat, sans pour autant les mettre à la disposition de l'organisation d'une politique révolutionnaire armée.

Enfin — et ceci aussi est important — nous ne parlons que pour les prisonniers d'après leurs discussions et pour nous-mêmes. Nous ne parlons pas pour des groupes qui combattent dans l'illégalité.

A ceci on peut ajouter :

La continuité de la guérilla urbaine, la continuité de son attaque révolutionnaire, ne se réalise que dans son action, et non pas dans une proclamation de prisonniers.

Démontrer l'évolution de son *contexte* — cette exigence déjà serait fautive, car le spectacle ici est sans signification pour le processus de développement de la guérilla urbaine.

Nous pensons aussi que la tentative d'une justification scientifique présuppose un consensus minimum — celui de l'argumentation. Là où l'absence d'un consensus éclate d'une manière aussi ouverte et brutale, ne serait-ce que par les mesures lamentables prises par Prinzing pour empêcher ce texte — une justification serait une contradiction en soi —, sans compter le fait que ce tribunal a démontré depuis des mois son incapacité et son manque de volonté de suivre une argumentation sur le contenu.

La conception scientifique de notre politique, sa justification théorique uniquement sur les bases de l'analyse de 1970 serait également totalement absurde devant ce tribunal. Elle ne serait révélatrice que pour les analystes de la Sûreté de l'Etat — après que cinq ans de guérilla urbaine ont *prouvé* son évidence —

Très significatif.

En plus de cela, faire une déclaration, cela signifie toujours la défense de quelque chose contre une machination brutale — mais alors on entre dans son jeu, et même s'il s'agit de la présentation d'une confession, une déclaration est une interaction dans laquelle nous serions obligés d'entrer dans le jeu de ce tribunal, de ce spectacle. Cela est impossible — même de façon tactique — et cela l'est devenu encore plus pendant ces trois dernières années. Cette procédure *ne nous atteint pas* dans son contenu. Ce qui nous concerne, ce sont ses mesures et la possibilité de les expliquer. Andreas a déjà dit pas mal de choses à ce sujet, et lors de la production des preuves nous en dirons certainement bien plus encore — c'est à voir.

Pour cette fois-ci, Andreas parlera, ou plutôt nous parlerons, *brèvement*, enfin de façon relativement brève, et selon les lignes de notre discussion — car Zeis (procureur fédéral dans le procès de Stammheim) nous a fauché (et sans nous les rendre), juste avant le procès, nos projets écrits ainsi qu'un manuscrit important (du moins théoriquement) — de deux aspects de la chose :

1) de la *nécessité* de notre politique issue d'une détermination historique, et, concrètement, du processus de résistance qui a permis, il y a cinq ans, le développement de la R.A.F., et, se développant à partir de là,

2) de sa *possibilité*, en tant que fragment de la planification du processus révolutionnaire que la guérilla urbaine anticipe comme tactique.

Vu le niveau d'abstraction que le procès a désormais atteint du fait du comportement borné, véreux et musclé de Prinzing qui entend maintenir une procédure pénale normale, nous n'avons finalement pas d'autre choix que de lui opposer notre propre abstraction. Il faut qu'on comprenne ici que tel n'était pas notre but dès le début, que notre plan n'était pas non plus de confronter cette procédure avec des contenus de politique révolutionnaire — en les présentant ici comme dans un séminaire. Nous pensions plutôt à une ou plusieurs déclarations brèves, et notre projet était de concrétiser les contenus lors de la production des preuves —

Voilà pour notre conception de la mise en scène. Entre-temps il est clair que premièrement ce projet ne sera certainement pas réalisable, parce que nous allons trop mal — ce qui doit correspondre au plan de Prinzing, puisqu'il a combattu ici et combat encore par tous les moyens pour empêcher notre défense, et par la « réglementation finale des conditions de détention » — c'est son expression — par laquelle notre état de capacité partielle de comparaître doit être maintenu ou aggravé — et deuxièmement, parce que Prinzing l'empêcherait directement en escamotant par exemple des requêtes lors de la production des preuves, comme — et il faut insister sur ce fait — il a refusé *chaque* requête depuis six mois. Ceci signifie tout simplement que le fait et le contexte de notre politique ne seront pas représentables, pas véhiculables, par la production des preuves. Nous allons donc essayer de l'expliquer dans le cadre d'un procès en tentant effectivement le rituel d'une déclaration — quoique fragmentaire —, mais qui s'orientera aux lignes de notre analyse. Pas mal de documents importants pour cela ont été raflés juste avant le procès par l'Accusation fédérale.

A. — La déclaration maintenant est donc marquée par les conditions de travail absurdes, et elle ne peut se faire que si nous ne sommes pas interrompus; si Prinzing nous interrompt à plusieurs reprises, nous l'arrêterons — parce que nous n'avons qu'un manuscrit partiel, et parce que nous n'avons pu en discuter que très peu de temps ensemble. Nous comptons la publier un jour ou l'autre/une fois qu'elle sera structurée de façon plus claire.

Pour le préciser à nouveau, toute notre tentative de rendre

ceci disponible à travers le protocole est déterminée par la discussion internationale de la gauche militante antirévionniste en Europe, et pas seulement en Europe. Nous démontrerons que l'encerclement et l'intégration totale des organisations traditionnelles de classe du prolétariat par et dans la politique du capital en Allemagne fédérale sont déterminés historiquement, et nous essaierons de démontrer que ce processus ne peut être brisé que de façon internationale, par la reconstruction politique internationale du prolétariat à partir du développement du capital, par la stratégie de classe. La guérilla dans les métropoles est l'expression consciente, l'interprétation, la tentative subjective consciente de faire naître cette reconstruction dans — et à partir de — sa dimension internationale.

Pour décrire cela et pour le faire comprendre, nous sommes *obligés* d'insister également sur des catégories économiques, car elle ne peut être développée, même de façon fragmentaire et abrégée, qu'à partir du concept de la tendance objective (tendance non pas selon la base conceptuelle de Schmidt, mais de MARX, *Grundrisse*).

Evidemment,

cela est inhabituel, et je n'ai jamais entendu dire qu'une chose semblable ait été tentée dans un procès politique. Mais ce n'est pas seulement un essai de répondre aux tentatives plates et démagogiques de nier tout *contenu* politique à ce procès — je crois que Sartre a dit que le crime consiste à vouloir nous traiter comme des criminels de droit commun; cependant, nous sommes quand même obligés d'y voir une réalité dans une certaine mesure, d'une part parce que la politique révolutionnaire, et pas seulement révolutionnaire, mais toute tentative d'opposition démocratique et sociale, doit être criminalisée dans cet Etat et l'est réellement, et d'autre part, parce que nous n'avons aucun problème avec cette forme de résistance que la justice de classe appelle criminalité de droit commun.

C'est plutôt une tentative *pratique* de briser la censure et l'illégalisation de nos textes; ce que nous disons ici, dans sa forme actuelle, peut être publié *de toute façon*, encore que Buback trouvera certainement un moyen musclé de l'empêcher; donc nous faisons l'essai. (Et c'est justement pour cette raison que nous n'avons pas de concessions à faire à ceux qui écoutent ici.)

Le fait est, pour le dire une fois de plus de façon lapidaire, que nous sommes tous (je veux dire tous les prisonniers) sûrs

que le développement confirmera notre analyse et notre pratique, comme il l'a déjà confirmée dans les cinq dernières années —

Nous avons fait des erreurs, mais disons que c'étaient des erreurs objectivement nécessaires vu la faiblesse de la politique prolétarienne en Allemagne fédérale.

Et — même ce texte ferait-il croire le contraire — il n'y a pas, dans la R.A.F., de séparation entre théoriciens et praticiens — donc aucune sorte de répartition du travail, d'exploitation ni de structure hiérarchique que la conduite psychologique de la guerre projette sur nous. Cela a toujours été clair pour chacun de nous, et il n'y a jamais eu de malentendu sur la question de savoir comment les charges, les problèmes et la structure d'un groupe qui s'organise et lutte dans l'illégalité doivent être compris et définis? Notre estimation de cette nécessité n'a pas changé.

En revanche, nous avons appris que l'illégalité est la seule région libérée dans la guerre des classes dans laquelle les relations humaines sont possibles. Nous avons connu de façon subjective sa dialectique émancipatrice et libératrice. Il n'y a rien à dire ici du processus d'apprentissage de la radicalité existentielle et de la structure collective — enfin, peu de choses —, car entre-temps la réaction de l'Etat impérialiste social-démocrate, de l'impérialisme S.P.D., la contre-propagande et la répression brutale de la Sûreté de l'Etat contre nous, s'est retournée en propagande *pour* nous, une fois saisie dans le concept de « counter-insurgency ». Elle fait apparaître la dimension et la pertinence qu'a la politique prolétarienne dans cette phase de défense stratégique de l'impérialisme, qu'a l'attaque de petits groupes illégaux armés qui définissent leur stratégie contre le capital U.S. et l'Etat impérialiste, et ceci dans le cadre international des luttes de libération anti-impérialistes...

U. — Il faut parler ici de la structure de direction du groupe, parce que les personnalisations projetées par la conduite psychologique de la guerre en tant que méthode de division du prolétariat — elle personnalise la politique révolutionnaire pour empêcher qu'elle soit comprise comme politique de classe — sont en même temps le terrain de propagande pour la liquidation physique de combattants particuliers.

L'isolement était destiné à briser le groupe, et le plan de l'Accusation fédérale était de crétiniser Ulrike (moi), d'abord

par la section silencieuse, puis par l'intervention stéréotactique, tandis qu'Andreas devait être isolé par la suppression d'eau lors de notre grève de la faim en 1971. Il faut dire en même temps. Nous avons démontré cela ici ~~en~~ tant les faits, et nous n'exagérons rien. Holger a été assassiné, *parce* qu'il avait une fonction directrice dans le groupe, c'est-à-dire parce qu'il était un élément d'orientation à l'intérieur du groupe.

La guérilla est une organisation de cadres — le but de son processus d'apprentissage collectif est l'égalité des combattants, la collectivisation de chaque individu, son aptitude à l'analyse, à la pratique, à l'indépendance et sa capacité de construire soi-même un noyau armé et de tenir ouvert le processus d'apprentissage collectif. Ce processus a été initié dans la R.A.F. par Andreas, et Andreas a été dans la R.A.F. dès le début ce que chaque combattant veut être et doit être : la politique et la stratégie dans la personne de l'individu.

Le guérillero est le groupe,

son processus collectif en tant que processus soumis à la mécanique d'une structure impérialiste hiérarchique — et l'objectif, la nécessité du bouleversement de la volonté individuelle, en tant que particulier — ce que Wunder appelle ici bêtement « motivation politique ».

(Une infamie remarquable — que le représentant d'une administration, qui représente ici directement les intérêts du capital U.S. et de l'armée U.S. avec 125 bases militaires et 7 000 ogives nucléaires sur le territoire de l'Allemagne fédérale, s' imagine pouvoir encore capitaliser la lutte armée contre le capital U.S. et l'Etat impérialiste.)

La direction dans la guérilla est la fonction qui fait apparaître le rapport entre subjectivité et nécessité, volonté et objectivité dans la pratique du groupe, sa structure et son action.

Elle se développe à partir du processus du groupe, de l'obligation complexe de la lutte dans l'illégalité en transmettant des processus collectifs d'apprentissage et de travail, de l'initiative de chaque particulier dans le processus collectif, en tant qu'initiative à partir de la pratique et pour elle. Sa fonction spécifique est de rendre possible la continuité du processus d'apprentissage, de l'expérience, de l'interaction de la capacité d'agir de l'organisation contre toutes les frictions dont les causes sont intérieures et extérieures. Direction et collectivité ne sont pas une contradiction dans la guérilla — elles tirent leur identité de la définition du but de chaque individu et donc du collectif et

donc de sa direction — liberté, libération, et aussi de l'expérience de chaque individu, que la vie et la subjectivité ne sont possibles que dans la lutte armée anti-impérialiste, que la lutte armée dans l'illégalité, dans l'impérialisme, est la seule possibilité d'activité pratique-critique.

Elle est une fonction que le groupe ne constitue pas une fois formé, mais qui se développe dans le processus de sa constitution. Elle ressort de sa pratique et aussi de son processus collectif, et elle reste attachée, comme une charge — c'est une expérience — à celui à qui elle a été attribuée à cause de sa force d'anticipation et de décision de tenir le processus collectif ouvert. Et c'est — c'est une expérience, cela aussi — toujours celui ou ceux, pour qui la direction n'est pas un besoin, qui, dans l'impérialisme, ne peut être que besoin de domination.

Si l'on veut être bref, on doit dire que la direction dans la guérilla est initiative, interaction et toujours, à chaque moment, l'insistance sur la priorité de la pratique, de la politique en tant que politique prolétarienne, voilà l'action — contre la tendance à la reproduction de structures impérialistes comme la domination, la schématisation, la systématisation par la répartition du travail, la concurrence, et les réflexes irrationnels à partir de la solitude et l'angoisse.

Cette fonction, c'est Andreas qui l'a dans la R.A.F., parce qu'il fait naître la politique prolétarienne dans la R.A.F. — qui est l'insurrection — en tant que direction, dans la fonction de la rendre pratiquement superflue par la pratique collective — en tant que concept du particulier dans le général, du possible dans le nécessaire, du subjectif dans l'objectif, de la théorie dans la pratique.

C'est pour cela que l'Accusation fédérale, ce tribunal, le Bureau fédéral de la Police criminelle et le gouvernement le haïssent le plus. Pour eux, il s'agit d'exterminer le nouveau, la société nouvelle dont l'embryon est la guérilla par son identité de pouvoir, subjectivité, processus d'apprentissage et pratique.

La conduite psychologique de la guerre doit personnaliser, parce qu'elle ne peut attaquer ce qui constitue la guérilla — la lutte collective dans l'illégalité contre l'Etat — sans faire en même temps une propagande pour la politique de la guérilla, sa liberté, c'est-à-dire sa liberté de combattre. Elle doit personnaliser pour présenter le moment central de sa liberté, l'illégalité (et cela veut dire capacité d'action), comme absence de liberté.

Mais lorsque Herold dit

« des Baader et des Meinhof », ce pluriel indique ce que la méthode de personnalisation n'a pu faire apparaître — à savoir de faire passer l'action de guérilla comme une affaire d'individus. Evidemment, Herold ne peut comprendre ce qu'est un collectif. Mais dans son pluriel apparaît le fait que nous sommes nombreux à lutter à partir de la nécessité objective qui est matérielle. Direction — cela veut dire aussi faire apparaître la dialectique de possibilité et nécessité, le fait qu'avec la nécessité de combattre augmente également la possibilité de le faire, de s'organiser, de réaliser des attaques, et leur effet.

Ainsi, la direction a aussi, subjectivement, une fonction d'encouragement, et elle est un moment de mobilisation. Sa fonction exclut son institutionnalisation. Elle dépend d'une interaction collective du groupe, en même temps que le groupe dépend d'elle —

Elle exclut toutes les structures mortes et si meurtrières des bureaucraties impérialistes, de façon radicale —

Et ceci à partir de la dialectique simple que, de même que l'organisation de l'armée est le prototype de la structure impérialiste, et cela veut dire aliénation, de même cette aliénation est forcément totalement abolie dans la guérilla en tant qu'organisation militaire pratiquant une politique prolétarienne ;

— elle est abolie par la politique — ou elle l'est progressivement dans un processus continu.

La politique de la guérilla fonde sa capacité d'action — elle est sa possibilité.

Mais disons que désormais la contre-propagande qui a personnalisé Andreas comme le prototype de structure impérialiste a échoué. Ce qu'elle fait apparaître dans l'étendue de cette campagne diffamatoire, c'est en fait la force de la subjectivité, la force de la politique prolétarienne — et nous savons que depuis longtemps ce nom signifie rébellion ; que la propagande de la Sûreté de l'Etat contre nous a fait de ce nom, pour beaucoup de gens, l'exemple qu'Andreas est pour nous : un exemple de ce que Mao appelait « mettre la politique au poste de commandement », et ce qui signifie : politique prolétarienne, politique de ceux qui n'ont rien.

La rationalité de l'affirmation que la R.A.F. aurait commandé politiquement, mais qu'ensuite elle se serait dépolitisée, signifie que la Sûreté de l'Etat n'a pas trouvé de faille dans la R.A.F., que la R.A.F. avait dès le début, par Andreas, un con-

cept politique révolutionnaire — celui dont parle la deuxième thèse de Feuerbach :

« La question de savoir si la vérité concrète appartient à la pensée humaine n'est pas une question de théorie, mais une question pratique. Dans la pratique, l'homme doit prouver la vérité, c'est-à-dire la réalité et le pouvoir, la matérialité de sa pensée. La controverse sur la réalité d'une pensée qui s'isole de la pratique est une question purement scolastique. »

Andreas est persécuté en tant que prototype de cette politique, parce qu'il incarne l'unité entre analyse, collectivité et action.

Théorie révolutionnaire est théorie critique. Là où nous l'avons formulée, pour la publier, nous l'avons définie comme une *arme*, et nous l'avons toujours liée à des problèmes clairement définis de la pratique de la lutte dans l'illégalité. La théorie qui n'est pas liée à la pratique, donc qui n'explique pas notre situation et qui ne montre pas la possibilité de la changer, ne nous a jamais intéressés, donc ce genre de théorie dont parle la conduite psychologique de la guerre, lorsqu'ils ont fait de Mahler et de moi (Ulrike) les « théoriciens de la R.A.F. » — donc du journalisme et du bavardage aliénant utilisant l'appareil conceptuel marxiste dans la compréhension fautive des m-l qui le transforment en dogme par souci « d'avoir raison », comme Mahler l'a fait dans son écrit « La lutte armée en Europe occidentale » (*Bewaffneter Kampf in Westeuropa*). Les écrits théoriques de la R.A.F. étaient des brochures dont le but était de convaincre des individus du fait qu'il est juste, et pourquoi il est juste, de soutenir la guérilla urbaine. Nous les avons définis comme des armes, parce que tout ce qui est utile à la lutte armée dans l'illégalité est une arme.

Parler d'Andreas signifie parler de nous, car quand nous disons que la fonction de la direction est, pratiquement, de la rendre superflue par la collectivité, cela signifie que la guérilla est une organisation politico-militaire, et doit l'être en tant qu'organisation illégale, et cela signifie que chacun devient direction, doit devenir capable de direction —

Le concept global de cela est :
devenir capable d'apprendre —

de transcender l'expérience, les expériences propres comme celles du groupe, ainsi que celles des mouvements de libération du tiers monde, et que chacun soit capable de *transmettre* des expériences. Même l'apprentissage n'est possible que dans la

lutte contre l'Etat, contre la méthode de campagnes diffamatoires, de mensonge et de saleté, contre la structure de socialisation et d'endoctrinement impérialiste, et il n'est possible *que* collectivement et uniquement dans le but d'atteindre l'action armée.

Direction collective en référence à Gramsci signifie que le projet doit être compris par chacun dans la guérilla, pour que chacun reconnaisse sa tâche dans la réalisation et l'exécution comme une *fonction du tout* —

que le projet qui provoque une action laisse prévoir ses conséquences positives et négatives, approbation et réaction, et qu'il contient déjà les réponses, qu'il ouvre donc un champ à l'organisation. Ceci est — un rapport entre théorie et pratique.

A :

Le concept de personnalisation de la politique révolutionnaire dans la conduite psychologique de la guerre a pour but — et constitue ainsi, dans le domaine de la propagande, l'équivalent de la torture par isolement pour désocialiser les combattants — de dépersonnaliser les combattants, de faire passer, par la dépersonnalisation des combattants, l'action révolutionnaire qui est toujours (peu importe comment elle est transmise) comprise par les masses, pour un corps étranger dans la société —

La personnalisation a pour but de faire passer l'état d'exception révolutionnaire pour la vie quotidienne impérialiste dans sa brutalité, pour détourner contre la guérilla la haine latente des masses envers l'Etat, le parasitisme étatique des appareils répressifs et idéologiques d'Etat se composant de l'Accusation fédérale, de la justice, de la police etc., machine parasitaire ne dévorant que du surplus. Elle a pour but d'empêcher le peuple de transformer l'état d'exception dans lequel il vit, en véritable état d'exception, c'est-à-dire en état d'exception *en sa faveur*. Mais précisément parce que cette machine ne peut rien faire d'autre que de projeter, qu'elle est incapable d'une autre perception que de celle de l'autoréflexion, incapable d'une autre production que d'une reproduction, les contenus, la merde qu'elle a ramassée dans sa conduite psychologique de la guerre lui retombe forcément sur les pieds.

La haine, les gens le comprennent petit à petit, doit se tourner contre ceux qui imaginent de tels contenus comme semblant d'idéologie et essai de légitimation.

Bref : la direction — ce qu'elle devrait être, c'est la conception concrète de la situation et de sa transcendance :

les buts et leur transmission *dans la structure* du groupe/organisation en lutte.

En clair : dans la nécessité (et c'est l'histoire qui produit le concept et par là l'histoire du groupe et de chaque individu dans son concept : lutte révolutionnaire) — dans la nécessité de l'antagonisme, dans lequel nous nous plaçons, nous et notre politique, en tant que combattants, donc dans sa *violence* et son obligation complexe pour chaque individu — liberté, libération sont possibles.

U. — Il faut intégrer dans ce contexte — conduite psychologique de la guerre — l'idée débile de Wunder selon laquelle Andreas n'aurait jamais travaillé en usine, parce qu'elle démontre comment l'anticommunisme devenu scientifique dans la conduite psychologique de la guerre usurpe l'histoire, ses jugements et structures existantes dans le but de les figer. La phrase est fautive. Andreas a appris et compris dans l'usine, dans la rue, dans la prison — de même que la conduite psychologique de la guerre déforme les faits en prétendant que la R.A.F. est un groupe de types et de femmes des couches supérieures de la moyenne bourgeoisie ayant une socialisation bourgeoise. Si l'on tient à faire de la sociologie, disons que la moitié d'entre nous vient d'un milieu prolétarien — école élémentaire, apprentissage, usine, foyer, prison. L'affirmation nie, mais certainement aussi par ignorance, le fait qu'avec la troisième subsumption réelle au début des années 1960, des processus de prolétarianisation et de déclassement ont eu lieu dans une très large mesure —

Et ceci dans les processus de vulgarisation et de technocratisation des universités, de concentration des media, etc., qui étaient la cause intérieure de la mobilisation dans les universités à partir de 1966. La cause extérieure était la guerre américaine au Vietnam. Cette affirmation essaie de nier également le fait que tous les combattants de la R.A.F. ont appris et travaillé dans les projets de base de la Nouvelle Gauche depuis Pâques 1968.

C'est le combat même qui prolétarianise les combattants. Absence de propriétaire et — ceci est le concept du parti coréen pour le rapport prolétarien envers la lutte pour le communisme : le *dchoutche* ; il caractérise le prolétariat en tant qu'antagoniste de l'impérialisme ; cela signifie : sujet de libération.

Evidemment, ceci n'est pas un concept sociologique du prolétariat. Mais un tel concept n'intéresse pas. « Prolétariat » n'est pas un concept — machine génératrice des fascistes — il signifie un rapport. Le rapport de la guérilla au peuple renvoie au *rapport* du prolétariat à l'Etat impérialiste, le définit comme antagonisme à mort, comme guerre de classes.

Prolétariat est un concept de lutte.

Sartre dit :

« Il est vrai que le prolétariat porte en lui-même la mort de la bourgeoisie ; il est vrai que le système capitaliste est secoué par des contradictions structurelles ; mais ceci n'implique pas nécessairement l'existence d'une conscience de classe ou d'une lutte de classe. Pour qu'il y ait conscience et lutte, il faut qu'il y ait lutte armée. »

Mais d'où vient l'affirmation de Wunder ? Veut-il dire « Le travail libre » ? — donc le camp de concentration. Ou veut-il parler de l'« éthique protestante de l'entreprise » ? donc — citation —

« Le travail comme source de toute richesse et de toute civilisation », idée du *Programme de Gotha* avec laquelle la vieille social-démocratie, lors du grand chômage en 1930, n'a rien pu faire d'autre que de céder finalement le pouvoir politique aux fascistes — alors qu'elle l'avait perdu depuis longtemps parce qu'elle ne l'avait jamais arraché au ministère de la Guerre du Reich. A ce sujet — à propos de la conception mythifiée du travail du *Programme de Gotha*, Marx dit de façon brève et sèche :

« Que l'homme qui ne possède d'autre propriété que sa force de travail est obligé d'être, dans toutes les formes de société et de civilisation, l'esclave des autres hommes qui se sont rendus propriétaires des conditions de travail matérielles. »

Marx en déduit la nécessité économique et le droit politique des travailleurs de quitter l'usine, de s'armer et de combattre l'Etat. Et c'est uniquement pour cela que nous nous référons à Marx, parce qu'il a justifié de façon scientifique la nécessité de l'insurrection, la lutte de classes comme *guerre* de classes contre le réseau parasitaire des appareils répressifs et idéologiques, contre l'Etat bourgeois. Cette affirmation débile est donc uniquement cynique — alors qu'il y a plus de 4 %, c'est-à-dire plus d'un million de chômeurs en Allemagne fédérale et presque cinq millions en Europe occidentale. Mais la réponse social-démocrate à cela est cette fois-ci son propre projet fasciste de

l'office

« sécurité intérieure », l'intégration des appareils répressifs d'Etat en Europe occidentale sous le commandement du monopole informatique tenu par le Bureau fédéral de la Police criminelle, ainsi que l'intégration des appareils de sécurité intérieure et extérieure dans le cadre de l'O.T.A.N. sous le commandement du Pentagone. (Nous en reparlerons, de la fonction politique de la social-démocratie pour le capital U.S., de son projet de fascisme et de la stratégie institutionnelle du Nouveau Fascisme.)

Le pays légal n'est pas le pays réel, et dans la même mesure, la vie réelle des travailleurs n'est pas dans l'usine. L'Accusation fédérale sympathise évidemment avec l'esclavage du prolétariat des usines, et Wunder fétichise logiquement le travail en usine — pour masquer la machine de la Sûreté de l'Etat parasitaire —, parce que si les travailleurs n'allaient plus à l'usine, c'est-à-dire à cette usine dont il est forcément question ici : travail sous le commandement du capital, toute la clique des fantoches de la Sûreté de l'Etat là en face de nous n'aurait plus rien à bouffer. (Et Wunder, en tant que vieux social-démocrate, c'est-à-dire en tant que vieux rat social-démocrate, sait évidemment que nous posons au terme de notre lutte la libération du travail, par l'ébranlement et finalement la dissolution des appareils répressifs et idéologiques de l'Etat.) Le contenu concret de cette insulte est donc simplement ceci : Andreas doit, ou nous devons, nourrir l'Accusation fédérale ; un homme convenable selon la conception des procureurs est un homme qui nourrit l'Accusation fédérale — le sujet soumis, l'homme qui existe pour l'Etat et qui n'a pas d'autre but que d'exister pour l'Etat. C'est bien comme l'a dit Andreas :

« Le citoyen idéal, pour l'Accusation fédérale, c'est le prisonnier qui a la photo de Buback dans son placard. »

8

Histoire de la R.F.A. L'ancienne gauche

Fragment. A propos des productions de preuves de la Défense le 4 mai 1976 / d

Au cours de l'évolution du système impérialiste mondial sous l'hégémonie du capital U.S. et de son expression politique et militaire, c'est-à-dire la politique extérieure américaine et son instrument principal, l'armée américaine, les U.S.A. ont créé après 1945 trois Etats servant de bases opérationnelles à la politique extérieure américaine en dehors des U.S.A. : la République fédérale allemande, la Corée du Sud et le Sud-Vietnam. La fonction de ces Etats pour l'impérialisme américain a revêtu dès le départ deux aspects : d'une part ces Etats étaient conçus comme bases opérationnelles de l'armée américaine dans la stratégie de l'encerclement et finalement au roll-back de l'Union soviétique, ou plutôt, de l'Armée Rouge, et d'autre part ils étaient conçus comme bases opérationnelles du capital américain servant à la soumission de la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est là-bas, et de l'Europe occidentale ici.

L'histoire de la R.F.A. nous intéresse pour deux raisons : ce qui nous intéresse, c'est évidemment l'histoire de l'ancienne gauche, c'est-à-dire de l'ancienne opposition qui, en 1966, avec l'entrée de la social-démocratie dans la grande coalition du gouvernement, a été intégrée sous la forme d'opposition parlementaire et en conséquence, paralysée. Et ce qui nous intéresse évidemment aussi, nous qui définissons la politique révolutionnaire dans l'impérialisme comme internationalisme prolétarien,

c'est le rôle de la R.F.A. dans le système impérialiste mondial du capital américain, qui d'Adenauer à Schmidt suit toujours la même ligne : anticommunisme sur les plans politique, économique et militaire : subordination de l'Europe occidentale à la politique extérieure U.S. — autrement dit : la ligne d'Adenauer à Schmidt dans la politique gouvernementale de l'Allemagne de l'Ouest comme fonction de la politique intérieure mondiale des U.S.A. et cela signifie : comme fonction du rôle que jouent les U.S.A. depuis 1945 comme gendarme du monde.

Le fait que la politique intérieure et extérieure de la Corée du Sud et du Sud-Vietnam ait été directement la politique de la C.I.A. relève de la constatation banale et s'explique par la faiblesse économique de la bourgeoisie compradore dans les Etats néo-colonialistes. Le fait qu'un Etat qui possède le potentiel économique de la R.F.A. ne dispose pas, depuis maintenant plus de 30 ans, du pouvoir de déterminer sa propre politique, est l'une des raisons pour lesquelles une orientation radicale, politique, est extrêmement difficile à l'intérieur de l'Etat et, nous l'avons appris, ne peut être conquise que par la lutte armée anti-impérialiste.

Et, disons-le, nous ne connaissons aucun autre pays où la gauche se refuse d'une manière aussi obstinée à prendre connaissance de sa propre histoire qui est indubitablement celle de ses défaites. Cela ne signifie cependant pas que les combats qu'elle a menés n'aient pas eu un caractère sérieux et qu'ils ne méritent pas d'être étudiés. Comme nous l'avons déjà laissé entendre, les analyses les plus pertinentes de la politique de la social-démocratie, sa fonction *pour* le capital, nous les avons trouvées chez les Italiens, et les analyses vraiment valables de la politique économique du Troisième Reich et du fascisme allemand comme politique d'Etat du capital monopoliste allemand proviennent de France. Quant à la grande mobilisation anti-impérialiste dans les métropoles en 1966-1967 contre la guerre américaine au Vietnam, il est absolument indéniable que la gauche légale en a fait un produit de marché, l'a consommée, en a fait dans son avenir l'objet de son euphorie, mais n'a jamais fait l'effort d'arriver à une conception de ce qui s'était vraiment passé, de comprendre d'où le mouvement étudiant tirait sa force explosive, la pertinence de sa subjectivité, etc.

Mais c'est tout à fait normal comme cela, et il semble en tout cas que les expériences des révolutions anticolonialistes, par exemple celle du peuple algérien, telle que Fanon l'a fait

connaître à la gauche révolutionnaire dans la discussion internationale, puissent être appliquées à la R.F.A., du fait de son statut colonial spécifique dans le système des Etats dominés par les Etats-Unis —

Il semble également que, dans le contexte de l'internationalisme prolétarien, l'histoire d'un peuple comme celle du peuple allemand, et donc notre histoire, cesse d'être une histoire dont il faille avoir honte, réaction naturelle de presque tous les communistes envers l'histoire allemande, du moins depuis 1933. Car cela — l'histoire des Allemands, du capital monopoliste allemand, de la social-démocratie allemande, des syndicats, le fait d'avoir été incapable d'empêcher deux guerres mondiales impérialistes et douze ans de fascisme, ne pas même avoir lutté contre cela de façon appréciable — c'est cela, l'histoire du mouvement ouvrier allemand — c'est tout simplement un fait que l'on ne peut éviter lorsqu'on essaie de constituer ici l'identité historique de la guérilla.

L'histoire de l'ancienne gauche en R.F.A. c'est l'histoire de son instrumentalisation et donc de l'affaiblissement de sa combativité par le P.C. en tant qu'appendice de la R.D.A. et de sa corruption par la social-démocratie et par ses figures symboliques ou plutôt ses masques : Heinemann (ancien président de la R.F.A.) et Brandt (président du S.P.D.).

Il faut dire quand même que l'ancienne gauche a compris qui était Brandt au moment où, en 1958, dans sa qualité de fantoche manipulé directement par la C.I.A. comme tous les maires de Berlin, il se baladait d'une entreprise à l'autre, à Berlin-Ouest, menant une campagne anticommuniste virulente tout en se plaçant à la tête des mouvements de revendications dans les entreprises contre l'équipement de la Bundeswehr avec la bombe atomique, et ceci précisément pour mieux les usurper, les étrangler et les détourner en un mouvement anti-communiste.

Le *projet* politique que visaient les U.S.A., puissance hégémonique d'occupation, avec l'Etat allemand de l'Ouest, et qui est appliqué dans les trois secteurs occidentaux de façon réactive et défensive vu les conditions globales, et de façon offensive et *prospective* dans son expression locale, était dès le début un projet dépourvu de moyens de légitimation : restauration du capital monopoliste, reconstruction de l'ancienne élite dominante dans l'économie de l'Etat, afin de continuer la dictature bourgeoise, maintenant sous le commandement du capital U.S., re-

militarisation et intégration des trois secteurs occidentaux dans le système économique et militaire de l'impérialisme américain au prix de l'unité nationale, continuité de l'anticommunisme comme idéologie dominante, l'unité nationale n'étant qu'un calcul opportuniste, élimination du prolétariat, de la politique.

Cette politique-là n'a jamais été un sujet dont il y ait eu à disposer, aucune élection n'en a décidé, mais les décisions ont été prises à Washington. Lorsqu'en 1949, après la fondation de l'Etat fédéral, des élections ont finalement eu lieu, la monnaie de l'Allemagne fédérale était déjà intégrée dans le système du dollar de Bretton Wood, et le Conseil parlementaire avait déjà donné, selon les propositions des alliés, et cela veut dire des U.S.A., une Constitution à cet Etat dans laquelle les lignes directrices de la politique sont décidées par une seule personne, le chancelier — ce qui signifie que c'est la Constitution d'un régime de marionnettes, si l'on prend en considération la pratique et la réalité du régime Adenauer et non pas les rationalisations du droit constitutionnel par lesquelles on faisait semblant d'avoir tiré les leçons de la République de Weimar.

A l'intérieur même de la social-démocratie les luttes pour le pouvoir s'étaient terminées en faveur de la ligne anti-communiste de Schumacher (président du S.P.D. de 1946-1952) — c'est le S.P.D. qui avait repris son vieux rôle de 1918, à savoir être un barrage contre l'influence des communistes et contre toute tentative d'autonomie ouvrière, avec la différence qu'il était maintenant financé par le capital U.S. Toutes les positions clés dans les directions des syndicats au niveau fédéral et dans la Fédération allemande des syndicats (D.G.B.) étaient occupés par les anciens fonctionnaires qui avaient déjà fait, pendant la République de Weimar, la preuve de leur capacité d'intégrer la lutte de classes dans le capital. Toutes les tentatives de reconstituer, ce qui s'imposait, l'organisation du prolétariat à partir des groupes illégaux de résistance pendant le fascisme, étaient réprimées.

La fonction particulière de l'Etat R.F.A. dans le système des Etats de l'impérialisme américain, et donc pour la stratégie du capital américain, est le produit de son histoire : de la création par les U.S.A. d'un Etat contre-révolutionnaire dans le conflit est-ouest. Cela explique aussi le rôle particulier de la social-démocratie allemande au service de la stratégie américaine après la guerre du Vietnam.

Parmi les raisons historiques du rôle de la R.F.A. membre

le plus puissant de l'O.T.A.N. après les U.S.A., et Etat ayant la conception de sa politique impérialiste la plus étendue après les U.S.A., il y a la continuité avec le Troisième Reich et le fait que le capital monopoliste allemand, depuis toujours, a été obligé de se montrer extrêmement agressif du fait de sa structure qui le rend extrêmement dépendant du marché mondial, c'est-à-dire de l'exportation.

La condition intérieure pour l'instrumentalisation de la R.F.A. en tant qu'Etat au profit de la politique extérieure des U.S.A. était l'organisation du prolétariat dans les trois secteurs occidentaux après la guerre, organisation prise en main directement par le capital américain grâce à la social-démocratie achetée par le capital américain et grâce aux syndicats contrôlés et financés par la C.I.A., ayant pour but, dès le départ, la dépolitisation des luttes de classes en R.F.A. et l'anticommunisme comme critère d'une politique d'opposition s'organisant légalement.

Ainsi peut-on comprendre qu'aucun mouvement d'opposition n'ait pu se développer jusqu'au mouvement étudiant, même pas la moindre réaction d'opposition parlementaire, parce que la social-démocratie avait usurpé tous les mouvements d'opposition et les avait étranglés. A partir aussi de l'infamie particulière de ce parti qui a été de toute façon le parti révisionniste par excellence du prolétariat et comme tel l'agent du capital à l'intérieur du prolétariat même, depuis toujours, mais qui ~~actuellement~~ obéit directement et ouvertement aux directives de Clay (gouverneur militaire de la zone occupée U.S. de 1947-1949) à Berlin, de la C.I.A. et du Pentagone.

Le processus du parti social-démocrate (S.P.D.), ou, si l'on veut, celui de l'alignement de sa ligne politique officielle sur celle de la politique extérieure officielle des U.S.A., et ainsi sur celle du parti chrétien-démocrate (C.D.U.), est le processus de ses activités de destruction des mouvements d'opposition qui ont pu exister jusqu'en 1960 environ, opposition contre la remilitarisation, les fascistes dans l'appareil d'Etat, l'intégration de la Bundeswehr dans l'O.T.A.N., l'équipement de la Bundeswehr avec la bombe atomique — jusqu'à ce que Wehner (président du groupe parlementaire S.P.D. au Bundestag) en 1960, visant la grande coalition, ait affirmé ouvertement la profession de foi de la social-démocratie pour l'O.T.A.N., pour l'intégration de l'Allemagne fédérale dans le bloc occidental, pour l'Ostpolitik d'Adenauer — le *roll-back* —, ce qui était le signal

pour la politique extérieure des U.S.A. que la social-démocratie avait rempli son rôle d'après-guerre : l'absorption et la liquidation de l'opposition légale en R.F.A.

Ce qui caractérise la dépendance toute particulière de l'impérialisme ouest-allemand du capital américain, ce n'est pas seulement le fait qu'il est dominé par les U.S.A. comme le capital dans les autres pays du bloc des Etats sous dominance U.S., et le fait que, pour cette raison, l'Etat est forcé sur le plan institutionnel et politique de se conformer aux conditions de reproduction du capital américain ; ce qui est spécifique, c'est plutôt le fait que le pouvoir de direction de cet Etat n'est jamais passé aux mains de ses propres organes constitutionnels, c'est-à-dire que l'Etat est devenu fonction de la politique intérieure mondiale des U.S.A.

Dès le départ, ce n'était pas seulement un problème de droit d'occupation. C'était dès le départ une stratégie institutionnelle, ce qui signifie que le capital U.S., après 1945, a non seulement dirigé l'intégration de la Constitution de la R.F.A. dans ses éléments opérationnels — une démocratie ayant un chancelier fédéral, un parlement gêné dans sa compétence par le fédéralisme des Länder et par la reprise de l'appareil fasciste dans la justice et l'administration —, il a en plus pris le contrôle de toutes les instances qui font l'Etat impérialiste : partis, associations patronales, syndicats, mass media.

On peut donc affirmer que les luttes de classes en Allemagne fédérale, et ceci jusqu'au mouvement étudiant, dans la mesure où elles ont atteint une dimension politique, n'ont eu qu'apparemment un caractère de lutte, celui d'un combat dans le vide pourrait-on dire, puisqu'elles ne portaient pas d'une analyse claire des véritables rapports de force en Allemagne fédérale.

Un exemple pour illustrer ceci : le mouvement anti-atomique s'est développé à partir des débats au Bundestag en mars 1958, après la controverse entre Heinemann et Dehler contre Adenauer, en février, à propos de la politique de réunification d'Adenauer et à propos des propositions de Staline en 1952 et 1955 d'organiser dans une Allemagne neutralisée, en R.D.A., des élections d'après le modèle occidental. Ce qui ne jouait pratiquement aucun rôle dans la conscience de ce mouvement, c'était le fait qu'il ne s'agissait de rien d'autre que de la ratification d'une décision prise par l'O.T.A.N. et donc par le Pentagone —

Voilà un exemple pour la structure du gouvernement, struc-

ture développée à partir du statut d'un pays vaincu et occupé, qui permet l'alignement de processus importants de décision dans une stratégie institutionnelle, qui exclut ou peut exclure l'élection démocratique comme élément décisif ou participant à la décision, et ceci par la domination du militaire sur la politique.

Ce qui est essentiel, c'est que cet Etat n'a pu accéder à la fonction qu'il a aujourd'hui pour le capitalisme américain que par le rôle spécifique et la fonction de la social-démocratie.

L'ancienne gauche extra-parlementaire, qui s'était opposée au processus de division des deux Allemagnes, à la remilitarisation, à l'intégration dans l'O.T.A.N., à la politique de reconquête des soi-disant territoires allemands de l'Est, est restée paralysée jusqu'en 1960 environ. L'opposition dans les syndicats et avant tout dans le syndicat de la métallurgie (IG-Metall) où une partie du S.D.S. (association socialiste des étudiants), exclue du parti social-démocrate, avait encore pu trouver une base de reproduction politique, a été dissoute, ou, si l'on préfère, s'est laissée user et broyer au cours des années suivantes, dans le processus qui imposa la législation d'urgence contre les protestations de la gauche démocratique. Par le fait que le S.P.D. se faisait, à chaque fois, le porte-parole des critiques adressées aux projets gouvernementaux, le contenu matériel de ces projets, c'est-à-dire : l'utilisation de la Bundeswehr à l'intérieur, répression des grèves, mise à l'écart du parlement, mobilisation totale de la population en cas d'état d'urgence, a été noyé dans des querelles d'experts en droit constitutionnel, et l'opposition a finalement été dépouillée de sa base populaire. Ici également, le résultat a été la paralysie, selon le vieux truc de la social-démocratie, l'institutionnalisation des luttes, ici dans des colloques publics où tout se passe au niveau des experts et où la question du pouvoir est éliminée.

Si l'on veut dire en un mot, comment la social-démocratie a fini par se qualifier pour le capital américain, il faut dire : par la démagogie.

Déclaration d'Ulrike à propos de la libération d'Andreas, à Moabit, le 13 septembre 1974

/ de l'office
Ce procès-ci est une manœuvre tactique de la conduite psychologique de la guerre du Bureau fédéral de la Police criminelle, de l'Accusation fédérale, de la justice contre nous — dans le but de voiler l'intérêt politique pour nos procès en Allemagne de l'Ouest et la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale qui y est programmée ; de présenter de nous une image divisée, par le biais de condamnations individuelles ; de rompre, par la présentation publique de certains d'entre nous, le contexte politique de tous les procès contre les prisonniers de la R.A.F. dans la conscience de l'opinion publique, pour rayer de la mémoire des hommes le fait qu'il y a, sur le terrain de l'impérialisme ouest-allemand et à Berlin-Ouest, une guérilla urbaine révolutionnaire. Nous — R.A.F. — ne participerons pas à ce procès.

Lutte anti-impérialiste

La lutte anti-impérialiste, si cela ne doit pas rester un slogan creux, vise à anéantir, détruire, briser le système de domination impérialiste — sur le plan politique, économique, militaire ; les institutions culturelles par lesquelles l'impérialisme produit l'homogénéité des élites dominantes, et les systèmes de communication assurant son emprise idéologique.

Anéantissement de l'impérialisme, cela veut dire sur le plan militaire, et dans un cadre international : anéantir les alliances militaires de l'impérialisme sur tout le territoire de la terre, ici : de l'O.T.A.N. et de la Bundeswehr ; dans un cadre national : anéantir les formations armées de l'appareil d'Etat qui incarnent le monopole de la violence de la classe dominante et son pouvoir dans l'Etat — ici : la police, le Bundesgrenzschutz, les services secrets ; cela signifie sur le plan économique : anéantir la structure potentielle des trusts multinationaux ; cela signifie sur le plan politique : anéantir les bureaucraties, organisations, appareils de pouvoir étatiques autant que non étatiques, les partis, syndicats, media — qui dominent le peuple.

Internationalisme prolétarien

La lutte anti-impérialiste ici, n'est pas, et ne saurait être : lutte de libération nationale — sa perspective historique n'est pas : le socialisme dans un pays. A l'organisation transnationale du capital, aux alliances militaires mondiales de l'impérialisme U.S., à la coopération de la police et des services secrets, à l'organisation internationale des élites dominantes dans la sphère du pouvoir de l'impérialisme U.S. — correspondent de notre côté, du côté du prolétariat, des luttes de classes révolutionnaires, des mouvements de libération des peuples du tiers monde, de la guérilla urbaine dans les métropoles de l'impérialisme : l'internationalisme prolétarien.

Depuis la Commune de Paris il est clair qu'un peuple dans un Etat impérialiste qui essaie de se libérer dans le cadre national s'attire la vengeance, la puissance armée, l'hostilité mortelle des bourgeoisies de tous les autres Etats impérialistes. C'est ainsi que l'O.T.A.N. met actuellement sur pied une réserve d'intervention en cas de troubles internes qui doit avoir ses bases en Italie.

« Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait s'émanciper lui-même », dit Marx. Ce qui donne sa pertinence militaire à la guérilla dans les métropoles, à la R.A.F. ici, aux Brigades Rouges en Italie, à l'United People Liberation Army aux U.S.A., c'est le fait qu'elle peut, dans le cadre des luttes de libération des peuples du tiers monde, dans une lutte solidaire, attaquer ici l'impérialisme sur ses arrières, d'où il exporte ses troupes, ses armes, ses instructeurs, sa technologie, ses systèmes de com-

munication et son fascisme culturel, pour l'oppression et l'exploitation des peuples du tiers monde. Voilà la détermination stratégique de la guérilla dans les métropoles : déclencher, sur les arrières de l'impérialisme, la guérilla, la lutte armée anti-impérialiste, la guerre populaire, dans un processus long — car la révolution mondiale n'est assurément pas une affaire de quelques jours, de semaines, de mois, elle ne se fera pas par quelques soulèvements populaires, n'est pas un processus court, pas la prise du pouvoir de l'appareil d'Etat — comme le conçoivent les partis révisionnistes et les groupes visant à en construire, enfin : prétendent le concevoir, car ils ne conçoivent rien du tout.

A propos de la notion d'Etat national

Dans les métropoles, le concept d'Etat national est devenu une fiction qui n'est plus étayée par rien, vu la réalité des classes dominantes, leur politique et leur structure de domination, qui n'a même plus de correspondance dans les frontières linguistiques depuis qu'il y a dans les pays riches de l'Europe occidentale des millions de travailleurs immigrés. On assiste plutôt à la formation, même subjectivement, par l'internationalisation du capital, par de nouveaux media, par les dépendances réciproques du développement économique, par l'élargissement de la Communauté européenne, par la crise, d'un internationalisme du prolétariat en Europe — si bien que les appareils syndicaux travaillent déjà depuis des années à son assujettissement, son contrôle, son institutionnalisation, son oppression.

A la fiction de l'Etat national, à laquelle s'accrochent les groupes révisionnistes avec leur forme d'organisation, correspondent leur fétichisme légaliste, leur pacifisme, leur opportunisme des masses. Ce n'est pas le fait que les membres de ces groupes viennent de la petite bourgeoisie que nous leur reprochons, mais le fait qu'ils reproduisent, dans leur politique et structure organisationnelles, l'idéologie de la petite bourgeoisie, qui a toujours été étrangère à l'internationalisme prolétarien et qui — cela ne peut pas être autrement vu sa position de classe et ses conditions de reproduction — s'est toujours organisée en tant que complément de la bourgeoisie nationale, de la classe dominante dans l'Etat.

L'argument selon lequel les masses ne seraient pas encore assez avancées, ne fait que nous rappeler, à nous la R.A.F. ré-

volutionnaires détenus dans l'isolement, dans des sections spéciales, dans les collectifs artificiels de lavage de cerveau, en prison et dans l'illégalité, les arguments des porcs colonialistes en Afrique et en Asie depuis soixante-dix ans : les Noirs, les analphabètes, les esclaves, les peuples colonisés, torturés, opprimés, affamés, souffrant sous le joug du colonialisme, de l'impérialisme, ne seraient pas encore assez avancés pour prendre eux-mêmes en main, en tant qu'êtres humains, leur administration, l'industrialisation, leur école, leur avenir. C'est l'argument de gens qui sont soucieux de leurs propres positions de pouvoir, qui visent à dominer le peuple, et non pas l'émancipation et la lutte de libération.

Le guérillero des métropoles

Notre action du 14 mai 1970 (la libération d'Andreas d'une prison berlinoise) est et reste l'action exemplaire du guérillero des métropoles. Elle contient, contenait déjà, tous les éléments de la stratégie de la lutte armée anti-impérialiste : c'était la libération d'un prisonnier d'entre les mains de l'appareil d'Etat. C'était une action de guérilla, l'action d'un groupe devenu noyau politico-militaire par sa décision de faire cette action — C'était la libération d'un révolutionnaire, d'un cadre qui était indispensable, et l'est encore, pour la construction de la guérilla dans les métropoles, non pas seulement comme tout révolutionnaire est indispensable dans les rangs de la révolution, mais parce que déjà à cette époque il incarnait tout ce qui rend possible la guérilla, l'offensive politico-militaire contre l'Etat impérialiste : la détermination, la volonté d'agir, la capacité de se déterminer seulement et exclusivement en fonction des objectifs, en tenant ouvert le processus d'apprentissage collectif du groupe, de pratiquer dès le début la direction comme direction collective, de transmettre collectivement les processus d'apprentissage de chacun.

L'action a été exemplaire, parce que dans la lutte anti-impérialiste, il s'agit de toutes façons de libération de prisonniers, libération de la prison que le système est depuis toujours pour toutes les couches exploitées et opprimées du peuple, et sans autre perspective historique que la mort, la terreur, le fascisme. Libération de l'emprisonnement dans la totale aliénation, et l'aliénation de soi, de l'état d'exception politique et

existentiel dans lequel le peuple est obligé de vivre entre les mains de l'impérialisme, de la civilisation de consommation, des media — des appareils de contrôle de la classe dominante, dans la dépendance du marché et de l'appareil d'Etat.

La guérilla, pas seulement ici, il n'en a pas été autrement au Brésil, en Uruguay, à Cuba, et pour le Che en Bolivie — part toujours de rien, et la première phase de sa constitution est la plus difficile ; dans la mesure où la provenance de la classe bourgeoise prostituée par l'impérialisme, ou de la classe prolétarienne colonisée par lui, ne produit rien qui soit utilisable dans cette lutte. On est un groupe de camarades qui a décidé d'agir, de quitter le stade de la léthargie, du radicalisme verbal, des discussions sur la stratégie devenant de plus en plus sans objet, et de lutter. Mais tout manque encore — pas seulement tous les moyens ; il s'avère aussi, et maintenant seulement, quel type d'homme on est. Il s'avère que c'est l'individu des métropoles qui est issu du processus de putréfaction et des contextes de vie aliénés, faux, mortels du système — usine, bureau, école, université, groupes révisionnistes, apprentissage et jobs occasionnels. Les effets de la division entre vie professionnelle et vie privée apparaissent, de la répartition du travail en travail intellectuel et travail manuel, de l'infantilisation dans les processus de travail organisés hiérarchiquement, les déformations psychiques de la société de consommation, de cette société des métropoles passée au stade de putréfaction et de stagnation.

Mais c'est ce que nous sommes, c'est de là que nous venons. L'engeance des procès d'anéantissement et de destruction de la société des métropoles, de la guerre de tous contre tous, de la concurrence de chacun contre chacun, du système où règnent la loi de la peur, de la contrainte, du rendement, du profit de chacun au détriment de l'autre, de la division du peuple en hommes et femmes, jeunes et vieux, malades et bien portants, étrangers et Allemands, et des luttes de prestige. Et c'est de là que nous venons : de l'isolement dans la maison individuelle de série, des cités de béton des banlieues, des cellules de prison, des asiles et sections spéciales. Du lavage de cerveau par les media, la consommation, les châtiments corporels, l'idéologie de la non-violence ; de la dépression, de la maladie, du déclassement, de l'humiliation, de l'abaissement de tous les hommes exploités dans l'impérialisme. Jusqu'à ce que nous ayons compris la détresse de chacun de nous comme nécessité de libération de l'impérialisme, comme nécessité de lutte anti-impérialiste, jusqu'à

ce que nous ayons compris qu'il n'y a rien à perdre à la destruction du système, mais tout à gagner dans la lutte armée : la libération collective, vie, humanité, liberté ; que la cause du peuple, des masses, des travailleurs à la chaîne, des lumpen, des prisonniers, des apprentis, des masses les plus basses ici, et des mouvements de libération du tiers monde, est notre cause. Que notre cause : la lutte armée anti-impérialiste, est celle des masses et inversement — même si cela ne pourra devenir et ne deviendra réel qu'au cours d'un processus long de développement de l'offensive politico-militaire de la guérilla, du déclenchement de la guerre populaire.

C'est là la différence entre la politique véritablement révolutionnaire et soi-disant révolutionnaire, en réalité politique opportuniste : que nous partons de la situation objective, des conditions objectives, de la situation réelle du prolétariat, des masses dans les métropoles — du fait que le peuple, à travers toutes les couches, est pris en main et contrôlé, de tous les côtés, par le système. Les opportunistes partent de la conscience aliénée du prolétariat — nous partons du fait de l'aliénation qui entraîne la nécessité de la libération. « Il n'y a pas de raison », écrivait Lénine en 1916 contre le porc colonialiste et renégat Kautsky — « de supposer sérieusement que dans le capitalisme, la majorité des prolétaires puissent être regroupés dans une organisation. Deuxièmement — et c'est l'essentiel, il ne s'agit pas tant de la qualité des membres des organisations que de la signification réelle, objective de leur politique : cette politique représente-t-elle les masses ? Sert-elle les masses, c'est-à-dire la libération des masses du capitalisme ? Ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité et leur réconciliation avec le capitalisme ? Nous ne pouvons pas, et personne ne peut prévoir avec précision quelle partie du prolétariat suit et suivra les sociaux-chauvinistes et les opportunistes. Ce n'est que la lutte qui le révélera. C'est la révolution socialiste qui en décidera en dernier ressort. Mais si nous voulons rester des socialistes, notre devoir est d'aller plus profondément vers les masses les plus défavorisées, les masses réelles : c'est là-dedans que réside toute la signification de la lutte contre l'opportunisme, et tout le contenu de cette lutte. »

Le guérillero est le groupe

La fonction de direction dans la guérilla, la fonction d'Andreas dans la R.A.F., est : orientation — non seulement distinguer dans chaque situation ce qui est essentiel de ce qui est accessoire, mais aussi maintenir dans chaque situation et dans toutes les particularités, le contexte politique dans son entier, ne jamais perdre de vue, dans les détails, les problèmes particuliers techniques et logistiques, le but, la révolution ; dans le contexte de la politique d'alliance, la question des classes ; dans le contexte tactique, celui de la stratégie, ce qui signifie : ne jamais tomber dans l'opportunisme. C'est « l'art de lier dialectiquement la fermeté des principes avec la souplesse dans l'action, l'art d'appliquer dans la direction de la révolution la loi de développement, qui transforme les changements progressifs en sauts qualitatifs », dit Le Duan. C'est aussi l'art de ne jamais « être effrayé de la dimension énorme de ses propres buts », mais de les poursuivre opiniâtrement et sans en dévier, c'est la volonté d'apprendre de ses erreurs, d'apprendre d'une manière générale. — Chaque organisation révolutionnaire, chaque organisation de guérilla sait cela, que le principe de la pratique exige le développement de ces facultés-là. Chaque organisation qui part du matérialisme dialectique, dont le but est la victoire dans la guerre populaire et non l'édification d'une bureaucratie de parti, l'association à la puissance de l'impérialisme.

Nous ne parlons pas de centralisme démocratique, parce que la guérilla urbaine dans la métropole R.F.A. ne saurait avoir un appareil centralisateur. Elle n'est pas un parti, mais une organisation politico-militaire qui développe sa fonction de direction collectivement à partir de chaque unité, chaque groupe — avec la tendance de sa dissolution dans les groupes dans le processus d'apprentissage collectif. Le but est toujours l'orientation autonome et tactique des combattants, des guérilleros, des cadres. La collectivisation est un processus politique qui fonctionne partout dans l'interaction et la communication, dans l'apprentissage réciproque, dans tous les processus de travail et de formation. Les structures autoritaires de direction n'ont aucune base matérielle dans la guérilla, aussi parce que le développement réel, c'est-à-dire volontaire de la force productive de chaque individu, est la condition de l'efficacité de la guérilla révolutionnaire : intervenir de façon révolutionnaire avec de faibles forces pour déclencher la guerre populaire.

Conduite psychologique de la guerre

Andreas, parce qu'il est cela et l'a été dès le début : révolutionnaire — se trouve dans la ligne de mire de la conduite psychologique de la guerre des flics contre nous, depuis 1970, depuis la première apparition de la guérilla urbaine dans l'action pour sa libération de la prison.

Le principe de la conduite psychologique de la guerre, pour monter le peuple contre la guérilla, pour isoler la guérilla du peuple, c'est : défigurer et mythifier, par la personnalisation et la psychologisation, les buts matériels et réels de la révolution : libération du pouvoir de l'impérialisme, libération de territoires occupés du colonialisme et du néo-colonialisme, de la dictature de la bourgeoisie, de la dictature militaire, de l'exploitation, du fascisme et de l'impérialisme, de rendre le compréhensible incompréhensible, de faire apparaître le rationnel comme irrationnel, et l'humanité des révolutionnaires comme inhumaine. La méthode est : diffamation, mensonge, saleté, racisme, manipulation, mobilisation des angoisses inconscientes du peuple, des réflexes inculqués au cours de décennies, de siècles de la domination coloniale et celle des exploités, réflexes d'angoisse existentielle et de superstitions face aux puissances incomprises parce que structures de domination impénétrables.

En essayant, par la conduite psychologique de la guerre, d'anéantir, par la personnalisation et la psychologisation, ~~la~~ la politique révolutionnaire, la lutte anti-impérialiste armée dans la métropole R.F.A., et ses effets dans la conscience du peuple, les flics nous présentent comme ce qu'ils sont eux-mêmes ; la structure de la R.A.F., comme celle de leur propre domination — à l'image de l'organisation et du fonctionnement de leurs propres appareils de domination : comme le Ku Klux Klan, comme la Maffia, comme la C.I.A., et nous attribuent les moyens que les masques de l'impérialisme et leurs marionnettes utilisent pour s'imposer : c'est-à-dire le chantage, la corruption, la concurrence, le favoritisme, la brutalité, l'habitude de se frayer son chemin à travers les cadavres.

Les flics misent, dans leur conduite psychologique de la guerre contre nous, sur la confusion des contraintes de rentabilité et d'angoisse que le système a inculqué à tous ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail pour pouvoir vivre. Ils misent sur les syndromes de diffamation tournés depuis des décennies, depuis des siècles par la classe dirigeante contre le

le
fait

peuple, syndromes formés d'anticommunisme, d'antisémitisme, d'oppression sexuelle, d'oppression par la religion, par les systèmes scolaires autoritaires, de racisme ; ils misent sur le lavage de cerveau par la civilisation de consommation et les media impérialistes, par la rééducation et le « miracle économique ».

Ce qui est choquant dans la guérilla dans sa première phase, ce qui a été choquant dans notre première action, c'est que des gens agissent sans se laisser déterminer par les contraintes du système, sans se voir avec les yeux des media, libérés de la peur. Que des gens agissent en partant des expériences réelles, des leurs et de celles du peuple. Car la guérilla part des faits qui sont l'expérience quotidienne vécue par le peuple dans son propre corps : l'oppression, la terreur des media, l'insécurité des conditions de vie en dépit de la technologie extrêmement poussée et de l'immense richesse de ce pays — maladies psychiques, suicides, cruautés infligées aux enfants, misère des écoles, misère du logement. C'est ce qui a rendu notre action si choquante pour l'Etat impérialiste : que la R.A.F., dans la conscience du peuple, a été comprise comme ce qu'elle est : la pratique, le fait qui ressort de façon logique et dialectique des rapports réels, en tant qu'expression de la seule possibilité de les changer, de les renverser, rend au peuple sa dignité, redonne un sens aux luttes, révolutions, soulèvements, défaites et révoltes du passé — qui rend au peuple la possibilité d'avoir conscience de son histoire. Parce que toute histoire est l'histoire de luttes de classes, parce qu'un peuple qui a perdu la dimension des luttes de classes révolutionnaires est forcé de vivre dans un Etat où il ne participe plus à l'histoire et est privé de sa conscience de lui-même et de sa dignité.

La guérilla permet à chacun de déterminer pour soi où il se situe, de se rendre compte où il se situe en fin de compte et de déterminer pour soi sa place dans la société de classes, dans l'impérialisme. Car il y en a beaucoup qui pensent qu'ils sont du côté du peuple — mais dès qu'il y a des heurts avec la police, dès que le peuple commence à lutter, ils se sauvent, dénoncent, freinent, se mettent du côté de la police. C'est le problème que Marx a tant de fois formulé : à savoir qu'on n'est pas ce qu'on croit être, mais ce qu'on est selon ses fonctions réelles, son rôle dans la société de classes, qu'on est déterminé par le système, réellement instrumentalisé pour les buts du système, si l'on n'agit pas de façon consciente contre le système, c'est-à-dire, en s'armant et en combattant —

Les flics essaient, par leur conduite psychologique de la guerre, de retourner les faits que l'action de la guérilla a rendus évidents, c'est-à-dire que ce n'est pas le peuple qui est dépendant de l'Etat, mais l'Etat qui est dépendant du peuple, que ce n'est pas le peuple qui a besoin des sociétés, des multinationales et de leurs usines, mais que ce sont les salauds de capitalistes qui sont dépendants du peuple, que la police n'a pas pour but de protéger le peuple des criminels, mais de protéger l'ordre des exploiteurs, de l'impérialisme, du peuple, que le peuple n'a pas besoin de la justice, mais la justice du peuple, que nous n'avons pas besoin de la présence des troupes et des installations américaines ici, mais que l'impérialisme U.S. a besoin de nous. Par la personnalisation et la psychologisation, ils projettent sur nous, ce qu'ils sont, les clichés de l'anthropologie du capitalisme, la réalité de ses masques, ses juges, procureurs, ses matons, fascistes : le porc qui se complait dans son aliénation, qui ne vit qu'en torturant, opprimant, exploitant les autres, dont la base d'existence est la carrière, l'avancement, jouer des coudes, la vie aux dépens des autres, et l'exploitation, la faim, la misère, le dénuement de quelques milliards d'êtres humains dans le tiers monde et ici.

Ce que la classe dirigeante hait en nous, c'est que la révolution, malgré cent ans de répression, de fascisme, d'anticommunisme, de guerres impérialistes, de génocides, lève de nouveau la tête. Dans la conduite psychologique de la guerre, la bourgeoisie, l'Etat-flic, a accumulé tout ce qu'elle hait et craint du peuple contre nous et surtout contre Andreas — c'est lui qui incarne la plèbe, la rue, l'ennemi ; elle a reconnu en nous ce qui la menace et la détruira : la détermination à la révolution, à la violence révolutionnaire, à l'action politico-militaire — et sa propre impuissance, la limite de ses moyens, quand le peuple s'arme et commence à combattre.

Ce n'est pas nous, mais c'est lui-même que le système représente dans sa campagne de diffamation contre nous, de même que toute campagne de diffamation contre la guérilla renseigne sur ceux qui la produisent, sur leur ventre de porc, leur but, leurs vanités et leurs peurs. Par exemple « l'avant-garde qui se désigne elle-même comme telle » n'a aucun sens. Avant-garde est une fonction à laquelle on ne peut se désigner soi-même, ou que l'on ne peut revendiquer. C'est une fonction que le peuple, dans sa propre conscience, dans le processus de son éveil, dans la redécouverte de son propre rôle dans l'histoire, donne à la

Ont besoin

guérilla, en ce qu'il se reconnaît soi-même dans l'action de la guérilla, qu'il reconnaît la nécessité « en soi » de détruire le système comme une nécessité « pour soi », par l'action de la guérilla qui l'a déjà transformée en nécessité *pour soi*. La notion d'« avant-garde qui se désigne elle-même comme telle » exprime une pensée de prestige, qui a sa place dans la classe dominante, qui vise la domination — cela n'a rien à voir avec la fonction d'absence de propriété du prolétariat, avec l'émancipation, avec le matérialisme dialectique et la lutte anti-impérialiste.

La dialectique de révolution et contre-révolution

C'est la dialectique de la stratégie de la lutte anti-impérialiste, que par la défense, la réaction du système, par l'escalade de la contre-révolution, par la transformation de l'état d'exception politique en état d'exception militaire, l'ennemi se démasque, devient visible — amenant ainsi, par sa propre terreur, les masses à prendre position contre lui, renforçant les contradictions, rendant la lutte révolutionnaire impérative.

Marighela : « Le principe de base de la stratégie révolutionnaire dans les conditions d'une crise politique permanente est de développer, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, une telle quantité d'actions révolutionnaires que l'ennemi se voit obligé de transformer la situation politique du pays en une situation militaire ; de cette façon l'insatisfaction s'étendra à toutes les couches, et les seuls responsables pour tous les méfaits seront les militaires. »

Et A.-P. Puyan, un camarade iranien : « Par la pression de la violence contre-révolutionnaire renforcée contre les combattants de la résistance, toutes les autres couches et classes dominées seront réprimées de façon encore plus massive. De ce fait, la classe dirigeante augmente les contradictions entre les classes opprimées et elle-même, et en créant un tel climat auquel elle aboutit nécessairement, elle fait avancer la conscience politique des masses d'un grand bond en avant. »

Et Marx : « Le progrès révolutionnaire se fraie un chemin par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par la création d'un adversaire qui amènera le parti de l'insurrection à évoluer par la lutte vers un véritable parti révolutionnaire. »

Si en 1972, les flics, avec 150 000 hommes, ont réalisé la

mobilisation totale pour les recherches contre la R.A.F., en faisant participer la population à la chasse à l'homme par la télévision, en utilisant l'intervention du Chancelier fédéral, en centralisant tout pouvoir policier entre les mains du Bureau fédéral de la Police criminelle, alors à cette époque déjà un groupe de révolutionnaires, numériquement faible, mettait toutes les forces matérielles et personnelles, à l'intérieur de l'Etat, en branle ; et il devenait matériellement visible que le monopole de la violence de l'Etat est limité, que ses forces peuvent s'épuiser, que l'impérialisme est sur le plan tactique un monstre mangeur d'hommes, mais sur le plan stratégique un tigre de papier. Il est devenu matériellement visible qu'il dépend de nous que l'oppression demeure et de nous aussi qu'elle soit brisée.

Maintenant, les porcs, après tout ce qu'ils ont préparé dans leur conduite psychologique de la guerre — visent à assassiner Andreas. Nous, prisonniers politiques de la R.A.F., et d'autres groupes anti-impérialiste, nous nous mettons aujourd'hui en grève de la faim. Aux poursuites de liquidation des flics contre la R.A.F. et de leur conduite psychologique de la guerre contre nous, correspond le fait que la plupart d'entre nous se trouvent en détention par isolement depuis des années, cela signifie : détention-extermiation. Mais nous sommes décidés à ne pas nous arrêter de penser et de lutter — nous sommes décidés à faire tomber la pierre que l'impérialisme a levé contre nous sur ses propres pieds.

Les flics visent à assassiner Andreas, comme ils l'avaient déjà essayé lors de la grève précédente de la faim en été 1973, par la suppression d'eau. A cette époque, on a fait croire aux avocats et à l'opinion publique qu'après quelques jours on lui donnait de nouveau à boire — en réalité, on ne lui donnait rien, et le porc-médecin de la prison de Schwalmstadt lui déclarait, lorsqu'après neuf jours sans boire il était devenu aveugle : « Vous buvez du lait ou vous êtes mort dans dix heures. » Le ministre de la Justice du Land de Hesse venait de temps en temps se rendre compte dans sa cellule, et le corps des médecins de prison de Hesse était, à cette époque, en réunion au ministère de la Justice à Wiesbaden. A ce propos, il existe un décret déclarant qu'en Hesse les grèves de la faim doivent être brisées par la suppression d'eau ; les plaintes déposées pour tentative d'assassinat contre le porc-médecin ont été rejetées, et la procédure engagée pour maintenir la plainte a été arrêtée.

A ce propos nous déclarons maintenant : si les flics réali-

saient effectivement leurs intentions et leurs plans en coupant l'eau à Andreas, tous les grévistes de la faim, prisonniers de la R.A.F., réagiront immédiatement en refusant de prendre toute forme de liquide. Il en sera de même pour toute tentative d'assassinat par suppression d'eau, quelque soit le lieu et le prisonnier en grève de la faim qui en fasse l'objet.

10

Andreas le 26 août 1975 au procès

Ceci a été dit le 26 août 1975.

Andreas a pu parler — en étant interrompu vingt et une fois seulement par Prinzing, parce qu'une délégation d'avocats français observait le procès. Il analyse ici le déroulement du procès à partir de ses contradictions

— avec justesse comme ça s'est avéré maintenant sept semaines plus tard

— confirmé évidemment par la 3^e Chambre de la Cour fédérale :

Nous sommes exclus.

Le problème de la requête — déposée lors de telle ou telle tentative juridique des avocats de nous défendre (et entre-temps de se défendre, leur fonction légale et par là, la ruine de la Constitution) est qu'elle est vouée à l'échec, comme le montre déjà le fait que Prinzing a annoncé sa volonté de rejeter dans les quatre heures la requête demandant l'arrêt du procès, avant même qu'elle ait été fondée.

La procédure ne peut être arrêtée légalement, après qu'elle a été menée depuis cinq ans de façon illégale, ou comme dit Maihofer, de façon « surlégale », et non pas par la justice, mais comme fonction d'une mobilisation contre-révolutionnaire de l'exécutif, conçue de façon *militaire*.

ital

Je vais utiliser une citation de Herold au Hessenforum¹, après qu'il nous a utilisés tant de fois depuis cinq ans — par exemple pour gonfler son appareil : Herold s'interroge sur les causes du terrorisme, en déformant ce concept pour les besoins de la conduite psychologique de la guerre — en en inversant le sens, comme nous l'avons déjà expliqué ici, car la guérilla urbaine, comme concept politique, n'est pas plus du terrorisme que son action, vue sous un angle militaro-tactique, que l'on ne peut saisir par la signification historique et militaire-scientifique de ce concept. Herold demande donc au Hessenforum « si le terrorisme, tel qu'il se manifeste en R.F.A., mais aussi dans le monde entier, est le produit des cerveaux des criminels, des Baader et Meinhof — faut voir ce *piuriel* — ou bien si le terrorisme est le reflet de certaines situations sociales dans le monde occidental — mais aussi à l'Est — et s'il ne reflète pas seulement, dans une certaine mesure, au niveau des superstructures, des problèmes qui existent objectivement. »

A cela, il faut tout d'abord répondre — [parce que cela devient difficile, lorsqu'on se laisse entraîner sur ce terrain : il faut analyser cela ; et il faut critiquer que Schily (avocat de Gudrun Ensslin) ne l'ait pas analysé] — que toutes ces catégories sont employées de travers. Il faut dire que ça sonne tout à fait fâcheux quand un flic essaie de s'exprimer dans des catégories marxistes ; car *superstructure* ne pourrait avoir ici que le sens de la superstructure *étatique* du mode de production, de l'économie ; mais on ne peut utiliser ce concept à propos d'une organisation révolutionnaire — et ainsi, ce que nous avons dit il y a quelques jours, se révèle en fin de compte exact — le terrorisme d'Etat reflète effectivement les problèmes du capital, qui existent à la base en tant que problèmes objectifs : « maturité de la tendance », crise, dissolution de la loi de la valeur, répercussions économiques, politiques et idéologiques des guerres de libération, etc. —

Alors que la stratégie de la guérilla urbaine est possible, naît comme transmission révolutionnaire seulement — seulement — comme il dit, à partir du réflexe social des *contradictions*, qu'il appelle problèmes. Voilà, ~~ça~~ serait la définition correcte.

¹ Hessenforum : table ronde de discussion organisée par le gouvernement du Land de Hesse, sur différents sujets, à laquelle sont invités des hommes politiques, des journalistes et des experts. Cette fois-ci le sujet était « criminalité de la violence et terrorisme », où il y a eu, entre autres, l'intervention de Herold comme « expert ».

Mais il demande ensuite :

... « si le terrorisme en Allemagne n'est pas l'indice d'une loi objective, d'une évolution historique, ou bien en résumant beaucoup, si le terrorisme n'est pas une nouvelle forme de pseudo-guerre, de guerre populaire, de petite guerre, de combat de guérilla, s'il ne remplace pas la grande guerre. S'il ne s'agit pas ici de facteurs subjectifs mais objectifs, nous devons adopter alors une nouvelle façon de le combattre que celle adoptée jusqu'alors ; alors, il ne sert à rien de cogner sur les têtes, ou même comme le réclament certains, de les couper ; mais il faut plutôt agir au niveau des causes historiques, au niveau des lois sous-jacentes. »

Il me semble important de répéter une fois de plus qu'il s'agit là de deux lignes. Donc la ligne « cogner sur les têtes », et c'est la ligne que suit Prinzing en ordonnant l'isolement, c'est la ligne que suit l'Accusation fédérale avec les sections spéciales, avec la torture depuis trois ans ; et il y a d'autre part la tentative — j'expliquerai cela plus précisément — de résoudre le problème, comme le pense Herold — par des normes légales.

A ce propos nous constatons brièvement — que la cause est la rupture entre la base — la socialisation de la production, la concentration internationale du capital — et la superstructure — ici l'Etat bourgeois dans sa fonction de maintenir le rapport de production capitaliste contre la tendance globale des forces productives vers le socialisme. Dans cette rupture, la guérilla, en tant que détermination générale, devient possible comme stratégie révolutionnaire, naît et se développe.

La réaction est celle aussi déterminée par cette rupture. La stratégie du capital transmis par l'intermédiaire de l'Etat, des institutions, ne peut essayer qu'une solution fasciste de la contradiction. Ce qui différencie ce fascisme de l'ancien, du fascisme national et borné, c'est qu'il ne reprend pas l'Etat, n'impose pas la société, en tant que stratégie réactionnaire des monopoles nationaux, du capital national — transmise par un mouvement/une mobilisation nationaliste — mais qu'il rend, selon la tendance du processus *international* de concentration et de monopolisation, en tant que stratégie du capital dominant, du capital U.S., l'Etat national disponible comme instrument de sa politique intérieure mondiale, et qu'il pénètre les sociétés nationales par l'intermédiaire de l'Etat national. C'est-à-dire que l'Etat national devient machine du capital *organisé* de façon *internationale* contre la nation, contre le peuple. L'Etat constitu-

tionnel bourgeois, comme expression des antagonismes de classes dans le cadre national, doit nécessairement, dans le développement antagoniste entre socialisation de la production et concentration *internationale* du capital, être dissout et transformé par l'Etat fort, comme on appelle la chose maintenant, donc de façon fasciste, ou alors la dissolution du rapport du capital le désagrègera dans la maturité de cette contradiction, et il sera dépassé de façon révolutionnaire.

C'est la contradiction dans laquelle, *contre*, donc *par* l'initiative révolutionnaire, par la politique armée dans les métropoles, l'apparence — et ce procès est exemplaire pour cela — l'apparence, l'idéologie bourgeoise, la conception bourgeoise de l'Etat, s'abandonne elle-même. La déconstruction de l'idéologie est une transmission essentielle de l'insurrection — c'est à sa stratégie que se brise l'apologie de l'Etat (celle des lois naturelles) du rapport du capital — que le projet de légalisation totale de la contradiction des classes est brisé, et que l'Etat est obligé d'apparaître comme l'appareil antagoniste de la société du capital en guerre.

C'est le processus au cours duquel il apparaît déjà que l'attaque de groupes quantitativement faibles, par la transmission de la counter-reaction ouverte, atteint une nouvelle qualité — dans laquelle elle *peut* devenir un mouvement de masse.

Dans la contradiction fascisme ou révolution, notre politique est le réflexe concret de ce que Herold appelle « problèmes objectifs », pour proposer son appareil et sa stratégie de contrôle de la société par la police, comme le programme de domination réactionnaire —

Je dirais que chez Herold c'est particulièrement clair, parce qu'il est finalement l'homme qui *mène* cette guerre. Il dit — « la tendance à l'organisation policière de la guerre » et « le déplacement de l'affrontement militaire vers l'intérieur » et — je suis l'homme qui doit mener cette guerre, donc donnez-moi l'appareil, donnez-moi l'argent, et avant tout, donnez-moi le pouvoir politique. C'est ce qu'il dit continuellement. Il revendique pour son appareil militaire un « privilège de recherche et de connaissance sociale » — tel est son néologisme totalitaire — et exige une compétence législative, ancrée dans la Constitution — donc il exige de pouvoir faire des lois là où elles n'ont pas encore été faites pour lui. Il exige par là un pouvoir *politique*. Par là s'exprime effectivement la nécessité stratégique de la réaction de dissoudre la différence entre police et politique.

C'est ainsi qu'il faut comprendre, et on ne peut le voir que dans le contexte, qu'il détermine la question des « causes objectives » comme essentielle pour la « relation entre police et politique », pour le problème de savoir « qui doit combattre le terrorisme » — la politique ou la police et là il dit évidemment : « je pense que c'est la politique ». La justice, elle, est complètement exclue. Il peut l'exclure, car dans les procès contre la guérilla urbaine — il voit ça juste — elle est instrumentalisée complètement par la police politique, devient fonction de la police.

En fait, les causes historiques sur lesquelles il veut agir, vraisemblablement avec des moyens aussi subtils que la nouvelle loi de la police, lui échapperont — car le système qu'il sert et la machine qu'il développe n'ont aucune influence sur les lois historiques ; il réagit à l'intérieur de ces lois, et sa réaction provoque la résistance qu'elle doit résoudre.

Herold propage l'Etat policier, et c'est aussi une des constellations grotesques qui s'expliquent par la déformation de l'Etat impérialiste, dans laquelle le procès se déroule ici. C'est Herold, le policier, qui se bat pour des normes légales de droit — finalement de droit international — contre la guérilla — parce qu'elles sont fonctionnelles pour sa volonté de puissance. Alors que le juge, Prinzing, — par son incapacité d'arriver à une conception de son objet, doit la liquider dans la tentative de résoudre un affrontement explicitement politique, dans le marécage d'un procès pénal dans lequel il peut s'orienter. Herold est au niveau de la réaction, mais les *deux* lignes sont l'expression du vide juridique et du manque de légitimation dans lequel le procès se déroule — depuis la première action de la R.A.F. Les deux caractérisent le procès comme exécution militaire, dans laquelle les deux sont l'expression de la contradiction, dans laquelle l'Etat ne peut plus réagir que contre sa propre constitutionnalité. Lois d'urgence, interdictions professionnelles, lois d'exception contre l'insurrection.

— (L'appareil d'Etat) il rompt la Constitution et dans cette rupture, toute médiation idéologique disparaît. Ce qui reste, est l'ersatz d'idéologie de l'Etat de la Sûreté d'Etat — la conduite psychologique de la guerre — elle est le contenu de cette représentation, et ainsi il ne s'agit pas ici de droit, ainsi l'Etat se bat ici avec tous les moyens dont il dispose — c'est ce que Schmidt a suffisamment répété, qu'il s'agissait de *tous* les moyens — et ce sont finalement tous les moyens organisés de la répression, du mensonge, de la manipulation, de la technique — pour l'au-

toreprésentation de l'omnipotence impériale contre la tendance historique articulée consciemment dans notre politique, dans l'insurrection, dans laquelle il devient antagoniste de la société, donc illégitime.

C'est le même développement dans lequel la guérilla reçoit sa légitimité, le sens de sa politique, du déficit de légitimation du pouvoir dominant.

Car les buts politiques de la guérilla et ce qui se transmet comme buts dans sa méthode et sa structure, produisent des espoirs et des comportements qui s'orientent à la valeur d'usage et non à la valeur d'échange, dont la base, périmée par la tendance objective vers la socialisation de la production, est anéantie. Elle perd son sens social, la base matérielle de sa justification idéologique. Ainsi, ce qu'une analyse fautive de l'affrontement doit représenter comme une réaction exagérée, paniquée, disproportionnée de l'Etat contre la politique de la guérilla, s'explique dans sa tendance effectivement comme un affrontement pour le sens de la pratique politique. Car l'Etat — en tant que fonction du capital monopoliste, dans et à partir du développement de sa crise — est obligé, dans cet affrontement, d'étendre, par la planification administrative, son contrôle à des domaines de la société qui jusqu'alors étaient, historiquement, hors de sa portée. Il est obligé de réaliser cette expansion, dans sa fonction de maintenir la domination de la valeur d'échange.

A partir de là, des stratégies de counter-reaction se développent nécessairement contre la déconstruction de l'idéologie par lesquelles on vise à compenser les besoins surproportionnés de légitimation (de l'Etat) : une conséquence de son administration de la reproduction sociale même, qui jusqu'à présent avait échappé à son contrôle.

L'Etat tente, au cours de ce développement, de produire la réalité et base matérielle, qui, dans le processus de l'étatisation de la société, est arrachée à ses idéologies de légitimation, par la conduite psychologique de la guerre, comme ersatz d'idéologie, *artificiellement*, c'est-à-dire par l'extension *planifiée* de sa répression. Mais répression exige soumission, sans pouvoir la légitimer. Au contraire — avec la résistance contre elle, elle développe en même temps la légitimité de celle-ci.

La politique de la guérilla, l'illégalité, est l'opposé de l'étatisation de la société. Aussi, elle concentre *toute* la répression de l'Etat sur elle, mais aussi tous les espoirs de libération. A ce propos, il faut encore ajouter que le projet de la totale pénétra-

tion de la société — la tendance fasciste à l'Etat totalitaire — est conçue et agencée scientifiquement.

(Dans le cas où nous arriverions ici à une détermination fondamentale des concepts, j'expliquerais comment la stratégie, si non réellement, du moins dans la conception, car les structures, dans lesquelles la réaction développe des stratégies sans en arriver au concept stratégique, sont un fait — aussi est-il essentiel à ce propos, de voir comment les stratégies de la répression se développent à partir du processus de production aliéné lui-même.)

Quand Schmidt déclare la semaine dernière, que les dangers essentiels pour les Etats industriels occidentaux sont « d'ordre économique et psychologique », il en parle. En tant qu'apologiste de l'Etat, il psychologise, par cette phrase, toute la société —

A la place de la politique comme processus social, il met la psychologie et par là, de façon programmatique, la stratégie répressive conçue scientifiquement de la conduite psychologique de la guerre — par exemple —

Il propage un appareil conceptuel qui *n'a plus* de légitimation sociale, et qui n'en a plus besoin. Dans celui-ci, la pénétration, au moyen de la manipulation, de la société par l'Etat, est érigée en programme — cependant il dit en même temps certaines choses sur ses conditions : la tendance à l'antagonisme entre la société et l'Etat impérialiste, entre les forces productives et le rapport de production qu'exprime l'Etat.

Mais justement, ne l'exprime pas seulement — mais le protège également, dans la mesure où lui-même devient capitaliste, du fait de l'importance croissante de son rôle économique, pas seulement en tant qu'intermédiaire violent (appareil de la violence, monopole de la violence) et *politique* (et idéologique) — mais aussi en tant qu'intermédiaire économique, dans les domaines, dans lesquels le capital est nécessaire pour la reproduction sociale, mais où les profits ne sont pas assez élevés. 19

C'est cet antagonisme *dans* lequel l'Etat réagit par les stratégies fascistes de la sécurité intérieure. Elles déterminent la conception de cette procédure et de ce procès ici jusque dans les moindres détails. L'Etat apparaît ici comme l'Etat menant la guerre de classes vers l'intérieur — le processus que Brückner a défini comme déclaration d'ennemi intra-étatique — 18

Dans lequel *toute* opposition politique à l'extérieur et à l'intérieur des appareils idéologiques de l'Etat — car les syndicats et partis font, en R.F.A., partie de l'appareil d'Etat, sont 14

pratiquement étatisés — est combattue par la répression, expatriée et finalement illégalisée et — opprimée par l'intermédiaire d'une machinerie de contrôle et de fichage, correspondant au niveau technologique de la production. Je pense que ce niveau est devenu manifeste tout à l'heure : Schily démontre, en prenant l'exemple de la section spéciale de Bruchsal, qu'une machine d'exécution a été conçue et construite là, d'après les directives de l'Accusation fédérale. L'Accusation fédérale ne trouve rien d'autre à dire que : « D'où tenez-vous cela ? » C'est clair : ils veulent cacher la chose, et quand elle apparaît quand même au grand jour, ils ont des réflexes policiers — mais continuons — j'en parle, parce que c'est ça qui est le fait ici, de façon exemplaire, didactique — cela s'exprime dans le caractère de la procédure comme procès à grand spectacle, et plus encore dans ses moyens — la nécessité du mensonge ouvert permanent, de la manipulation, la nécessité de nous bâillonner, comme c'était le cas jusqu'à présent, la rupture pratiquement automatique du Code de procédure pénale, le rejet lapidaire, jusqu'à présent, de toutes les requêtes de la défense — effectivement, pas une seule requête n'a été, en trois mois et demi, considérée *en faveur* de la défense, donc pas même pour des détails ; cela s'exprime par la perfidie que Prinzing est obligé de montrer dans sa conduite des débats.

Herold, pour y revenir, dit — et par là, il parle aussi du programme et des difficultés « la tendance... est la construction consciente d'un contre-pouvoir, avec le but d'attirer, dans un procès, dont on espère dans une phase quelconque de la spontanéité, *les loyautés des citoyens*.

C'est pourquoi dans tout ce combat on utilise de plus en plus, pas seulement des catégories militaires, mais de plus en plus aussi, pour ainsi dire, des catégories du droit international ». Et il cite un expert en droit qui dit : « Il ne s'agit justement pas ici d'une forme de criminalité, mais d'un affrontement relevant du droit international, où il est nécessaire d'accorder aux combattants les avantages de la Convention de Genève. »

(Enfin, ça n'en prend pas le chemin ici. Les avantages qu'on envisage ici, ce sont les sections spéciales, c'est cette chose, la machine d'exécution à Bruchsal, qui était déjà terminée avant le jugement.)

Herold louche vers des normes juridiques — des normes du droit international — depuis que les normes intra-étatiques se

sont forcément dissoutes dans la conception de la réaction intra-étatique, comme *guerre*.

Et ce qui le pousse à faire cela, c'est certainement l'expérience de ces sondages d'opinion de 1972, 1973 et 1974 qui ont révélé jusqu'à 20 % de sympathisants de la R.A.F. — il s'agit de la population adulte — Cela représente quand même quatre fois plus que ceux qui ont voté pour le parti du ministre de l'Intérieur. Evidemment, nous ne disons pas que cela représente une base solide ou même saisissable comme base politique. Nous pensons au contraire que c'est de toute façon inutilisable. Mais malgré tout ils montrent (ils n'ont pas été faits pour nous de toute façon, mais l'Etat, la réaction étatique, prennent ces sondages d'opinion très au sérieux ; ainsi, on a pu constater avec l'intensification des poursuites, comment ces sondages ont été intégrés dans les programmes de mobilisation) donc ils montrent malgré tout que l'Etat développe de façon tendanciellement la résistance, qu'il dirige la loyauté vers nous, dans la mesure même où il est *obligé* d'essayer, par une mobilisation illégale, comme les poursuites contre nous, de l'obtenir par la force.

Herold part bien sûr du fait — selon le niveau d'information de sa machine — qu'on ne peut rien résoudre ici par la justice. Il y a la continuité de la guérilla urbaine en R.F.A., elle n'est pas brisée par notre arrestation — au contraire... elle est plus forte qu'en 1972, et celui qui connaît des analogies historiques de l'insurrection, sait qu'elle se développe par des spectacles ratés comme celui de Stammheim. En ce sens, tout le concept des procès a échoué du fait de ce développement.

Et ici, on ne cherche pas non plus à rendre la justice — il est même impossible de le tenter — je pense que depuis ces trois mois cela est devenu chaque jour plus manifeste — mais la justice essaie obligatoirement de prolonger, dans les prisons et les tribunaux-forteresses, l'affrontement conçu de manière militaire, par des moyens inadéquats, *comme* affrontement militaire. Seulement, contre des prisonniers isolés depuis trois ans et demi. J'expliquerais de cette façon le côté lamentable des efforts de propagande d'un tel procès.

Mais arrivons au concept de tout ça :

Si la justice mène la guerre ouvertement et dans une fonction publique, elle liquide, avec les *normes* juridiques, par lesquelles elle se légitime idéologiquement, comme intermédiaire entre Etat et société, tout le contexte de justification idéologique qu'est l'Etat fondé sur le droit, et renforce ainsi la contra-

diction qu'elle est censée résoudre. Elle devient justice de mesures. Instrument de la counter-insurgency.

Mais ce qui devient *manifeste*, compréhensible dans cette faille — en particulier ici, c'est l'Etat impérialiste comme fonction du capital, *contre* toute tentative — ne réagissant plus à la contradiction que par la propagande psychologisée et par la conduite psychologique de la guerre — contre toute tentative de maintenir sa légitimation *sociale*.

Il se pourrait qu'Herold pense à cette contradiction, à partir de laquelle, historiquement, s'est toujours développée la résistance, tandis que Prinzing, qui ne comprend rien, continue à « cogner sur les têtes » en ordonnant l'isolement, et maintenant par la tentative de se sauver par notre psychiatisation. Mais la psychiatrie non plus n'est pas adéquate, n'est pas une solution — elle ne peut lui donner une légitimation — cependant, ce qu'elle peut faire, comme conséquence de sa ligne — selon la structure de la personnalité des prisonniers politiques — c'est : notre destruction physique. « Cogner sur les têtes. » C'est ce que Prinzing a réussi à Wittlich (prison dans laquelle Holger Meins a été assassiné). Je ne pense pas que ce soit exagéré — quiconque suit ce procès ne peut penser que ce soit exagéré — car ce qui se présente ici, c'est que ce juge illégal — par sa mesure illégale qui vise à résoudre la contradiction dans nos têtes — par les sections spéciales et la psychiatrie, n'a pu pousser son pion sur ce point, mais nous a détruits physiquement. Et à ce propos, ce qui nous vient à l'esprit, c'est que la passion de ces 40 prisonniers pendant trois ans, sur les limites, comme dit Schmidt, d'une conception illimitée de l'Etat fondé sur le droit à finalement, à tous les niveaux, une dialectique pour nous, parce qu'il a été impossible, malgré l'emploi de *tous* les moyens dans les sections spéciales, malgré la torture quotidienne de six mois de nutrition forcée, malgré les tortures dans les cellules tranquillisantes, de casser les têtes — et parce que cette démonstration n'a pas marché, l'intérêt d'extermination de l'Etat s'est *forcément* développé contre les prisonniers — (ceci jusque dans son expression architecturale dans la section de Bruchsal et dans quinze autres sections), le procès s'est *forcément* prolongé jusqu'à ce que les prisonniers soient incapables de comparaître ; mais la résistance aussi s'est *forcément* développée — comme on a vu à Berlin et à Stockholm. Et parce que cela n'a servi à rien de « cogner sur les têtes » — que du moins le groupe de prisonniers résistait mieux contre la destruction psychique que

contre les conséquences physiques de la torture psychique, la procédure de Prinzing s'est bloquée, sur le plan de la propagande, du fait de notre résistance, et sur le plan de l'économie du procès, du fait de notre faiblesse physique.

La solution, et on verra comment il s'y prend, *est* effectivement — et chacun a probablement pu s'en rendre compte lors de la dernière séance : notre exclusion illégale ; comme l'a trouvé un journaliste — le putsch du tribunal ; après qu'il a préparé la procédure par la liquidation illégale de la capacité de défense (et de la défense) des prisonniers, avec tant de soin, il est obligé maintenant de nous exclure, afin de se débarrasser de la contradiction que développe, dans la procédure, cette incapacité de défense et de comparaître. Mais là aussi la tentative de représenter ici un procès, une procédure, doit échouer. Du moins en tant que tentative de procurer, à cette partie de la réaction de l'Etat organisée comme opinion publique, un cadre juridique par les moyens de la propagande, et par là la légitimation que la conception militaire de la mobilisation étatique en cinq ans de mesures illégales a forcément anéantie. Cela ne peut pas marcher — et c'est la contradiction insoluble dans laquelle traîne la représentation — parce que la politique révolutionnaire n'est pas justiciable. La justice politique ne résout pas la contradiction, la confrontation, qu'elle est chargée de juger — elle l'exprime, ici par la disponibilité et la disposition totale du tribunal par rapport à la Sûreté de l'Etat et au gouvernement. Ici, on ne juge pas selon le droit bourgeois — ici opère un pragmatisme militaire organisé jusque dans l'exécutif.

Il suffit de regarder autour de soi.

Déjà, en critique Prinzing, parce que le spectacle ne marche pas comme il faut — il devient dysfonctionnel, parce que la fonction traditionnelle du juge devient floue dans la manipulation brutale de la procédure. Son désarroi entre l'intérêt de sa classe, d'imposer le fascisme par la légalisation de toutes les relations sociales — donc par l'intermédiaire et par le moyen de la *forme* de l'Etat fondé sur le droit, et la violation ouverte du droit, qui devient constamment manifeste dans l'arrangement de cette procédure, devient problématique. La contradiction de Prinzing est le fait, qu'il doit, en tant que juge, transmettre quelque chose qui ressemble au moins à du droit — c'est ce que Busche (rédacteur de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) a pigé — parce que sa fonction ici est essentiellement de transcender

ne peut être
coûte

sous la forme du droit, ici de la procédure dans le cadre de l'Etat fondé sur le droit — son contenu — comme le système de règles, au moyen duquel le capital contrôle et domine le processus de reproduction sociale, comme projet de propagande de la procédure.

C'est vrai que tout cela ne pourrait être sauvé que s'il arrêtait la procédure — ce qui serait un acte de résistance légale contre la Sûreté de l'Etat, mais qui n'est certainement pas son affaire —, sinon il ne serait certainement pas ici comme juge illégal, ce que tout le monde sait entre-temps.

Il était inévitable que Prinzing, depuis que le droit bourgeois n'est plus son système de référence, depuis qu'il l'a abandonné selon la dramaturgie de l'Accusation fédérale — au plus tard après la mort de Holger, mais plus vraisemblablement déjà avec les magouilles autour de son siège — que ce juge devait s'appuyer d'une manière toujours plus ouverte et plus directe sur le pouvoir — la ligne Wunder, Buback, Vogel, Schmidt. En tant que marionnette suspendue aux fils de l'exécutif, ici de Buback, il mènera la chose jusqu'au bout, à tout prix et avec tous les moyens — jusqu'à ce qu'elle se termine finalement dans la section de Bruchsal.

Cela finit par nous amuser — le procès, l'audience devient un antagonisme à sa fonction dans toute la procédure contre la R.A.F. — à ce qui a été planifié ici ; ce qui à Stammheim ne marche plus, c'est la représentation du droit bourgeois intact — (donc en quelque sorte la loi naturelle éternelle du rapport de production qu'il protège) et l'inutilité de toute résistance contre cela f . Ce qui se passe, ce n'est plus que la démonstration de sa décomposition, et par cela la décomposition et la classe, dont Prinzing — le tribunal se font ici le gérant.

La R.A.F. — la guérilla — n'est pas justiciable, parce que l'Etat du capital, comme le côté réactionnaire de la contradiction, est obligé de nous poursuivre, nous la guérilla, d'une manière exemplaire, dans le développement de la crise sociale, comme la possibilité et l'actualité d'un développement révolutionnaire.

Et nécessairement dans les catégories de la guerre, parce que la guérilla urbaine, notre politique, notre stratégie est une partie de la guerre de libération mondiale (internationale) anti-impérialiste qui détermine la crise dans les métropoles. e

Herold, pour y revenir encore — il a pigé « Je vois ici un processus mis en marche de façon objective, à l'échelle mondia-

le, et dont l'issue est en quelque sorte l'organisation policière de la guerre, tandis que la grande guerre perd justement de plus en plus de substance entre nations ; et parce que celles-ci ont perdu leur force, déterminant et formant l'histoire, une nouvelle forme de décharge de l'agressivité apparaît, qui ne peut être comprise que sur le plan international ». Justement.

C'est un mélange de Hacker et de Beaufre qu'il offre là. L'adaptation criminalistique que font les fascistes américains du concept criminologique de l'histoire. Justifié sur le plan idéologique évidemment dans la psychologie américaine — « décharge de l'agressivité ».

Nous trouvons ce qu'il offre là, dans sa médiocrité, assez drôle — la médiocrité jusque dans sa réception et dans ses emprunts à l'idéologie américaine de la counter-reaction, montre pour qui il mène cette guerre : — en tant que partie des forces globales réactionnaires U.S. pour l'impérialisme américain.

Tout de même — au moins le colportage de flic de la criminologie impérialiste internationale contre la misère des gens ici, de Prinzing, qui veulent donner le déroulement d'un procès politique à grand spectacle comme une farce criminalistique, parce qu'ils n'ont rien pigé.

J'y opposerai encore brièvement notre concept de l'affrontement : si le fascisme tel que Herold et Schmidt le représentent — comme stratégie institutionnelle étatique du capital, est la transmission réactionnaire du rapport de production devenu antagoniste à l'échelle du monde, alors l'internationalisme de l'insurrection, la construction d'un front militaire politique dans les centres de l'impérialisme est l'expression révolutionnaire de la rupture dans les métropoles et sa stratégie — ou le sera.

Ce processus de l'insurrection est la procédure loyale à laquelle nous attachons du prix, à laquelle nous tenons, c'est seulement devant lui que nous sommes responsables et que nous avons à nous justifier.

Andreas, le 16 juillet 1975

Bien sûr que non, beaucoup plus clairement que dans l'attaque de petits groupes révolutionnaires — c'est une expérience de l'histoire de l'insurrection, qui est transposable — qui se prouve ici

L'effondrement de la légitimation du système se transmet dans la réaction de l'Etat et dans sa dialectique. C'est par elle — par les appareils répressifs gonflés et la surdétermination ils expriment — que se développe, atteint son effet la tactique de guérilla urbaine.

La R.A.F., chaque groupe de guérilla urbaine et chaque action armée, est conditionnée et légitimée — elle le sait ou l'apprend tôt ou tard — dans la crise du système impérialiste. Elle produit la guérilla — elle la rend possible comme expression consciente de la tendance. La réaction ouvertement répressive du système à sa politique est en même temps la transmission, dans laquelle l'action de groupes quantitativement petits reçoit une nouvelle qualité. C'est par elle, que la puissance de la politique révolutionnaire, quand elle s'arme, devient manifeste, et c'est par elle qu'elle peut devenir un fait de masse.

Un niveau de la transmission, par lequel la guérilla atteint son effet, est la répression ouverte, dans laquelle l'Etat impérialiste est obligé d'anticiper de façon ponctuelle la solution fasciste de la crise (qui n'est pas cyclique, et dans laquelle son rôle comme fonction politique du monopole international est absor-

bé par la stratégie militaire, par le mouvement du capital conçu comme stratégie militaire) — selon les conditions de l'affrontement pour lesquelles nous nous battons : comme un fait public. C'est-à-dire qu'il retrouve à l'intérieur le mécanisme de sa reproduction vers l'extérieur — guerre — et ceci sous des formes, dans lesquelles le système de légitimation doit forcément se désagréger.

Les stratégies/organisations officielles de la gauche extra-parlementaire légale et évidemment, la gauche dans les partis parlementaires, sont, dans cette dialectique, par leur légalisme, bloquées du côté réactionnaire de la contradiction. Ils s'entêtent à respecter une légalité comme terrain de politique socialiste (ou se plaignent de sa désagrégation) que l'Etat a si facilement abandonnée, parce qu'elle a perdu son objet et sa fonction — la protection des conditions de la mise en valeur et de l'intégration des capitaux nationaux. L'Etat national capitaliste est un agent politique du processus de monopolisation sous l'hégémonie du capital U.S. — dans les domaines qui sont contrôlés directement par le processus international de concentration du capital et ce, contre les intérêts de la bourgeoisie nationale et les capitaux nationaux fossiles.

La possibilité d'une « relative autonomie » de l'Etat, sur laquelle mise la politique de la social-démocratie de gauche, était déterminée par la concurrence et les contradictions des capitaux nationaux, ou bien par les phénomènes de non-simultanéité dans le processus de monopolisation. Face au monopole international, il n'y a plus d'autonomie relative de l'Etat national.

Ainsi, une mobilisation réactionnaire des masses — dont l'opérateur est toujours le nationalisme — présente, de nos jours, un danger dans les métropoles, et elle n'est sûrement pas la forme de la transition. Elle ne pourrait que se dresser contre la politique intérieure mondiale du monopole international — la politique extérieure U.S., c'est-à-dire la politique militaire qui organise les Etats nationaux capitalistes comme rapport inter-étatique et intra-étatique. Et elle est également invraisemblable dans le cadre des manœuvres tactiques dont il était question, parce qu'elle coupe l'eau à l'opérateur de la stratégie institutionnelle du capital : à la social-démocratie au pouvoir.

L'affaire de celle-ci n'est pas de consolider le pouvoir social du capital, au moyen d'une forme de domination politique par l'Etat — mais de remplacer la domination sociale sur les travailleurs par un pouvoir politique global sur le travail. Elle est,

ement directement, la transmission du commandé glé du monopole international sur le prolétariat national, et ainsi elle est protagoniste du processus que les travailleurs italiens appellent « fascisme mondial ».

10 Parce que la Constitution comme diktat des U.S.A. est déjà l'expression de ce processus, et c'est en lui que se fondent par exemple le parallélisme des constitutions des trois Etats de counter-reaction anticommunistes fondés par les U.S.A. la Corée du Sud, le Sud-Vietnam et l'Allemagne fédérale — elle ne peut être défendue contre lui, pas plus que le fait d'insister sur les intentions de sa légalité ne peut être un terrain de politique socialiste. Ce dont il peut s'agir pour nous c'est seulement de comprendre la nécessité de sa négation radicale. Par exemple, en constatant qu'elle a rédigé ainsi la contradiction entre prolétariat national et capital U.S., — parce que c'était son ticket, que depuis 1949, pratiquement toutes les guerres ouvertes et cachées de l'impérialisme U.S. ont été menées légalement à partir de son territoire — à partir d'une légalité qui, dans les deux perspectives de la doctrine militaire réactionnaire qui la conditionnent : « sécurité intérieure » et destruction nucléaire par ou contre les armes atomiques de l'armée d'occupation américaine sur son territoire (et ce qui est intéressant ici, c'est que la Constitution est fondée sur une doctrine militaire et non pas la doctrine militaire sur la Constitution), a été, dès le début, fonction de la stratégie américaine, et pour cette raison, n'a jamais pu exprimer autre chose que l'essence de l'impérialisme : guerre.

Et :

Ce que ces requêtes veulent dire : il n'y a pas de possibilité de mobilisation antifasciste comme politique socialiste (ceci à propos des définitions de la stratégie énoncées dans je ne sais quelle discussion que Maihofer a publiée) — qui puisse véhiculer autre chose qu'une morale désemparée et grotesque, si elle ne se réfère pas à l'illégalité de la résistance — c'est-à-dire contre la légalité de la propriété, qui est terrain du fascisme.

13

Les prisonniers le 21 août 1975 au procès

Ceci est un extrait d'une déclaration des prisonniers le 21 août 1975, qui a été élaborée à partir de notes faites dans la cave du tribunal, et reconstituée ici après le procès-verbal. Certaines parties de cette déclaration ont été développées par A. dans la déclaration sur les faits en janvier 1976.

La lutte dans les métropoles contre l'Etat impérialiste conçoit cet Etat non pas en sa qualité d'Etat national, au sens de « l'expression politique officielle de la classe dominante/bourgeoise » (MARX ; LÉNINE, *l'Etat et la Révolution*) —

Mais la lutte contre le capital américain se trouve plutôt, obligatoirement, confrontée à l'Etat impérialiste. Là où le capital américain est présent, se trouvent aussi l'appareil militaire américain, la civilisation de consommation, les services secrets, le marketing, etc. ; et les attaques contre le capital américain sont directement confrontées à la structure, le know how, la technologie, bref à la stratégie du capital américain dans sa défensive : counter-insurgency, stratégie institutionnelle de l'Etat impérialiste avec l'Etat national dans sa fonction pour le capital international U.S.

Le but de la guérilla urbaine — ceci est essentiel — n'est pas directement la conquête du pouvoir d'Etat, sa prise en charge, la révolution nationale, et il ne peut se limiter à la mobilisation dans le cadre national —

14 Dans un pays où, depuis 1945, le prolétariat est organisé par

le capital américain — du fait du contrôle qu'exerce le capital U.S. sur la social-démocratie et les syndicats depuis leur reconstruction après 1945, qui est fixé selon la programmation anticommuniste de la politique extérieure et intérieure américaine, et exécuté, décidé et dirigé par la C.I.A. —

1d
la ligne
Dans un pays où l'offensive anticommuniste de lavage de cerveau a pu être véhiculée par la civilisation de consommation U.S., où la dépolitisation des luttes de classes à l'intérieur de l'Etat a pu être véhiculée par la croissance industrielle et ainsi l'élévation du niveau de vie — Niveau de vie — structuré comme civilisation de consommation, c'est-à-dire par la production de masse de biens de consommation, dont la condition, (au niveau de la production, par le taylorisme et le fordisme, et au moment de la troisième subsumption réelle, par le système M.T.M. et l'automation), est la totalité de l'isolement de l'individu à la chaîne et travaillant au rendement, et au niveau de la consommation, la totalité de l'isolement dans la consommation manipulée.

Ce qui est essentiel ici aussi, c'est la domination, pendant la phase de reconstruction, de toute la politique de construction de logements par le lobby des propriétaires immobiliers et fonciers, et leur intérêt dans les cités-dortoirs, les petits appartements avec des prix élevés au mètre carré, et leur désintérêt total à l'égard de toute forme d'organisation collective (ce qui était après 45 le programme du S.P.D. : construction de logements pour des communautés villageoises en Hesse, etc.). Donc une politique de construction de logements (construction sociale de logements) destinée à concilier l'intérêt des propriétaires immobiliers et fonciers avec l'idéologie catholique de la famille de la C.D.U. et la structure de la civilisation de consommation, et à ancrer dans les conditions de vie du prolétariat, la consommation individuelle comme résultat de l'organisation de la production du profit —

(Comme réaction à la Révolution d'Octobre, à la stratégie révolutionnaire qui présupposait l'ouvrier qualifié, et comme réaction à la composition organique croissante du capital, donc l'augmentation maximale de la productivité du travail par l'analyse du poste de travail et la rationalisation par le système M.T.M., etc., afin de contrecarrer la chute du taux de profit.)

A la différence de l'analyse de Guevara, nous disons que le processus révolutionnaire mondial est un processus unitaire. Il ne se développe pas par étapes, mais dans la mesure où des ter-

ritoires nationaux sont libérés du contrôle du capital U.S., dans la mesure où, dans les Etats du système — à la périphérie et au centre, des groupes s'arment et combattent — dans la mesure où la crise politique et économique atteint son point culminant, que se développe le contre-pouvoir, par la contre-violence, que se développe l'érosion du système politique du capital en tant que processus global.

Le prolétariat dans la métropole impérialiste, organisé, fiché, contrôlé, dans toutes les manifestations de sa vie, par le capital, par l'intermédiaire des appareils idéologiques d'Etat, les syndicats et les partis, ne peut, dans le cadre national, se constituer en classe pour soi.

Lorsque nous avons dit (interview du *Spiegel*) : « La politique prolétarienne ne peut devenir politique du prolétariat qu'en tant que politique-armée », cela signifie que la politique prolétarienne ne peut constituer la classe, ne peut devenir stratégie révolutionnaire, qu'en tant qu'internationalisme prolétarien.

Sur le plan intérieur, la guérilla est une position de résistance, et la forme de mobilisation qui est possible ici, est la polarisation de l'opinion publique par rapport à l'intervention ouverte, surdéterminée de la réaction étatique contre la guérilla.

Nous avons dit : la guérilla urbaine est la méthode d'intervention de forces révolutionnaires faibles dans leur ensemble. Cette forme d'intervention est l'attaque armée dans l'illégalité. La continuité historique dont elle est issue — nous l'avons expliquée à partir de l'histoire et de la fonction de l'article 129 du Code pénal, qui, depuis qu'il existe — depuis la fondation du Reich — est utilisé pour criminaliser toute opposition fondamentale — c'est l'opposition politique en tant qu'expression de l'antagonisme de classe dans la légalité de l'Etat constitutionnel, qui à l'inverse de l'Etat au service de la Sûreté de l'Etat, était liée aux valeurs bourgeoises. En tant qu'expression de l'antagonisme de classe, l'opposition légale a toujours été, malgré son ambivalence du fait de sa fonctionnarisation pour l'Etat — résistance.

Dans la rupture entre droit et morale, par la dissolution de la séparation des pouvoirs dans l'Etat impérialiste, l'opposition politique devient illégale dans la mesure où le consensus entre société et Etat, transmis par les valeurs de la Constitution bourgeoise, est lui-même brisé. Nous allons l'expliquer ici à partir de l'exemple des interdictions professionnelles —

parce que la nécessité de l'insurrection découle désormais de

chaque réaction de l'Etat aux mouvements oppositionnels à l'intérieur ou à l'extérieur des institutions --

parce que, du fait de la négation des valeurs bourgeoises dans l'Etat impérialiste, même l'opposition politique légale qui s'y reflète est amenée à développer une nouvelle dynamique politique comme réflexe légal de l'insurrection dans les métropoles et des combats de libération à la périphérie de l'impérialisme — par exemple dans le mouvement contre les centrales nucléaires.

A propos des valeurs bourgeoises de la révolution prolétarienne, Benjamin dit :

« La lutte de classes, qu'un historien formé à la lecture de Marx a toujours devant les yeux, est une lutte pour les choses rudimentaires et matérielles sans lesquelles il ne peut y avoir de choses subtiles et spirituelles. C'est cependant sous une autre forme que celle d'un butin qui tomberait aux mains du vainqueur que ces dernières sont présentes dans la lutte de classes. C'est comme un espoir confiant, comme courage, humour, habileté, certitude, que leur présence est vivante dans la lutte, et leur action remonte loin dans le temps. Elles ne cesseront pas de remettre en question chaque victoire qui échoit à ceux qui sont au pouvoir. De la même manière que les fleurs se tournent vers le soleil, ainsi, grâce à un héliotropisme d'une nature secrète, ce qui a été *tend* à se tourner vers *ce* soleil qui se lève au ciel de l'histoire. C'est à cette transformation pourtant des moins visibles que doit s'exercer le tenant du matérialisme historique. »

Gramsci a dit la même chose de manière lapidaire : « Le prolétariat est l'héritier de la philosophie allemande classique. »

Si nous parlons de façon si détaillée des valeurs, de la morale et du problème de la légitimation de l'Etat impérialiste, c'est que le problème de la justification en tant que problème de la révolution nous intéresse. Cela est intéressant à propos d'un spectacle comme celui-ci. Son expression historique la plus aiguë a été le stalinisme des années 1930 en Union soviétique —

Justification ou triomphalisme — donc la certitude d'une victoire finale qui ne dépende pas uniquement du combat révolutionnaire, mais de l'utilisation révolutionnaire de la crise par l'insurrection — étaient également les caractéristiques de la théorie et de la propagande de la Troisième Internationale et trouvent aujourd'hui leur incarnation dans les groupes marxistes-léninistes à tendance maoïste. C'est l'expression de l'aliénation, et aussi de l'aliénation de la théorie marxiste, du passage

de la théorie critique au dogmatisme aliéné, par l'absence d'une pratique critique, c'est-à-dire d'une pratique qui affronte la répression dominante et qui soit libre de toutes les attaches ayant un autre but que celui du développement de la lutte.

La révolution n'a pas besoin de justification et n'a donc pas besoin d'idéologie. Mais il peut y avoir des passages de la morale bourgeoise à la morale révolutionnaire de la guérilla urbaine — ou comme le dit Lénine : « Il y a de l'absolu contenu dans le relatif. » Là aussi la question qui se pose est simple : où est la rupture — où la morale bourgeoise commence-t-elle à être immorale, et le cas échéant, que peut faire la guérilla de la morale bourgeoise ? Nous serions tentés de répondre : rien. Mais ce n'est pas tout ce qu'il y a à dire à ce sujet.

Ce problème revêt toute son actualité avec les interdictions professionnelles, avec la justice d'opinion décrétée par la décision de la Cour fédérale relative à l'article 231a du Code de Procédure pénale, et avec la loi sur le Service pour la protection de la Constitution du Land de Basse-Saxe, qui doit transformer tous les appareils d'Etat — administration, écoles, universités, corps médical et jusqu'aux institutions de droit public, en un gigantesque service de renseignements à la solde du Service pour la Protection de la Constitution, et par là transformer l'opinion publique en une rampe de lancement sur laquelle la réaction polarise la société. Interdiction d'opinion, cela veut dire destruction de l'idéologie tout court — ce qui signifie également que là où des groupes de gauche produisent une justification, ils se meuvent dans un vide social total. Un système qui ne crache plus d'idéologie, pour lequel au contraire l'idéologie apparaît, comme pour Brandt-Strauss, comme un « risque pour la sécurité », ne peut plus être combattu sur le terrain de l'idéologie. Et la conception de la lutte de classe idéologique, telle que l'Union soviétique continue de la propager, devient elle aussi — sans objet. Ce problème des valeurs a de nombreuses implications.

La morale bourgeoise a constitué le sujet bourgeois. Celui-ci se mouvait librement à l'intérieur de cette morale — en tant que morale des relations sociales. Elle constituait la marge de liberté de la société face à l'Etat. Et elle constituait, à l'intérieur de cette marge de liberté de la société face à l'Etat, son ordre. A l'intérieur de l'ordre de la société bourgeoise, la liberté du prolétariat consistait à vendre sa force de travail en se soumettant au commandement du capital — ou à crever de faim. Ainsi à

l'intérieur de la société bourgeoise, la liberté, pour le prolétariat, n'a jamais été qu'un euphémisme.

L'Etat impérialiste, de la même manière qu'il en a aboli la base économique : la concurrence libre — l'abolit, en criminalisant ceux qui continuent à la revendiquer comme leur droit de penser, de juger et d'agir selon leur opinion. La morale et l'idéologie bourgeoises, comme intermédiaires servant à la consolidation du pouvoir, sont désormais relayées par la stratégie institutionnelle dont le but est la légalisation de la lutte de classes, la fonctionnarisation du prolétariat et l'étatisation de la force de travail sociale.

Par exemple, l'objet de la relation particulière de la loyauté du fonctionnaire par rapport à l'Etat, était :

« l'ordre constitutionnel libre et démocratique ».

Malgré la formulation compliquée du jargon administratif, c'est aux droits fondamentaux qu'il est fait allusion : liberté, égalité et dignité humaine, intégrité de la personne physique. D'après la décision de la Cour fédérale constitutionnelle, relative aux interdictions professionnelles contre des démocrates radicaux dans la fonction publique, on attend désormais du fonctionnaire « qu'il voie et reconnaisse dans cet *Etat* une haute valeur positive... », etc.

Ce dont il s'agit dans la décision de la Cour fédérale constitutionnelle, c'est explicitement l'Etat qui suspend les droits fondamentaux : l'Etat d'urgence et l'Etat d'exception. D'après cette décision, en effet, le fonctionnaire « doit approuver la Constitution même dans la mesure où elle peut être ~~modifiée~~ à l'occasion d'une modification de la Constitution », et il « doit exercer ses fonctions dans l'*esprit* des instructions ». Mais l'*esprit* et la direction de modifications et d'instructions ne peuvent toujours être interprétées que dans le sens et dans le but de la dernière modification constitutionnelle et des derniers projets législatifs, à savoir les lois d'urgence, la légalisation de l'exécution de combattants anti-impérialistes dans la rue, l'institutionnalisation de l'extermination sans bavures dans les prisons, par l'isolement dans les sections silencieuses sans opinion publique, par la loi permettant l'exclusion des avocats, et par l'article 231a du Code de Procédure pénale qui légitime le déroulement du procès en l'absence des accusés.

Loyauté du fonctionnaire et droit de résistance s'excluent mutuellement, selon la décision de la Cour fédérale constitutionnelle. Le fonctionnaire se voit politiquement enjoint (« obli-

gation de loyauté politique »), dans les situations de conflit, « de prendre parti » pour l'Etat *contre* le prolétariat, du moins contre les moments d'organisation prolétarienne et d'éveil de la conscience de classe, qui existent actuellement. Le droit de refus d'obéissance du fonctionnaire, inscrit jusqu'alors dans la législation de la fonction publique, pour le cas où on exigerait du fonctionnaire quelque chose qui manifestement irait à l'encontre du droit — comme l'antithèse de l'obligation d'obéissance en état d'urgence, qui a permis aux accusés nazis de rationaliser leur participation à des exécutions de partisans et de juifs devant les tribunaux ouest-allemands, parce que la justice impliquée dans les jugements de terreur nazie pouvait ainsi se disculper elle-même moralement — se trouve violé par la décision de la Cour fédérale constitutionnelle, dans la mesure où l'Etat y est érigé en valeur absolue, contre la conscience morale de l'individu. L'attachement de l'Etat aux valeurs qu'il prétend défendre ne peut être que celui des personnes par lesquelles il agit. En se référant à lui-même comme à une valeur absolue, l'Etat a liquidé son attachement aux valeurs sociales de sa Constitution.

Le consensus société-Etat n'est plus transmis par le tertium comparationis : les valeurs, c'est-à-dire les droits fondamentaux — mais par leur succédané : guerre psychologique comme déguisement à des fins de propagande de la politique de l'Etat fort, de sa stratégie institutionnelle visant à l'étatisation de la société, dont le contenu est guerre et dont le moyen est la militarisation de la société.

L'Etat impérialiste dévore l'Etat bourgeois. Ce procès, son déroulement pratiquement sans heurts, la faiblesse de la protestation qu'il provoque, montrent combien les valeurs bourgeoises, liberté d'opinion, liberté de la presse, indépendance des tribunaux, juges légaux, libre exercice de la défense, proportionnalité des moyens lors de l'intervention de la police, présomption d'innocence jusqu'au jugement, le fait que personne ne puisse être défavorisé pour, etc. — sont enracinées de manière superficielle dans l'appareil d'Etat. Il apparaît qu'ils n'ont jamais été ici qu'idéologie utilitaire au service de l'anticommunisme. La liberté, en République fédérale, n'a jamais été la liberté à l'égard de l'Etat. Elle n'a jamais été, en tant qu'idéologie anti-communiste, que postulat de propagande sans réalité politique. La démocratie ouest-allemande a été d'autant plus durablement et profondément ancrée dans la Constitution, qu'elle ne correspondait à rien dans la réalité politique.

changée

Lo

Lorsqu'est apparu le premier mouvement de masse dirigé contre l'anticommunisme, le mouvement étudiant, qui voulait l'utiliser contre l'Etat, contre l'établissement, contre les élites anticommunistes ici, elle fut supprimée par la législation d'urgence. Depuis, quiconque dit article 1 de la Loi fondamentale (la Constitution) dit également lois d'urgence. Depuis, quiconque veut dire article 1 de la Loi fondamentale sans dire lois d'urgence, doit s'armer (à partir de la logique même de la Constitution).

Le mouvement de protestation contre les interdictions professionnelles ne peut pas devenir un mouvement fort. Non pas parce que trop peu de gens seraient concernés — tous les enseignants, tous les journalistes, tous les avocats, tous les syndicalistes sont concernés, c'est-à-dire ceux qui à l'intérieur de ces groupes de professions et ces types d'organisation n'ont pas encore abandonné la revendication du droit à avoir des idées personnelles, à avoir une pensée critique, ou qui, dans le processus de transformation de l'Etat découvrent la pratique critique comme leur cause.

Le mouvement ne peut pas développer une force, parce qu'il a refoulé le motif qui, maintenant, est à l'origine des interdictions professionnelles et qui était la force du mouvement étudiant : la protestation contre la guerre américaine au Vietnam qui se référait aux valeurs bourgeoises.

Parce que ce mouvement était lui-même essentiellement un processus de désenchantement, au double sens du terme, un processus de désillusionnement dont l'Etat a tiré les conséquences, c'est-à-dire qu'il a repris l'initiative, avant que le mouvement n'en soit venu lui-même à tirer les conséquences de sa criminalisation à Pâques 1968. Avant qu'il n'ait pu passer à l'illégalité et au combat armé, le gouvernement était là avec son amnistie — ayant spéculé avec justesse que du fait de sa composition de classes, le mouvement étudiant non armé n'aurait rien à opposer à son entreprise de corruption, c'est-à-dire au déracinement/désolidarisation à l'égard du combat de libération vietnamien.

Evidemment, la question du droit de résistance comme droit constitutionnel n'est qu'une proclamation. Le fait qu'il ait été reconnu dans la Constitution du Land de Hesse, qu'il soit reconnu dans la législation de la fonction publique — comme phrase vide de contenu, car s'il était appliqué, tout membre du personnel pénitenciaire aurait non seulement le droit, mais le

devoir de refuser la surveillance d'un prisonnier maintenu dans l'isolement — était la révérence de cet Etat au dilettantisme de la caste des officiers prussiens qui a tenté en 1917 le putsch contre Hitler, pour sauver l'honneur de la bourgeoisie monopoliste allemande. Sa liquidation maintenant par la décision de la Cour fédérale constitutionnelle est le pas décisif dans la marche ouverte vers l'Etat totalitaire, l'Etat — Sûreté de l'Etat, qui se soustrait, qui est soustrait, au contrôle de l'extérieur et de la base.

La résistance, c'est la continuité dans l'histoire de l'opposition intérieure en République fédérale depuis 1945, depuis l'opposition contre la restauration, contre l'intégration à l'Ouest, contre les lois d'urgence, contre l'agression américaine au Vietnam jusqu'à la lutte armée de la guérilla urbaine contre l'Etat impérialiste.

Résistance — et non pas le marxisme, la question de la socialisation, bref, différents points programmatiques, qui apparaissent dans tous ces mouvements, comme idéologie.

La résistance, c'est la référence aux valeurs de la Révolution française, donc de la démocratie bourgeoise dans son contenu humanitaire, comme attente de rapports entre les hommes libérés de domination, comme limite dont le franchissement signifie l'inhumain et ne peut être toléré/supporté.

Pour la résistance, ces valeurs, en dernière instance leur réalisation sociale par la révolution — sont l'instance, qui oppose une limite à l'action de l'Etat ; qui détermine la limite au-delà de laquelle l'action d'Etat devient illégitime.

Le droit et la disposition à la résistance étaient/sont sous-jacents à toute opposition immanente à l'Etat.

C'est le reflet de l'antagonisme de classe dans l'idéologie de la démocratie bourgeoise.

Si le droit de résistance a été introduit dans la Constitution de la République fédérale, c'est plutôt pour masquer le caractère réel de cet Etat en tant qu'Etat de counter-reaction de l'impérialisme U.S., comme référence (cf. plus haut), afin de se démarquer verbalement du vieux fascisme.

Il est abrogé, éliminé, illégalisé, à partir du moment où l'impérialisme ouest-allemand n'en a plus besoin comme valeur d'échange (n'en voit plus l'utilité) —

Mais il acquiert une qualité révolutionnaire en tant que valeur d'usage, car il a commencé à être l'expression directe de l'antagonisme de classe — expression de la nouvelle société

voulait l'utiliser contre l'Etat, contre l'« establishment », contre les élites anticommunistes ici, elle fut supprimée par la législation d'urgence. Depuis, quiconque dit article 1 de la Constitution, dit également lois d'urgence. Depuis, quiconque veut dire article 1 de la Constitution sans dire lois d'urgence, doit s'armer (à partir de la logique même de la Constitution).

Le mouvement de protestation contre les interdictions professionnelles ne peut pas devenir un mouvement fort. Non que trop peu de gens soient concernés par celles-ci —, tous les enseignants, tous les journalistes, tous les avocats, tous les syndicalistes sont concernés, c'est-à-dire tous ceux qui, à l'intérieur de ces groupes de professions et de ces types d'organisations, à l'intérieur des appareils d'Etat idéologiques, n'ont pas encore abandonné la revendication du droit à avoir des idées personnelles, à avoir une pensée critique, ou qui, dans le processus de transformation de l'Etat, découvrent la pratique critique comme leur cause.

Le mouvement ne peut pas développer une force, parce qu'il a refoulé le motif qui, maintenant, est à l'origine des interdictions professionnelles et qui était la force du mouvement étudiant : la protestation contre la guerre américaine au Vietnam qui se référait aux valeurs bourgeoises.

Parce que ce mouvement était lui-même essentiellement un processus de désenchantement, au double sens du terme, un processus de désillusionnement dont cet Etat a tiré les conséquences, c'est-à-dire qu'il a repris l'initiative, bien avant que le mouvement ne soit parvenu lui-même à tirer les conséquences pour lui de son assimilation à une association criminelle à Pâques 1968. Avant qu'il ait pu passer à l'illégalité et au combat armé, le gouvernement était là avec son amnistie — ayant spéculé avec justesse sur le fait qu'étant donné sa composition de classes, le mouvement étudiant non-armé n'aurait rien à opposer à son entreprise de corruption, c'est-à-dire à son entreprise de déracinement/désolidarisation à l'égard de la lutte de libération du peuple vietnamien.

Evidemment, la question du droit de résistance comme droit constitutionnel n'est qu'une proclamation. Qu'il ait été inscrit dans la Constitution du Land de Hesse, qu'il soit inscrit dans la législation de la fonction publique — comme une phrase vide de contenu, car s'il était appliqué, tout membre du personnel pénitentiaire aurait non seulement le droit, mais le devoir de refuser la surveillance d'un prisonnier maintenu dans l'isolement —, constitue l'ultime révérence de cet Etat devant le dilettantisme de la caste des officiers prussiens qui a tenté en 1944 le putsch contre Hitler, pour sauver l'hon-

neur de la bourgeoisie monopoliste allemande. Sa liquidation maintenant par la décision de la Cour fédérale constitutionnelle, est le pas décisif dans la marche ouverte vers l'Etat totalitaire, l'Etat-de-Sûreté-de-l'Etat, qui se soustrait, qui est soustrait totalement au contrôle de l'extérieur et de la base.

La résistance, c'est la continuité dans l'histoire de l'opposition intérieure en République fédérale depuis 1945, depuis l'opposition contre la restauration, contre l'intégration à l'Ouest, contre les lois d'urgence, contre l'agression américaine au Vietnam, jusqu'à la lutte armée de la guérilla urbaine contre l'Etat impérialiste.

Résistance — et non pas le marxisme, la question de la socialisation, bref, des points isolés de programme, qui apparaissent dans tous ces mouvements, comme idéologie.

La résistance, c'est la référence aux valeurs de la Révolution française, donc de la démocratie bourgeoise dans son contenu humanitaire, comme attente de rapports humains libérés de toute domination, comme limite dont le franchissement signifie l'inhumain et ne saurait être toléré supporté.

Pour la résistance, ces valeurs, en dernière instance leur réalisation sociale par la révolution, — sont l'instance qui oppose une limite à l'action de l'Etat ; qui détermine la limite au-delà de laquelle l'action de l'Etat devient illégitime.

Le droit et la disposition à la résistance était sous-jacent à toute opposition immanente à l'Etat. C'est le reflet de l'antagonisme de classes dans l'idéologie de la démocratie bourgeoise.

Si le droit de résistance a été introduit dans la Constitution de la R.F.A., c'est plutôt pour masquer le caractère réel de cet Etat en tant que contre-Etat réactionnaire au service de l'impérialisme U.S., comme une révérence (cf. plus haut), afin de se démarquer verbalement, littéralement du vieux fascisme.

Il est abrogé/éliminé/rendu illégal, à partir du moment où l'impérialisme ouest-allemand n'en a plus besoin comme valeur d'échange (ne peut plus s'en servir).

Mais il acquiert une qualité révolutionnaire en tant que valeur d'usage, car il a commencé par être l'expression directe de l'antagonisme de classes — l'expression de la nouvelle société « dont l'avènement est imminent au sein de l'ancienne », en tant que sujet de l'histoire. Son anticipation politique en sont les groupes armés de la guérilla urbaine, est la subjectivité de ceux qui luttent dans l'illégalité.

La résistance, dépouillée de sa valeur d'échange, de sa fonction de fard du contre-Etat réactionnaire ouest-allemand, devient le droit fondamental du prolétariat qui prend les ar-

mes et avec lui les valeurs sur lesquelles il repose : liberté, égalité, fraternité, — valeurs que le contre-Etat social-démocrate a rejetées de lui en même temps que le droit de résistance que la stratégie institutionnelle est obligée de reconnaître dans son antagonisme. Car le but de la stratégie institutionnelle est d'annihiler la résistance par la législation et l'étatisation de tous les conflits au sein de la société, et entre la société et l'Etat. Elle anticipe la crise politique, elle l'anticipe comme contre-révolution.

L'attachement de l'Etat à la Constitution bourgeoise était son attachement impératif aux valeurs de liberté de la Révolution française, qui, avec son pathos de libération de l'humanité, avait constitué l'Etat bourgeois, et qui, par là, avait sécularisé le moment de l'absolu dans l'Etat bourgeois, en l'opposant à l'idée de la grâce de Dieu qui régissait la féodalité.

(Aussi n'est-ce pas un hasard, si Schmidt se réfère, maintenant que les valeurs sont abolies dans cet Etat, à l'impératif catégorique kantien relatif à l'ordre et à la liberté. La philosophie remplace ici la légitimation. Les règlements dans la poche arrière du flic sont érigés en postulat éthique, dans la mesure où elles ne se situent dans aucun système de justification éthique.)

La Constitution attachée à ces valeurs pouvait se permettre d'accorder le droit de résistance. En tant que concession, il est un moyen de conciliation de classes, d'attachement du prolétariat, de ses organisations à l'Etat bourgeois. Mais au moment où il devient nécessaire d'en faire usage, il est forcément rendu illégal par l'Etat contre lequel il se dirige.

Ceci est important. Car l'histoire du droit de résistance indique sur le plan de la superstructure, la rupture entre la société et l'Etat, et de façon précise :

— le moment où le rapport de production capitaliste devient une entrave au mode de production — socialisation de la production et composition organique croissante du capital. Il indique avec précision, sur le plan de la superstructure, le moment historique où le combat révolutionnaire en tant que combat armé, combat armé contre l'Etat impérialiste, devient *nécessaire* ;

— le moment où le prolétariat est devenu l'héritier de la philosophie allemande classique, qu'il assume cet héritage ou non.

« La nécessité » du triomphe de la raison sur le mythe, de la victoire de la vie sur la mort, ne peut se prouver par déduction logique. Comme le disait Planck :

« La logique seule n'est pas en état de faire sortir n'importe qui de son propre monde sensible, elle ne peut même pas l'obliger à reconnaître l'existence autonome de ses concitoyens. » « Cette nécessité doit se fonder sur la thèse selon laquelle la revendication à la vie, à l'épanouissement et au bonheur n'a pas besoin de justification. C'est avec cette thèse qu'elle se maintient ou s'effondre. Elle est la seule condition tout à la fois improuvable et irréfutable. » (Baran.)

Nous avons déjà développé ce point, parce que la résistance est ce qui nous relie, nous, la guérilla urbaine, à l'opposition politique en R.F.A. depuis 1945.

La résistance, quelle que soit la forme qu'elle ait prise, réussie ou larvée, est le sillage d'où naît la résistance armée. Résistance en tant qu'identité déterminée, radicale, existentielle, morale, qui porte en elle les valeurs de la Révolution française, c'est-à-dire qui ne les cherche pas a posteriori, c'est-à-dire qui n'a pas besoin de justification.

La résistance c'est l'essence de la subjectivité prolétarienne en tant que négation de l'Etat impérialiste, et illégale dès le départ, même là où elle n'est pas encore/n'a pas encore été assimilée à la criminalité.

Ainsi, il s'agit aussi de résistance en opposition à une conception du monde/opinion politique aux questions de point de vue. Parce qu'elle se situe fondamentalement hors du marché, elle n'est ni à acheter ni à vendre.

Le processus de transformation de la résistance légale — pour aussi faible qu'elle soit — de l'ancienne gauche à l'offensive légale de la nouvelle gauche dans le mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam et à la tactique de l'intervention armée, peut devenir une stratégie dans la mesure où son action dans l'Etat impérialiste identifie la face réactionnaire de la contradiction.

Le mouvement de protestation contre la construction de la centrale nucléaire de Wyl a montré par exemple que c'est l'Etat du monopole international qui se place au dessus des valeurs et déclare illégale la référence à ces valeurs par rapport à ses critères.

C'est ainsi que le ministre de l'Intérieur du Land de Rhénanie-Palatinat, Schwarz, a pu très logiquement appeler (au cours du forum de Hesse) le mouvement contre la construction de centrales nucléaires qui se réfère au droit d'intégrité de la personne physique face à l'Etat — « un exemple de recherches nécessaires pour la criminologie ». En Etat subordonné au capital multinational U.S., il n'a aucun intérêt à laisser se former des goulets d'étranglement de l'énergie,

c'est-à-dire de rompre avec la stratégie des multinationales pétrolières et des Etats-Unis contre les Etats de l'O.P.E.C.

Le mouvement de protestation contre la construction de centrales nucléaires tire sa force explosive du fait qu'il se tourne contre un projet stratégique de l'Etat impérialiste, en tant que support fonctionnel du capital multinational, en se référant à des valeurs qui excluent la guerre comme moyen de la lutte des classes. Il fait appel à la fonction protectrice de l'Etat — autrement dit à l'Etat en tant que législateur dans les usines, à l'Etat — dont parle Marx dans le tome I du *Capital* — qui protège le prolétariat de l'abus de pouvoir du capital — sa surexploitation par usure jusqu'à la mort — dans la mesure où il ramène le capitaliste individuel, dans l'intérêt de l'ensemble des capitalistes, à la raison de la société bourgeoise par le moyen de son expression politique officielle, l'Etat.

Mais l'Etat, dans ses fonctions, a changé. C'est-à-dire que dans les domaines du capital qui sont nécessaires à la reproduction de la société, mais qui ne sont plus directement rentables pour le capital, il doit assumer des fonctions économiques, il est aussi immédiatement sur le plan économique une fonction du marché mondial dominé par les monopoles américains.

La « reféodalisation de la société », Marx la prévoyait au moment où la société stagne et pourrit, parce que le prolétariat en tant que classe pour soi est trop faible — et cela veut toujours dire que l'ancien Etat est trop fort, trop bureaucratise et militarise — pour que le renversement social et les contradictions induites par toute la machinerie revêtent une expression politique.

Dans ses fonctions économiques, l'Etat est directement, ouvertement, Etat répressif. « La violence est une puissance économique », elle est historiquement toujours sa réponse non seulement à l'action révolutionnaire du prolétariat qui s'organise en elle, mais là où — comme ici en R.F.A. — il est organisé, par l'intermédiaire de syndicats étatisés, comme fonction du capital ; c'est aussi la réponse aux reliquats de résistance, ou si l'on veut, à ses nouvelles formes de manifestation encore embryonnaire : la protestation de la bourgeoisie et des couches déclassées — et l'Etat l'élimine par l'intermédiaire de la structure centralisée de l'appareil de l'opinion publique qu'il peut contrôler et qu'il contrôle et par des opérations de police menées par des unités qui sont formées et armées physiquement et psychologiquement pour écraser les actions des masses.

Ce que l'on voit ici, c'est que la garantie des conditions d'existence, telles qu'elles ont été produites naturellement et se sont développées socialement, est entrée dans une contradiction antagoniste avec la condition décisive de reproduction du mode de production capitaliste dans les métropoles — pour l'approvisionnement continu en énergie —, contradiction qu'on a résolue contre les hommes pour le capital, pour la machinerie : l'Etat réduit l'antagonisme par la violence. Dans le cas de la R.F.A., ce processus trouve son répondant dans la stratégie nucléaire de l'O.T.A.N. : en s'y soumettant, et en demandant son application dans le cas d'une guerre, qu'elle soit offensive ou défensive, la R.F.A. et les directions des Länder de la République fédérale répondent en fait à l'intérêt de la stratégie américaine et signent leur autodestruction³.

Le mouvement de protestation contre la construction de centrales nucléaires est directement l'expression de la contradiction Nord-Sud, c'est-à-dire de la ligne de démarcation la plus largement développée pour l'offensive entre le capital et le prolétariat mondial. C'est ce qui fait la force explosive de ce mouvement et explique pourquoi l'Etat, en tant qu'agent du monopole U.S., ne peut ni renoncer à la construction de centrales nucléaires, ni répondre à l'appel à la Constitution, aux valeurs telles que « l'intégrité de la personne physique, le droit à la vie, la dignité humaine, la liberté dans le choix de la profession, la protection de la famille » — en tout cas pas sans mettre en jeu son projet qui est d'anéantir la révolution à la périphérie, parce que, comme on a pu le voir avec le Vietnam, le consensus à l'intérieur de l'Etat est une condition essentielle, qui est brisée des deux côtés de l'alternative en tant qu'il n'est qu'un processus démocratique formel.

Avant la Conférence de Genève en 1954, Nixon disait : « Notre nation est la seule qui soit suffisamment forte dans sa politique intérieure pour prendre une position qui sauvera l'Asie... »

C'était une erreur d'évaluation : la conséquence et la fonction décisive de la guerre de libération du Vietnam, fut la rupture du consensus — le F.N.L. considérait la protestation dans les centres de « l'opinion publique mondiale » comme son deuxième point fort de défense après les fusées défensives russes — qui a amené Nixon à la table de négociations, et fi-

³. Texte additif ; depuis, Schlesinger a demandé ouvertement que tous les Etats de l'O.T.A.N. consentent à ce « sacrifice » pour maintenir la « crédibilité » des U.S.A. face à l'Union soviétique (cf. *Stuttgart Nachrichten*, 11 novembre 1976).

Avant la Conférence de Genève en 1954, Nixon disait : « Notre nation est la seule qui soit suffisamment forte dans sa politique intérieure pour prendre une position qui sauvera l'Asie... »

C'était une erreur d'évaluation : comme conséquence et fonction décisive de la guerre de libération du Vietnam, ce fut la rupture du consensus — le F.N.L. définissait la protestation dans les centres de « l'opinion publique mondiale » comme son deuxième point fort de défense, après les fusées défensives russes — qui a amené Nixon à la table de négociation, et finalement le gouvernement U.S. au retrait de la machine militaire du Vietnam, du Cambodge et du Laos.

Du fait que les trusts internationaux ne font plus que manipuler les Etats nationaux comme des moyens instrumentaux, l'Etat national n'a plus à sa disposition, pour une politique de conciliation, de médiation entre les intérêts de ceux qui dominent et les intérêts de ceux qui sont dominés, que la violence. A partir de là, un mouvement régionalement borné, politiquement diffus peut revêtir dialectiquement une pertinence stratégique — même s'il défend des résidus indéfendables de la petite paysannerie et de la petite bourgeoisie. Ce qui est important, c'est sa dimension existentielle à partir de sa référence aux valeurs bourgeoises, comprises comme le droit à la vie et au bonheur, qui amène leur protestation objectivement de notre côté et qui fait bouger la dialectique Etat-révolution contre le projet de l'Etat impérialiste de la figer.

A propos de :

Justice au service de la Sécurité de l'Etat, conduite psychologique de la guerre et opinion publique impérialiste

Argumentation des quatre prisonniers de la R.A.F. à propos de la requête en suspicion légitime contre la 2^e Chambre criminelle du tribunal (O.L.G.) de Stuttgart, le 5 août 1975.

Ce texte est la transcription de l'enregistrement du... jour d'audience. Il n'existe pas de manuscrit. Les détenus n'ont évidemment pas pu parler sans être interrompus. Prinzing les a interrompus quarante-huit fois ; pour finir, on leur a coupé le micro l'un après l'autre, comme d'habitude. Les interruptions et les débats engagés à ce propos entre les avocats et la cour ne figurent pas dans ce texte. L'argumentation est par ailleurs incomplète, elle n'a pu être menée à sa fin, car les prisonniers ont finalement été exclus de l'audience.

La forme qui consiste à développer les argumentations dans les requêtes en suspicion légitime devenait nécessaire, parce que pour les prisonniers il n'y a pas d'autre possibilité de parler au procès. Normalement, les juges n'ont pas le droit d'interrompre des requêtes en suspicion légitime. A Stammheim, il en a été autrement dès le premier jour : elles étaient systématiquement interrompues, à intervalles toujours plus courts, et finalement étouffées au bout de la deuxième ou troisième phrase, sous prétexte de manque de rapport avec le sujet.

Les déclarations ont été empêchées dès le début du procès — et ce grâce à une loi d'exception promulguée spécialement pour ce procès au cours d'une procédure d'urgence — mise à part la déclaration fondamentale et analytique des prisonniers sur les

faits qui a duré trois jours. Cette déclaration prévue par le Code de Procédure pénale au début de la production des preuves a été empêchée par Prinzing pendant cinq mois. Elle n'a été reconstituée que partiellement, car l'enregistrement de la séance a été coupé. A la suite de cela, les prisonniers, dans le procès, ont seulement pu interroger deux témoins et déposer des requêtes dans le cadre de la production des preuves —

à
A propos du rôle et de la fonction de la République fédérale en tant que subcentre le plus agressif de l'impérialisme U.S. et second membre de la chaîne du système d'Etats du capital monopoliste sous l'hégémonie du membre le plus puissant, du capital U.S. pour la stratégie contre-révolutionnaire du capital U.S. à la périphérie et pour l'intégration réactionnaire en Europe occidentale, et également à propos de la fonction de l'Allemagne fédérale comme base centrale des opérations de la C.I.A. contre le Vietnam, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et l'Europe de l'Ouest.

(Aucun des témoins cités à ce propos n'a été autorisé à comparaître.) Les prisonniers ont comparu encore une fois au procès pour faire la déclaration à la suite de l'assassinat d'Ulrike Meinhof : le procès s'est déroulé sans eux.

Les activités de Prinzing face aux media résultent de son instrumentalisation pour l'intérêt et la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale et de l'appareil de la Sûreté de l'Etat.

Elles sont constamment présentes dans la procédure, par la manière dont il mène les débats — mais ne se limitent pas à cela. Il a lui-même dissous sa distinction entre « faisant partie de la procédure principale » et « n'en faisant pas partie », et ne l'applique que là où elle entrave pratiquement la défense et la démantèle complètement.

En tant que fonctionnaire de la Sûreté de l'Etat, il développe de façon autonome les produits, les falsifications et les constructions de l'Accusation fédérale et de la Sûreté de l'Etat —

en tant que l'un de leurs principaux intermédiaires avec la presse, ce qui, pour la première fois, est possible ici, par sa position et sa fonction ici dans cette procédure (qui, elle-même, est un simple moyen de guerre) — cela signifie que par sa fonc-

tion pour la Sûreté de l'Etat, il développe des activités, qui, à leur tour, sont fonctionnelles pour ses décisions par lesquelles il applique la détention-extermination ; fonctionnelles aussi pour la condamnation d'avance que l'appareil de la Sûreté de l'Etat a programmée, sous le commandement de Buback et conditionnée par la conduite psychologique de la guerre.

Par elles, Prinzing se fait lui-même élément intégrant de la conduite psychologique de la guerre. C'est pour cela que nous le récusons.

Il y a lieu de dire ici quelque chose à propos du contexte : partialité de Prinzing, collusion Sûreté de l'Etat/justice, guerre psychologique, torture et opinion publique.

Le moment de l'opinion publique
à l'intérieur du système clos
section silencieuse
Accusation fédérale
tribunal

presse au service de la Sûreté de l'Etat

étaient les avocats Ströbele, Groenewold, Croissant. Ils ont été arrêtés, parce que pour Buback, ils sont synonymes d'information internationale sur les méthodes qu'il préférerait laisser dans l'ombre. Il n'y a pas d'autre motif à ces procédures d'exclusion et aux arrestations. Et ils ont été arrêtés, pour intimider les avocats de notre choix qui nous restent, avocats que Buback ose appeler « soi-disant avocats de confiance » (dans son interview dans *Quick*) — de soi-disants avocats de confiance, donc des avocats choisis par l'accusé, ce droit lui étant reconnu par la « soi-disant » Convention des Droits de l'homme, comme droit fondamental, — soi-disant droit fondamental — intimidation, c'était le mot dans l'interview de Buback dans *Welt am Sonntag*, en mars. L'intimidation est la fonction de la terreur. Et elle n'atteint pas que les avocats. (Presse Springer)

Quand Klaus Croissant a été arrêté avec la raison explicite qu'il avait produit une opinion publique internationale sur la grève de la faim, Busek (rédacteur du *Süddeutscher Rundfunk*) a bien compris que ce reproche/motif d'arrestation pouvait tout simplement être fait à tout journaliste, dans la mesure où celui-ci en disait plus que les dépêches d'agence. Autrement dit, il a compris que la terreur contre les avocats est aussi une terreur contre les journalistes ; et comment fonctionne l'intimidation : l'individu s'en tient à cela, et il n'est pas nécessaire qu'il le sache.

Ce qui reste aujourd'hui, c'est la présence des prisonniers dans les procès. Car il est faux que nous recevions du courrier et des visites. Tout ce que nous en savons, ce sont les décisions de refus et de confiscation de Prinzing qui interdisent toute communication politique en alléguant des arguments de sécurité absurdes ; mais derrière cela se cache l'amalgame entre communication et agitation, c'est-à-dire la conception en termes de consommation qu'a Prinzing de la communication. L'agitation, il ne sait pas ce que c'est. Ce qu'il fait, c'est de qualifier toute manifestation de vie de notre part, tout simplement chaque mot, de dangereux pour l'Etat, et en ce sens il est déjà le représentant idéal du type d'être inhumain pour lequel Maihofer (ministre fédéral de l'Intérieur, F.D.P.) a forgé le terme de « citoyen actif » — selon la définition de Maihofer, c'est le citoyen qui accepte l'effort d'une confrontation intellectuelle avec les causes de ces phénomènes (« ces phénomènes » dont parle Maihofer ici étant la guérilla urbaine) et qui se décide consciemment à défendre son Etat — « son » étant bien entendu un euphémisme pour un Etat dominé par le capital transnational U.S. « Le gouvernement fédéral », quant à lui, ainsi s'exprime Maihofer (le 13 novembre au Bundestag) « va continuer à favoriser, par un travail d'explication systématique, les conditions d'une telle confrontation intellectuelle, comme il l'a déjà fait dans ses rapports et documentations (illégalés et falsifiés) tirés des dossiers de l'instruction » —

Dans ce contexte, le boulot de Prinzing consiste à empêcher que les prisonniers de la guérilla urbaine puissent prendre la parole dans cette « confrontation intellectuelle ». Le gouvernement le protège. Il protège le gouvernement. Avec le « citoyen actif », les représentants de l'Etat sont entre eux.

Dans sa décision autorisant la visite de Sartre à Andreas, Prinzing a formulé son identification à la stratégie de la conduite psychologique de la guerre, ses mesures —

Dans cette décision, Prinzing déclare crûment que l'action contre Drenkmann a réveillé la volonté — il veut dire celle des media — dont on déplorait autrefois l'absence, de s'opposer, par un travail d'explication auprès de la population, à la campagne de calomnie dirigée contre l'Etat et la justice.

Prinzing, c'est tout à fait clair, demande à la Sûreté de l'Etat des provocations — il demande un pourrissement du climat public ; il dit ouvertement que pour son boulot — l'exter-

mination des prisonniers de la R.A.F., il a besoin du soutien des media ; il conçoit son boulot comme en état de guerre.

Il est évident que nous ne nous distancions pas de cette action dirigée contre la justice de Berlin. Le fait que Prinzing l'ait saluée, qu'il ait trouvé qu'elle tombe à point pour lui, montre simplement de quel côté il se situe depuis sa participation à l'assassinat de Holger.

La conduite psychologique de la guerre est devenue la méthode dominante de la lutte des classes menée d'en haut, au milieu des années 1960, lorsqu'avec la vague de récessions enregistrées dans tous les centres d'accumulation de l'impérialisme et l'aggravation de l'antagonisme métropoles/tiers monde, avec l'escalade de la conduite de la guerre au Vietnam par les U.S.A. — la révolution a enfin retrouvé son actualité dans les métropoles. La guerre psychologique a été développée comme stratégie de guerre, à partir de la psychologisation de la publicité de consommation ; à partir de la structure de colonisation spécifique dans les métropoles, telles que l'impérialisme U.S. l'a imposée après 1945 en Europe occidentale par l'anticommunisme et la civilisation de consommation. Leur instrument sont les media.

Autrement dit, toujours résultante de la guerre impérialiste, complément du pacte nucléaire, la conduite psychologique de la guerre — après la rupture entre stratégie et tactique du capital — c'est-à-dire depuis qu'il n'a plus de stratégie, depuis qu'il ne fait plus que réagir à la crise et l'attaque révolutionnaire, rupture dans laquelle l'impérialisme et tant qu'expression de sa défense historique (du fait qu'il est stratégiquement un tigre de papier) ne pouvait plus élaborer que des stratégies d'extermination — est devenue, depuis le milieu des années 1960, la dominante de la politique impérialiste — qui est guerre.

Elle absorbe toutes les sciences existantes — sciences naturelles et sciences humaines, en tant que sciences de domination. En tant que fusion, elle aspire au fusionnement politique, c'est-à-dire à la mobilisation réactionnaire, fasciste —

Elle amène l'Etat impérialiste surdéterminé à son concept global : contrôle et fichage. Elle n'abandonne son champ d'action spécifique — prévention/endigement — que pour amener le système impérialiste dans son entier au concept qui la détermine : la guerre dans le processus de son démantèlement par la révolution mondiale.

La logique instrumentale de la conduite psychologique de la guerre est un système clos sur lui-même.

« L'information offensive », ou comme dit Maihofer, « la pénétration intellectuelle des phénomènes du terrorisme politique »,

ou comme dit Schmidt « la confrontation intellectuelle et politique » avec la gauche révolutionnaire opère avec un matériel produit par l'appareil constitué par l'Accusation fédérale, le tribunal, l'Office fédéral de la Police criminelle et le gouvernement même :

ce sont eux qui produisent l'image de l'ennemi, ce sont eux qui produisent le jargon —

ce sont eux qui produisent les faits que leur image de l'ennemi doit vérifier.

Et pour finir, ce sont eux qui produisent le provocateur qui doit donner aux affirmations de la conduite psychologique de la guerre une apparence de vérité.

Toute une armée de scientifiques et les tranchées d'un système d'institutions servent à élaborer les définitions et les possibilités de leur vérification.

Et ça se passe comme ça : on crée le concept de « terrorisme ». Ce concept est une projection. Projeté sur la guérilla urbaine, il est faux.

La définition du terrorisme avec laquelle opère la stratégie de counter-reaction contre la guérilla, vient de Hacker, qui est psychiatre, et qui pose, à l'aide d'un vocabulaire pseudo-scientifique, la question de la transformation/évolution de la société, en termes de conservation du statu quo social ; en termes d'adaptation, par la violence, de l'homme à des conditions inhumaines. Hacker appartient à la clique des scientifiques impérialistes qui, comme le sociologue du comportement Lorenz et le behaviouriste Skinner (comme les maîtres de la Société allemande de psychiatres) se sont donnés pour mission de mythifier le contenu matériel du combat anti-impérialiste, de masquer scientifiquement les programmes d'extermination de prisonniers — programmes visant à exterminer des révolutionnaires et des rebelles prisonniers. Hacker est conseiller du Pentagone, du F.B.I. et de l'Office fédéral de la Police criminelle (B.K.A.), pour la répression de soulèvements.

C'est là que Schwarz, Maihofer, Schmidt ont trouvé leur concept de terrorisme, de même que Borchert ; toute la littérature de la police et récemment le professeur Barning de Berlin lors d'un congrès de la fondation Thyssen — entourent ce concept d'une apparence d'esprit scientifique et d'informations

fondamentales (qu'ils n'ont pas, car l'application de toute cette définition à la guérilla est un non-sens).

D'après la définition de Schwarz (ministre de l'Intérieur du Land de Rhénanie-Palatinat), la « règle fondamentale du terrorisme est de tuer le plus de gens possible. Les terroristes veulent apparemment créer dans le monde entier et chez le plus de gens possible le sentiment d'horreur paralysante ». Voilà l'exacte définition de la politique d'Israël envers le mouvement de libération palestinienne, de la politique des U.S.A. au Vietnam, de la politique de la junte au Chili, de la politique de l'Accusation fédérale — c'est leur règle fondamentale : le plus possible de combattants morts, le plus possible de prisonniers morts.

« L'horreur paralysante », c'est effectivement et précisément le sentiment que l'Accusation fédérale veut créer chez le plus de gens possible, quand elle fait construire de plus en plus de sections silencieuses, quand elle enferme de plus en plus souvent et pour des périodes de plus en plus longues des révolutionnaires prisonniers. Jan et moi ne sommes dans rien d'autre ici à Stammheim. Augustin, les quatre de Stockholm, Schiller et ~~Éckes~~ sont aussi dans des quartiers d'isolement. Par sa définition, Schwarz a décrit concrètement la torture par isolement, parce qu'en tant que ministre de la Police, il sait évidemment ce que c'est : terrorisme — donc torture. Je pense cela comme je le dis. Parce qu'à l'inverse des fascistes, ou si vous voulez blâmer cela, je peux dire aussi : des sadiques de la politique, nous ne nous servons pas de formulations surdéterminées.

C'est à partir de là et à partir de là seulement (c'est-à-dire à partir du terrorisme exercé par l'Accusation fédérale) qu'on peut comprendre comment il a été possible que la grève de la faim n'ait pu imposer la suppression de l'isolement (car le terroriste Buback voulait qu'il y ait le plus possible de prisonniers morts), et ce n'est qu'à partir de cela que l'on peut comprendre pourquoi notre incapacité à comparaître ne gêne nullement (le terroriste) Prinzing.

Une fois le concept de « terrorisme » imposé par la fixation de règles du langage, imposé par le gouvernement aux media comme projection — en d'autres termes on projette la politique de l'impérialisme contre les mouvements de libération sur les mouvements de libération eux-mêmes — la propagande de counter-reaction comme toute propagande impérialiste ne peut être rien d'autre qu'une projection, on l'étoffe ensuite par les provocations de la police :

ne pas
couper

- La menace d'intoxication de l'eau potable à Stuttgart lancée afin de chauffer l'atmosphère en vue du procès
- La menace de tir de roquettes sur un stade lors de la coupe du monde de football à l'été 1974
- Le mensonge du vol d'espionnage et la fausse alerte à la suite de ce prétendu vol, en Bavière
- Les menaces d'attaques à la bombe contre Stuttgart en 1972 et finalement l'action policière réelle : l'explosion d'une bombe, le 6 décembre 1974, dans un casier de la consigne automatique à la gare de Brême, afin de fournir, après l'assassinat de Holger (par l'Accusation fédérale) de la matière à la propagande de counter-réaction contre la grève de la faim et en faveur de la liquidation d'autres prisonniers dans cette grève.

Finalment, on produit le provocateur, actuellement sous le personnage de Müller, auquel la Sûreté de l'Etat, qui le prépare depuis un an, fait confirmer cette action comme étant de la R.A.F.

Le terrorisme — du point de vue de la science militaire, cela signifie aussi : la destruction d'installations d'approvisionnement, c'est-à-dire des digues, des barrages, des hôpitaux, des centrales produisant l'énergie, en résumé tous les objectifs visés systématiquement par les bombardements américains depuis 1965 contre le Nord-Vietnam — opère par la peur des masses. La guérilla urbaine porte la peur à l'intérieur de l'appareil. Le terrorisme prend pour objet les masses. La guérilla urbaine opère à partir de la faille entre appareil et masses, et elle est toujours du côté des masses. Les actions de la guérilla urbaine ne sont jamais dirigées contre le peuple. Ce sont toujours des actions contre l'appareil impérialiste. La guérilla urbaine combat le terrorisme d'Etat. Les actions de la guérilla urbaine excluent les projections de terrorisme de la discussion sur la sécurité intérieure. Et le peuple le sait. 86 % des gens, d'après les résultats de sondages d'opinion, pensent que ce sont les hommes politiques et les grands actionnaires qui sont concernés par la question de la sécurité et non pas le peuple, tandis que 24 % pensent que leur téléphone est écouté par l'Etat. Ce sont des chiffres étonnants si l'on pense que par le biais des media, on essaie sans cesse de faire rentrer dans la tête des gens la déclaration de guerre à l'ennemi intérieur, si l'on tient compte de la faiblesse actuelle de la guérilla et inversement de la puissance de la propagande de l'Etat. Ils prouvent que le système est mûr pour être désagrégé

gé et finalement détruit ; ils renvoient à la conscience révolutionnaire latente du peuple, à son hostilité manifeste face à l'Etat.

Mais revenons encore une fois à Müller, car c'est vraiment un bon exemple. Il ne s'agissait pas là d'un soupçon comme le fait faussement croire le *Frankfurter Rundschau*. (Au *Frankfurter Rundschau*, l'information relative au procès est donnée par Stuberger dont il s'est avéré définitivement il y a six semaines qu'il agissait, au sein du *Frankfurter Rundschau*, pour le « Service de la Protection de la Constitution », et en tant que correspondant de Reuter pour la C.I.A. De tous les crétins qui, par leur information sur le procès, véhiculent la démagogie de la Sûreté de l'Etat, il est le plus infâme. Il n'y a littéralement aucun événement dans le déroulement du procès qui n'ait été structuré de façon précise en fonction du groupe visé par le *Frankfurter Rundschau* — multiplicateurs libéraux et libéraux de gauche — : falsifié grossièrement. Mais cela est connu désormais : le *Frankfurter Rundschau*, du fait de son histoire spécifique — d'être le dernier résidu d'une opinion publique bourgeoise critique — s'est fait infiltrer totalement, depuis 1971, et ceci jusqu'aux chefs de service par le Service pour la Protection de la Constitution.) Il s'agissait de faits. Nous avons lu ici une décision, un acte judiciaire qui prouve cela. Il est un exemple de la manière dont la Sûreté de l'Etat produit elle-même le contexte de justification qu'elle utilise ensuite pour imposer dans l'opinion publique sa stratégie d'extermination contre nous.

Un exemple du terrorisme de l'Etat :

C'était Müller qui avait envoyé à l'info le torchon dans lequel il réfléchissait à la manière dont on peut préparer un explosif de façon à ce qu'il explose alors qu'il a été gelé pour être désamorcé — et cela à un moment où il recevait déjà ses instructions de la Sûreté de l'Etat —

c'est-à-dire qu'il a envoyé ce truc à l'info, à partir duquel la relation avec l'action de la police à Brême (explosion d'une bombe dans la consigne automatique) n'a certes pas été faite directement, mais du moins suggérée, de même que Buback s'en sert maintenant afin de justifier la terreur qu'il exerce à l'égard des avocats, pour camoufler le fait qu'il terrorise les avocats parce qu'ils représentent le seul moment d'opinion publique pour les prisonniers, afin de supprimer la fonction de protection qu'ils sont encore, afin d'en arriver à l'extermination de tous les prisonniers.

Et il fait prétendre à Müller que la bombe déposée par la police dans un casier de la consigne à Brême était de la R.A.F. — parce que la Sûreté de l'Etat ne peut par ailleurs que se ridiculiser

avec ce sordide personnage en le présentant comme témoin de la couronne, parce qu'en trois ans et demi d'isolement, ils l'ont tellement détruit que Müller ne sait plus que bégayer et que le désastre, lors de sa récitation des textes de l'Accusation fédérale, ne peut être que plus grand encore qu'il ne l'a été pour Ruhland — ils l'ont affublé d'une carte de membre du parti social-démocrate, de l'identité d'un parti qui n'a lui-même plus d'autre identité depuis 1945 que celle d'être acheté par le capital U.S.

Certes — l'unité de l'appareil, son importance, sa puissance sont énormes ; mais par le fait qu'il en est réduit à des projections, à des types sordides, que son seul ferment est la vénalité — encore qu'il existe des failles, puisque le groupe local qui a établi la carte du parti pour Müller a découvert ce sale trafic, et qu'il se demande naturellement, doit se demander, comment un tel gigoïo professionnel peut être membre d'un parti qui par ailleurs exclut des membres radicaux, honorables fonctionnaires, d'un parti qui tresse la corde de l'interdiction professionnelle pour la participation à une manifestation contre l'impérialisme U.S. qui remonte à huit ans — la fragilité du système d'Etat impérialiste apparaît elle aussi, dans la crise et au moment historique où le schéma marxiste concorde avec la situation réelle de la fin du système.

Le revers du conditionnement et de la domination de l'opinion publique par la Sûreté de l'Etat est qu'elle craint à chaque moment que la lumière ne se fasse. Prinzing doit, dans sa fonction de juge au service de la Sûreté de l'Etat, exécuter de plus en plus ouvertement son boulot d'opresseur, selon les directives de l'Accusation fédérale. Sa pratique qui devient de plus en plus transparente, nous l'avons déjà dit un certain nombre de fois, est la pratique du bâillonnement ; en nous empêchant de parler et en assurant ainsi le fait que nous ne pouvons exposer les contextes fondés sur des faits concrets, de telle manière que seules les argumentations brisées et morcelées puissent être recues, il empêche l'opinion publique d'exister. C'est dans cette fonction qu'il exerce ouvertement que se fonde sa partialité, et cela vaut pour toute la cour qui porte la responsabilité de ces décisions. Prinzing est obligé d'être partial en ce qui concerne l'opinion publique, parce qu'il sait que le système clos, l'opinion publique dirigée par la Sûreté de l'Etat, était la condition de la planification stratégique de cette procédure par l'Accusation fédérale et la Sûreté de l'Etat. Par exemple les articles de presse relatifs à Bückeberg — je veux évoquer ça rapidement ici — déjà à cette époque, il a été dit ouvertement : Bückeberg est la répétition générale pour ce procès-ci, et

pour Buback, le procès de Bückeberg a montré ouvertement la nécessité d'exclure les trois avocats Croissant, Groenewold et Ströbele, comme condition de la réalisation du plan de la Sûreté de l'Etat. Car l'intérêt de l'opinion publique, pour la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale, qu'ils étaient parvenus à créer là-bas dans ce trou — Bückeberg se trouve dans le Weserbergland — montrait avec certitude qu'avec les dimensions que le procès avait déjà atteintes ici du fait de la campagne de l'Accusation fédérale — la criminalisation était le seul moyen pour la Sûreté et l'Etat d'empêcher ici une opinion publique, pour pouvoir la désintégrer par la contre-propagande ou la neutraliser. Aussi longtemps que les médias remplissaient la fonction qui leur incombe, à savoir de propager la stratégie de counter-reaction de l'Etat et ici plus spécialement, de répandre publiquement le mensonge d'une procédure de l'Etat de droit, Prinzing pouvait nous laisser parler. L'isolement, le système clos de l'opinion publique manipulée par la Sûreté de l'Etat fonctionnait parfaitement. Toutes les garanties avaient été prises afin qu'aucun mot, rien, sans parler du contenu politique de ce que nous développons ici, ne puisse devenir public. L'opinion publique, sous la domination du capital monopoliste, du capital transnational U.S., c'est le contrôle de la société par l'Etat comme fonction du capital. Ce n'est plus l'opinion publique qui contrôle tendanciellement l'Etat, mais l'inverse : c'est l'Etat qui contrôle directement l'opinion.

Il n'y a pas de possibilité de contrôle absolu. Pour l'obtenir, l'Etat mène la guerre. La sécurité intérieure est son but dans cette guerre. Son but est de paralyser toute initiative, de briser toute manifestation de vie subjective, individuelle, de démontrer qu'elles sont vaines.

Contrôle et fichage — le but stratégique de la sécurité intérieure — visent à la destruction de la conscience critique ; et là où elle est devenue pertinente, c'est-à-dire là où le combattant s'est armé — à la liquidation physique des combattants.

L'aspect militaire de la torture, c'est qu'elle nous détruit physiquement. Et c'est ce qui constitue la faille de la question de notre incapacité à comparaître. Si Prinzing ne parvenait pas à empêcher que celle-ci soit reconnue, cela montrerait une fois de plus, ce qui a été prouvé pour Holger, Katharina et Siegfried — qu'il s'agit évidemment aussi de notre liquidation physique.

Son aspect de propagande, c'est de nous rendre incapables de nous défendre, de nous priver de notre crédibilité en nous privant de notre capacité d'articuler.

Là où cela n'a pas fonctionné, et cela ne peut fonctionner — parce que nous parlons de vérités concrètes dans les faits, et cela, quand on veut, on peut le faire même à moitié mort — ils sont obligés de manipuler la réception publique.

Prinzing la manipule quand il nous interrompt sans arrêt, quand il nous coupe la parole ou refuse de nous la donner — si bien que le morcellement mécanique de ce que nous disons détruit le contexte, rend la réception impossible — voilà une chose —

Lorsque cela ne réussit pas entièrement, débute alors le travail du journalisme impérialiste qui nous fait dire ce que nous n'avons pas dit, en fait le contraire de ce qui a été dit, et instrumentalise cela contre nous en l'adaptant à des clichés de la guerre psychologique contre nous.

Aucune phrase des développements politiques concrets qu'Andreas a essayé d'exposer ces trois derniers mois au cours de cette procédure, ou de la mise à jour des mécanismes de cette procédure par l'analyse politique que nous menons — à côté des démentis qu'il nous faut apporter quotidiennement aux mensonges et aux falsifications des faits par Prinzing — n'a été publiée dans aucun journal, sans être transformée en son contraire au niveau des mots et du sens, dans un contraire précisément ignoble, et qui projette sur nous des commentaires diffamatoires, les clichés de la conduite psychologique de la guerre, que l'Accusation fédérale mène depuis cinq ans contre nous — Andreas a toujours été celui qui était visé le plus totalement et le plus durement.

Dans la contre-propagande de l'Etat — qui est fonction de la conduite psychologique de la guerre, de la stratégie de contre-réaction U.S. — Andreas est l'objet rejeté avec le plus de continuité et de constance.

Il en est ainsi, parce qu'il est identifié à l'illégalité et à ce qui s'exprime à travers elle : la négation radicale, le rejet de toute autre norme, de toute autre loi, de tout pouvoir autre que le pouvoir sans limite et au-dessus des lois de l'homme qui s'appuie sur la violence révolutionnaire — Buback par exemple le hait parce qu'il s'identifie à l'illégalité. La réaction, la bourgeoisie se heurtent sans cesse chez lui au fait que « le pays légal n'est pas le pays réel ».

Ainsi Hill (rédacteur en chef de *Vorwärts*, organe du parti social-démocrate) transforme, dans *Vorwärts*, la phrase d'Andreas : « ce qui unit objectivement les prisonniers politiques en tant qu'objets de la répression de l'Etat, c'est la justice politique » et en fait « ce qui unit les prisonniers politiques, ce sont les larmes ». Hill invente les larmes, afin de dénoncer le contenu de la déclara-

tion d'Andreas, le concept politique. Hill se place ainsi directement et délibérément du côté de la torture, car sa haine sert de justification à la torture, et il le fait, après que Vogel, le ministre de la Justice, à blâmé Hill, dans ce même numéro de *Vorwärts*, à cause de la manière dont il avait relaté l'information sur le procès jusque-là, information dans laquelle il ne faisait pourtant que constater que le tribunal restait toujours sourd face aux requêtes de la défense.

Poursuivons : Andreas avait dit que la santé d'au moins vingt prisonniers de la R.A.F. était à ce point détruite par l'isolement « qu'ils ne pourront plus se rétablir ». Dans le *Frankfurter Rundschau*, on lit — comme citation —, « qu'ils ne s'en sortiront pas ». C'est-à-dire que la simple constatation/communication d'un fait est transformée en une formulation brutale. La brutalité qui consiste à isoler les prisonniers pendant des années est projetée sur nous dans les comptes rendus de la presse. L'information, son message, est renversée. Ce qui parle contre l'Etat est retourné et imprimé contre nous.

Dans le *Frankfurter Rundschau* dont le S.P.D. se sert de façon précise comme une fraction spécifique du Service pour la protection de la Constitution, dans le domaine de l'information,

Krumm (rédacteur du *Frankfurter Rundschau*) transforme la constatation suivante « le système clos constitué par la Sûreté de l'Etat, l'Accusation fédérale et la presse au service de l'Etat » en une phrase absurde qui suggère que la mort de Hoiger, les sections silencieuses, l'isolement, la criminalisation des avocats, les mensonges délibérés de l'Accusation fédérale, ne sont que les produits de notre imagination.

Busche procède exactement de la même façon dans le *Frankfurter Allgemeine* (porte-parole de la grande bourgeoisie) : après qu'il se soit avéré que Prinzing était incapable de suivre une argumentation différenciée, mais qu'en tant que « citoyen actif » il réagissait de façon aussi séismographique qu'hystérique à la moindre trace de critique, après que Prinzing a interrompu dix-sept fois Andreas pour empêcher que n'apparaisse, à travers l'histoire de ces trois ans, que le but de l'isolement était en fait l'extermination —

Busche a projeté sur nous la manière brutale avec laquelle Prinzing nous manipule sur le plan juridique en parlant de notre « ton brutal », et il projette sur nous la manière dépourvue de nuances dont Prinzing se sert pour nous retirer la parole, en parlant de nos « déclarations sans nuances ». Le fait que nous insis-

tons sur nos droits est toujours présenté comme une volonté de troubler les débats, si bien que des journalistes isolés voulant sortir au moins ponctuellement du conformisme régnant dans l'information doivent commencer par s'excuser de vouloir dire pour une fois la vérité en faisant remarquer qu'il est impossible de trouver dans l'information faite sur ce procès la moindre trace de ce qui se passe réellement derrière les murs de cette forteresse militaire.

Un autre exemple encore :

Nous avons dit ici que Gerhard Müller avait envoyé, dans un but de provocation, du matériel d'information concernant la *technique* militaire à l'info dont nous disposons *légalement* pour la préparation de notre défense ; qu'il a été le seul prisonnier politique à avoir une autorisation du juge lui permettant de recevoir des publications de technique militaire ; que la Sûreté de l'Etat le tient en main depuis l'été 1974 ; qu'il s'agit en ce qui concerne ce matériel dont la Sûreté de l'Etat se sert actuellement pour criminaliser les avocats, de matériel de la Sûreté de l'Etat, de matériel que la Sûreté de l'Etat a produit elle-même. De tout cela, dans le *Rundschau*, il ne reste rien ; au contraire, le *Frankfurter Rundschau* s'en sert pour nous traîner dans la boue. D'après lui, Ulrike aurait dit que Müller aurait été le seul à s'intéresser à ces « choses militaires », une formule qui rentre parfaitement dans la légende et le cliché que la Sûreté de l'Etat projettent sur nous. La séparation entre politique révolutionnaire et activité militante révolutionnaire a toujours été — voilà ce qu'on peut en dire — impossible et dans cette dernière phase de l'impérialisme, cela devient simplement plus *évident*.

Un dernier exemple :

Voilà ce que fait un commentaire (*Süddeutscher Rundfunk*) du fait que nous récusons Prinzing à cause de sa partialité, entre autre parce qu'il a affirmé à la télévision au cours d'une émission de propagande dirigée contre nous que cette procédure n'était pas une procédure politique, mais une procédure normale, affirmation par laquelle il nie toute la dimension de la répression, qui distingue justement cette procédure de toutes les autres — elle est un projet de la counter-insurgency internationale — : il affirme que nous ferions le reproche à Prinzing de nous mettre sur le même pied que les « criminels de droit commun ». Ce journaliste, ce singe bourgeois, nous identifie à lui ; il veut monter contre nous les détenus qui ne perçoivent de nous que le fait qu'on nous isole et qu'on nous met sous les verrous ; par là, il veut créer un fossé entre eux et nous.

Lorsque nous parlons de prisonniers politiques, nous ne pensons pas au concept de la bourgeoisie qui utilise celui-ci pour des membres de sa classe détenus dans les prisons de dictatures militaires.

Chaque travailleur prisonnier est un prisonnier politique, parce qu'il est prisonnier de la politique impérialiste, donc de l'Etat impérialiste. Chaque prisonnier qui, pour quelque motif que ce soit, a été criminalisé, et qui conçoit politiquement la violence à laquelle il est soumis, chaque prisonnier qui organise la résistance en prison, chaque prisonnier qui combat, est des nôtres.

Les criminels de droit commun ne sont, de toute façon, pas dans les prisons — ils sont à leur tête, ce sont eux qui les remplissent ; ils occupent des sièges comme Prinzing, Widera, Wunder et Zeiss. D'autre part, tous les prisonniers de droit commun, c'est-à-dire des prisonniers communs, qui ne possèdent rien, des prisonniers prolétaires.

Se défendre, se battre en prison, cela présuppose la misère la plus totale, et cela touche tous ceux qui résistent au processus de leur déshumanisation qu'on veut leur imposer en vertu de la raison d'Etat pour sauvegarder la société. Ils sont isolés — le système pénitentiaire, la justice utilisent tous les moyens de la répression contre eux, elle en est venue à l'exclusion de la défense, ils en viendront bientôt à la surveillance des conversations entre avocat et accusé, autrement dit à la suppression du seul contact qui restait encore possible à l'intérieur du système clos de la prison. Un prisonnier politique a — comme nous l'avons dit — le privilège d'être torturé, d'être placé dans des sections silencieuses, dans des bâtiments spéciaux, le privilège de voir son assassinat planifié par la Sûreté de l'Etat.

Etre reconnu comme prisonnier politique dans le système pénal, cela signifie servir d'exemple par une détention visant à l'intimidation. Il n'y a pas de détenu qui conçoive cela comme un privilège.

La tromperie, le but, l'intention sont évidents. Le mauvais goût, la brutalité, la bêtise que produit le journalisme impérialiste — il les produit pour ensuite les projeter sur nous, afin de faire sortir de notre bouche la saleté qu'il crache, c'est toute une méthode. Elle est enracinée dans la structure même de l'impérialisme, dans la maturité de la contradiction entre forces productives — rapport de production, qui ne peut que reproduire le *statu quo*, en détruisant toute opposition, toute pensée

h) à l'exception de quelques criminels natis, sont des prisonniers

critique, toute reconnaissance du contexte qui camoufle les contenus matériels de la répression, et sa transcendance dans la représentation critique.

Aucune de nos rectifications n'est passée —

ni le fait qu'aucun de nous n'a jamais eu vingt-cinq ou vingt avocats ; autrement dit le fait que le problème n'a jamais été la réduction du nombre d'avocats à trois — ceci n'avait qu'une fonction de propagande destinée à nous faire passer pour des privilégiés et à masquer le fait qu'avec l'interdiction d'une défense collective et la loi d'exclusion des avocats, il s'agissait de rendre les cellules imperméables —

de créer une situation de détention qui, si elle ne remplissait pas formellement les conditions de la peine de mort — n'en est pas différente matériellement ;

ni le fait que le message qu'Andreas aurait adressé à Hanna Krabbe et que les flics auraient trouvé dans la corbeille à papier — n'a pas existé. Il y a eu un papier adressé à Gudrun, Ulrike et Carmen Roll, qui dans la R.A.F. porte le nom de Hanne, et il était légal, car Carmen Roll était à Stammheim quand le papier a été trouvé, et à l'époque, nous avions le droit de nous rencontrer, avant que Prinzing ne nous ait à nouveau, trois mois avant l'ouverture du procès, fait totalement isoler afin de préparer le procès pour ses buts : briser les prisonniers. Buback sait, par le matériel saisi lors des rafles faites dans les cellules, que Carmen Roll s'appelle Hanne dans la R.A.F., qu'elle était à l'époque à Stammheim et que nous avions légalement le droit de nous écrire. Les inventions de criminologues vendues par l'intermédiaire de la presse à ce propos — entre autre par le *Spiegel* — à savoir que Hanne serait Hanna Krabbe — sont des inventions dirigées de l'Accusation fédérale, afin d'étayer l'affirmation absurde selon laquelle tout l'underground européen serait dirigé à partir des cellules de Stammheim. Affirmation par laquelle ils essaient de faire avaler le but qu'ils poursuivent : l'extermination des prisonniers de la R.A.F. Seul l'intérêt direct que les media portent à la stratégie de la Sûreté de l'Etat, qui est d'exterminer la guérilla, peut expliquer la censure de nos démentis dans cette affaire. Il est évident.

Les media se cramponnent à l'aspect formel — mais ne reflètent en aucune manière le fait que Prinzing porte sans cesse atteinte à leur liberté, car cela impliquerait une confrontation avec le contenu —

Les prisonniers — et Prinzing n'est pas le dernier, comme

Schmidt, Maihofer, Vogel (ministre fédéral de la Justice, S.P.D.) et Buback, à faire le nécessaire dans ce but — n'apparaissent jamais dans les comptes rendus de la presse, car là encore cela impliquerait une confrontation sur le contenu de ce que nous disons.

C'est la raison pour laquelle Prinzing nous laisse quelquefois parler — il sait très bien que désormais rien de ce que nous disons ne passera les murs de ce tribunal.

« L'information offensive », c'est-à-dire le mensonge offensif, est aussi nécessairement produit au niveau de l'administration. Comme le disait Buback en février, — « il s'agit de savoir quand, comment et quelles informations sont transmises. »

La Sûreté de l'Etat, ses opérations, échappent au contrôle public. C'est elle qui contrôle l'opinion publique en contrôlant ce qui est publié.

Les avocats qui avaient préparé le procès ont été exclus et criminalisés parce qu'ils ont brisé ce système en alertant l'opinion publique internationale.

La publicité de ce procès est une farce.

Ce sont les conférences de presse et les pourparlers secrets entre gouvernement, Conseil de presse et rédacteurs en chef qui décident les contenus qui seront rendus publics ; et ils se réduisent à ce que l'Accusation fédérale — la clique — lance dans ses conférences de presse — et écoule sur le marché grâce à la structure de celui-ci.

Comme le disait tout crûment Schmidt, lors de la séance du Bundestag du 13 mars : « Je suis entièrement d'accord avec le Conseil allemand de la presse sur le fait que l'information au sujet des crimes violents ne doit pas être dramatisée, ne doit pas conduire à une surdramatisation. »

Et Buback, de façon caractéristique, lors de l'émission *Kennzeichen D*, le 6 mai :

« Nous ne pouvons réussir que si les journalistes se limitent à vouloir être des intermédiaires entre la police, l'Accusation fédérale et la population.../Le Conseil de la presse et les rédacteurs en chef devraient continuer à agir de telle manière que la presse et l'Accusation collaborent encore plus étroitement. » Par la voix de Buback, c'est vraiment le système clos qui parle pour soi, et à considérer la franchise avec laquelle Buback — l'Etat ici, doit mobiliser pour sa protection, ces paroles apparaissent comme le constat exact que toute autre position que celle de l'identification et de la suridentification à l'Etat, an-

nonce déjà le changement de camp — pour nous, *de notre côté*.

Ainsi Buback et Herold ont amené Schmidt au début du procès à exiger l'exclusion définitive des avocats de la procédure, afin d'assurer Prinzing par avance de leur soutien, du soutien de toute la machine de répression, au cas où ce dernier pourrait hésiter quant à l'opportunité qui a conduit la Sûreté de l'Etat à extrapoler la loi d'exclusion des avocats.

Ainsi Schmidt a des conversations avec le Conseil de la presse, Vogel intervient directement dans *Vorwärts*, afin de décourager les moindres velléités de critique — car toute critique ferait intervenir les prisonniers, toute critique serait une allusion au contenu politique concret — afin d'imposer sa conception criminalistique de l'histoire.

Seuls les étrangers que la propagande de counter-reaction de l'Accusation fédérale ne peut atteindre — Vogel « qui ne connaissent pas l'affaire en détail » — sont à même de mettre en doute la légalité de cette procédure, de la stratégie d'extermination qui est pratiquée ici.

La presse internationale est la faille dans le système clos ; et c'est là qu'est toute l'importance de *Vorwärts*, l'organe du parti social-démocrate, dans son projet d'organiser la social-démocratie sur le plan international pour la stratégie de *counter-reaction*, de l'impérialisme U.S.

La stratégie de légalisation, ou plutôt d'étatisation de la société, a besoin de réprimer activement toute argumentation sur le contenu dans les media ; car, sinon, le contenu de la procédure ferait apparaître le projet de la stratégie de *counter-insurgency* : guerre.

La raison pour laquelle Prinzing n'en vient pas à admettre sa partialité, et n'en a pas besoin non plus, est le fait qu'il s'identifie totalement au projet de l'Accusation fédérale, au rôle qui lui est imparti dans cette procédure.

Ce rôle consiste à masquer la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale en essayant constamment d'harmoniser ce qui se passe ici avec ce qui est reçu dans l'opinion publique.

Voilà les écueils entre lesquels cette procédure doit louvoyer : son pouvoir d'utilisation exemplaire/sa fonction directrice pour toutes les autres procédures engagées contre des prisonniers de la R.A.F. — c'est-à-dire assurer et en même temps masquer, par ce procès, la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale —
diriger la réception dans l'opinion publique —

en arriver à une condamnation qui confère une apparence de légitimité aux condamnations à mort que l'Accusation fédérale et le gouvernement ont prononcées depuis longtemps — le gouvernement sachant très bien qu'il a, dans l'accomplissement de cette mission, la Première Chambre du tribunal de Stuttgart, la Troisième Chambre de la Cour fédérale, l'Accusation fédérale, l'Office fédéral de la Police criminelle et les media derrière lui. 1p

Lorsqu'il fut impossible de taire plus longtemps la question de notre incapacité à comparaître, *Die Welt* de Springer exhiba pour la enième fois sous le nez du tribunal et sous celui de l'Accusation fédérale des textes falsifiés provenant des dossiers de l'instruction ou de la documentation de Maihofer, pour maintenir pour la enième fois les décisions de ce tribunal concernant la torture, ces décisions sur les conditions de détention permettant la poursuite de la détention-extermination.

Lorsqu'il apparut de plus en plus évident que Prinzing n'était pas le juge légal et qu'il avait été parachuté sur le siège qu'il occupe, là, devant nous, Bender (ministre de la Justice du Land Baden-Württemberg) a volé à son secours en réunissant une conférence de presse destinée à décourager toute critique.

Lorsque l'insuffisance des déclarations officielles devint apparente, de même que des décisions de la cour tentant d'étayer l'impartialité de Prinzing, lorsque le vide et le caractère stéréotype de l'argumentation et par là le parti pris de toutes les instances participant à ce procès devinrent de plus en plus transparents, Busek de la *Süddeutsche Rundfunk* fournit à Wunder le mot d'ordre qui devait lui permettre de dire ici (car, sinon, il n'aurait parlé que de torture, d'assassinat et d'extermination) : « Un journaliste a déclaré... », etc. ; ne faisant en cela que se réclamer d'une opinion publique conditionnée par l'Accusation fédérale, que se réclamer des media qui, pendant cinq ans, ont participé activement aux campagnes de fausses informations, de chasse aux sorcières, d'actions policières, et qui bien évidemment ne vont pas aller démentir les clichés qu'elles ont elles-mêmes fabriqués.

Enfin, tout journaliste qui n'a pas été victime des épurations pratiquées dans les media dans les années 1970-1971 et que celles-ci n'ont pas réussi à intimider-discipliner — est licencié.

Ainsi en a-t-il été pour Richert qui avait ramené, dans un éditorial du *Stuttgarter Zeitung*, la loi d'exclusion des avocats au concept du « soupçon pur et simple », concept par lequel il en arrivait quand même à dévoiler la légalisation de l'arbitraire

qui s'installe par cette loi, et à dénoncer son instrumentalisation à discrétion pour la guerre menée par l'Accusation fédérale.

C'est à partir des stéréotypes créés par la publicité de consommation qu'opèrent les clichés de la conduite psychologique de la guerre — selon le principe de la désindividualisation totale, de la dépersonnalisation, de la négation de l'histoire de chacun, tels que la psychologie de la publicité les a développés.

A la production monopolistique — peu de produits sous des emballages différents et tape-à-l'œil, à la spirale de la consommation, correspond la brutalité du cliché dont la réception déjà brutalise.

Les marchandises dominent et manipulent les hommes, elles favorisent une fausse conscience qui est immunisée contre cette fausseté.

Lorsque Kuby (rédacteur du *Stern*) écrit « quatre contre nous tous », c'est déjà toute la contre-propagande qui s'y exprime, avec son caractère systématique, dans les moindres détails, la négation totale de toute conscience critique : la conscience critique y est personnalisée, criminalisée et expatriée.

Kuby ne peut résoudre la contradiction, à savoir comment est-il possible que des hommes tels qu'il les décrit — et là il faut dire tout de suite que tout dans cette mixture qu'il a préparé est faux, jusqu'aux dates ; la seule chose juste est son imagination infâme et sa capacité d'inventer des rumeurs dont l'odeur nauséabonde devient ensuite réalité —

Qu'un groupe tel qu'il le décrit, après cinq ans de recherches pour lesquelles tout l'appareil d'Etat a été mobilisé — il y a eu des jours où il y avait jusqu'à 150 000 policiers dans toute l'Allemagne fédérale qui faisaient des barrages, pour abattre un illégal ou pour en prendre un, et pendant seize mois il y avait un état-major de 1 000 hommes qui dirigeait cette armée — les commissions spéciales — état-major qui maintenant a été institutionnalisé dans le département « terreur » de l'Office fédéral de la Police criminelle (B.K.A.) ; il y a depuis cinq ans la conduite psychologique de la guerre et des campagnes appelant au pogrom, et il y a, depuis cinq ans, la torture et l'assassinat — ne s'effondre pas.

Ce qui apparaît là, c'est simplement le côté lamentable d'un intellectuel qui s'est vendu à la Sûreté de l'Etat et qui sent que c'est lui que la révolution menace — c'est l'expression d'un manque total d'identité, de sa peur devant ceux qui ne possè-

dent rien et qui sont dépossédés de leurs droits, de la perspective de la suppression de l'exploitation dont il vit.

Sa régression, son autisme chauvin des métropoles.

Car ce que veut dire ce rat, est — « quatre contre un », et ce qu'il veut, c'est évidemment le pogrom.

La personnalisation, c'est le moyen opérationnel de la conduite psychologique de la guerre. L'état de fait social dont part la révolution, l'antagonisme, l'impossibilité de toute vie humaine dans l'impérialisme ailleurs que dans le combat contre lui — transpose la guerre psychologique dans le domaine de la psychologie et des hasards de la biographie de l'individu isolé, dans la partie de sa vie qui ne lui appartient pas : la famille, l'école. Elle s'appuie sur les rationalisations de ceux qui, en tant qu'organes des appareils idéologiques d'Etat, ont aujourd'hui à se justifier de ne pas avoir réussi à détruire, du temps où il leur appartenait, celui qui maintenant combat.

Elle affirme — c'est cela la projection — la destruction. Elle est la tentative ininterrompue de s'approprier ce qui sait qu'il ne peut affirmer sa personnalité que dans le combat collectif contre l'appareil, que s'il détruit l'appareil. Ses mensonges visent à affirmer comme force de l'appareil l'impuissance de celui-ci que matérialise le guérillero. Elle est l'expression de l'impuissance, de la position défensive de l'appareil. Elle est l'expression de la décomposition de l'idéologie bourgeoise dans l'impérialisme.

Il ne faut pas croire

que ce sont des balivernes de la guerre psychologique quand ils parlent d'« attractivité qui a ses racines dans l'érotisme » — car le domaine privé lui aussi se transforme dans l'illégalité, de façon radicale. Là où il apparaît comme une « protection », le processus de l'intimité du groupe de combattants, il devient, dans cette situation d'extrême contrainte — poursuites organisées par l'appareil entier du pouvoir d'Etat — libre, et par là, il se libère de l'emprise des catégories de consommation dont dispose seule la réception de la presse au service de l'Etat.

Que cette structure — en tant que structure collective — est libératrice, est identité révolutionnaire — est prouvé par le fait que la Sûreté de l'Etat n'est pas parvenue, malgré la torture, l'isolement, malgré toutes les manœuvres ignobles de la psychologie et de la psychiatrie de la Sûreté de l'Etat, à briser le groupe.

Comme la subjectivité ne peut s'affirmer et se développer

« dont l'avènement est imminent au sein de l'ancienne », en tant que sujet de l'histoire. Son anticipation politique sont les groupes armés de la guérilla urbaine et la subjectivité de ceux qui vivent dans l'illégalité.

Le droit de résistance, débarrassé de sa valeur d'échange, de sa fonction de fard de l'Etat de counter-reaction allemand, devient le droit fondamental du prolétariat qui prend les armes et avec lui les valeurs sur lesquelles il repose : liberté, égalité, fraternité, valeurs que l'Etat de counter-reaction social-démocrate a rejetées en même temps que le droit de résistance/que la stratégie institutionnelle est obligée de reconnaître comme antagonisme. Car le but de la stratégie institutionnelle est d'annihiler la résistance, par la législation et l'étatisation de tous les conflits au sein de la société et entre société et Etat. Elle anticipe la crise politique, elle l'anticipe comme contre-révolution.

L'attachement de l'Etat à la Constitution bourgeoise était son attachement impératif aux valeurs de la liberté de la révolution française qui, avec son pathos de la libération de l'humanité, a constitué l'Etat bourgeois, et qui a sécularisé le moment de l'absolu dans l'Etat bourgeois, l'opposant à l'idée de la grâce de Dieu qui régissait la féodalité. (Aussi n'est-ce pas un hasard, si Schmidt se réfère, maintenant que les valeurs sont abolies dans cet Etat, à l'impératif catégorique kantien relatif à l'ordre et à la liberté. La philosophie remplace ici la légitimation. Les instructions dans la poche arrière du flic sont érigées en postulat éthique, dans la mesure où elles ne se situent dans aucun contexte de justification morale.)

La Constitution attachée à ces valeurs pouvait se permettre d'accorder le droit de résistance. En tant que concession, il est un moyen de conciliation de classes, d'attachement du prolétariat, de ses organisations, à l'Etat bourgeois. Mais au moment où apparaît la nécessité d'en faire usage, il est forcément illégalisé par l'Etat contre lequel il se dirige —

Ceci est important. Car l'histoire du droit de résistance indique sur le plan de la superstructure, la rupture entre société et Etat, et précisément

le point où le rapport de production capitaliste devient une entrave au mode de production — socialisation de la production et composition organique croissante du capital. Il indique avec précision, sur le plan de la superstructure, le moment historique où le combat révolutionnaire en tant que combat armé, combat armé contre l'Etat impérialiste, devient nécessaire —

le point où le prolétariat est devenu l'héritier de la philosophie allemande classique, peu importe s'il fait usage de cet héritage ou non.

« La nécessité \neq du triomphe de la raison sur le mythe, de la victoire de la vie sur la mort, ne peut se prouver par déduction logique. Comme le disait Planck : \neq La logique seule n'est pas en état de faire sortir quelqu'un du monde de ses propres sens, elle ne peut même pas l'obliger à reconnaître l'existence autonome de ses concitoyens. \neq Cette nécessité doit se fonder sur la thèse selon laquelle la prétention à la vie, à l'épanouissement et au bonheur n'a pas besoin de justification. C'est avec cette thèse qu'elle se maintient ou s'effondre. Elle en est la condition tout à la fois improuvable et irréfutable. (Baran)

Nous avons déjà développé ce point, parce que la résistance est ce qui nous relie, nous la guérilla urbaine, à l'opposition politique en République fédérale depuis 1945.

La résistance, quelle qu'en soit la forme, et que celle-ci soit réussie ou non, est le sillage dont est issue la résistance armée. Résistance en tant qu'identité déterminée, radicale, existentielle, morale, qui porte en elle les valeurs de la Révolution française, c'est-à-dire qui ne les cherche pas a posteriori, c'est-à-dire qui n'a pas besoin de justification.

La résistance, c'est l'essence de la subjectivité prolétarienne en tant que négation de l'Etat impérialiste, illégale dès le départ, même là où elle n'est pas encore/n'a pas encore été criminalisée.

Ainsi, il s'agit aussi de résistance en opposition à conception/opinion politique, à des questions de point de vue. Parce qu'elle se situe fondamentalement hors du marché, ni à acheter ni à vendre.

Le processus de transformation de la résistance légale — pour aussi faible qu'elle soit — de l'ancienne gauche à l'offensive légale de la nouvelle gauche dans le mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam et à la tactique de l'intervention armée, peut devenir une stratégie dans la mesure où son action dans l'Etat impérialiste identifie la face réactionnaire de la contradiction.

Le mouvement de protestation contre la construction de la centrale nucléaire de Wyl a montré par exemple que c'est l'Etat du monopole international qui se place au-dessus des valeurs et déclare illégale la référence à ces valeurs face à ces mesures.

1
C'est ainsi que le ministre de l'Intérieur du Land de Rhénanie-Palatinat/Schwarz a pu appeler (au Hessenforum) le mouvement contre la construction de centrales nucléaires qui se réfère au droit d'intégrité de la personne physique à l'égard de l'Etat, « un exemple de recherches criminologiques nécessaires ». En Etat subordonné au capital multinational U.S., il n'a aucun intérêt à laisser se former des goulets d'étranglement de l'énergie, c'est-à-dire à rompre avec la stratégie des multinationales pétrolières et des Etats-Unis contre les Etats de l'O.P.E.P.

Le mouvement de protestation contre la construction de centrales nucléaires tire sa force explosive du fait qu'il se tourne contre un projet stratégique de l'Etat impérialiste, en tant que support de la fonction du capital multinational, et qu'il se réfère à des valeurs qui excluent la guerre comme moyen de la lutte des classes. Il fait appel à la fonction protectrice de l'Etat — autrement dit à l'Etat en tant que législateur dans les usines dont parle Marx dans le tome I du *Capital*, à l'Etat qui protège le prolétariat de l'abus de pouvoir du capital — surexploitation par usure jusqu'à la mort — dans la mesure où il ramène le capitaliste individuel, dans l'intérêt du capitaliste total, à la raison de la société bourgeoise par le moyen de son expression politique officielle, l'Etat.

Mais l'Etat, dans ses fonctions, a changé. C'est-à-dire que dans les domaines du capital qui sont nécessaires à la reproduction de la société, mais qui ne sont plus rentables pour le capital, il doit assumer des fonctions économiques, il est sur le plan économique directement une fonction du marché mondial dominé par les monopoles U.S.

La « reféodalisation de la société », Marx la prévoyait au moment où la société stagne et pourrit, parce que le prolétariat en tant que classe pour soi est trop faible — et cela veut toujours dire que l'ancien Etat est trop fort, trop bureaucraté, trop militarisé — pour que le renversement social et les contradictions induites par la machinerie revêtent une expression politique.

Dans ses fonctions économiques, l'Etat est directement, ouvertement, Etat répressif. « La violence est une puissance économique », elle est historiquement toujours sa réponse non seulement à l'action révolutionnaire du prolétariat qui s'organise en elle, mais là où — comme ici en R.F.A. — il est organisé, par l'intermédiaire de syndicats étatisés, comme fonction du capital, c'est aussi la réponse aux reliquats de résistance, ou si

l'on veut à ses nouvelles formes qui apparaissent à l'état embryonnaire : la protestation de la bourgeoisie et des couches déclassées — et l'Etat l'élimine :

par l'intermédiaire de la structure centralisée de l'appareil de l'opinion publique qu'il peut contrôler et qu'il contrôle —
et

par des opérations de police menées par des unités qui sont formées et armées physiquement pour écraser des actions de masses.

Ce que l'on voit ici, c'est que la garantie des conditions d'existence, dans la forme où elles ont été produites naturellement et se sont développées socialement, est entrée dans une contradiction antagoniste à la condition décisive de reproduction du mode de production capitaliste dans les métropoles, l'approvisionnement continu en énergie, contradiction qu'on a résolue contre les hommes pour le capital, pour la machinerie : l'Etat réduit l'antagonisme par la violence. Dans le cas de la République fédérale, ce processus trouve son correspondant dans la stratégie nucléaire de l'O.T.A.N. : en s'y soumettant, la R.F.A., tous les gouvernements de la République fédérale demandent dans l'intérêt de la stratégie américaine, dans le cas de son utilisation dans une guerre offensive ou défensive, l'auto-destruction nucléaire¹.

Le mouvement de protestation contre la construction de centrales nucléaires est directement l'expression de la contradiction Nord-Sud, c'est-à-dire de la ligne de démarcation la plus développée dans son caractère offensif entre le capital et le prolétariat mondial. C'est ce qui fait la force explosive de ce mouvement et qui explique pourquoi l'Etat, en tant qu'agent du monopole U.S., ne peut ni renoncer à la construction de centrales nucléaires ni répondre à l'appel à la Constitution, aux valeurs telles que « intégrité de la personne physique, droit à la vie, à la dignité humaine, liberté dans le choix de la profession, protection de la famille » — en tout cas, pas sans mettre en jeu son projet : l'anéantissement de la révolution à la périphérie, parce que, comme on a pu le voir avec le Vietnam, le consensus à l'intérieur de l'Etat en est une condition essentielle, qui est éliminée en tant que processus démocratique formel dans les deux côtés de l'alternative.

1. (Entre-temps, Schlesinger a demandé ouvertement que tous les Etats de l'O.T.A.N. fassent ce « sacrifice », pour maintenir la « crédibilité » des U.S.A. face à l'Union soviétique — *Stuttgarter Nachrichten*, 11 novembre 1976.)

que *contre* les institutions sociales, *contre* les appareils idéologiques d'Etat (famille, école, église, université, pour lesquels les sujets n'existent que par leur assujettissement) il faut qu'elle devienne *politique*, subjectivité révolutionnaire, volonté politique contre l'appareil, contre l'Etat imperialiste — il faut qu'elle comprenne sa détermination dans et à partir de la contradiction (et du caractère contradictoire) de la société de classes —

Elle doit devenir existence, volonté et politique de la classe subalterne, en tant que classe antagoniste, elle doit devenir attaque, action armée et organisation.

Voilà le fait, l'histoire que la counter-insurgency, la réaction étatique, en un mot : la contre-révolution, visent *forcément* à détruire.

L'Accusation fédérale, à partir de sa position de pouvoir — comme nous l'avons déjà dit — part correctement du principe que les faits n'existent pas tant qu'ils ne sont pas publics. Prinzing, à partir de la position de l'Accusation fédérale, part du principe que l'important, ce ne sont pas les faits tels qu'ils sont, mais que les media soient prêts à les étouffer. Ainsi, le *Frankfurter Allgemeine* écrivait avec raison, « qu'il faut que le droit ait l'apparence du droit » ; c'est-à-dire qu'il se plaignait — de rien d'autre — du fait qu'il devient de plus en plus difficile de faire passer les mensonges qui sont développés ici.

Ce serait amusant, d'entendre de Prinzing, contre la masse des faits qui prouvent sa partialité, un fait — un seul — qui puisse prouver ce qu'il affirme d'une façon stéréotype : son impartialité.

15

Le 19 août 1975

A propos de la demande de faire une déclaration sur la personne

Ce qu'il y a à dire de la personne, c'est ce qui, dans cette procédure, subsiste de la personne morale : rien.

La personne morale, ce concept de l'autorité — est dans cette procédure liquidée à tous les niveaux — elle l'est aussi dans la condamnation anticipée par Schmidt, au niveau gouvernemental, avec la décision de la Cour fédérale se rapportant à l'article 231a du Code pénal, et dans la dernière instance juridique devant la Cour constitutionnelle qui, en entérinant la décision de la Cour fédérale, supprimera en même temps les fictions juridiques de la loi fondamentale.

Dans cette absence de droits des prisonniers, la personne est objectivement identifiée aux faits —

Et les faits sont,

c'est ce qu'il faudrait peut-être dire concernant l'accusation, *seulement* un délit d'organisation : la construction par laquelle l'Accusation arrive au meurtre et à la tentative de meurtre est la responsabilité collective, qui n'existe pas juridiquement. Toute l'accusation — et entre-temps cela est devenu évident pour tous — évident aussi pourquoi Prinzing était *obligé* de nous exclure lors de sa percée au moment du rassemblement des preuves — est démagogie. Elle est de ce fait étayée démagogiquement, par de faux témoignages, la limitation des témoigna-

ges, et on voit *comment* Prinzing évalue sa situation pour en venir à des jugements basés sur le rassemblement des preuves, au fait qu'il était obligé de démanteler la défense avant, et récemment une deuxième fois — dans un paroxysme de mesures et d'entorses à la loi. Cela nous amuse depuis longtemps — comme ce qui nous vient à l'esprit à propos de ce qui se passe ici, c'est l'œuvre d'art totale réactionnaire. Ici, la Sûreté de l'Etat s'est subsumée péniblement un grand nombre de formes d'activité aliénée — dans ce « paladium de la liberté » (comme Prinzing appelle ces pissotières de la Sûreté de l'Etat). A propos de cela, une autre image serait que, comme sur une scène de la Renaissance, trois niveaux différents superposés jouent effectivement la même pièce — le niveau militaire, justicier et politique.

L'Accusation travaille avec des fictions.

Après que la Sûreté de l'Etat ait subtilisé les neuf dixièmes des dossiers — et comme Wunder l'a déclaré ici : non pas l'Accusation fédérale, mais le B.K.A. (Bureau fédéral de la Police criminelle) — l'Accusation fédérale, d'après Wunder, ne connaît elle-même qu'une partie des dossiers — elle est donc obligée de travailler avec des fictions.

Une de celles-ci est de penser pouvoir construire une accusation avec l'article 129 du Code pénal et en faire ensuite l'objet d'une « procédure pénale normale » — bien que cet article, en tant que juridiction explicitement politique, ait pour but, depuis qu'il existe, donc depuis les procès des communistes à Cologne en 1849 — de criminaliser la politique prolétarienne et qu'il fasse donc éclater la procédure pénale normale, déjà dans son concept d'« organisation criminelle », qui, historiquement, n'a jamais existé qu'en tant qu'organisation du prolétariat.

C'est une fiction que de dire, que le but d'une organisation révolutionnaire est de commettre des actes répréhensibles.

L'organisation révolutionnaire n'est pas justiciable et son intérêt — nous disons : son but et ses buts — ne peut être saisi dans les catégories mortes telles que le Code pénal les met à la disposition de l'autocompréhension a-historique de la bourgeoisie. Comme si en dehors de la machine de l'Etat et de l'oligarchie financière de l'impérialisme, il pouvait y avoir quelqu'un qui ait pour but le crime, l'oppression, l'esclavage, le meurtre, la tromperie — et ce ne sont là que des expressions modérées pour désigner les intérêts de l'impérialisme.

De par le rôle et la fonction que l'article 129 possède, depuis

1849, dans les affrontements de classes en Allemagne, il est une loi d'exception. Sa tradition et son projet, depuis les procès communistes de Cologne, depuis la loi de Bismarck contre les socialistes, depuis la loi contre la participation des associations ennemies de l'Etat sous la République de Weimar, étaient et sont encore de criminaliser l'opposition extra-parlementaire, par l'institutionnalisation de l'anticommunisme dans les mécanismes parlementaires réglementaires.

En lui, la démocratie bourgeoise — constituée en Allemagne en Etat fondé sur le droit — a toujours trouvé son complément fasciste, dans la mesure où il légalise la liquidation sous une forme juridique de l'opposition extra-parlementaire, donc tendanciellement antagoniste. Avec lui, la justice a déjà dépassé le stade de la justice de classe, de la justice politique.

Autrement dit,

En lui, la démocratie bourgeoise était dysfonctionnelle à son projet de modérer les luttes de classes, dans le cadre des affrontements entre les fractions du capital concurrentiel. Il anticipe dans la Constitution bourgeoise la lutte de classes comme guerre de classes. Les communistes ont toujours été en Allemagne des hors-la-loi, et l'anticommunisme a toujours été surdéterminé.

Mais cela signifie aussi que Prinzing, avec son affirmation absurde de la « procédure pénale normale », erre, avec la loi d'exception, à laquelle l'accusation se réfère, dans un vide historique absolu, ce qui est une explication de son hystérie. En dehors du fait que l'Accusation fédérale opère dans le vide juridique entre l'Etat fondé sur le droit et ayant une Constitution bourgeoise, et le fascisme ouvert — rien n'est normal, et tout est l'« exception », qui doit devenir la règle par la fonction directive de cette procédure. La réaction même de l'Etat, c'est ce que ce juge ne comprend évidemment pas, nous place dans la continuité de la persécution et par là de la résistance de l'opposition extra-parlementaire contre l'Etat de la bourgeoisie ; et Prinzing lui-même, avec l'article 129, rétablit l'identité historique de cet Etat avec l'Empire, la République de Weimar et le Troisième Reich, qui lui a simplement criminalisé et détruit l'opposition extra-parlementaire d'une manière plus extensive que la République de Weimar et la République fédérale.

Finalement, cet article transmet l'autoreprésentation de la corruption politique de la justice, dans la mesure où il viole le postulat de la Constitution : « Personne ne doit être désavanta-

Office 1p
1A

Ld

gé à cause de... », etc., et où aujourd'hui, comme dans les années 1950, il fournit les principes de base pour la justice d'opinion, pour l'illégalisation de l'opinion.

C'est un article qui, dans le concept de l'Etat bourgeois, est dysfonctionnel par rapport à la prétention de la bourgeoisie d'être de par sa nature la classe politique. Il reflète, dans ce contexte de justification de l'Etat bourgeois même, le fait que le système capitaliste — est transitoire ; en tant que loi d'exception contre l'antagonisme de classes, qu'il conçoit ainsi, il brise l'idéologie de l'Etat bourgeois. En tant que loi d'exception, il ne peut produire aucun consensus, et ne peut en attendre aucun. En lui, monopole de la violence, parlementarisme et propriété des moyens de production sont mis sur le même plan. Bien sûr, cet article est aussi une expression de la faiblesse du prolétariat, ici après 1945. Il devait figer et geler de façon justicielle le statu quo, que le pouvoir d'occupation U.S. avait mis en place ici, avec le démantèlement de tous les germes d'organisation autonome et antagoniste. Toute la construction de l'Accusation, avec ses fictions, montre seulement, dans quelle mesure la superstructure impérialiste a perdu son rapport avec la base, la relation avec tout ce qui est vie et histoire. Elle montre la rigueur de la contradiction, dans la rupture entre société et Etat. Elle montre comment tous les intermédiaires entre la vie véritable et la légalité impérialiste se sont effondrés, dans cette dernière phase de l'impérialisme. Elles sont antagonistes. Le rapport est guerre, dans lequel la fonction de légitimation est réduite au camouflage du pur calcul opportuniste.

En bref : nous ne nous référons qu'au délit d'organisation, sur lequel Buback a fondé toute l'accusation — de la seule manière possible : par la propagande. Mais nous le faisons dans le sens de Blanqui, à savoir que l'organisation révolutionnaire n'est un crime politique qu'aussi longtemps que l'ordre ancien, celui de la propriété bourgeoise des moyens de production, qui nous criminalise, n'a pas été remplacé par un nouvel ordre, celui de l'appropriation, par la société, de la production sociale. Le droit, aussi longtemps qu'il y aura des classes et la domination de l'homme sur l'homme — est une question de pouvoir.

A propos de ces textes

Les textes qui suivent sont reconstitués à partir des procès-verbaux enregistrés sur bandes magnétiques au tribunal. Ils sont en partie incomplets, parce que ce qui est dit au procès est volontairement falsifié dans les procès-verbaux — ce qu'ont déjà prouvé des comparaisons. Depuis, le but de ses falsifications est devenu évident : elles sont utilisées pendant le procès contre les prisonniers.

Ce sont des justifications de requêtes et non des déclarations ; ce que nous avons essayé, c'est de faire des requêtes, puisque le Code de procédure pénale permet de les justifier, de véhiculer l'argumentation politique. Nous ne pouvions pas rédiger de déclarations, les razzias dans les cellules et les saisies permanentes ne laissant pratiquement aux prisonniers que les pauses entre les séances pour réfléchir puis développer leur argumentation au cours du procès lui-même. A certains moments, les prisonniers ont été constamment interrompus (ainsi Kühnert, du S.Z., a compté trente-huit interruptions par Prinzing dans une seule justification de requête d'environ trois quarts d'heure), avant qu'on ne leur coupe définitivement le micro. Maintenant, les requêtes ne sont plus acceptées. Il n'est pas possible non plus de les imposer, car il ne reste que deux défenseurs, dix-huit autres défenseurs ayant été refusés ou exclus par l'Accusation fédérale.

Andreas, le 5 juin 1975 — 2^e jour des débats

Nous n'avons pas du tout l'intention de parler de l'aspect juridique de ce procès — cela est secondaire —, tout son déve-

A propos de ces textes

Les textes qui suivent sont reconstitués à partir des procès-verbaux enregistrés sur bandes magnétiques au tribunal. Ils sont en partie incomplets, parce que ce qui est dit au procès est volontairement falsifié dans les procès-verbaux — ce qu'ont déjà prouvé des comparaisons. Depuis, le but de ses falsifications est devenu évident : elles sont utilisées pendant le procès contre les prisonniers.

Ce sont des justifications de requêtes et non des déclarations ; ce que nous avons essayé, c'est de faire des requêtes, puisque le Code de procédure pénale permet de les justifier, de véhiculer l'argumentation politique. Nous ne pouvions pas rédiger de déclarations, les razzias dans les cellules et les saisies permanentes ne laissant pratiquement aux prisonniers que les pauses entre les séances pour réfléchir puis développer leur argumentation au cours du procès lui-même. A certains moments, les prisonniers ont été constamment interrompus (ainsi Kühnert, du S.Z., a compté trente-huit interruptions par Prinzing dans une seule justification de requête d'environ trois quarts d'heure), avant qu'on ne leur coupe définitivement le micro. Maintenant, les requêtes ne sont plus acceptées. Il n'est pas possible non plus de les imposer, car il ne reste que deux défenseurs, dix-huit autres défenseurs ayant été refusés ou exclus par l'Accusation fédérale.

Andreas, le 5 juin 1975 — 2^e jour des débats

Nous n'avons pas du tout l'intention de parler de l'aspect juridique de ce procès — cela est secondaire —, tout son déve-

loppement montre mieux que toute interprétation son caractère arbitraire. D'autre part, et c'est ce que montre l'expérience, il est impossible de s'engager dans une défense pour laquelle les lois sont constamment changées (alors que le législatif ne suit pas) et où les lois sont adaptées et même ouvertement ridiculisées. Ainsi Zeiss (Accusation fédérale), qui est assis là-bas, s'est, paraît-il, procuré dans les dossiers de Haag, au cours d'une autre procédure et bien qu'il participe ici à ce procès comme procureur, tout le projet de notre défense une semaine avant le commencement de notre procès. Nous n'avons plus les manuscrits, c'est l'Accusation qui les a. Mais, pas plus que pour la dernière perquisition dans ma cellule, dirigée par Wiedera — qui lui aussi siège là-bas —, il n'y a pas eu pour cela de décision de justice.

Si nous avons modifié notre position, c'est que nous pensons que, dans cette pièce que représente le procès, du fait de l'organisation totale de la procédure par la Sûreté de l'Etat et le gouvernement — et même à ce niveau qui ne peut pas être le nôtre et où apparaissent les contradictions : la stratégie/contre-reaction dans la justice —, l'évidence de notre analyse et de notre stratégie se révélera.

Pour cela, j'ai besoin d'un défenseur. Mais, les trois avocats de mon choix, qui s'étaient préparés trois années pour mener une défense politique traditionnelle, ayant été exclus juste avant le début du procès — comme le dit Buback, « tactiquement au bon moment » (*Süddeutsche Zeitung*) —, l'avocat commis d'office ayant été criminalisé par les machinations organisées par l'Accusation fédérale et tout défenseur acceptant ma défense devant lui aussi s'attendre à être criminalisé (et ne parlons pas de la campagne diffamatoire qui s'abattra alors sur lui), il est devenu difficile de trouver un avocat. Dans la semaine que vous m'avez laissé, il m'a été impossible de trouver un avocat qui accepterait de me défendre, qui accepterait les persécutions que cela entraînerait pour lui de la part du B.K.A. et de l'Accusation fédérale.

C'est pourquoi je demande maintenant :

- 1) que la procédure soit interrompue jusqu'à ce que j'aie trouvé un défenseur (au moins pendant cinq jours) ;
- 2) que soient autorisées des conversations non surveillées

Voir, dans la partie documents, la déclaration de Siegfried Haag.

avec les défenseurs avant qu'ils acceptent ma défense, conversations au cours desquelles je pourrai leur exposer au moins rapidement notre conception de la défense.

C'est le premier point. D'autre part, vous savez que nous ne pouvons répondre à l'accusation collective que par une défense collective : c'est-à-dire que, compte tenu de notre absence d'intérêt pour ce festival policier organisé contre nous, nous n'accepterons de participer à la procédure que si nous sommes autorisés à nous consulter pendant les pauses de l'audience et entre les jours du procès. C'est une condition essentielle, l'Accusation ayant contrôlé tout ce qui a été dit et écrit concernant notre défense — par des perquisitions dans les cellules, aux cabinets des avocats, la saisie du courrier et l'installation d'appareils d'écoute dans les cellules réservées aux visites, appareils dont nous connaissons l'existence depuis l'été 1973. La Sûreté de l'Etat a surveillé tous nos contacts avec nos défenseurs depuis le début, ce que la nouvelle loi ne fait que légaliser.

Si comme nous supposons, vous n'acceptez pas le travail collectif pour préparer nos interventions au procès, après que les requêtes de nos avocats auront été refusées (ce qui est certain), nous expliquerons dans une « déclaration sur l'affaire » de moins d'un jour le développement et les conditions de la politique que vous avez à condamner ici, puis vous nous excluez. L'Accusation fédérale commencera alors son pénible exposé, et vous vous retrouverez tranquillement entre vous, entourés des mille policiers de l'appareil militaire qui accompagne ce procès.

Nous ne nous intéressons que très peu à ce qui se déroule ici : c'est sans importance, notre seul but étant la propagande. Tout au long de ce procès, il ne s'agit pour nous que d'expliquer, montrer ce qu'est ce procès, et par là ce que sont la stratégie et l'action réactionnaires qui s'y développent. Rien ne le montre plus clairement que la militarisation de ce procès. L'appareil ne peut pas comprendre, lui, la dialectique de son auto-représentation, car il en dépend, démontrant mieux que toute interprétation l'idéologie de l'Etat constitutionnel dans sa tentative de s'imposer. La manière surdéterminée et absurde dont il réagit devient un moyen de propagande pour l'insurrection. Par ses réactions, il révèle la transformation et la dissolution de l'Etat bourgeois et il montre en même temps combien notre stratégie est juste. Nous ne dirons plus rien à ce sujet si ce n'est pas possible autrement, car le langage de la guérilla est l'action, et vous serez bien obligés de l'entendre.

1^{er} juillet 1975 — 11^e jour du procès

Ce dont il s'agit ici, c'est de tout le processus de destruction du concept de défenseurs et du contexte dans lequel les défenseurs ont été d'abord exclus, puis criminalisés...

Ne m'interrompez donc pas, car tout cela se rapporte directement au sujet de cette affaire — bien que le terme d'« audience du procès » pour désigner ce qui se passe ici soit un terme bizarre.

Dans la procédure engagée contre nous, la fonction de la défense se réduit objectivement depuis longtemps à la protection des prisonniers contre la volonté d'extermination de l'Accusation fédérale, volonté dont les tribunaux et, plus précisément ici, la chambre devant laquelle nous comparaissons se sont faits les instruments. C'est parce que Prinzing se prête à cette entreprise qu'ils ont été choisis et qu'ils siègent ici. A l'heure actuelle, quarante-quatre prisonniers politiques sont soumis à l'isolement, ce qui signifie que quarante-quatre prisonniers politiques (et encore je ne parle que de ceux dont j'ai connaissance) sont soumis à la torture par isolement, dans le but de les briser, lorsqu'il est impossible de les exterminer. L'extermination, je l'ai expliqué, c'est le terme juste, car le prisonnier retiré de son contexte social est privé de conscience. Lorsque les processus d'apprentissage et de collectivisation qui ont constitué sa personnalité sont supprimés en tant que force matérielle dans sa conscience, il n'est plus qu'une marionnette. Ce processus de destruction, qui ne peut pas être contrôlé d'une manière précise, détruit le prisonnier physiquement. C'est ce que l'on a d'abord constaté dans le cas d'Astrid, et je suis certain que des experts neutres feraient la même constatation chez chacun des prisonniers soumis à l'isolement. C'est pour cette raison que Prinzing doit empêcher à tout prix la nomination d'experts neutres.

Le fait que ce projet — détruire psychiquement et physiquement les prisonniers — ait été un échec jusqu'à présent, du fait de notre résistance et des réactions qu'il a déclenchées, ne peut être dû, d'après l'Accusation fédérale qui a une compréhension criminalistique bornée des structures révolutionnaires, qu'aux avocats, et c'est pourquoi elle mène une campagne de persécutions contre eux et finalement les criminalise.

les faits

l,

(cf. Index)

l'ère

A cela, deux aspects :

— En me référant aux pièces du dossier, je pourrais démontrer que l'Accusation fédérale connaissait dès 1972 les résultats des recherches sur l'isolement à partir desquels ils ont conçus nos conditions de détention. Par la suite ont été développées les sections silencieuses et le programme psychiatrique devant s'appliquer à Astrid et plus tard à Ulrike à Ossendorf. Entre-temps, quinze prisons ont été dotées de sections silencieuses — encore n'est-il question que de celles dont nous connaissons l'existence.

Si je parle de cela ici, c'est parce qu'encore une fois, est mis en évidence le rôle traditionnel de la torture pour obtenir des renseignements, contrairement à la stratégie complexe que Buback avait prévue pour Ulrike : non seulement faire avouer, mais aussi utiliser le prisonnier brisé à des fins de propagande.

En criminalisant les avocats, Buback veut, comme il l'a dit, « couper toute communication », « rendre les cellules hermétiques ». etc. Autrement dit, perfectionner l'isolement qui, sans les avocats, serait total — cela, finalement, afin que les prisonniers soient enfin complètement livrés à leur programme.

— Autre aspect : Buback veut empêcher toute publicité autour de ce qui se passe dans les sections silencieuses, ainsi qu'il est précisé dans les mandats d'arrêt. Pour Buback, les avocats devenaient insupportables du fait qu'ils réussissaient à attirer l'attention de l'opinion publique sur l'isolement, la tentative de meurtre par scintigraphie, la tentative d'opération psychochirurgicale, l'administration de narcotiques sous la contrainte, les tortures dans les cellules de « tranquillisation » et, finalement, pendant la grève de la faim, sur le meurtre à partir du moment, donc, où il y a eu sur ces faits une certaine lumière, une mobilisation et une résistance contre la stratégie de counter-reaction.

L'Accusation fédérale ne conteste pas les mesures qu'elle prend en vue d'anéantir les prisonniers. Elle ne les dément pas, elle ne se justifie pas, elle ne prend pas position sur l'accusation d'assassinat : elle se contente de constater en ricanant que l'assassinat des prisonniers politiques est justifié. Les ricanements de Zeiss et Widera, sur lesquels la presse s'interroge, viennent de ce qu'ils sont parfaitement conscients de leur pouvoir et de la convergence avec le projet fasciste. Ils sont dus à l'assurance de la légitimité de leurs actes, de la nécessité de l'évolution réactionnaire de l'Etat et donc aussi des faiblesses de la gauche. Cette attitude est plus claire que les tentatives monotones de

Prinzling de contredire les faits par des démentis et par les falsifications dans ses notes de service, en contradiction même avec le Code de procédure pénale. Elle est plus claire parce que plus sûre d'elle-même. Tout comme dans l'ancien fascisme, le droit bourgeois est, pour la politique et la stratégie que l'Accusation fédérale représente — le nouveau fascisme —, seulement un terrain d'opération. Il y a dans l'appareil des situations où les interdépendances sont telles qu'elle doit violer le droit bourgeois. Mais le rapport de forces est tel qu'elle peut le changer quand elle en a besoin. C'est ce que montre la législation d'exception exemplaire promulguée pour cette procédure.

Nous ne pensons pas que la raison de l'arrestation de Croissant et Ströbele était d'essayer de justifier la liquidation de la défense en la criminalisant après coup — Buback sait pouvoir résoudre de telles contradictions. Le problème, c'est l'opinion publique internationale ; c'est aussi ce qui apparaît dans les mandats d'arrêt. Ce problème devait culminer maintenant, parce que l'opinion publique s'intéresse à ce procès, parce que Croissant et Ströbele, bien qu'exclus de la défense, ont continué à organiser des conférences de presse et parce que le meurtre de Siegfried Hausner / (Widera l'a reconnu ici même cyniquement) / (cf. Index) présente avec le meurtre d'Holger Meins une analogie frappante, qui devient dangereuse lorsqu'on la révèle et la rend publique, et qu'il y a dans cette analogie la preuve de la stratégie exterminatrice de l'Accusation fédérale. Après les initiatives de Croissant pour dénoncer la suppression de l'eau et l'alimentation forcée à Schwalmstadt, ses efforts désespérés pour sauver la vie d'Holger, l'Accusation fédérale, instruite par cette expérience, a empêché Croissant de voir Siegfried Hausner à Stammheim, bien que celui-ci fût son client. Lorsque Croissant eut des informations affirmant que Hausner n'était pas mort de ses brûlures mais de fractures du crâne et lorsqu'il fut évident que l'on essayait de le cacher, il a été arrêté. L'Accusation fédérale ne veut pas discuter les faits. Elle les étouffe. Elle part très justement du point de vue du pouvoir selon lequel les faits n'existent pas tant qu'ils ne deviennent pas publics. Les prisonniers sont muets et ce qu'ils peuvent dire lors du procès est passé sous silence par la presse du pouvoir. Dans ce système clos — cellules silencieuses, Accusation fédérale, tribunal, presse du pouvoir —, le seul point de contact avec l'opinion publique

.....

1, 1,

de

était constitué par les avocats. Ils ont été arrêtés parce que, dans l'idée de Buback, ils s'identifient à l'information internationale sur des méthodes dont il préférerait qu'elles restent dans l'ombre. Il n'y a pas d'autre raison à la procédure d'exclusion puis à leur arrestation. Les procès eux-mêmes ont relativement peu d'importance. Dans toute la procédure d'extermination des prisonniers, ils ne sont que des farces montées pour donner une façade de légalité, de légitimité, de transcendance de la légalité constitutionnelle, à des jugements que l'on utilise naturellement aussi à des fins de propagande et qui sont déjà décidés depuis longtemps au niveau gouvernemental... C'est du moins ce qui est tenté, et pour cela aussi les avocats sont gênants, parce qu'ils peuvent donner leur interprétation de ce qui se passe.

Bien que les procès n'aient qu'une fonction de propagande — fonction à mettre en rapport avec une stratégie de la réaction qui est devenue entre-temps complexe et surdéterminée —, la publicité autour de ceux-ci a déclenché les arrestations. Le prétexte — car, dans les mandats d'arrêt, il ne se trouve rien, je dis bien rien, qui ne soit déjà connu depuis un an et demi —, c'est la requête déposée contre Prinzing et la conférence de presse sur la mort de Siegfried Hausner, c'est-à-dire le danger que soient démontrés et rendus publics dans et par cette procédure :

1) le fait que Holger a été exécuté par l'Accusation fédérale en vue de briser la grève de la faim et que de son bureau Prinzing a été directement mêlé à cette exécution ;

2) les analogies entre le meurtre de Holger et celui de Siegfried Hausner, que Widera a avoué en ricanant, et ainsi la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale, cela devant l'opinion publique internationale ;

3) la dépendance totale du tribunal par rapport à l'Accusation fédérale, du fait du rôle joué par Prinzing dans le meurtre d'Holger et, par là même, un aspect de l'illégalité de toute la procédure.

Les avocats ont été exclus de la défense puis criminalisés pour la seule raison qu'ils insistaient sur l'obligation du respect de la légalité, bafouée par l'Accusation fédérale. C'était une initiative légale, et les prisonniers l'ont bien comprise dans ce sens. La défense — et c'est d'ailleurs la base de toutes les contradic-

tions entre les avocats et les prisonniers — ne pouvait s'appuyer que sur la légalité et l'opinion publique pour se battre contre le non-respect de la légalité, tandis que l'Accusation fédérale a mis en œuvre l'ensemble de l'appareil répressif de l'Etat pour étouffer l'argumentation fragile s'appuyant sur l'idée d'état de droit des avocats. Elle remplace — cela découle nécessairement — la légalité disparue par la répression et l'intervention de la police.

Je parlais des contradictions entre avocats et prisonniers, et j'aimerais à ce propos parler brièvement des lettres que cite si volontiers l'Accusation fédérale, certainement parce que leur langage, qui est aussi celui de la nouvelle gauche, qui a été celui de toute notre histoire et celui d'une partie des avocats, ce langage au moyen duquel nous communiquons lui apparaît déjà comme un crime mettant en danger l'Etat. Ce langage semble du moins éveiller les frustrations de cette couche de petits-bourgeois fascistes qui siègent dans les tribunaux. Je n'ai pas de raison de me justifier, mais nous réfléchissons déjà depuis longtemps et nous nous demandons s'il ne vaut pas mieux, puisqu'on publie des fragments falsifiés de nos lettres, rendre publique toute la correspondance nous-mêmes, plutôt que de laisser le gouvernement et la presse au service de la Sureté de l'Etat les utiliser à des fins de manipulation. Prenons par exemple la lettre de l'été 1974, dont l'Accusation fédérale cite des extraits et où il est question des rapports entre Schily et moi. Elle est l'expression d'une contradiction qui repose essentiellement sur le fait que Schily croit tellement à l'« Etat de droit » qu'il a conseillé à Cat Hammerschmidt de se constituer prisonnière, ce qui a entraîné sa mort. Tandis que moi, évidemment, du fait de notre expérience et de notre politique, je n'y crois pas. Il est possible qu'insister sur le respect de la légalité peut produire une dynamique progressiste-révolutionnaire, dans la mesure où l'Etat lui-même bafoue sa propre légalité et se dresse ouvertement contre elle. Comme le dit à peu près Gramsci : « La révolution prolétarienne peut se référer aux valeurs de la révolution bourgeoise dans la mesure où le développement du capital et de l'Etat impérialiste amène nécessairement ceux-ci à les nier, afin de les redécouvrir ensuite pour en faire ~~comme~~ des armes insurrectionnelles. »

C'est ce que dit le texte de 1973 qu'on reproduit toujours : « Pour les procès, cela signifie qu'ils sont dialectiques, qu'ils

2. Voir, dans les documents, la déclaration de Croissant à la presse.

(cf. Index)

18

6

0170

66

sont politiques, dans la mesure où ils accentuent la contradiction secondaire entre justice et justice de classe, entre justice "apolitique" et justice politique, entre justice dépendante et indépendante. Et ils le sont, puisqu'eux seuls peuvent complètement faire se développer le concept bourgeois de justice. Et ils le peuvent, parce que dans les procès politiques la contradiction secondaire apparaît dès le départ, parce que dans cette relation essentielle qu'ils constituent les serviteurs de l'Etat sont dès le départ dans une position défensive. »

Dans le procès politique, les avocats sont donc les juristes et, en tant que juristes, ils sont politiques : des politiques certes « activistes », de la tendance révolutionnaire — progressiste de l'histoire, en quelque sorte des « éclaireurs » qui auraient des craies, une baguette et un tableau noir pour écrire : « Voici les manques de preuves. » C'est ainsi que ce manque révèle lui-même son propre caractère : la politique. C'est justement cette possibilité, pour ainsi dire de « recherche et d'enseignement », dans l'intérêt du peuple, que n'ont pas les juges et les avocats de l'Accusation, au contraire des avocats de la défense. C'est grâce à ces derniers que les premiers se montrent alors, une fois démasqués, tels qu'ils sont vraiment sous leurs habits de politiciens : de sombres réactionnaires, des « dévoreurs » de communistes, des gratteurs de papier. C'est pour cette raison que les avocats sont une part — certes importante — de la stratégie du front populaire. Et il s'agit actuellement, étant donné la faiblesse de la base, d'établir d'abord une démocratie, d'établir une « opinion publique », ce qui est naturellement une des premières conditions pour le prolétariat. Il s'agit d'abord de défendre et d'élargir le terrain pas à pas, de préparer le terrain sur lequel les différentes parties du peuple pourraient dans un premier temps se réunir dans la lutte antifasciste et sur lequel elles seront en dernière analyse réunies. (Ströbele et Schily avaient déjà bien cette fonction dans le procès de Mahler.)

Mais nous tenons pour faux le légalisme des avocats, tout ce niveau d'argumentation immanente (c'est-à-dire se bornant à rester dans le cadre de la légalité), parce qu'il perd tout son potentiel politique — la défensive érigée en programme est donc non politique —, dans la mesure où les groupes traditionnels qu'ils représentent, le vieil antifascisme, l'humanisme bourgeois, ont été détruits par l'évolution du capital dans le processus de prolétarianisation, de dépolitisation et de refus de l'idéologie ; ils ne jouent plus de rôle dans le contexte de la société ac-

tuelle, ils sont refoulés dans un rôle défensif, ou bien encore ils se sont radicalisés et pratiquent une politique révolutionnaire.

Les avocats socialistes se trouvent dans la situation grotesque d'être les derniers défenseurs de l'« Etat de droit » bourgeois. Nous acceptons leur argumentation, bien que le maintien de l'Etat bourgeois — de l'« Etat de droit », pour se servir de cet euphémisme — ne soit certainement pas notre problème. Nous l'acceptons tant que l'action des avocats révèle publiquement et devant le tribunal l'aspect révolutionnaire de la contradiction, tant qu'elle permet la propagation de nos idées, dans la mesure où elle fait apparaître la contradiction fondamentale dans la constitution (contradiction qui devrait nécessairement s'accroître dans le processus de restauration capitaliste) par rapport à la politique de pouvoir du capital qui a empêché dès le départ que la constitution soit réellement appliquée ; la constitution est devenue indéfendable là où elle ne correspond plus à la nouvelle fonction de l'Etat dans le processus de production et de reproduction du capital. Cela veut dire aussi que l'action des avocats renvoie à la solution révolutionnaire. Dans la fragilité de cette tentative — protéger les intentions de la constitution contre le processus de fascisation —, dans son manque de perspectives, se trouve pour nous la nécessité d'en arriver à la négation radicale, autrement dit à une politique révolutionnaire.

Déclaration faite le 9 juillet 1975, sur le problème de l'acceptation par les autorités de médecins indépendants⁶ et sur l'aptitude des prisonniers à comparaître — 15^e jour du procès

... Pour ce qui est de Fauschke, il est maintenant connu qu'il a rédigé un rapport d'autopsie sur la mort de Siegfried Hausner en contradiction complète avec les conclusions du médecin de la prison de Stuttgart-Stammheim et des médecins de la clinique universitaire de Stockholm.

Fauschke a été choisi pour rédiger le rapport d'autopsie tel qu'il est aujourd'hui. Ce qui est prouvé, c'est que Fauschke est un médecin dépendant directement de la Sûreté de l'Etat, c'est-

⁶ La défense a demandé que soit cité le médecin hollandais Teuns. Il a été refusé avec l'argument selon lequel « Teuns a publié dans le *Kursbuch* un article sur la privation sensorielle et la torture et signe une résolution protestant contre la narcose forcée à Ulrike Meinhof. De ce fait, il n'est pas impartial. »

13

1 R

1 R
1 R

13

à-dire que ses déclarations en tant qu'expert peuvent être influencées par la Sûreté de l'Etat. A cet égard, sa fonction a consisté ici à masquer les véritables causes de la mort de Siegfried Hausner, c'est-à-dire les coups de crosses que celui-ci a reçus à Stockholm et qui ont causé des blessures d'une telle gravité qu'il est mort à Stammheim d'une fracture de la boîte crânienne.

Je dirais que, d'une manière générale, le problème qui se pose de déterminer correctement, c'est-à-dire d'une manière qui soit médicalement défendable, notre aptitude à comparaître, est du même ordre que celui que nous posons en demandant que nous soient accordés des médecins de notre choix, c'est-à-dire des médecins désignés par la défense. Parce que, en raison de l'importance stratégique pour cette procédure du problème de notre aptitude à comparaître, l'Accusation fédérale, la Sûreté de l'Etat et la cour ne nommeront que des experts dont les conclusions sont acquises d'avance, qu'il y ait ou non examen médical. C'est ce qui ressort de la phrase de Henck où il dit que les tests, c'est-à-dire des méthodes de diagnostic qui seraient plus sûres que les conclusions qu'il tire simplement de ce qu'il voit à l'œil nu, pourraient tout au plus confirmer son affirmation selon laquelle les prisonniers sont aptes à comparaître, et c'est ce qui ressort de la demande de l'Accusation fédérale de faire procéder à un examen médical sous la contrainte, demande qui est en fait un ordre, mais que l'Accusation fédérale tente de masquer en le présentant sous la forme d'une réponse à la requête des avocats qui demandaient que soit enfin autorisé l'examen par un médecin de notre choix. Ici même, vous, Prinzling, vous avez dit la dernière fois à l'audience qu'il y avait contre le droit à un examen pratiqué par un médecin de notre choix des objections pour « raisons de sécurité ». C'est ainsi que vous l'avez formulé. La vérité, c'est que tout diagnostic pratiqué par un médecin indépendant de la justice et sur lequel vous savez très bien à quoi vous en tenir, sinon vous ne chercheriez pas par tous les moyens à les empêcher, présente vraiment des problèmes de sécurité.

Ces objections pour raisons de sécurité, la cour les a déjà fait valoir à propos du diagnostic concernant l'état de Holger Meins. Ce sont ces mêmes raisons de sécurité que l'on avance à propos du refus opposé à notre demande d'être examinés par un médecin de notre choix. Ce sont les mêmes enfin que l'on a fait valoir pour refuser un examen médical de Katharina Ham-

merschmidt et pour refuser le ~~transfert~~ de Siegfried Hausner dans un hôpital. Je dirais, pour ce qui concerne les conséquences de ces mesures, que votre ~~raison~~ de la sécurité peut être ramenée à cette idée (de même que la conception qu'a la Sûreté de l'Etat de la sécurité intérieure) : vous menez une guerre, et il y a un risque pour la sécurité tant qu'un seul d'entre nous est vivant. Ou bien encore, pour les juges au service de la Sûreté de l'Etat que vous êtes, jusqu'à ce que soit anéantie la partie de la R.A.F. qui est en votre pouvoir. En déterminant vous-mêmes l'état de santé d'un détenu, vous voulez éviter d'en déterminer les causes. C'est évidemment une stratégie consciente. J'ai ici cinquante décisions de la cour par lesquelles celle-ci a ordonné la saisie de numéros de journaux, parce qu'il y était dit que l'isolement est une torture. Et l'un des arguments stéréotypés, monotones, qui revient toujours est que cela constituerait une atteinte à l'honneur du personnel de la prison ou du tribunal.

Entre-temps, un tribunal de Cologne a confirmé indirectement que l'isolement est bien une torture, et, dans l'intention de celui qui ordonne ainsi que dans les effets qu'il produit objectivement, il ne fait aucun doute que l'isolement est une méthode perfectionnée scientifiquement pour extorquer des déclarations, qu'il est appliqué dans cette intention, qu'en cela c'est bien une forme de torture. L'isolement correspond donc tout à fait aux critères qui définissent la notion de torture.

Déterminer les causes de l'état de santé des prisonniers montrerait la responsabilité de la cour qui a décidé et ordonné les conditions de détention, ou ne les a pas modifiées et les maintient en vigueur, et il pourrait en résulter, de façon tout à fait hypothétique, une situation gênante où il deviendrait évident que le tribunal et l'Accusation fédérale ont rendu eux-mêmes impossible le déroulement de la procédure par leurs mesures contre les prisonniers, qu'ils auraient rendu eux-mêmes incapables d'assister à la procédure du fait de l'isolement. Henck a dit que les conditions de détention que nous connaissons encore actuellement sont, dans toute son expérience et sa pratique longue de vingt ans, uniques en leur genre. Les effets sont aussi uniques en leur genre. A propos de Henck, disons encore ceci : en ne s'attardant pas sur la spécificité des conditions de détention, soit parce qu'il ne connaît pas les résultats des recherches sur l'isolement, soit — et c'est plus probable — parce que, dans ses efforts étranges pour parvenir à rédiger un rapport d'expert-

1/transfer

tise ou quelque chose d'approchant, il ne les a pas pris consciemment en considération, il prouve ou l'insuffisance de sa qualification, ou sa partialité, ou, ce qui est plus probable, les deux à la fois, bien que Henck, psychiatre des prisons et unique expert, soit le seul qui soit intervenu avec efficacité sur l'état de santé et qui prétende pouvoir tirer des conclusions sur ce problème.

Mais en fait nous ne sommes pas sûrs que Henck ne soit pas qualifié, car il a parlé lors de sa première audition d'hallucinations et de régression observées pendant l'isolement, comme s'il connaissait les recherches de Shallic ou de Gross. Ce que cela signifie est clair. Henck est le psychiatre de la prison. Dans cette mesure, Fauschke a refusé de tenir compte de ses compétences — c'est le terme qu'il emploie.

R/ A ce propos, je veux citer ce que Gross dit sur le problème de l'isolement : « C'est seulement après l'effondrement du fascisme allemand, qui durant ses années de domination a fait de ces méthodes illégales l'un des moyens principaux pour se maintenir au pouvoir, qu'il a été possible de compléter dans une large mesure la connaissance du problème, grâce aux indications données par les personnes torturées et en interrogeant les responsables et leurs complices, parfois même en menant une enquête sur les faits eux-mêmes (dans les prisons nazies et dans les camps de concentration).

Ainsi, au tribunal de Nuremberg, et peut-être pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, on a pu présenter un matériel d'accusation très complet contre ces pratiques criminelles qui ont pu être attestées de façon objective et étayées par les faits.

Müller-Heggeman (1962-1963), qui a étudié ce matériel et qui l'a encore complété par la suite, par l'analyse d'anamnèses de victimes ayant survécu aux persécutions nazies, a concentré son attention plus particulièrement sur le rôle qu'ont joué dans ces méthodes l'isolement social et la privation sensorielle, comme par exemple la détention individuelle, renforcée éventuellement par la détention dans des cellules obscures ou par le fait que le prisonnier était attaché. Sur 100 personnes examinées par l'auteur, 88 avaient passé au cours de leur détention au moins quelques mois en détention individuelle. Parmi celles-ci, 15 au moins pendant une durée de deux à trois ans (j'aimerais rappeler, à ce sujet, que les prisonniers ici sont totalement isolés depuis trois ans et deux mois) et 11 pendant une durée de quatre à

sept ans. La majorité des prisonniers a subi cette détention individuelle durant la période de la détention préventive qui durait en moyenne de quelques mois à ~~une~~ année, parfois aussi plus longtemps. Cette période, toutes les personnes interrogées la désignaient comme ayant été le sommet le plus difficile de toute la détention, parce que la Gestapo cherchait par tous les moyens à extorquer les aveux des prisonniers gardés en détention préventive.

Je dis cela à Henck parce que, dans la psychiatrie de Foren à laquelle il a eu recours, l'isolement n'apparaît pas, de même que tous les phénomènes résultant de la privation sensorielle, parce qu'ils sont des conséquences de la torture. On ne peut donc pas non plus les faire entrer dans le cadre des psychoses de la détention ; ils sont la conséquence d'une méthode scientifique perfectionnée, aux buts bien précis, par laquelle la Sûreté de l'Etat tente de briser les prisonniers politiques, et ils sont aussi sans précédents.

La Sûreté de l'Etat utilise l'isolement pour extorquer des déclarations aux prisonniers ou bien, comme dit Boeden, le directeur de la section « Terreur » du B.K.A., « pour les faire cuire à petit feu » et exploiter ensuite leurs déclarations à des fins de propagande, et cela est un aspect essentiel. Donc ce n'est pas seulement pour extorquer des déclarations, mais aussi pour produire ensuite les prisonniers brisés devant l'opinion publique comme preuve ou comme indice contre le groupe, la politique du groupe.

Le problème, dans cette affaire, c'est que la destruction de la personnalité, la destruction de l'intelligence, la destruction de l'identité politique — destruction qui abolit toute l'histoire consciente et inconsciente du prisonnier —, est impossible sans que soit en même temps détruit son corps. Le projet de l'Accusation fédérale est alors visible et devient un problème dans les moments où intervient l'opinion publique, opinion publique qui n'apparaît plus que dans le procès où il faut bien pourtant produire le prisonnier.

Cela signifie que l'une des intentions de l'isolement, être une torture *invisible*, ne peut être réalisée. C'est pourquoi une loi (la loi 23/1a) promulguée pour ce procès autorise sa poursuite même lorsque les prisonniers ont été reconnus incapables de comparaître ; et le projet de cette loi, qui est une initiative de la Sûreté de l'Etat, est de faire constater dans une audience non publique notre incapacité à comparaître en leur en donnant natu-

rellement la responsabilité, car, bien sûr, selon l'argumentation de la justice, ce sont les prisonniers qui sont « coupables » — c'est l'expression employée — du traitement qu'ils subissent.

C'est ce que prétendent invariablement depuis trois ans les ministres de la Justice. Nous sommes nous-mêmes responsables, bien que dans une situation défensive extrême, puisque prisonniers et soumis à l'isolement dans des cellules silencieuses, responsables de l'isolement prolongé et donc de la stratégie d'extermination de l'Etat. Cette argumentation, l'Accusation fédérale l'a reprise et étendue lors du meurtre d'Holger Meins. Dans sa prise de position à propos de la requête de récusation, elle a affirmé que Holger Meins avait accepté le risque (le marché) de sa mort — et nous retrouvons ici encore le même principe absolu de l'Accusation : le marché. Encore une fois, le projet de cette loi équivaut à une légalisation de la torture.

En ce sens, cette loi est vraiment unique en son genre, comme l'a dit Vogel, le ministre de la Justice. Une telle loi n'existe qu'en République fédérale. Elle montre bien comment le fascisme s'impose à partir et dans l'Etat de droit. Légalisation de la torture, cela signifie qu'est créé le préalable légal d'une contre-tactique qui emploie la torture et fait par là de la torture une stratégie institutionnelle contre l'extension de la guérilla urbaine. Mais le gouvernement et, bien sûr, l'Accusation fédérale sont parfaitement conscients du fait que la guérilla va s'étendre, que cette phase est terminée où la guérilla serait la souris et l'Etat le chat, cette phase où l'on croyait pouvoir étouffer notre politique en emprisonnant un noyau de militants.

Dans la fonction que cette loi remplit dans la procédure se reflète la privation totale de droits des prisonniers. A ce propos, la presse — je crois que c'est Kühnert qui l'a décrit — en vient à un retournement des faits complètement absurde, affirmant que ce serait un truc de notre part, dans notre tactique, que de persister à réclamer la restitution de nos droits afin de montrer par là que nous en sommes privés. En d'autres termes, pour faire savoir que ces droits dépendent du bon plaisir et montrer ainsi l'arbitraire de l'Etat. C'est faux. Là n'est pas le problème. Nous combattons pour nos droits, et dans ce cas précis pour le droit de choisir un médecin, droit garanti par la Convention des droits de l'homme et qui figure dans cette déclaration de l'O.N.U. qu'on a citée ici un certain nombre de fois — législation qui, autant que je sache, est encore en vigueur ici. Nous luttons pour ces droits parce que nous sommes conscients sim-

plement, et l'expérience le prouve, que, pour l'Accusation fédérale, l'assassinat des prisonniers politiques n'est qu'un problème technique et que la méthode à employer ne relève pour elle que d'un calcul d'opportunité. Cela n'est en rien exagéré. Du fait de la privation des droits dont sont victimes les prisonniers, c'est-à-dire, dans ce cas précis, du fait que, malgré les innombrables moyens de la justice — comme on dit — qu'ont les avocats, on a refusé aux prisonniers le droit de choisir leur médecin ; au cours des huit derniers mois, trois prisonniers ont été liquidés en prison, et je sais d'au moins dix prisonniers que l'isolement les a tellement détruits physiquement qu'ils ne pourront plus se rétablir.

C'est toute la dimension du problème des médecins, et le tribunal le sait. Ce que Prinzing et la cour tentent de sauver à tout prix, c'est l'organisation d'une détention qui vise à l'anéantissement du prisonnier et dans laquelle les médecins dépendent du système de la prison, ou plutôt les experts choisis par l'Accusation fédérale qui les pré-informe et les conditionne, jouent un rôle central.

Prinzing, vous avez dit récemment, à propos de notre revendication de pouvoir choisir nous-mêmes notre médecin : « Il y a quelque chose derrière cette revendication. » Je le répète encore une fois, ce qu'il y a là-dessous, c'est le fait que les médecins de prison, dans leur diagnostic et en fin de compte dans leurs motivations qui ne sont jamais des thérapies mais des moyens d'exécution, sont déterminés par les pressions de l'Etat et pratiquement pas par des critères médicaux.

Le problème de la pression qu'exerce l'Etat a été néanmoins soulevé pour la première fois à Munich, lors de la conférence des médecins experts, et a été l'un de ses thèmes. La pression de l'Etat y a été définie comme ce qui détermine la situation des médecins experts.

Henck en est un exemple. La relation que nous avons avec Henck est une relation de contrainte, c'est-à-dire que — tel que cela apparaît dans vos résolutions —, « au moyen d'une contrainte directe par l'intermédiaire de six à huit fonctionnaires, il a pratiqué à Stammheim, pendant la grève de la faim, l'alimentation forcée, dénommée par un autre médecin de la prison, un vrai sadique, "l'orgie au tuyau" ». Dernièrement, j'ai expliqué que c'était une torture physique. En effet, on nous fait ingurgiter de force trois litres de liquide en une heure, pendant qu'on nous maintient attachés par toute une série de saignées et que

nous sommes dans l'impossibilité de faire un mouvement. Voilà notre relation à Henck. Ce qui caractérise aussi nos relations avec Henck, c'est qu'en tant que psychiatre — et la psychiatrie est une relation discipline sur laquelle nous savons beaucoup de choses par la psychanalyse — il ne pouvait pas ne pas constater, puisqu'il y était confronté, les effets destructeurs de l'isolement.

Il a donc constaté ces effets, mais il ne peut et il ne pouvait pas les modifier, du fait de sa position de médecin de prison et parce qu'un médecin de prison sert avant tout la prison. Ce que Henck estime nécessaire en tant que médecin est sans intérêt. C'est ce qu'ont montré toutes ses initiatives ces dernières années, pour changer les conditions de détention à la suite de ses conclusions en tant que psychiatre. Il les a en effet qualifiées — j'ai là quelques citations — malgré tout de « destructrices », d'« inhumaines » ou encore d'« irresponsables ».

Quand vous avez donné l'ordre de procéder à des examens de force et à l'alimentation forcée, Henck était à Stammheim l'homme responsable, et dans cette mesure cette affaire est devenue son problème ; en tant que médecin de prison, il ne pouvait absolument pas refuser d'obéir sans perdre son boulot.

Et c'est la même chose ici, maintenant : s'il constatait ouvertement notre inaptitude à comparaître, comme il le fait parfois — car quelle serait, sinon, la signification de cette formule qu'il a prononcée : « inaptitude à comparaître sauf si des pauses sont ménagées » ? —, il mettrait vraiment en danger ses moyens de survie, c'est absolument certain. Personne ne peut en douter qui connaît les manœuvres de l'Accusation fédérale et les pressions qu'a exercées le ministère de la Justice du Bade-Wurtemberg au moment de la grève de la faim. Nous avons fait là un grand nombre d'observations...

Déclaration faite, le 9 juillet, après la réponse de l'Accusation fédérale à propos encore une fois de l'isolement/torture et de la détention exterminatrice

... Ce n'est qu'une contradiction apparente, la contradiction entre notre état, notre état véritablement désolant, et les efforts que nous faisons pour mener politiquement ce procès. Nous essayons, évidemment, mais la question est bien de savoir combien de temps nous le pourrons. Et aussi dans quelle mesure

nous le pouvons. Là, il n'y a réellement plus aucun rapport entre nos capacités d'avant, le niveau intellectuel normal, la capacité, d'argumenter qui serait normale pour nous, et ce que nous sommes réellement capables de faire actuellement.

J'ai dit que nous savions que les nouvelles technologies de torture sont développées en R.F.A. Il existe par exemple le projet appelé « camera-silens¹ » ; il y a d'autre part l'échange permanent de spécialistes entre le B.K.A. et les régimes réactionnaires du tiers monde, etc. ; et tout cela sera utilisé tôt ou tard contre nous aussi. Mais cela appartient aux conditions du combat, conditions que nous avons acceptées quand nous avons décidé de combattre. Savoir cela et faire l'expérience que ce système, cet Etat, est capable de faire et prêt à faire les choses les plus inhumaines font partie des conditions de cette décision.

Nous ne nous plaignons donc pas et nous n'accusons pas non plus. Ce serait banal, parce qu'il n'y a pas d'instance ni de consensus auquel nous pourrions adresser notre plainte. Il s'agit en dernier lieu de décrire des souffrances. Le contraste produit par des prisonniers écorchés est absolument sans effet. C'est, je dirais, un phénomène manifeste, visible. Nous croyons — du moins quelquefois — qu'il peut être visible. Mais il est impossible qu'il soit l'instrument d'une politique révolutionnaire ; il est ambigu parce qu'il est déterminé par la réaction, par l'aspect réactionnaire de la contradiction, c'est-à-dire par la répression. Il y a par exemple peu de rapports avec les contenus libérateurs de la stratégie révolutionnaire que l'on veut condamner ici.

L'argumentation des avocats est justement une argumentation de défenseurs, et ils sont ici certainement plus les défenseurs de la garantie minimale des droits de l'homme, du droit bourgeois, etc. — comme le dit Heldmann, de ce qu'il reste de la constitution —, que nos défenseurs.

Il est inévitable que les avocats problématisent ici la misère des prisonniers, qu'ils s'en tiennent à leur argumentation en citant cette misère comme exemple ; ils sont déterminés par le rapport de forces tel qu'il est maintenant, tel qu'il est encore...

... Il s'agit à peine même de la représentation des tortures, des souffrances, bien que nous soyons sûrs que l'absence de possession, condition nécessaire pour ce combat et condition sans laquelle il ne peut être mené, est une expérience nécessaire

¹. Voir, dans les documents, le texte « Camera-silens ».

et qu'elle n'apparaît que dans le combat et la douleur. La non-possession devient ici absolue, car personne ne possède moins que le prisonnier soumis à l'isolement dans une cellule silencieuse.

L'isolement soumet les prisonniers à un processus de destruction dans lequel lui est enlevé ce qui fait de lui un homme — les relations sociales —, et la privation sensorielle détruit ses capacités de perception sensorielles en supprimant ce qui permet ces perceptions : les objets. Ce n'est pas l'organe, la faculté d'entendre, de voir, etc., qui sont détruits, mais le contexte social sous la forme de la communication acoustique, etc., qui est supprimé, c'est-à-dire le médium de la communication avec la réalité sociale — et donc, pour celui qui est isolé, la réalité elle-même.

... Les processus d'apprentissage de chacun et du groupe, et le mouvement de refus radical du système, qui permettent le développement de notre politique, en souffriront sans doute aussi.

... Mais il ne peut jamais s'agir ici de la représentation de la douleur pour elle-même. Ce dont il s'agit — et cela vous devez l'empêcher —, c'est que les faits apparaissent dans leur réalité, qu'ils sortent du système clos « justice, Sécurité de l'Etat, prison, cellules silencieuses et media », c'est-à-dire les media devenus instruments de la stratégie d'extermination ; c'est de montrer la réalité de la détention exterminatrice, de ce qui se passe réellement, de ce qui est déjà possible, de ce qui constitue la perspective, de ce qui est exemplaire dans ce qui se passe contre nous, prisonniers de la R.A.F., de ce qui est anticipé ici. C'est important, pour que tout ce qui se passe ici depuis trois ans et demi contre les prisonniers politiques puisse au moins dans sa dialectique constituer un exemple, afin que le combat que les prisonniers mènent contre leur extermination — combat qu'ils vont perdre, cela nous le savons — puisse devenir un combat, ou devienne un combat qui produise le combat. C'est cela qu'impliquent le thème de la torture et sa description, et par cette description ambiguë de prisonniers torturés. C'est de cela qu'il s'agit.

Prinzing l'a bien compris, et il le combat par tous les moyens, même par des moyens ouvertement illégaux, l'Accusation fédérale et la cour ici, afin d'empêcher toute explication, toute possibilité d'information, toute mobilisation et toute organisation contre cet appareil à partir de la contradiction que représente ce procès.

Réponse à la requête de l'Accusation fédérale de refuser la suppression de l'isolement

Ce qui est frappant dans l'argumentation de l'Accusation fédérale, dans la mesure où l'on peut parler d'argumentation, c'est la construction pitoyable. Ils ont l'appareil, le pouvoir et le public qui, par la presse, se range derrière la Sécurité de l'Etat. Pourtant, quand on examine leur prise de position, le contenu n'est vraiment que bêtise cynique.

Evidemment, cela n'a pas d'importance : l'Accusation fédérale et le Sénat (deuxième chambre du tribunal de Stuttgart) tirent la corde par le même bout. On n'attend pas d'eux une argumentation convaincante ; ils ont d'autres moyens de convaincre.

J'examine la prise de position d'après le protocole.

Nous sommes isolés. L'Accusation fédérale prétend — c'est le premier point — que nous ne sommes pas isolés, que nous ne sommes donc pas installés dans une section spéciale séparée du reste de la prison, et cela parce que nous disposons de cellules doubles, ou de cellules plus grandes qu'il n'est d'usage.

A ce propos, on peut constater que, en dehors d'un bref laps de temps pendant la grève de la faim où nous pouvions nous parler deux par deux pendant quelques heures de la journée, nous avons été, pendant les trois dernières années, *totallement* isolés à l'intérieur de nos prisons respectives. Ulrike a passé presque un an dans une section silencieuse, soumise à un programme de lavage de cerveau par privation sensorielle sous la direction d'un psychiatre. Les quatre prisonniers et celui qui n'est pas ici parce que l'Accusation fédérale a fait le nécessaire pour sa mort, ainsi qu'environ quarante autres prisonniers politiques, ont été soumis à une privation sociale totale (et le sont encore) ; une partie d'entre eux également subissent la privation sensorielle, ainsi Margrit Schiller à Lübeck et les quatre prisonniers qui ont occupé l'ambassade de Stockholm.

L'Accusation fédérale passe sous silence ce qui signifie ce que je viens de dire, à savoir que c'est une machinerie conçue scientifiquement qui exclut tout contact social. Quand Zeis oppose à cela que nous aurions la possibilité, dans cette section, d'établir des « contacts par communication orale » à une distance de vingt mètres, par une fente large d'un centimètre, donc un système clos avec pour seul contact social pendant des mois uniquement une voix, eh bien, cela en dit long sur le genre de

LS
le

que c'est

personnage/ Dans la situation d'isolement total, on nous laisse pour ainsi dire cette fente d'un centimètre afin d'obtenir des informations sur les rapports des prisonniers. L'acoustique de leur partie de la section étant différente, Gudrun et Ulrike n'ont absolument pas la possibilité de communiquer ensemble.

Voilà nos conditions de détention, dont la durée et la rigueur dépassent les dispositions prises par la Sécurité de l'Etat du III^e Reich dans la tradition duquel vous êtes ici, et vous venez argumenter. Faut-il ajouter que dans une situation d'oppression extrême il n'y a rien dont les hommes aient davantage besoin que de rapports sociaux ?

Heinz Brandt, du Syndicat métallurgique I.G.-Metall, qui a passé cinq ans dans un camp de concentration, a constaté que la détention par isolement relève davantage de la torture que de la détention en camp de concentration et que la détention en camp est plus supportable que l'isolement. A cela il faut ajouter qu'à l'époque la privation sensorielle dans une section silencieuse comme celle où Ulrike a passé presque un an n'existait pas, mais uniquement la forme de privation sociale à laquelle tous les prisonniers de la R.A.F. ont été soumis en partie depuis quatre ans.

Sur cela, la taille des cellules ne renseigne pas. Il est exact que je suis dans une cellule double — après avoir été pendant deux ans et demi dans un trou pratiquement sans fenêtre —, et peut-être que les cellules de Gudrun et d'Ulrike sont plus grandes que celles d'autres prisonniers, mais nous ne l'avons jamais demandé. Un prisonnier ne choisit pas sa cellule, et ce que nous demandons c'est simplement d'être traités comme les autres prisonniers, quoique cette demande n'ait pas de chance d'aboutir. Car l'Accusation fédérale, qui prétend ici que l'isolement, la section, la torture, la privation sociale et sensorielle sont des privilèges, privilège de torturer des prisonniers politiques que nous sommes, pour obtenir des dépositions ou pour les briser, ne s'arrêtera pas, parce que l'isolement et la torture font partie des méthodes de leur tactique contre-révolutionnaire.

Zeig dit que nous disposons de ceci, de cela... Pourquoi ne dit-on pas dans cette énumération que nous disposons pas seulement de ces cellules, mais de tout un étage et, au détriment d'autres prisonniers, d'une surveillance de six à dix gardiens, d'un palais de justice spécial comme ici, d'un tribunal spécial, de lois spéciales et d'avocats spéciaux, car commis d'office, imposés, sans compter l'assistance très coûteuse et le privilège spé-

cial d'une armée d'un millier de policiers à Stuttgart, rien que pour cette procédure ?

C'est de la merde, cette sorte d'argumentation de l'Accusation fédérale qui ne devient concevable que si l'on voit derrière elle la volonté d'extermination. Ce n'est pas nous qui disposons, c'est l'appareil qui dispose de nous, c'est-à-dire d'une totalité planifiée et organisée scientifiquement qui est unique. Et cette disposition de nous ne doit pas rester physique, car le sens de toute cette mesure — l'isolement — c'est de briser la volonté et l'identité des prisonniers, donc d'arriver à disposer de son psychisme.

Il est faux que nos cellules soient ouvertes quinze fois par jour. Il y a des jours où elles ne le sont que quatre fois, ce qui signifie que nous sommes pour ainsi dire seuls et enfermés vingt-trois heures par jour. Et, quand ils rétorquent à cela le soi-disant établissement de contacts sociaux avec les gardiens — qui *n'existent pas*, parce que nous leur parlons pratiquement pas —, eh bien, cela veut tout dire.

Toute cette production débile et cynique de l'Accusation fédérale a pour but de tromper l'opinion publique ; par exemple, il n'y a évidemment pas de possibilité de jouer au ping-pong. Seulement, ils font publier cela de temps en temps — comme ce truc de télévision —, parce que personne n'*est* évidemment le ping-pong avec la torture. En réalité, cela n'a jamais été possible. J'ai pourtant lu dans tous les journaux que nous avons la possibilité de regarder la télévision, mais cela n'a été en fait possible qu'une fois en six mois, et à ce propos on pouvait constater que, contrairement à ce qui se passait pour tous les autres prisonniers, ils avaient choisi des horaires pendant lesquels passent exclusivement des émissions pour enfants — nouveau cynisme de la prison et du Sénat.

La cage sur le toit est vide quand nous y sommes. Je l'ai déjà remarqué ailleurs : nous avons passé six mois à Stammheim avant de voir, par hasard et de loin, un autre prisonnier.

Ensuite, il est marqué dans le protocole que nous sommes isolés pour notre protection, parce que les autres prisonniers nous « refusent, pour ne pas employer une expression plus forte » (auraient-ils dit, selon le protocole). Cependant, ils craignent que nous ne provoquions des révoltes (« provoquer » aurait été leur expression). Bon, entendons-nous sur les mots : si quelqu'un provoque, c'est l'Accusation fédérale, mais cela n'a pas l'air d'aller tout seul, vu la répression renforcée dans les

associe

ls

l ne

prisons qu'on justifie à partir de nous. Notre expérience est que les prisonniers ne nous refusent pas, et, si par hasard ils écoutaient quand on nous amène dans la cour, je suppose que ça leur apprendrait pas mal de choses. Peut-être voulez-vous suggérer que les autres prisonniers ont des photos de Buback dans leur placard ?

Car, de deux choses l'une : ou bien vous affirmez que l'appareil doit se protéger de notre contact avec les autres prisonniers, *ou bien* nous protéger des autres prisonniers...

Vous êtes tout simplement un imbécile. Zeig. A qui apprenez-vous quoi que ce soit quand vous déclarez avec une bêtise tranchante que nous voulons notre libération ? Il n'y a pas de prisonnier conscient qui ne la veuille. Nous la voulons, en effet, et pas seulement la nôtre, et pas seulement celle des prisonniers. Libération, par exemple, d'institutions pourries : de cette justice, de l'empire d'Etat de Buback et finalement de l'Etat bourgeois dont vous donnez si bien l'idée par la façon brutale dont vous disposez de lui. C'est en cela que nous vous paraissions dangereux, dans les conséquences de notre politique et même en prison.

Ce bout de papier que vous avez trouvé dans un appartement il y a un an et demi et que vous publiez périodiquement (où l'on constate d'ailleurs qu'il change étrangement d'une fois sur l'autre), que voulez-vous qu'il prouve, maintenant ? En quoi justifie-t-il l'isolement de quarante à cinquante prisonniers que l'Accusation fédérale impose en passant par-dessus les instances régionales ? En quoi justifie-t-il l'institutionnalisation de la torture dans (jusqu'à présent) quinze sections d'isolement ? Son seul scandale est le fait que vous l'avez falsifié, tout comme notre correspondance avec les avocats, et que vous le faites entrer dans vos campagnes d'extermination, que vous l'utilisez ici pour justifier le fait que de temps en temps vous liquidez, avez liquidé, quelqu'un de nous. Et c'est en quoi la mort de Siegfried Hausner est intéressante ici. Ils ne l'ont pas fait exécuter dans la rue — solution qui est maintenant légalisée et qui vise à faciliter les problèmes que l'Accusation fédérale a avec des prisonniers politiques.

Pas pendant une action, mais en tant que prisonniers, et c'est ce que je veux dire : la volonté d'extermination de l'Accusation fédérale pour qui le droit civil — dans la mesure où il n'est pas mis au pas — aussi bien que la Convention des droits de l'homme sont un simple chiffon de papier. L'assassinat de

prisonniers est autre chose que l'exécution dans la rue. Ce n'est pas une confrontation de l'Etat — quel que soit le rapport de forces — avec une résistance armée ou une politique armée, mais l'extermination d'un homme désarmé sous le contrôle entier de l'Etat.

A ce propos, je rectifie une fois de plus : lors de la falsification du protocole, le problème n'était pas qu'on eût demandé à Henck pourquoi il n'avait pas empêché le ~~transfert~~ de Siegfried Hausner à Stammheim. Le problème était de savoir pourquoi il n'avait pas insisté pour qu'on transporte Siegfried dans une clinique équipée pour soigner des brûlures graves et des blessures graves à la tête, au lieu de le mettre dans un centre pour malades à l'intérieur d'une prison, même pas dans un hôpital de prison.

A cela, Widera a répondu cyniquement qu'« il n'était pas transportable ». Alors moi : « Alors qu'il n'était pas transportable, l'Accusation fédérale l'a fait transporter au centre de Stammheim pour qu'il y meure, bien que le Bureau fédéral de la Police criminelle fût informé, lors de son ~~transfert~~, de la nécessité de le mettre dans une clinique spécialisée à cause de ses blessures du crâne. »

Voilà l'anatomie d'un meurtre, le rôle du médecin de prison, à quoi s'ajoute le rôle de la presse qui, jusqu'à présent, a passé le tout sous silence.

L'effet de destruction psychique et physique de l'isolement a toujours été constaté par des médecins indépendants — quand ceux-ci ont été admis —, ce qui est la raison pour laquelle on refuse aux prisonniers de se faire examiner par des médecins indépendants de leur choix. C'est une des raisons. Au lieu de cela, le tribunal a l'infamie de nous demander de nous laisser examiner par des médecins de prison de notre plein gré, et ceci :

1) alors que ces médecins nous ont torturés avec des tuyaux pendant la nutrition forcée et avec des sondes pendant la grève de la soif, en nous maintenant dans un système de courroies ;

2) alors que ces médecins ont pratiqué des anesthésies forcées / des anesthésistes ont déclaré que dans toute l'Allemagne aucun anesthésiste en dehors des prisons ne se trouverait pour pratiquer une anesthésie forcée, parce qu'elle met la vie en danger. Mais l'Accusation fédérale l'a proposé, en la personne de Witter que le Sénat nous offre maintenant. Les psychiatres d'Etat sont tous de la même sorte ;

3) alors que ces médecins ont privé d'eau trois prisonniers

It transfer

l'Office

/transfer

1;

politiques pendant la grève de la faim (moi, pendant huit jours, comme « mesure médicale » ; cf. à ce propos Hemfler) ;

4) alors que ces médecins, suivant en cela la fonction des médecins dans les camps de concentration, ont eu à remplir une fonction clé lors de la mort de Holger, de Siegfried et de Cat, dans l'exécution des meurtres comme dans leur camouflage ;

5) alors que ces médecins ont fait des piqûres de tranquillisants à des prisonniers politiques ;

6) alors que ces médecins, comme Götte à Cologne, n'ont pas hésité à appliquer le programme scientifique du lavage de cerveau à Ulrike — du moins à en assurer le contrôle. Götte n'a eu peur qu'au moment où, avec Astrid, il était devenu évident que la torture psychique détruit également le corps et devient donc visible.

A ce moment, il était tout d'un coup d'avis (comme Henck ici) qu'il fallait changer les conditions de détention. Je rappelle une fois de plus que Henck a constaté que ce sont les conditions de détention qui sont responsables de l'état de santé des prisonniers.

18
18

Nous ne pensons pas que des « conditions de détentions plus douces », comme il le dit, puissent provoquer « une amélioration de santé », car l'expérience a montré que les lésions dues à la déprivation ne se résorbent pas dans des conditions de déprivation plus souples si elles ont déjà atteint l'état physique *comme chez nous*.

15
15

Zeisla par ailleurs exposé clairement ce que veut l'Accusation fédérale : la détention préventive dure maintenant depuis trois années et elle durera encore au moins trois autres années — cela ferait six années d'isolement. Isolement renforcé maintenant par l'exclusion des avocats — mais là seulement débiterait la détention pénale —, c'est-à-dire que nous n'avons absolument aucune raison de douter de cela : d'après la conception de l'Accusation fédérale, neuf années d'isolement, de cellules silencieuses. A ce propos, il est peut-être intéressant de savoir que le ministère de la Justice du Bade-Wurtemberg prévoit de nous envoyer, Jan et moi, après le jugement, à Bruchsal où on a déjà installé pour nous un quartier de la prison. Un des travailleurs du bâtiment a envoyé les plans de construction à Croissant¹. Cette section est *insonorisée* : dans les murs sont placés des re-

1. Voir, dans les documents, la lettre et les plans.

vêtements d'isolation, et il y a des doubles portes. Comme le quartier du septième étage à Stammheim, il sera séparé complètement du reste de l'établissement et doit être construit *avant* que soient prononcées les condamnations.

Je demande donc vraiment, mais pas au type de public ici présent, car les exécutions publiques lui manquent, si ce que nous appelons détention-extermiation va de soi. C'est pourquoi il ne nous restait pas d'autre choix, et il ne nous en reste pas d'autre encore que la grève de la faim. Avec les dispositions de l'Accusation fédérale — six années de détention préventive dans les sections d'isolement et *après cela* encore le délai de trois années pour les détenus condamnés —, il s'agit d'une condamnation à mort, qui présente l'avantage de ne pas avoir à être prononcée.

A propos de l'annulation et de la remise en vigueur du mandat d'arrêt contre Ströbele (reconstitué d'après le protocole du 24 juillet)

15

Le cours des événements : en deux heures, le Sénat a reçu le protocole de quarante pages de Berlin — de l'Accusation fédérale, bien entendu. Puis la séance a été interrompue et des coups de téléphone donnés qui ont amené le tribunal compétent de Berlin à prononcer, le même jour, l'arrêt nécessaire pour la procédure, et cela avec une telle rapidité qu'ils n'ont même pas accordé à Ströbele le droit de s'exprimer. Evidemment, la séance n'était pas publique. Ströbele n'avait pas d'avocat ; il n'était même pas présent.

18

Prinzing n'aurait pas dû interrompre hier, car de tels procédés n'ont plus rien qui puisse étonner, alors que, pour la bonne marche du ci-devant procès, des lois ont été votées en deux jours (et leur entrée en vigueur, contrairement à la procédure parlementaire normale, avancée de trois mois, pour que ça marche). Cela vaut également pour les procès d'exclusion, ici — dans ce « bâtiment à buts multiples » (le terme est bien choisi) —, qui se sont déroulés sans défense, sans droit de parole pour l'inculpé et sans public — en quelques heures —, pour libérer ce tribunal de la charge d'avocats ayant la confiance des accusés et ayant préparé leurs dossiers.

Je demande — alors que Ströbele n'a jusqu'à présent rien pu dire à propos de cette construction élaborée pour prouver un

soutien à une association criminelle de prisonniers totalement isolés, parce que le secret professionnel l'en empêchait — qu'on l'entende maintenant, ici, sur ce sujet ; ou, au cas où ma demande serait rejetée, qu'on lise le protocole de sa déposition en séance publique.

En opposition à votre arrêt, je souligne quelques contradictions dont le fondement sera exposé plus tard.

Toute cette construction de l'Accusation fédérale contre les avocats est absurde. Cette construction reprise par le tribunal dès janvier 75 parce qu'il avait intérêt à assurer une procédure sans histoires, et aussi à cause de la pression de l'Accusation fédérale (par exemple, la décision de saisir les dossiers et la correspondance de la défense de Croissant, après que l'Accusation fédérale avait menacé, sur un premier refus de la deuxième chambre, d'intervenir massivement, arguant de sa possibilité de porter plainte devant la troisième chambre de la cour fédérale). Cette construction qui a été à l'origine de la loi spéciale visant à l'exclusion des avocats.

1) Les faits reprochés sont d'abord l'association criminelle *en prison*, c'est-à-dire que Ströbele se serait introduit dans cette association criminelle — selon la formule du Sénat, qui reprend l'expression de l'Accusation fédérale —, introduit donc, avant d'être lui-même introduit en détention préventive. Cette association criminelle, ce sont des prisonniers isolés à l'intérieur de huit prisons, « dans des quartiers spéciaux, isolés du reste de la prison », comme on peut lire.

Or, ce qui unit ces prisonniers — dans l'isolement, donc dans la séparation entre eux et l'exclusion de toute relation sociale —, c'est leur situation objective commune de prisonniers politiques contrôlés totalement à l'intérieur d'un système de sécurité perfectionné. Ce qui les unit objectivement en tant qu'objets des dispositions de la justice politique, c'est cette justice politique elle-même. Elle est la médiatrice de toutes les relations qu'ils peuvent avoir, même entre eux. Ce qui détermine chaque relation dans l'isolement complet de l'homme totalement institutionnalisé, c'est l'institution. Ce qui organise le lien objectif des prisonniers dans leur séparation, c'est l'appareil, ce sont les mesures de la justice même.

Je n'ai pas envie maintenant — je me refuse, selon la formule de Prinzing — de souligner dans quelle mesure (contre la constitution, par exemple) le but de cette association est de commettre des crimes, par exemple contre les prisonniers.

La façon de vivre — selon vos mesures, je devrais dire plutôt : la façon de mourir — des prisonniers (donc d'hommes dont l'existence physique est totalement contrôlée par la justice, et ici contrôlée avec une perfection scientifique) est forcément légale. Si l'Etat et ce tribunal de la Sécurité de l'Etat, ici, nient cela, alors l'existence physique pure et simple du prisonnier est rendue illégale. Il s'agit d'une contradiction qui est insoluble, sauf par l'extermination physique (c'est cela le sens de cette argumentation, et c'est ce que montre la mort de trois prisonniers politiques de la R.A.F.) ou par sa psychiatisation, c'est-à-dire l'extermination psychique.

2) Le fait reproché est celui du soutien (et non plus de l'introduction). Les deux concepts apparaissent côte à côte dans les arrêts du Sénat, innocemment, et pourtant ils se contredisent, ce qui en dit long sur le niveau de cette mesure, sur le niveau de ce tribunal et sur le niveau de l'Accusation fédérale qui a produit tout ce non-sens.

Or, si ce qui unit les prisonniers dans leur séparation et ce qui détermine chacune de leurs actions c'est la détention, c'est-à-dire le rapport de forces spécial dont ils sont l'*objet*, alors c'est *ce but-là* qui les détermine ; le but ou les buts (selon Prinzing) de la détention. Pour rester dans la terminologie de la justice, je suppose qu'un des buts essentiels de la détention c'est d'empêcher des actes criminels — son but essentiel ne peut guère être de les désirer. La vérité de cette affaire est donc que la relation prisonnier/avocat, la relation mandant/défenseur, est déclarée elle-même association criminelle.

A propos du reproche selon lequel les avocats auraient « renforcé le lien organisationnel des prisonniers dans la détention » — c'est la formule de Prinzing —, en maintenant la communication, je dirai seulement que ce lien entre les prisonniers est une disposition de ce tribunal, ici, et d'autres tribunaux et/ou d'administrations de prisons. Cela signifie que, si la discussion des prisonniers sur l'info — en tant que succédané de relations sociales — doit être le soutien de leur lien, alors elle est hors de proportion avec le soutien qui lui vient de la justice, laquelle a finalement permis le contact physique entre les prisonniers politiques par la réunion — c'est la terminologie pénitentiaire — de prisonniers.

Ce qui reste donc, c'est simplement le soutien d'accusés prisonniers, et cela *uniquement* dans leur lutte contre les conditions de détention spéciales, contre l'isolement, car le reproche

d'une continuation d'association criminelle à partir de la prison a été abandonné, après qu'il est devenu clair qu'il n'y a pas un seul fait qui puisse la prouver et auquel puissent être mêlés les avocats.

La situation des accusés prisonniers intéresse la fonction des avocats. Mais, pour elle, toute « publicité » (selon la formule pitoyable de l'Accusation fédérale) est impossible, car, pour le constater une fois pour toutes, il n'y a pas de défenseur qui ait jamais fait de la publicité pour la R.A.F., ses buts, sa politique ; ce serait contraire à ce que nous entendons par propagande et à la fonction légale du défenseur.

De toute façon, ce dont parlent les arrêts de Prinzing, les requêtes de l'Accusation fédérale, les arrêts du Sénat du tribunal de Stuttgart et finalement les décisions de la Cour fédérale, ce n'est pas de la publicité. Ce dont ils parlent et ce qu'ils criminalisent, c'est la tentative de créer une contre-opinion publique opposée à la volonté d'extermination de l'Accusation fédérale, et ici par exemple opposée à la machinerie brutale de l'« information offensive » de Buback (selon ses propres termes).

Une opinion publique donc pour la situation de prisonniers — et, si l'on regarde bien, même pas cela —, pour les défendre, alors que tous les moyens juridiques se sont nécessairement révélés sans effet contre les entorses à la loi de la part de l'Accusation fédérale.

Je rappelle ici que ce n'était que la pression de cette contre-opinion publique qui a fait que Astrid, Ulrike et Gudrun ont été sorties de la section silencieuse et transférées ailleurs, que seule cette contre-opinion publique a empêché la scintigraphie d'Ulrike et que c'est grâce à cette contre-opinion publique que Cat Hammerschmidt a pu — mais c'était trop tard — être examinée par des médecins, etc. Cela signifie qu'une partie, une partie légale, de la fonction de l'avocat dans cette procédure est devenue depuis longtemps la défense de la vie des prisonniers. Et pas seulement une partie : c'est finalement la dernière fonction qu'ils peuvent avoir réellement dans l'arrangement de cette procédure visant à « liquider des personnes gênantes », selon l'expression de Kitson. Au niveau immédiatement juridique, la défense n'a plus aucune influence, elle est devenue sans fonction.

Le sens de cette construction irrationnelle de l'« association criminelle à partir de la prison » est l'extermination. Son but est ici :

1) la justification de la stratégie d'extermination contre nous et contre la résistance qui se développe dans l'opinion publique. Elle est ainsi un produit de la conduite psychologique de la guerre ;

2) la protection, contre l'initiative d'avocats engagés, du système dans lequel il est possible d'appliquer, contre des prisonniers politiques, la torture dans ses trois fonctions : obtention d'informations, lavage de cerveau donc propagande et, finalement, extermination si cela ne marche pas.

L'expérience des trois dernières années montre — elle a finalement nécessité cette loi — que cela ne marche sans anicroches que si l'institution de la défense est supprimée dans les procès politiques.

Chaque fois que cela n'a pas été possible à temps, les avocats, dans ce procès, ont été criminalisés, exclus ou frappés d'interdiction professionnelle.

Ainsi cette construction est une production de la police ou de la tactique militaire qui se réfère à la stratégie de la contre-guérilla qui la sous-tend. Elle est donc, en tant que construction — et je crois que c'est facile à comprendre —, le prototype d'une argumentation contre-révolutionnaire irrationnelle en soi, telle qu'elle doit forcément se développer, dans la contradiction qu'elle exprime cette procédure, jusqu'à la loi spéciale.

Contradiction — Heldmann en a brièvement parlé ici — entre des normes et l'Etat d'exception qui caractérise la phase de transformation vers le fascisme. A l'aide de cette argumentation, l'Accusation fédérale a fait passer de force une loi, une loi spéciale pour cette procédure. Cela en tant que fer de lance de la fascisation institutionnelle et de la pénétration de la société par l'exécutif, le législatif et la propagande.

Le fait qu'il s'agit d'une loi exprime seulement — et cela à partir des conditions institutionnelles et du développement institutionnel de la fascisation — le besoin de légaliser l'extermination des prisonniers dans des faits, des arrêts et finalement des lois, sans réintroduire la peine de mort, parce qu'elle est inutilisable.

Mais dans toutes ces constructions irrationnelles — dans cette rationalité de l'extermination ou dans cette conception de l'extermination qui est rationalisée — la qualité spécifique n'est sûrement pas le fait que le système, en tant que répression et processus de fascisation, extermine l'opposition, ou plutôt une stratégie oppositionnelle dangereuse pour lui, et les hommes qui

la développent et qui y combattent ; cela est courant jusqu'au moment où le système est aboli.

Ce qui est spécifique, c'est la tentative de légitimation dans son exigence totale. Nous y reconnaissons :

1) la fragilité, la dégradation de la légitimité de l'Etat bourgeois, de la société bourgeoise, par suite des contradictions de ses conditions de reproduction par le mouvement du capital — donc la possibilité de la révolution ;

2) mais également le passé, la solution réactionnaire de la dégradation de la légitimité dans une totalité irrationnelle qui n'a existé que dans la transition vers le fascisme du III^e Reich. Ce n'est ni un miracle ni un hasard si le nouveau fascisme se réfère à l'argumentation de l'ancien — non sans vouloir le nier constamment avec la schizophrénie —, Prinzing, ici, par exemple.

A propos de la décision de Berlin, on peut ajouter qu'elle a été révisée en quatre heures, quatre heures après l'interruption ici, parce qu'à constater qu'il n'y a pas de charges toute la loi aurait basculé, de même que les argumentations, les dénonciations et les poursuites. Avec cette décision, les campagnes diffamatoires de l'Accusation fédérale visant à l'exclusion des avocats perdaient leur objet. C'est d'elle que dépendait tout ce procès. Il était clair pour nous qu'elle allait être révisée. Mais elle prouve quand même que des avocats ont été exclus et criminalisés *parce que*, contre l'arrangement contraire à la constitution de cette procédure, dont l'opérateur central devait être/est la torture — comme on peut le voir dans l'état de santé des prisonniers —, ils ont insisté sur une légalité que l'Accusation fédérale dissout. Dissout en tant qu'expression d'un changement structurel de la fonction de l'Etat conditionné dans le développement du capital et dans lequel la constitution elle-même est devenue sans fonction. Un changement dans lequel, comme nous l'avons dit, la Sécurité de l'Etat — terme plus exact que « Protection de la constitution » — dévore l'Etat bourgeois constitutionnel.

29 juin 1975 — 20^e jour du procès

Ce qu'essaie le Sénat, ce qu'essaie Prinzing, depuis qu'il a été parachuté dans ce procès en tant qu'instrument de la Sécurité de l'Etat, est impossible en soi.

Il essaie :

1) D'une part, d'imposer la volonté d'extermination développée dans la structure de la mobilisation de l'Etat et dans le plan concret du gouvernement, et de l'Accusation fédérale contre la stratégie oppositionnelle de la guérilla urbaine — que la tactique contre-révolutionnaire a personnalisée ici par nous. De l'imposer dans sa disposition de nous — et, pour le dire enfin, de l'imposer également comme ligne directrice pour le traitement de cinquante autres prisonniers politiques dans d'autres prisons et dans d'autres procès.

C'est dans ce sens — dans cette fonction au service de la stratégie de l'Etat, qu'il faut comprendre le fait que le Sénat, et cela malgré l'état de santé des prisonniers, n'a pas supprimé l'isolement, mais l'a perfectionné.

C'est comme cela que s'explique le fait qu'il a empêché pendant un an et demi tout examen et traitement autre que celui fait par un médecin de la prison, même lorsque l'alternative concrète était la mort d'un prisonnier.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre ce qu'il a décidé dans la formule « d'autres changements des conditions de détention ne sont pas envisagés », et cela pour la durée de sa compétence — au moins encore trois ans.

C'est également dans ce sens qu'il faut comprendre l'annonce qu'il a faite d'enfermer les prisonniers privés de relations sociales, telles qu'elles sont possibles en prison — les prisonniers totalement isolés, parce que installés dans un étage vide, deux par deux dans une cellule. Le Sénat sait — entre autres parce que cela a été déjà dit ici — que les effets de l'isolement après trois ans culminent forcément avec le groupage des prisonniers par deux seulement. Il s'est procuré les études faites à ce sujet dans le matériel de la défense qu'il a saisi. Ce qui est public depuis, c'est que le Sénat est conscient des conséquences de ses décisions. Elles sont, pour ainsi dire, présentes ici dans l'état de santé des prisonniers. Cela signifie que les juges connaissent l'ensemble du matériel scientifique publié dans le contexte de la grève de la faim et connaissent l'ensemble des études détaillées saisies chez les avocats — c'est sur cette connaissance que se fondent les mesures du Sénat.

2) D'autre part — et cela est le job spécial de ce tribunal spécial —, il essaie de faire que l'extermination psychique et physique des prisonniers par l'isolement — donc une détention-extermination qui n'a pas de base juridique dans ce procès tant

IC
Sécurité
IC

Sécurité

que la peine de mort reste supprimée, donc une entorse au droit, ici de façon flagrante, de la constitution, de la Convention des droits de l'homme et du Code de procédure pénale — passe pour du droit. Cela a mené à des préoccupations aussi contradictoires que le fait de nier la *réalité* de l'isolement — donc au mensonge monotone dans ce procès, depuis trois ans — et aussi, en opposition à cela, à la tentative de justifier l'isolement par une mystique de la sécurité, au moyen d'une rationalisation réellement extravagante. Entre ces deux argumentations, il y a dans ce système fou des positions moyennes — ainsi par exemple l'idée d'échapper à la constatation de l'état des prisonniers et, par là, à la constatation de sa cause *dans les conditions de détention*, en refusant l'examen par des médecins indépendants à cause du « risque pour leur sécurité ».

Cela veut dire que ce qui représente un risque pour la sécurité ce n'est même pas un projet éventuel, un plan, la subjectivité du prisonnier, mais c'est un état — la torture et son effet — qu'il subit comme conséquence du fait que l'on dispose *totale-ment* de lui.

Ou, disons-le autrement, la situation de sécurité n'est plus quelque chose d'extérieur au prisonnier, elle est mise à l'intérieur de lui, et c'est là que le problème doit trouver sa solution : en le brisant ou en l'exterminant.

Cela n'est pas exagéré. C'est l'expression d'une structure qui s'impose de plus en plus ouvertement dans tous les domaines de la société — dans les processus de manipulation des masses par les media, les campagnes-pogroms contre l'ennemi intérieur, la militarisation de la politique intérieure, le système de délation, la prolifération de la machine policière et de la Sécurité de l'Etat, la pénétration policière de tous les domaines de la vie, les lois spéciales, la loi sur la police, etc.

Même concrètement, cela n'est pas exagéré ; quand Andreas a dit ici que la décision de ne pas supprimer l'isolement, et cela pour les trois prochaines années de détention provisoire, était un verdict de mort, il a omis un fait essentiel — mais peut-être parce qu'il pensait que les prisonniers n'auraient plus l'occasion de le voir. Ce fait, c'est celui-ci : à la prison de Bruchsal a été construit, *avant le verdict*, une section pour la période consécutive à la détention provisoire ; cette section est silencieuse ; les cellules ont des doubles portes et les murs extérieurs une isolation contre le bruit ; elles sont en béton armé et disposent de systèmes de surveillance par vidéo ; les vitres sont en verre an-

ti-balles, etc. C'est là-dedans — et avec un perfectionnisme qu'on peut déjà voir dans cette boîte ici —, qu'on a planifié l'exécution du jugement que Prinzing crachera un jour ou l'autre. Seulement, là, il n'y aura plus de public.

Nous tenons les plans de construction et les récits de prisonniers qui ont participé à la construction de ce truc et qui connaissent les ordres du ministère à ce sujet. Nous les verserons au dossier dans les jours à venir — si toutefois ils n'ont pas été saisis.

Les médecins, en tant que médecins de prison, ont une fonction stratégique dans l'application et le camouflage de ce programme. Ils l'auraient également, en tant que médecins indépendants, dans ce procès — pour nous, cette fois. Les experts que ce tribunal a choisis, selon les critères de l'Accusation fédérale et de la Sécurité de l'Etat, ont pour job de rédiger l'anamnèse et le diagnostic *de telle façon* que l'isolement comme cause de notre état — l'isolement *comme* notre état — n'apparaisse pas ici comme sujet à débattre.

C'est ce que prouvent aussi les réactions de Prinzing aux suggestions prudentes de Henck (ainsi quand il est intervenu activement pour empêcher Henck de déclarer « nécessaire » la comparution de spécialistes dans le domaine de la recherche sur l'isolement).

Ces experts sont des médecins de la Sécurité de l'Etat, et évidemment, en tant qu'experts devant les tribunaux, ils ne sont pas qualifiés pour porter des jugements sur le syndrome apparaissant après des années de privation sociale.

En Europe, il n'y a que six experts, spécialistes en psychiatrie (ou psychologues), qui travaillent dans ce domaine ; ce sont ceux que nous avons cités et évidemment ce ne sont pas des experts auprès des tribunaux professionnels, leur discipline n'est pas la psychiatrie criminelle.

Les deux experts que le Sénat, selon sa formule, « retient » — ou plutôt auxquels il se tient — sont connus comme psychiatres des tribunaux réactionnaires. Dans leur symbiose avec la justice, ils sont partiaux, et évidemment ne sont pas qualifiés non plus, parce que la psychiatrie judiciaire ne connaît pas de conditions de détention semblables, ne connaît donc pas toute la problématique — ne peut pas la connaître par suite du caractère exceptionnel des conditions de détention des prisonniers politiques. Le marchandage qui est venu à l'esprit du Sénat était le suivant : on permet un examen médical à condition

Sûreté

Sûreté

Sûreté

18

que ses résultats soient utilisables en tant que signes d'irresponsabilité — autre façon (comme pour Ulrike à Osendorf) de venir en aide aux buts de ce procès.

Nous refuserons toujours, et par principe, l'examen médical par des psychiatres du tribunal, tant que le Sénat passe systématiquement outre au droit de la défense à citer des experts.

Il se pourrait que nous acceptions une conversation avec un psychiatre mentionné sur la liste du Sénat, à condition qu'elle se passe en présence de Teuns, Shallice ou Hassoung.

Au Sénat, même si cela est impossible, doit être opposé le refus, parce que les critères de ses décisions maintenant, comme toutes les décisions non publiques, se font selon les directives de l'Accusation fédérale et sont celles de la Sécurité de l'Etat. On ne peut plus changer cela, même pas sous la pression de l'opinion publique qui se développe maintenant ; c'est-à-dire que, même si Prinzing le voulait, il ne pourrait pas décider autrement, car un examen médical qui, constatant l'état de santé des prisonniers, exige un changement des conditions de détention (comme d'ailleurs même Henck l'a fait, qui a constaté que les conditions de détention sont responsables de l'état des prisonniers, et Rauschke qui a estimé que c'était possible, voire probable) embarrasse le Sénat. Car c'est lui, je le constate une fois de plus, qui a ordonné ces conditions de détention et qui les a renforcées immédiatement avant les séances publiques du procès ; c'est lui qui les maintient maintenant.

30 juillet 1975 — 21^e jour du procès

Evidemment, la requête en suspicion est impuissante — comme chaque requête qui essaie de rappeler à ce tribunal la constitution ou simplement le Code de procédure pénale ; comme chaque requête des avocats depuis les trois mois du procès, elle sera refusée. Ce tribunal, Prinzing, siège ici comme coulé dans le béton, en tant que partie de cette forteresse de béton, et il a, comme son bâtiment spécial, la fonction politique spéciale de démontrer un rapport de forces — celui de la société de classes — comme étant inébranlable.

Cette fonction est forcément immunisée contre une argumentation immanente : les requêtes en suspicion. Mais les requêtes ne l'ébranleront guère. Si une telle chose était possible, la programmation totale de cette procédure par la Sécurité de

l'Etat, sa planification jusque dans le moindre détail, qui n'est même plus cachée derrière ce procès, ne l'aurait pas été.

La tentative de la défense de corriger la justice politique, par la référence à des normes et règles de la justice de classe, dans son arbitraire, sa tentative de mesures fascistes, doit être impuissante.

Et, de même que cette tentative a pu être rendue impossible, la tentative de nous défendre dans ce procès est de toute façon une contradiction en soi. Nous ne voulons ni ne pouvons être défendus. Ce qui est possible, c'est une explication claire du fait que le système violent qui opère ici par le Sénat ne peut être que refusé, combattu, ébranlé et finalement renversé — par la violence révolutionnaire. Les mesures de ce tribunal spécial et chacune de ces mesures constituent une telle explication.

Sûreté

Sûreté

Lettre d'Andreas aux prisonniers de Stammheim

1918. Nous n'avons pas le texte de la déclaration sur les faits que les quatre prisonniers ont dit en janvier durant deux jours à Stammheim d'après un manuscrit et des notes : manuscrit et notes ont été saisis. Or, il s'agissait du texte le plus important de Stammheim, parce qu'il renferme une présentation complète des fondements analytiques de la politique du groupe.

Alors que tout le procès a été enregistré sur magnétophone, cette partie n'a pas été enregistrée — et il n'y a pas non plus, et ceci est important, de procès-verbal — alors que Prinzing avait empêché pendant sept mois une longue déclaration au procès.

Les trois fragments présentés ici ont été pris en notes par hasard à la fin du premier jour.

Ce texte comprend de plus la lettre d'Andreas où il explique aux autres prisonniers comment l'analyse doit être construite.

Nous pensons que les prisonniers vont rédiger cette déclaration et que nous pourrions la publier au début de l'année prochaine.

Comité international de Défense des prisonniers politiques en Europe de l'Ouest. Section R.F.A.

Le déroulement — la marche de l'intervention telle que nous allons (à peu près) la développer — en bref :

Il faut partir des deux lignes :

Révolution d'Octobre et décolonisation.

La brèche — dans le rapport du capital — a eu lieu par la

Révolution d'Octobre. Sa défense, donc son obligation d'accumuler, développe parallèlement au mouvement du capital, une non-simultanéité qui trouve son expression la plus parfaite dans le potentiel over-kill qui s'affronte : la machinerie devenue autonome.

La Révolution d'Octobre détermine le rapport de forces dans les métropoles — son histoire : révisionnisme, le désarmement de l'affrontement dans l'économie, dans les luttes économiques —

qui, lui, définit la défaite politique de la révolution ouest-européenne — et ainsi l'antagonisme de classe comme moteur du développement capitaliste, et

dans le processus de décolonisation,

se développe le rapport de forces global — entre capital et classe révolutionnaire.

Ces deux lignes se rejoignent au moment de l'équilibre stratégique et du basculement du capital dans la défensive stratégique : la guerre au Vietnam.

Puis : l'impérialisme — la chaîne impérialiste ; à l'intérieur de cette chaîne la reproduction de l'hégémonie du capital américain et les conditions de production et d'utilisation qui caractérisent sa domination (dans les formations situées à un niveau plus profond) dans les centres d'accumulation du capital.

Troisièmement : histoire — la création de la République fédérale comme agence politique du capital U.S.

et comme Etat de counter-reaction dans la guerre froide ; l'impuissance de l'ancienne gauche, sa défensive due au fait qu'elle reste prise dans l'opposition Est-Ouest — jusqu'à la fin de la période de reconstruction, jusqu'à la rupture entre sphère de production et sphère de circulation dans les crises des années 1960 dans tous les centres d'accumulation de l'impérialisme par la troisième subsumption réelle — sa détermination par les guerres de libération à la périphérie.

Son effet, son coût, le développement de la technologie qu'elle impose au capital : par exemple de l'électronique — déterminent la tentative de la reconstruction stratégique du capital —

donc :

l'intensification de l'exploitation, l'accroissement de la machinerie, le déplacement des centres d'investissement, les technologies de la répression —

(éducation — Etat).

1 rom

C'est-à-dire déterminée par la défensive militaire du capital libre vers l'extérieur, de la limite *politique* de son développement (l'encerclement), la restructuration a lieu entre et contre la pression économique de la classe apolitique dans son organisation déterminée par le capital — la lutte sur le lieu du travail — et par la pression militaire, économique, *idéologique* de la *politique de la classe* : la guerre de libération.

(Pression idéologique : il faudrait analyser cela — anticommunisme, conduite psychologique de la guerre comme expression de l'Etat de crise, de la défensive, etc., *social-démocratie*, Etat social, Etat planifié, etc.)

C'est ce qui explique le forcing du développement de la technologie, et c'est elle qui tout d'abord — dès 1966 — politise le domaine qu'elle *doit* directement désidéologiser et déterminer : par le marché du travail et la réforme structurelle qui passe par l'Etat (on peut dire, comme condition de sa reproduction élargie), l'usine université.

Parce que le processus se déroule en réagissant de façon contradictoire, une couche d'intellectuels se forme qui développe, dans la contradiction entre l'idéologie des sciences bourgeoises et l'organisation de leur formation, c'est-à-dire les conditions d'exploitation de leurs capacités, une conscience radicale de leur prolétarianisation.

Dans ce *processus* — prolétarianisation (qui apparaît forcément d'abord comme : déclassement, expropriation) — politisation elle s'oriente naturellement, non pas au prolétariat des métropoles dépolitisé, maintenu apolitique (dont elle se rapproche objectivement, comme lui se rapproche d'elle, par la déqualification du travail dans le secteur de la production comme de la reproduction, etc.), mais au sujet de ce processus : aux mouvements de libération.

Elle s'« identifie », et devient, par ce que Beaufré appelle « répercussions psychologiques », alliée. Car sa politique désagrège le consensus social dans toutes les métropoles : elle réalise pour la première fois, dans de nouvelles formes de résistance et dans l'action, le refus des masses dans les métropoles *comme mouvement* et comme possibilité révolutionnaire. Elle ébranle, dans les domaines de la reproduction idéologique, la société des métropoles, en articulant le besoin d'une vie sensée, humaine — comme négation de la production capitaliste.

Lié à l'expression la plus radicale et la plus développée de l'impérialisme — la guerre du Vietnam — le génocide —

et à la forme la plus radicale de la négation : la guerre de libération — le mouvement étudiant a pu arriver à un concept entièrement nouveau du capital, de l'Etat et de la structure des relations sociales, imposée par le mode de production et l'institution : l'aliénation.

Tant qu'il a pu transformer ce concept en mouvement, et tant qu'il a pu le *maintenir*, il était fonction *réelle* de la guerre révolutionnaire, parce que son départ comme mouvement de révolution culturelle était la transmission qui a brisé les conditions de l'agression militaire, le consensus passif à l'intérieur du système des Etats appartenant au bloc U.S.,

et qui, par cela, a compris les conditions du consensus dans les métropoles, déterminé par le capital : l'exploitation à la périphérie,

ce qui devait, nécessairement, développer de nouvelles formes de répression dans les métropoles et ainsi une nouvelle conscience : celle de l'*identité* de la répression à l'intérieur et à l'extérieur ;

et, par là, le concept du *lien stratégique international*, de nouvelles formes de résistance et de l'offensive : guérilla.

A partir de cela, il se développe une nouvelle conscience de la dialectique entre guerre de libération à la périphérie et résistance dans la métropole : internationalisme prolétarien — nouveau concept de classe par la guerre de libération — prolétariat mondial.

Non seulement la guérilla détruit le consensus — mais de plus, par elle, une destruction réelle — une diffusion devient visible (ce que Augstein, éditeur du *Spiegel*, déplore comme « l'existence perdue de la réalité de l'unité » de la bourgeoisie).

Au cours de cette désagrégation, parce que ce processus n'a pas de base de classe, une partie du mouvement se marginalise nécessairement — il se développe une bohème, c'est-à-dire un ésotérisme édenté, qui, dans la situation des exclus — du ghetto — cherche encore des îlots privilégiés. La majorité est intégrée dans les institutions : il n'y a pas eu de « marche à travers les institutions », il y a eu la marche vers les carrières bourgeoises. Ce qui restait, était l'« infime minorité » qui a développé stratégiquement l'identité de son départ, de sa possibilité existentielle comme négation : la guérilla urbaine.

Voilà donc pour cette phase — *nouvelle gauche*, son potentiel socio-économique, sa force explosive et sa nécessité.

Elle a pu être intégrée par l'Etat, par l'intermédiaire de la

social-démocratie au pouvoir — dans un déroulement au début duquel il y avait la promesse de l'amnistie comprise dans celle d'une réforme universitaire, qui, dans le développement de l'antagonisme global de classes et de ses contre-coups dans la métropole, faisait apparaître le véritable caractère de la réforme comme stratégie du capital : répression, sélection, interdictions professionnelles, etc. — parce que — c'est sa *condition* — elle n'avait pas sa base dans le prolétariat, et parce que l'intégration politique très large de la couche des intellectuels et du prolétariat ne peut marcher que dans des situations révolutionnaires — dans l'organisation *révolutionnaire*, c'est-à-dire dans l'*attaque* politique de la classe, mais pas dans la superstructure.

Ensuite : social-démocratie — sa fonction pour la reconstruction du capital dans sa défensive stratégique, et son projet : légalisation et étatisation de la société, socialisation de la répression, fascisme comme stratégie institutionnelle, au niveau intra-étatique et inter-étatique, tout ceci lié à la méthode de la stabilisation du pouvoir, que le capital a développé contre les mouvements de libération à la périphérie : counter-insurgency. Sa fonction comme parti au gouvernement de la puissance dirigeante impérialiste en Europe occidentale, pour la stratégie du capital américain, dans la C.E.E. et l'O.T.A.N. comme organisateur de nouvelles stratégies d'oppression du capital contre les mouvements de libération à la périphérie.

Nous devons expliquer maintenant comment le processus de la crise, *du fait de la guérilla*, de l'*attaque* et de la réaction qui, par elle, apparaît forcément de manière ouverte, porte la récession et la répression, sur le plan militaire, *vers l'intérieur* (même par sa structure : sa machinerie répressive) — et comment il définit les lignes de démarcation dans les métropoles comme une partie du front de la guerre de libération. En *commençant* la lutte (en brisant la trêve des armes) — par son histoire : prolétarisation — par son *expérience* de l'appareil, et par sa condition : son analyse — son concept de la résistance et de l'*attaque* : politique prolétarienne armée —

Les deux éléments constitutifs de la guérilla urbaine :

Premièrement

Protagoniste des affrontements de classes dans les métropoles, du développement de la ligne de démarcation entre travail et capital/Etat impérialiste vers un front, comme résistance contre le processus de fascisation intra-étatique, et opérateur de la résistance contre l'Allemagne fédérale comme Etat-noyau de la stra-

tégie américaine, qui se développe en Europe occidentale —

et le deuxième élément

Fonction politico-militaire sur les lignes extérieures de l'offensive d'une politique prolétarienne : de ces guerres de libération des peuples du tiers monde, où le front du capital s'est heurté à sa limite politique — fonction de l'internationalisme prolétarien.

Au niveau de la classe, il manque ici l'élément de la tactique. Elle ne peut commencer à combattre subjectivement, donc consciemment, donc pour elle, que si elle devient mouvement, front, que si elle atteint finalement le niveau de l'organisation combattante, révolutionnaire.

A partir de la ligne de démarcation de la pacification répressive, que la politique du capital trace par l'oppression et l'aliénation des besoins et par la stratégie institutionnelle, un front contre les technologies répressives de l'anticommunisme développées et imposées en Allemagne fédérale comme nulle part ailleurs, ne peut que se constituer par la lutte armée et par la résistance organisée contre la légalité contre-révolutionnaire, qu'elle développe.

Guérilla dans la métropole est donc tactique — comme l'initiateur du processus de la reconstitution de la classe, comme moment subjectif de la reconquête de la position de classe. C'est par elle que la classe commence à fonctionner comme processus antagoniste (potentiel) à la stratégie du capital — de l'institutionnalisation morte et de la légalisation du rapport de production. C'est par elle que ce potentiel devient dangereux pour le capital — pour son Etat. C'est par elle que se développe, dans la dialectique de répression et résistance *la conscience de classe*. Mais si la classe est stratégie, la conscience de classe est le moment de politique prolétarienne, de sa tactique, de son organisation autonome et de l'internationalisme prolétarien — de l'unité de la lutte contre l'impérialisme sur tous les fronts.

Nous essayerons de développer notre analyse sur deux niveaux — dans leur dialectique l'un par rapport à l'autre, qui montre en même temps la possibilité et l'actualité de la politique révolutionnaire dans la métropole.

C'est premièrement

la ligne intérieure. C'est l'effondrement tendanciel du rapport du capital — à l'échelle mondiale, par l'offensive militaire, politique et économique de la politique prolétarienne, en partant

du *front* — de la guerre de libération des peuples du tiers monde — qui ne fait qu'un avec la révolution sociale à la périphérie.

C'est deuxièmement son effet sur la ligne extérieure, la crise, le mouvement du capital dans sa réaction et son expression politique — l'Etat surdéterminé du capital dans les centres d'accumulation. Ainsi les processus de concentration du commandement capitaliste, les processus de réorganisation du capital, et donc le processus technologique. L'accroissement de la machinerie — la tentative, dans la crise, de la continuité du développement capitaliste dans la *défensive*. Et de ce fait aussi la réorganisation du prolétariat, et de nouvelles formes de répression et d'insurrection dans la métropole : la *nécessité* de la politique armée.

Nous partons en cela d'un *seul* front de la lutte de classes, dans la guerre de libération, d'une ligne de démarcation à l'intérieur de la métropole et d'une ligne de démarcation entre bloc socialiste et impérialisme. Il faut expliquer — c'est-à-dire ce sera la tentative, à savoir historiquement : sur le plan de la *nécessité* et de la structure : de la *possibilité* — comment nous devons, en partant de l'offensive de la politique prolétarienne dans la guerre révolutionnaire et de la révolution sociale dans le tiers monde

combattre dans les centres, pour transformer les lignes de démarcation de la lutte des classes ici, en un front ouvert, et la crise économique globale du capitalisme, en sa crise finale, politique.

Nous analyserons moins, comme le fait la discussion orthodoxe, la limite du développement du capital à partir de lui-même, mais à partir du rapport du capital global déterminé, par les guerres de libération, par la *politique* de la classe révolutionnaire. Ceci conduit forcément à développer un concept de la pertinence de la base pour la politique, sur lequel se fonde le projet stratégique de la guérilla dans la métropole, projet dont nous ne dirons que très peu de choses, maintenant qu'il est clair que la Rand Corporation analyse nos textes.

La question se pose donc de savoir comment on peut arriver à cette forme spécifique, historiquement possible, de violence révolutionnaire, qui correspond à l'emploi institutionnel du pouvoir, et ceci dans un concept qui viserait la rupture révolutionnaire, dans une définition de la réaction en Europe,

contre laquelle l'action de masse ne peut avoir un sens que si elle intègre l'expérience du front de la lutte armée mondiale.

Plus le capital s'organise et plus il devient planificateur dans l'Etat, plus aussi le problème d'une forme de lutte se pose qui fasse avancer le développement ici,

qui articule de façon offensive les luttes de classes économiques, dans leur défensive internationale — car la violence est un potentiel économique —

et plus aussi se pose le problème d'une action politico-militaire de l'avant-garde révolutionnaire se définissant en elle, qui intervienne directement dans la crise de la métropole et qui détermine son déroulement, sa solution *pour* l'offensive internationale de la guerre de libération. L'objet de l'analyse est de trouver dans quelle mesure ces deux fonctions existent déjà, où et comment nous devons porter notre attaque, pour établir la relation.

Benjamin — une fois de plus — dit :

« Le sujet de conscience historique est la classe opprimée en lutte. Chez Marx nous la voyons comme la dernière classe asservie, la vengeresse, celle qui mène à son terme l'œuvre de la libération, au nom de générations de vaincus. Cette conscience, qui a fait sa réapparition, pour un temps bref, lors du mouvement spartakiste, a dès le début choqué la social-démocratie. Au cours de trois décennies, elle a réussi à effacer le nom d'un Blanqui presque entièrement, dont le son d'airain a fait frémir le siècle dernier. Elle s'est plu à attribuer à la classe ouvrière le rôle de sauveur des générations futures. Par là, elle lui sectionna le tendon de sa meilleure force. La classe, dans cette école, a désappris à la fois la haine et la volonté de sacrifice. Car les deux se nourrissent à l'image des aîeux asservis, et non à l'idéal des petits-enfants libérés. »

Cette détermination de Benjamin est fondamentale. Car l'esquisse d'une utopie qui se veut socialiste, ne peut toujours être que la tentative de rendre la révolution attractive comme marchandise, et, par là, d'*attendre* sa conjoncture. La révolution n'est réelle que par la négation de ce qui existe, par sa destruction, par le démantèlement du rapport de production capitaliste — sur le plan économique, militaire, culturel, idéologique. La fonction de l'utopie est, selon toute *l'expérience*, une forme d'arrangement avec les mauvaises conditions actuelles.

19

libel [Trois fragments de la déclaration sur les faits des prisonniers,
janvier 1976

Le moment, où le mouvement impérialiste du capital opérant en Allemagne fédérale, comme mouvement agressif sur le plan quantitatif et qualitatif, et expansionniste envers le tiers monde,

est devenu évident, a nécessairement coïncidé avec le (premier) moment de la crise de développement du capital monopoliste ouest-allemand depuis 1945.

Le processus qui commence à ce moment signifie la fin de l'après-guerre, qui avait été caractérisée par la prospérité et par l'ascension de l'impérialisme U.S. au rang de puissance dirigeante globale —

Il signifie la fin de l'hégémonie indiscutée de l'impérialisme U.S. et il est, en même temps, en tant que processus unitaire, le contre-coup des effets politiques et économiques que la guerre de libération vietnamienne victorieuse et l'offensive des mouvements de libération du tiers monde, ont eu sur l'impérialisme U.S. et en conséquence sur le système global des Etats qui dépendent de lui.

En Allemagne fédérale, les répercussions sur le capital ont trouvé leur expression politique dans les modifications des appareils idéologiques et répressifs d'Etat, qui signalent le début de la transformation de l'Etat constitutionnel bourgeois en un Etat fasciste.

Avec la disparition, même sur le plan formel, de l'opposition : par la formation de la Grande Coalition, il était devenu clair que l'opposition, dans cet Etat, ne pouvait être qu'extra-

parlementaire, antiparlementaire et donc tendanciellement illégale.

Cela ne veut pas dire que sur le principe, le S.P.D. n'ait pas été prêt bien avant, dès 1945, à agir pour l'impérialisme U.S. en Allemagne fédérale, après qu'il ait tenté, du moins en partie, de collaborer avec les fascistes dès 1933 — il a toujours été prêt à cela. Son histoire en tant que parti est l'histoire du capitalisme dans la crise. N'avoir pas reconnu cela, en dit long sur les illusions de la gauche ici, et il est vrai qu'elle a dû se dissoudre avec l'entrée du S.P.D. dans la grande coalition.

L'élimination de l'apparence même de substance dans l'enveloppé parlementaire-démocratique revêtu après 1945 et la réduction, faite finalement de façon ouverte, des instances parlementaires à un appareil de simple approbation, la liquidation aussi des rituels creux et corrodés de l'opposition parlementaire, étaient l'expression de la nécessité d'adapter la machine d'Etat impérialiste aux nouvelles conditions de la reproduction du capital, d'augmenter son efficacité pour protéger la production capitaliste menacée par le changement du rapport de forces global.

Aux U.S.A. mêmes, ce processus avait sa contradiction dans les soulèvements du peuple noir, qui, dans les ghettos, a toujours été soumis à un système ouvertement fasciste — et dans l'accroissement du mouvement de masse contre la guerre au Vietnam.

En Allemagne fédérale, à partir de la modification qualitative, transformatrice de l'Etat impérialiste, s'est développé, comme sa contradiction, le mouvement étudiant.

C'était la couche des intellectuels, leur formation et position sociale comme fossiles de l'époque du capitalisme concurrentiel, qui était touchée directement par les modifications au niveau de la superstructure.

La fonction des intellectuels — être des vecteurs de l'idéologie de l'Etat de droit démocratique-bourgeois, de ses valeurs politiques et culturelles — entrainé en contradiction avec leur nouvelle fonction de contrôleur et de technicien dans le processus de production monopoliste — de même que l'Etat impérialiste sous sa forme d'Etat constitutionnel bourgeois, avec toute son idéologie du développement du capital international dans la défense stratégique, dans la lutte contre la chute du taux de profit, devient dysfonctionnel et se dissout forcément de façon réactionnaire, est transformé en un Etat fasciste.

18
18
Ce dont cet Etat a besoin, ce n'est plus d'intellectuels et de techniciens qui réfléchissent encore sur le sens de leur travail et sur l'idéologie du système. Il a besoin d'intellectuels et de techniciens qui fonctionnent sans problème comme partie de la machinerie de la production du profit et qui se trouvent dans le profit comme but de production, le sens de leur activité, leur identité.

Cela signifiait la nécessité de restructurer la formation et de son adaptation aux intérêts du capital internationalisé et donc la nécessité d'éliminer les privilèges des intellectuels.

Dans la mesure où la protestation des étudiants se dirigeait contre cette pénétration du capital U.S. comme dominateur dans le domaine de la formation et entendait par là le maintien des privilèges, elle était un vain appel à la classe dirigeante, dont le moment conservateur et réactif était fondé dans la composition de classes du mouvement étudiant.

Mais ce qui donnait à la protestation du mouvement étudiant son contenu, ce qui rendait possible la *rupture* et le pas vers l'évolution de la lutte des classes à un niveau qualitativement nouveau : celui de la résistance et de l'offensive —

c'était qu'il était, de par son origine à partir des modifications des appareils idéologiques et répressifs d'Etat, de par le fait qu'il était dirigé contre l'Etat impérialiste, forcément confronté directement à lui, et qu'il comprenait le lien de cette modification avec la modification du rapport de forces global et ainsi le caractère unitaire du système impérialiste, et qu'il était, par cela, anti-impérialiste, internationaliste.

Le mouvement étudiant qui ainsi créa, d'une part, les conditions d'un saut qualitatif dans l'évolution des luttes de classes, constituait *objectivement* ces conditions sans le comprendre : ne put faire *lui-même* ce saut en tant que mouvement de *masse*, parce qu'il n'y avait pas encore de lutte armée, de guérilla. Il ne put faire ce saut, parce qu'il était incapable — sans le moteur de l'action armée — de développer à partir de lui-même la force nécessaire pour cela, pas plus que d'en comprendre seulement la nécessité et la possibilité. Que finalement cette action, la guérilla anti-impérialiste : R.A.F., en soit issue, ne contredit pas ce que nous venons de dire.

Mais la subjectivité du mouvement de masse s'est dissoute — dans le caractère borné, spécifique de la classe petite-bourgeoise, incapable de transformer sa radicalité en politique prolétarienne, d'organiser son militantisme, incapable, à partir

de son propre déclassement, de faire sienne la fonction de la prolétarianisation, ne pouvant et ne voulant se comprendre comme sujet révolutionnaire.

« Le petit-bourgeois — dit Marx — ne peut avoir une position révolutionnaire contre la bourgeoisie qu'autant que le prolétariat est derrière lui. »

Derrière le mouvement étudiant, il y avait la politique prolétarienne de la guerre de libération vietnamienne, des soulèvements des peuples du tiers monde — mais parce que le mouvement étudiant, dans sa révolte, n'a pas pris conscience de la dimension de son départ, et de sa propre prolétarianisation, le mouvement de counter-reaction direct de l'Etat, dans son unité de répression et d'intégration, a forcément détruit la conscience du lien de la lutte ici avec la lutte des peuples du tiers monde, et a finalement désagrégé la position révolutionnaire du mouvement de masse : ce qui déterminera alors sa position, ce n'était plus la politique prolétarienne derrière lui, mais la confrontation avec l'Etat de la social-démocratie, et voilà ce qui conduisit à la perte de sa subjectivité.

Ce qui fait de nous des sujets, c'est le combat contre l'aliénation en tant que combat contre l'appareil « dans lequel cette aliénation s'incarne ».

C'est *parce que* le mouvement étudiant n'a pas saisi le concept du prolétariat — sa définition marxiste, telle qu'elle s'exprimait dans les guerres de libération des peuples du tiers monde, de façon pratique — qu'il n'a finalement pas eu de difficultés essentielles à refouler de sa conscience et de sa pratique, la réalité de l'impérialisme comme système mondial. La tactique de counter-reaction de l'Etat : la loi de l'amnistie a calculé ce processus d'éloignement de la réalité, d'aliénation comme intérêt, et il l'a favorisé comme mesure de la restauration officielle de l'appartenance à la classe bourgeoise, tout en se réservant en même temps, comme alternative à cette offre de corruption, la menace de poursuites de l'Etat, la criminalisation. Le retour à l'ancienne classe rendu possible par le S.P.D. étouffa l'anti-impérialisme et l'internationalisme, effaça des expériences, restaura l'identification à l'Etat au lieu de développer l'identification aux mouvements de libération dans le tiers monde, comme sa fonction spécifique.

Le mouvement se retira à la réalité immédiate de la métropole R.F.A., comme le point de départ de sa pensée et de son action ; il prit un secteur de la totalité concrète du système

mondial pour « toute la réalité », et ainsi l'apparence pour la réalité — et abandonna de la sorte la condition de toute dialectique. Il ne peut plus comprendre cette réalité que de façon linéaire, sa pratique tourne dans le cercle de la reproduction du rapport capitaliste, et ainsi il ne prouve rien d'autre que son incapacité à transformer sa spontanéité, c'est-à-dire son incapacité à la rupture.

Parce qu'il n'était plus capable, du fait de son éloignement de la réalité concrète et du fait de sa conception réifiée du prolétariat, que de faire des peuples combattants du tiers monde, l'objectif d'une présomptueuse pseudo-analyse, et parce qu'il ne faisait que ressasser, à partir de la position chauviniste *blanche* des métropoles, le caractère et la perspective de ses luttes — sans plus reconnaître dans les peuples combattants du tiers monde *les masses prolétariennes*, qui « n'ont rien à perdre sauf leurs chaînes », et qui sont devenus le noyau principal du prolétariat *mondial* par leur révolte, et qui, par cette révolte, sont devenus l'avant-garde de la révolution prolétarienne, et sans plus se reconnaître en eux —

le contenu de la politique du mouvement étudiant, à partir de ce moment, n'était plus l'internationalisme, lutte anti-impérialiste au centre du système mondial, action solidaire avec les mouvements de libération et ainsi transmission de leurs combats *ici*, son action n'était plus militante, sa perspective n'était plus révolutionnaire : lutte armée — mais le problème de sa politique n'était plus que de savoir comment parvenir à toucher ceux qu'il se représentait, du fait de son concept réifié, comme étant le prolétariat de cette métropole : la marchandise, la chose, achetable.

Ce contenu, c'était ce qu'il faisait passer pour une transmission : projection de ses problèmes sur les masses, de son recours aux masses : se cacher derrière elles ;

C'était ce qu'il faisait passer pour internationalisme et solidarité anti-impérialiste : la charité.

C'étaient ses actions : des rituels appartenant aux oripeaux ressortis de la Troisième Internationale ; sa perspective : formation de sectes staliniennes.

La *réalité impérialiste* n'était plus, en tout cas, son problème.

De même que d'une part il ne pouvait, sans le concept du système mondial, accéder à la transformation du mouvement, de sa puissance de masse, en politique prolétarienne armée, et

donc en une tactique révolutionnaire à l'intérieur des métropoles dans le cadre de l'offensive stratégique des peuples combattants du tiers monde, dans lequel cette tactique deviendra stratégie, de même devait-il nécessairement, d'autre part, s'éloigner des luttes de libération dans le tiers monde, du combat anti-impérialiste mondial. Et de même devenait-il forcément — parce que sans la relation réelle, pratique, intégrante avec le processus, il n'y a plus que cette possibilité et perspective — opportuniste, sectaire, révisionniste. Il devait réduire le concept de l'impérialisme à une abstraction vide de sens : une phrase appartenant à un vocabulaire de secte.

Les points forts de ce mouvement ont déterminé aussi son retournement, le pas en arrière — vers la révision de la rupture au lieu de son développement.

Lorsque 30 000 personnes participèrent à la manifestation de mai de l'Opposition extra-parlementaire (A.P.O.) à Berlin, et cinq jours plus tard, le même nombre à la manifestation contre les lois d'urgence à Bonn, l'A.P.O. était arrivée au point contre lequel elle était partie en guerre : elle se battait avec des moyens parlementaires.

Après que le principe « briser les règles du jeu », c'est-à-dire la légalité bourgeoise, lui avait permis le développement d'identité et de subjectivité, elle lutta contre la légalisation de l'utilisation de l'armée à l'intérieur, les mains nues quant à son programme, elle en était arrivée à l'antifascisme bourgeois, à défendre l'Etat de droit capitaliste concurrentiel contre l'Etat capitaliste monopoliste planifié, à l'opposition petite-bourgeoise et au révisionnisme.

Lors de la manifestation contre les lois d'urgence à Bonn — et nous en parlons ici si longuement, parce qu'on peut voir clairement ce dont il s'agit et ce qui s'est passé lors de la séparation de ce mouvement d'avec nous, alors que nous ne l'avons pas lâché — l'A.P.O. s'est privée elle-même de sa conscience anti-impérialiste et a abandonné sa dimension : l'internationalisme et par là sa pertinence politique. Elle manifesta par son caractère pacifique que les lois n'étaient pas faites contre *elle*, que la politique prolétarienne n'était pas *sa* cause. Qu'elle refusait de voir désormais le caractère unitaire du système mondial, et donc l'unité de la lutte contre le fascisme de l'Etat impérialiste et du combat armé du peuple vietnamien. Elle manifesta par son caractère pacifique et par l'absence de lien avec le Vietnam — son éloignement de la réalité. Et ainsi la distance par rapport au

prolétariat, et ce qui est sa relation avec la politique prolétarienne depuis : pleine de charité, de prétention, de distance ; et sa relation avec la politique de l'Etat impérialiste depuis : pleine de peur, de complicité, de corruption ; sa relation avec la réalité : brisée, détruite, aliénée.

Ce que Frantz Fanon constatait au début des années 1960 à partir de l'expérience de l'insurrection des peuples du tiers monde : c'est-à-dire que seul avec la colère, la haine, l'existence d'un mouvement spontané « l'on ne pouvait vaincre dans une guerre nationale, qu'on ne pouvait mettre en fuite l'effroyable machine de guerre de l'ennemi », trouvait dans les métropoles sa correspondance dans l'expérience essentielle du mouvement étudiant : que la spontanéité, la révolte peuvent être intégrées si elles ne sont pas armées.

La contradiction globale (dans le mouvement étudiant transmis par la protestation contre la guerre impérialiste) produit la guérilla. Son combat dans la métropole en est l'expression, et elle produit son effet par cette contradiction et pour elle, voilà sa possibilité, et dans cette phase, à partir de la situation de faiblesse subjective du prolétariat ici, elle ne peut formuler rien d'autre comme stratégie.

Sa politique

n'est pas à même de déterminer le processus de transformation de l'Etat impérialiste — la dissolution de l'Etat constitutionnel bourgeois (et de son idéologie) dans la crise économique, et donc politique, et donc culturelle —, qui est inévitable, et elle ne peut certainement pas l'empêcher. Elle peut, dans la polarisation, l'utiliser pour elle. En le montrant et en le faisant apparaître, par son action, comme *réaction*, elle montre les conditions de la politique révolutionnaire et par cela elle fait apparaître sa stratégie.

Mais il est faux de dire que l'appareil qui se gonfle actuellement contre la guérilla urbaine, ne la vise pas, mais toute la gauche légaliste — il est dirigé contre nous, il vise, dans la politique de la guérilla urbaine, le potentiel toujours présent d'insurrection ; et la surdétermination de la réaction de l'Etat (comme sa non-ambiguïté contradictoire) a sa condition dans l'actualité internationale de celui-ci — même si c'est ici qu'il est le plus faible.

L'action de la R.A.F. a été et est possible du fait de la contradiction interne de la métropole elle-même qui depuis la défaite des U.S.A. au Vietnam est déterminée par la défensive globale du capital.

Pour comprendre les transformations et les crises qui apparaissent dans la superstructure et dans la totalité des appareils idéologiques d'Etat, et pour justifier la nécessité et la possibilité d'intervenir armé dans ce processus du côté de la classe, nous devons déterminer plus précisément *ici* les transformations dans le rapport du capital à la base économique.

Du côté de la classe, cela doit signifier, du côté des peuples du tiers monde, car ici il n'y a qu'un ennemi : les trusts internationaux sous l'hégémonie U.S., les alliances militaires impérialistes, le potentiel de pacification répressive auquel le prolétariat dans les métropoles et les peuples du tiers monde sont confrontés.

Au moment de l'équilibre stratégique, de la défensive de l'impérialisme du fait de sa défaite au Vietnam — la situation dans laquelle nous combattons est déterminée par trois lignes et leur dialectique :

- la guerre de libération, la révolution nationale et sociale à la périphérie, qui s'est développée en une offensive militaro-politique, en un front contre l'impérialisme ;
- la ligne de démarcation est-ouest, qui a son point de départ dans la Révolution d'Octobre, dans la première brèche dans le rapport du capital ;
- la ligne de démarcation entre capital et travail dans les métropoles, qui s'est développée en un antagonisme, du fait des

repercussions économiques, politiques et idéologiques de la crise politique du capital à la périphérie.

La socialisation du travail au niveau mondial, par l'intermédiaire de l'internationalisation du capital et ainsi par le caractère global du rapport de production capitaliste sous la domination des U.S.A., demande des initiatives révolutionnaires qui se déterminent directement à partir du contexte international de la lutte des classes — ce sont des actions dans le cadre de l'internationalisme prolétarien. La guérilla urbaine, dans les métropoles, parce qu'elle agit comme une partie du prolétariat mondial, agit comme avant-garde de la politique prolétarienne dans les métropoles.

La forme que les luttes de classes ont prise en Angleterre, France et Italie — revendications d'augmentations de salaires relativement importantes, occupations d'usines, grèves contre l'Etat à cause de l'inflation et absentéisme, est l'expression du refus du prolétariat de continuer à fonctionner comme force productive pour le profit du capital.

Plus le capital, du fait de la chute du taux de profit, se heurte à la limite de son développement, plus il intensifie l'utilisation sans limites de son potentiel de violence, et plus ses buts deviennent visibles : organiser les masses contre la tendance, contenue dans le processus de socialisation totale de la production, à l'insurrection contre l'appropriation privée, contre l'étatisation de la société — Voilà — en bref — le processus, dans lequel la domination du capital et la terreur ouverte contre les masses sont identiques dans le fascisme.

Nous ne voulons pas faire ici l'histoire du mouvement ouvrier — mais on ne peut revendiquer le concept de politique prolétarienne, on ne peut occuper *réellement* la position des masses les plus défavorisées, si l'on ne part pas de la réaction de l'impérialisme en tant que système unitaire. Si l'on ne part pas du fait que la classe dans les métropoles a été vaincue dans le passé, qu'elle a subi des défaites dans les luttes de classes et que sa direction a pu être corrompue. Du fait que le prolétariat dans les métropoles a abandonné les peuples du tiers monde dans leur combat contre l'impérialisme, qu'il s'est supprimé lui-même en tant que classe et qu'il a donc *dû* succomber à l'idéologie bourgeoise, aux campagnes racistes, chauvinistes, anticommunistes.

Si l'on ne part pas du fait qu'il ne peut *devenir* classe, qu'il ne peut développer la conscience de ses conditions historiques, la conscience de classe, qu'il ne peut obtenir, reconquérir son auto-

nomie et son intégrité que s'il comprend l'impérialisme comme un système unitaire et le combat en tant que tel — cela signifie : s'il reconquiert la dimension de l'internationalisme prolétarien comme condition de son combat et de sa victoire sur le capital impérialiste dans son propre pays.

Au moment de l'apogée du mouvement étudiant — dans les actions de solidarité avec la guerre de libération vietnamienne, cela était articulé comme anticipation. Nous avons dit en 1968 : « Le discours sur la révolution mondiale ne peut revendiquer de ne pas être une mystification que dans la mesure où l'avant-garde sur les différents fronts a conscience du fait que son combat particulier n'est qu'un élément d'un ensemble. »

C'est parce que le prolétariat des métropoles a mené ses luttes sans la conscience de n'être qu'un élément d'un ensemble, qu'il a pu être vaincu par le capital en 1918, en 1939 et dans la période de reconstruction après 1945.

En d'autres mots : on ne peut parvenir au concept du rapport du capital, si l'on exclut la partie du monde, que le capital, dans son développement historique, s'est subordonnée, et depuis 1945 c'est le capital sous sa forme la plus développée, celle du trust multinational, qui est le sujet de cette subordination.

Voilà pour ce qui concerne le point de départ de l'analyse. Toute critique la concernant ne pourrait se référer qu'au fait que nous pourrions, à un moment quelconque de son développement, perdre de vue le point de vue stratégique — celui des masses les plus défavorisées — celui de la base de la pyramide —, ce qui voudrait dire — ce qui veut toujours dire : anticiper la défaite de la pratique dans la théorie. Sans stratégie il n'y a pas de tactique.

Marx résumait l'unité du marché mondial qui se formait et se développait à son époque, et par là celle du prolétariat mondial comme unité de différentes formes de domination du capital : « L'hypocrisie profonde et la barbarie intérieure de la bourgeoisie se montrent à nous sans voiles, si nous portons nos regards des métropoles où sa domination a revêtu des formes respectables, civilisées, vers les colonies où elle est brutale. »

Si l'on veut désigner brièvement les phases historiques dans lesquelles le capital a été acculé là où il se trouve actuellement — dans la défense stratégique — il faut utiliser le processus même de décivilisation de sa domination dans les métropoles, comme opérateur de l'analyse.

Le point de retour, à partir duquel les formes de domination

dans les métropoles ont également été privées de leur « respectabilité », à partir duquel son processus est devenu un processus de désidéologisation — est la Révolution d'Octobre.

Depuis 1945, la réaction dans les métropoles est déterminée essentiellement par les luttes de libération des peuples du tiers monde, luttes d'abord anticolonialistes puis anti-impérialistes.

En 1945, le projet U.S. de faire liquider l'U.R.S.S. par l'armée fasciste avait échoué ; en 1949 c'était la victoire de la révolution en Chine.

L'impérialisme dont la Chine s'était libérée et au domaine de domination duquel l'Union soviétique échappa, retourne contre son propre peuple aux U.S.A., sous la forme de la terreur anti-communiste du Macarthysme.

En politique extérieure, commença l'offensive du « roll-back » ; financement tout d'abord de la guerre coloniale française au Vietnam, puis la Corée, la Malaisie, ensuite le renversement de Mossadegh en Iran, puis le Liban, l'Amérique latine, etc.

Mais le fait que l'impérialisme ne réussissait plus à séparer les formes « brutales » de sa domination dans les colonies des formes « civilisées » chez lui, signalait la faille dans l'équilibre stratégique au moment du passage à une stratégie défensive globale du capital qu'adopta l'impérialisme U.S. après la victoire de la révolution cubaine.

Commencèrent alors les programmes de contre-insurrection de Kennedy et McNamara contre les peuples du tiers monde — aux U.S.A. le contrôle et le fichage complet de l'opposition politique par la C.I.A. et le F.B.I., jusqu'à l'exécution systématique des cadres de l'opposition noire.

La guerre de résistance et de libération du peuple vietnamien et ses conséquences ont précipité l'impérialisme U.S. et son système du bloc impérialiste U.S. dans la crise, sur le plan politique, économique et militaire. La lutte du peuple vietnamien a aiguë la contradiction prolétariat mondial — capital impérialiste, et elle a affaibli globalement la machine impérialiste. Elle était l'antagoniste par excellence, parce que — ainsi Guevara — « des possibilités révolutionnaires sont contenues dans les affrontements qui tiennent en échec tout l'appareil impérialiste ».

A ce propos la forme *intérfétatique* des relations internationales du capital, dans laquelle l'État national doit devenir institution pour le capital dominant — c'est-à-dire fonction de la politique extérieure U.S. conçue comme « politique intérieure mondiale »,

est essentielle. Elle développe une structure du pouvoir, à partir de laquelle toute guérilla, même si elle est encore faible, représente un moment d'instabilité pour tout le système d'États du bloc U.S. et à partir de laquelle chaque action de la guérilla fait apparaître le processus de désagrégation avancée du système de la production capitaliste et le développe de façon stratégique.

La crise économique de l'impérialisme ne fonctionne plus en elle-même comme instrument de la régulation et de la régénération du cycle capitaliste — et les raisons en sont politiques : dans les luttes de libération à la périphérie, le capital s'est heurté à sa limite *politique* — la politique prolétarienne. C'est une évolution dont la Révolution d'Octobre et plus tard — par l'intermédiaire de la Troisième Internationale et de la Révolution chinoise — les guerres de libération du tiers monde sont les opérateurs. Ceci est aujourd'hui conscience et stratégie, des deux côtés du rapport du capital : du côté du capital international sous l'hégémonie U.S. et du côté du prolétariat mondial.

Nous avons dit :

La brèche dans le rapport du capital a eu lieu lors de la Révolution d'Octobre. Sa défense a développé et développe encore, parallèlement au mouvement du capital, une non-simultanéité, qui a son expression parfaite dans le potentiel *over-kill* qui s'affronte : la machinerie devenue autonome.

Cela signifie que par l'obligation de développer, dans la situation de l'encerclement, une production d'armes qui soit militairement à la hauteur du potentiel de destruction de l'impérialisme, l'Union soviétique fut obligée d'adopter le modèle d'accumulation : non-simultanéité du développement de la ville et de la campagne, du développement de l'industrie lourde et de l'industrie des biens de consommation, production de surplus pour l'utiliser dans l'armement, donc destruction de plus-value avec la conséquence d'un renoncement accru à la consommation.

La marche de la Révolution d'Octobre était déterminée par le fait que la production de biens matériels en U.R.S.S., après cet Octobre, n'était pas dictée seulement par la nécessité d'une aug-

mentation radicale de la faible offre par tête en produits alimentaires, vêtements, logements, etc., mais aussi par la nécessité de constituer tout de suite une puissance militaire forte pour empêcher une reconstruction contre-révolutionnaire : l'intervention impérialiste. Staline disait en 1931 : « Nous avons cinquante à cent ans de retard sur les pays développés. Nous devons rattraper cette distance en dix ans. Ou bien nous arriverons à le faire ou bien nous serons écrasés. » En effet, dix ans plus tard, il y eut l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. De même aujourd'hui encore, la concurrence et la compétition n'ont lieu que dans le domaine de la machinerie militaire devenue autonome, et non pas comme Khroutchtchev croyait pouvoir le propager au milieu des années 1950, dans celui de la production de biens de consommation.

Cela veut dire que les deux systèmes disposent d'un potentiel de destruction qui est aujourd'hui l'expression la plus développée de la production humaine, si l'on prend comme critère le niveau scientifique et technologique que la production d'armement a permis d'atteindre.

La Révolution d'Octobre a eu des effets dans deux directions : elle a structuré le processus de la réaction et ainsi le développement du capital dans l'impérialisme, comme processus contre-révolutionnaire, et elle a organisé avec la formation de la Troisième Internationale, qui contrairement à la seconde s'est placée du côté des mouvements de libération anticolonialistes des peuples du tiers monde, le lien stratégique entre les luttes anti-impérialistes à la périphérie et celles dans les métropoles.

Ainsi c'est à partir de la Révolution d'Octobre que nous devons évaluer le rapport de forces dans les métropoles — et son histoire : révisionnisme, le désarmement de l'affrontement dans l'économie, dans les luttes économiques, dans lesquelles l'antagonisme de classe a pu devenir le moteur du développement capitaliste —

et ainsi c'est à partir de la Révolution d'Octobre qu'il faut évaluer le processus de décolonisation. Les deux se rejoignent au moment de l'équilibre stratégique et du basculement dans la défense stratégique du capital : au moment de la guerre au Vietnam.

Dans le processus de la socialisation du travail, la réaction du capital monopoliste contre l'insurrection a été l'introduction du taylorisme, et cette fois-ci globalement, avec le but explicitement politique de priver le modèle révolutionnaire comme il était apparu en Allemagne, les conseils ouvriers, de la base dans la production, des ouvriers qualifiés, qui jusqu'alors avaient la direction

dans les organisations du prolétariat — social-démocratie, syndicats etc.

Le forcing du taylorisme signifiait son utilisation *stratégique* par le capital, pour désorganiser le prolétariat en tant que classe pour soi, et le rendre de toute façon inorganisable.

Le taylorisme était le véhicule de l'offensive du capital à la base contre le prolétariat organisé — donc combattant. Le capital montre sur ce point, dans la réaction à la Révolution d'Octobre, que la production est le lieu où le prolétariat lutte par principe dans la défensive, où il ne peut *attaquer* ; que la contradiction travail salarié — capital ne peut être brisée par des luttes de classes qui se meuvent à l'intérieur de cette contradiction.

C'est par le taylorisme que le capital organise la production — et ainsi le processus du travail, de façon *politique* : un développement qui prive le travail du personnage qui était le ferment de son organisation de classe par le processus de production : l'ouvrier qualifié.

Lorsque nous constatons que l'établissement du capitalisme monopoliste, en passant par le capitalisme concurrentiel, mène à la domination du politique, c'est-à-dire de l'Etat sur l'économique, cela signifie au niveau de l'usine, que la technologie devient directement technologie de répression ; son but en tant que capital n'est plus uniquement la consommation de force de travail vive, donc d'utilisation du capital, mais la technologie elle-même devient directement instrument de domination. Ces nouvelles formes de la division du travail, découpant et en même temps intensifiant le travail manuel, amènent une nouvelle couche d'ouvriers-aristocrates dans l'usine — le technicien, qui surveille à la fois le processus du travail et le travailleur.

La conséquence de cette restructuration du prolétariat par la déqualification du travail et l'apparition de nouvelles technologies comme opérateur de la hiérarchisation des processus de travail, en un mot : de la politisation de la production, était forcément l'épuisement des organisations politiques d'ouvriers traditionnelles — des partis et des syndicats. Ce qui se passe désormais dans ces formes anciennes, c'est l'organisation des travailleurs pour le capital, parce que la condition de l'organisation pour le prolétariat — une organisation déterminée du travail (organisation de la production et ainsi stratégie) — n'appartenait plus au prolétariat.

La social-démocratie au pouvoir apparaît toujours au moment, où il s'agit pour le capital de reprendre sa ligne de défense,

pour pouvoir développer, dans la défense de la réaction, une nouvelle offensive contre le prolétariat. C'était ainsi en 1918, c'était ainsi en 1966, ainsi opérait Roosevelt dans la crise au début des années 1930, c'est ainsi au Portugal et en Espagne. En 1918, le S.P.D. avait la fonction de démanteler les luttes de classes — de retourner leurs contenus par leur intégration dans le développement du capital, par leur parlementarisation. Ce qui signifie l'expression institutionnelle, au niveau de l'Etat, du processus de restructuration que le capital avait introduit.

Il y a trois niveaux, sur lesquels se jouait l'intégration de l'antagonisme dans le développement du capital par la social-démocratie, après que Noske (ministre de la Guerre à l'époque) avait fait réprimer la révolte spartakiste par la police : par la subordination du parti sous le groupe parlementaire, si bien que la seule expression politique organisée du prolétariat était le parlementarisme, et cela signifie la politique d'Etat structuré par le capital ; par la subordination des syndicats sous le parti — ce qui implique la dépolitisation définitive des luttes de classes économiques ; et par le système des comités d'entreprise, avec lequel la social-démocratie usurpe les contenus de l'insurrection de 1918-1919 — essentiellement l'autonomie — en les reprenant de façon programmatique et en en faisant ainsi le facteur de l'organisation du prolétariat pour le capital.

Le modèle d'Etat planifié développé pour la première fois en Allemagne par la social-démocratie, qui organise la contradiction travail salarié — capital pour le capital, a été concocté par Roosevelt aux U.S.A., avec le New Deal — syndicats d'Etat et un réseau dense de postes au gouvernement dans la société, institutionnalisation de la lutte des classes comme modèle de domination de la crise : c'est de là qu'il a été ré-importé dans les trois zones ouest après 1945, par les forces d'occupation U.S., dans le processus de la restauration du capital monopoliste ; c'est à partir de là que le prolétariat ouest-allemand a été organisé directement par le capital U.S., par l'intermédiaire de la social-démocratie achetée par le capital U.S., et des syndicats structurés et financés par la C.I.A.

La troisième ligne, qui, avec l'irruption de la Révolution d'Octobre dans le rapport du capital, est devenue l'opérateur de l'affrontement global entre processus révolutionnaire et impérialisme, est les luttes de libération anticolonialistes, qui avaient leur point de départ commun et leur centre de discussion et de coordination dans la Troisième Internationale — cela concerne surtout les luttes de libération en Asie du Sud-Est, par lesquelles, en 1945,

les vieilles puissances coloniales, l'Angleterre, la France et la Hollande furent ébranlées, si bien qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale impérialiste, les U.S.A. étaient devenus la dernière puissance dirigeante, impérialiste, néo-colonialiste, dominante.

Lorsque l'U.R.S.S. disposa finalement, comme les U.S.A., d'armes nucléaires, la condition politique fut créée par le pacte atomique, pour le développement des luttes armées de libération à la périphérie contre l'impérialisme U.S., dans la mesure où cela rendait possible, « sous sa protection », des guerres locales limitées régionalement, sans que cela déclenche une troisième guerre mondiale, ou si l'on veut, sans s'attirer tout le potentiel de destruction des U.S.A.

Il est important de constater que, bien que le modèle d'accumulation soviétique n'ait évidemment pas pu représenter une force d'attraction pour le prolétariat dans les centres d'accumulation du capital et que les partis communistes dans les centres, organisés dans la Troisième Internationale, n'aient pu arriver, après 1917, à aucune politique autonome révolutionnaire, le développement de l'opposition Est-Ouest vers la ligne de démarcation comme conséquence et fonction de la Révolution d'Octobre, est resté irréversible.

C'est ainsi que la victoire du peuple vietnamien sur les U.S.A. a pu rétablir l'équilibre entre processus révolutionnaire et impérialisme, que le passage de l'impérialisme dans la défensive a pu devenir la rupture stratégique du système.

Nous avons dit : le Vietnam est le moment de l'équilibre stratégique entre l'impérialisme et la révolution, et ainsi le commencement d'une évolution au cours de laquelle l'impérialisme est acculé à la défensive stratégique.

L'affrontement militaro-politique sur la ligne de démarcation Nord-Sud développe la ligne de démarcation à l'intérieur de la métropole, qui amène le capital, du fait de la modification de la composition organique, qui lui est imposée par la technologie de guerre etc., et du fait de la chute du taux de profit, à se heurter à sa propre limite. Ainsi la crise dans les métropoles n'est pas seulement une crise cyclique, c'est-à-dire une crise de surproduction, elle est avant tout structurelle. Les formes de transmission, donc le marché et la monnaie, ne correspondent plus aux conditions réelles à la base, elles ne les transmettent plus, parce qu'à la base le rapport du capital au mode de production — machinerie au stade de passage à l'automation — est devenu dysfonctionnel. La situation de l'impérialisme est caractérisée par le fait qu'il n'a plus de

stratégie, qu'il n'est plus capable que de poursuivre un seul but : entraver le processus historique — processus qui est tout aussi bien saisi par le concept d'expropriation que par le concept de conquête du pouvoir, et dont le projet — communisme — est finalement le bouleversement total des rapports de production, du mode de production et donc de l'organisation sociale, des formes de communication entre les hommes — finalement le dépassement, la fin de la politique.

En Europe, le projet de la défensive américaine est la formation d'un bloc homogène et intégré sous la direction de la République fédérale de la social-démocratie. Nous avons développé et analysé cette détermination à partir du mouvement du capital et du rapport de forces entre les mouvements de libération du tiers monde et l'impérialisme U.S. Nous allons maintenant concrétiser ceci par quelques points et montrer comment ce bloc homogène est imposé, par la centralisation et la restructuration des appareils d'Etat, leur large usurpation répressive des fonctions sociales — en bref : leur transformation en départements de l'Etat fasciste développé.

Ce développement de la transformation des appareils d'Etat en un instrument de contrôle centralisé et intégré du capital, peut être montré à partir de l'exemple de la loi sur le Service pour la Protection de la Constitution dans le Land de la Basse-Saxe — des lois analogues ont été adoptées ou sont en préparation dans d'autres Länder fédéraux : elle fonctionne, à ce stade de la création du bloc intégré, comme centrale des services de renseignements. Elle oblige tous les services administratifs à transmettre des informations au Service pour la Protection de la Constitution — sans qu'on leur demande, automatiquement ; le terme employé pour cela est « obligation de rapport ». Par cela, tous les services administratifs, y compris les media, institutions de droit public, sont transformés en un gigantesque centre de renseignements à la solde du Service pour la Protection de la Constitution.

Il se développe un appareil de services secrets qui dispose de l'instrument de canaux de communication du bas vers le haut et du haut vers le bas — un appareil de renseignements dans lequel le peuple est totalement objet.

C'est la transformation des media en une super-agence de renseignements, qui fonctionne à deux niveaux : contrôle et fichage, et conduite psychologique de la guerre. Elle est possible par un appareil, dont le fonctionnement pourrait atteindre une totalité ab-

solue, qu'un ministère de la propagande serait incapable d'atteindre.

1 p
Un appareil qui rassemble les informations, les met en fiches, les transmet à la Sûreté de l'Etat/au Service pour la Protection de la Constitution — à la C.I.A., voire à l'O.T.A.N. — qui les analyse et qui, d'après les résultats, crache de nouvelles informations, structurées psychologiquement — pour contrôler, voire développer des campagnes par lesquelles la restructuration est imposée.

(Un exemple : les lois d'exception, et comment elles ont été imposées dans les procès contre les prisonniers de la R.A.F., par des campagnes de guerre psychologique contre les prisonniers et contre les avocats : par des manœuvres relevant de la guerre civile, jusqu'aux opérations et programmes de contre-guerrilla planifiés, introduits par la C.I.A. qui en fournit le matériel — comme par exemple, le dépôt et l'explosion de bombes dans les consignes automatiques de gares organisés par la Sûreté de l'Etat, ou bien les programmes d'extermination, structurés psychiatriquement, contre les prisonniers —)

1 p
La loi sur le Service pour la Protection de la Constitution du Land de Basse-Saxe est un exemple expliquant le fond du problème, parce que le moment global de la stratégie militaire impérialiste est la conduite psychologique de la guerre, donc la manipulation des masses — nécessaire du fait qu'une mobilisation réactionnaire des masses n'est plus possible. L'impérialisme n'a pas de projet pour lequel il puisse encore mobiliser les masses.

1 p
Le projet que le Premier ministre belge Tindemans propage maintenant pour la C.E.E., correspond exactement aux buts de la social-démocratie d'organiser, pour le capital américain, l'Europe occidentale en un bloc politique économique et militaire, qui sera dirigé par le Pentagone. La proposition du F.D.P. à ce propos est d'intégrer les appareils de sécurité intérieure et extérieure, donc le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense, tandis que Maihofer, à un niveau inférieur, opère la militarisation de la politique intérieure européenne — en visant l'homogénéisation horizontale et verticale des appareils répressifs d'Etat à l'intérieur de l'Europe occidentale — par l'intermédiaire de la conférence des ministres de l'Intérieur de la C.E.E. L'intégration de la politique intérieure de l'Europe occidentale dans l'O.T.A.N., par l'intermédiaire des machines de répression, signifierait que tout l'appareil de la Sûreté de l'Etat et de la police, c'est-à-dire police, police de la frontière (B.G.S.), commandos mobiles d'intervention (M.E.K.), Office fédéral de la Police criminelle (B.K.A.) et son

ordinateur, qui est quand même le plus important ordinateur de police dans le monde, deviendrait une dépendance ou plus exactement : une fonction directe du Pentagone —

La forme institutionnelle que revêt le projet, dès aujourd'hui, est la réserve des forces d'intervention de l'O.T.A.N., dont l'utilisation contre les mouvements révolutionnaires en Italie, en Grèce, en Espagne, au Portugal appartient dès aujourd'hui à la doctrine des ministres des Affaires étrangères de la C.E.E.

Le but de la social-démocratie est d'imposer ce projet d'intégration de la politique intérieure et extérieure des Etats de l'Europe occidentale, par l'intermédiaire de l'énorme potentiel économique de l'impérialisme ouest-allemand, au niveau des gouvernements et d'une manière opérationnelle — par les partis sociaux-démocrates, par l'intermédiaire de l'Internationale Socialiste.

(Brandt : « Le désir d'unification sur le plan mondial ne doit pas, d'après moi, nous empêcher de faire — de faire surtout cela aussi — ce qui est nécessaire et possible devant notre porte pour aider la social-démocratie européenne à atteindre une consistance renforcée et une qualité meilleure. Et quand je parle de la social-démocratie européenne, je pense, dans le sens opérationnel, aux parties de la communauté s'élargissant directement ou indirectement. » — Brandt, Kreisky, Palme : « Lettres et conversations ».)

Nous ne disons pas que le développement de ce bloc en Europe occidentale est une chose acquise — c'est un projet. Il s'agit pour nous, en montrant en Allemagne fédérale la stratégie de la social-démocratie comme stratégie des U.S.A., d'en empêcher la réalisation.

1 p
Le bloc ouest-européen qu'envisage l'Allemagne fédérale comme Etat représentant les U.S.A. en Europe occidentale, ainsi que la social-démocratie comme une fonction de la politique extérieure U.S., devrait être, selon les conceptions de Herold, organisé d'après le modèle de structure de la R.F.A. comme fédération ; cette structure dans laquelle la B.K.A., pour les poursuites contre la R.A.F., avait organisé des commissions spéciales dans toutes les capitales des Länder — auxquelles étaient subordonnés la police criminelle de chaque Land, la police de protection, le Service pour la Protection de la Constitution de chaque Land (Verfassungsschutz) et les unités de la police de la frontière (Bundesgrenzschutz), qui étaient chargés des recherches. Le « modèle fédératif de la R.F.A. », cela signifie donc, en d'autres mots : sous la direction centrale, c'est-à-dire le commandement de la Républi-

que fédérale, de sa Sûreté de l'Etat, composée de l'Office fédéral de la Police criminelle (B.K.A.), de l'Accusation fédérale, du Service pour la Protection de la Constitution, des services secrets, du ministère fédéral de l'Intérieur, etc.

Cela est formulé dans la phrase de Genscher (ministre des Affaires étrangères, F.D.P.), par laquelle il récusé la critique de l'Union soviétique du plan Tindeman — le fait qu'on n'apprend même plus le contenu de cette critique par la presse est assez significatif — : toute tentative de s'immiscer ici est une tentative de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Communauté européenne.

Ici Genscher se fait le porte-parole d'une unité politique, économique et militaire de l'Europe occidentale, qui n'existe que par la prétention d'en être l'exécutif, le centre, la centrale de commandement. Genscher anticipe par là le plan Tindeman comme s'il était déjà réalisé — il dicte par là les relations Communauté européenne — Union soviétique. « Immision dans les affaires intérieures » est tout de même un délit en droit international — c'est-à-dire que Genscher prononce par sa phrase la menace de la guerre (froide) entre C.E.E. et Union soviétique.

L'initiative actuelle de Maihofer, d'imposer, par l'intermédiaire de la Communauté européenne — puisque cela ne marche plus par l'O.N.U. — une convention antiterroriste — un « pacte » comme on nomme la chose — où il s'agit essentiellement de sanctions contre les Etats du tiers monde, qui offrent l'asile à des guérilleros (par exemple par un boycott conséquent, par le retrait d'aide au développement) a pour but de faire passer la même prétention de direction de la R.F.A. — ici dans la relation C.E.E.-tiers monde.

Voilà la correspondance, en politique intérieure, de la réaction U.S. en Europe, à la ligne désormais ouverte de la stratégie militaire américaine et donc de la doctrine de l'O.T.A.N., selon laquelle les U.S.A. peuvent employer des armes nucléaires même pour une stratégie préventive. Dans le cas d'un conflit tel que les manœuvres de l'O.T.A.N., Wintex 75, le supposent, le président des Etats-Unis décide après 7 jours l'utilisation d'ogives atomiques au-dessus du centre de l'Europe — en tout, pour ces manœuvres, on a supposé l'éventualité de 200 ogives nucléaires au-dessus de la R.F.A. — sur Hambourg, Cologne, Hannover, la Ruhr, Francfort, Stuttgart et Munich — de cinq millions de morts et de la transformation de la R.F.A. en désert atomique intégral, en supposant par ailleurs que dès le huitième

jour il deviendrait impossible, en fonction de la situation des manœuvres, de déterminer de quel côté les bombes sont lancées.

Ce qui signifie simplement : lorsque la conception faible de la conduite conventionnelle de la guerre en Europe occidentale se sera effondrée, le potentiel nucléaire U.S. transformera en désert le territoire de la R.F.A. que l'on ne pourra plus tenir.

La nature de la stratégie militaire et de la politique militaire impérialiste s'est révélée dans la stratégie de génocide des U.S.A. contre le Vietnam : là-bas il est devenu manifeste que le but de guerre de la politique militaire impérialiste est l'extermination totale.

(La formulation de Westmoreland était : « Ou bien le Nord-Vietnam cesse son agression, ou bien nos bombes le feront retourner à l'âge de pierre. ») Et si, il y a quelques mois, Leber (ministre fédéral de la Défense, S.P.D.) dans la ligne des manœuvres Wintex 75, a donné son accord à la doctrine du Pentagone de l'attaque atomique préventive, et, de ce fait, à la destruction atomique du territoire de la R.F.A., cela caractérise très clairement et sans précédent historique, la fonction de la social-démocratie pour le capital américain. Voilà la politique militaire d'un gouvernement qui n'a même pas son pareil dans la politique militaire des régimes fantoches du tiers monde — peut-être tout au plus Syngman Rhee en Corée, qui — comme la conception de Leber — a donné son accord à la destruction totale de son pays — pendant la guerre de Corée. On ne peut mieux illustrer le statut colonial de la R.F.A. par rapport aux U.S.A. Il n'y a aucun gouvernement au monde, et il n'y en a jamais eu aucun, qui ait ainsi évoqué publiquement la destruction totale du peuple qui est sous sa domination, dans l'intérêt d'une puissance étrangère.

Les bases de ces conceptions ne sont pas des hypothèses fictives et invraisemblables, mais des estimations réalistes d'une situation possible et de son évolution.

Ainsi, elles contiennent en même temps une condition tacite, mais nécessaire : la manipulation totale et scientifique du peuple, un retournement complet du rapport être et conscience dans la réception de chaque individu et du peuple — donc : publique.

Cela signifie : la condition nécessaire de cette conception de la stratégie militaire impérialiste (dans laquelle seule la politique

du capital se manifeste) est l'obligation de restructurer l'opinion publique par des stratégies de manipulation, et de la re-situer comme opinion publique de l'Etat impérialiste : ici se révèle le caractère général de la stratégie de la conduite psychologique de la guerre.

18

Extraits des dépositions (procès-verbal) de prisonniers de la R.A.F. sur la structure du groupe.

Après une requête de la défense à Stammheim dans le cadre de la production de preuves.

Juin-août 1976

à au procès

... Evidemment, c'est idiot de dire : étudiante, parce que justement cela s'est passé pour chacun de nous et s'était passé. On ne peut que dire : rien de semblable.

Et le second point est que je ne répondrai de toute façon, à aucune des questions posées par vous, par le tribunal, par la justice, par l'Accusation fédérale. Ce serait absurde. Tels ne sont pas les rapports. Pour les rapports entre nous et la cour, la justice, l'Accusation fédérale, le terme précis est celui de guerre, et son expression la plus précise est que quatre d'entre nous sont morts, assassinés alors que prisonniers.

A ce niveau, il n'y a ici aucune possibilité de discussion. Pourquoi venons-nous ici, pourquoi faisons-nous ceci, pourquoi venons-nous au procès...

18

PRINZING. — Non, ce n'est pas l'objet. Le contexte...

— Si ! Cela en fait partie. C'est juste le commencement. Je veux commencer maintenant par ce que je veux dire ici et je n'ai pas l'intention d'écouter vos imbécillités.

Pourquoi, après tout, quelqu'un d'entre nous vient encore ici après la mort d'Ulrike, c'est parce que nous pensons, parce que nous pouvons dire ici qu'il est nécessaire de montrer la vé-

ritable structure du groupe comme elle était et comme elle est réellement.

Pas ce distillat de la guerre psychologique, tel que Müller l'a décrit dans ses déclarations, pas ce qui est affirmé là, donc pratiquement une structure fasciste, pour le dire une fois clairement. Et ceci amènera naturellement toute cette construction selon laquelle Ulrike aurait pu se suicider, à s'effondrer.

Il ne s'agit en aucun cas pour nous de prouver comment Müller ment et qu'il ment. Ce niveau est criminologique, il ne s'agit sûrement pas de cela. Pour nous il s'agit du contenu, de décrire le contenu de la structure telle qu'elle était réellement. Bien sûr c'est assez difficile ici, mais on doit essayer, en décrivant simplement.

Je veux commencer par le fond de la déclaration de Müller, par ce qu'elle vise. La Sûreté de l'Etat estime en effet nécessaire l'implication de Müller dans les attentats, pour que soient possibles les condamnations. Il faut ajouter à ce propos que la conception stratégique que la R.A.F. a développé en 1972, était dirigée contre la présence militaire et politique des U.S.A. en R.F.A., et que les différentes mesures tactiques et opérationnelles correspondantes ont été l'attaque du Quartier général de la C.I.A. à Francfort, l'attaque contre le Quartier général américain à Heidelberg et l'enlèvement des trois commandants alliés à Berlin. Cette décision, ce concept a été développé au cours d'un processus collectif de discussions de tous ceux qui étaient organisés dans la R.A.F., c'est-à-dire il y a eu un consensus de tous les groupes, de chacune des différentes unités dans les villes et donc une conscience claire de chacun de ce que signifie la fonction de cette attaque.

Nous sommes donc tous responsables de ces attaques contre la présence militaire des U.S.A. en R.F.A., c'est-à-dire, que nous sommes tous responsables des attentats, des attaques contre les quartiers généraux.

Cela dit déjà tout sur la structure et rend très clair ce que Müller essaie de dire, cette idiotie : que six personnes auraient pu faire tout cela, réaliser toutes les attaques qui ont eu lieu — complètement absurde.

Dans le contexte de la conception stratégique, il y a aussi le projet de faire prisonniers les commandants alliés, et de les échanger. L'escalade que cela représente, compte tenu de la réaction au plan, je ne veux pas en parler ici. De toute façon il n'y a rien à en dire.

Cette décision, la conception de ces attaques et notre responsabilité, s'expliquent par un élément essentiel de notre propre histoire : la politisation par la mobilisation du mouvement étudiant en tant qu'opposition à la guerre du Vietnam. Ceci était pour nous un moyen tout à fait clair de comprendre la nécessité et les limites de la mobilisation pour le Vietnam, ses limites objectives, ce qu'elle pouvait atteindre et ce qu'elle ne pouvait pas atteindre, avant d'être écrasée et récupérée.

On peut dire que c'est l'expérience de la nécessité de la lutte armée — c'est-à-dire atteindre le niveau qui correspond à la situation dans laquelle nous nous trouvons ici en R.F.A., colonie américaine, subcentre stratégique de l'impérialisme américain, cette situation qui a constitué la R.A.F., toute cette argumentation qui a été développée dans la déclaration. Je ne pense pas que je dois encore répéter cela ici. Pour moi il s'agit maintenant d'expliquer cela à partir du groupe.

Concrètement à propos des commandants alliés. L'enlèvement avait, du point de vue matériel, le but de délivrer les prisonniers, c'est-à-dire d'arriver par l'enlèvement à un échange des prisonniers qui, à l'époque déjà, avaient été arrêtés et contre lesquels déjà, l'isolement et les tortures physiques étaient utilisés.

Cela signifie, que pour le groupe, c'était une nécessité objective de libérer les prisonniers. L'échange est le seul moyen. Müller, autant que je sache, ne parle des commandants alliés à Berlin, que dans les ragots confiés au *Stern*, au contraire dans ses dépositions il n'en parle pas du tout. Et je pense que le but recherché est tout simplement par là de taire complètement la politique de la R.A.F. en 1972. C'est évident, car Berlin était une chose décisive pour nous, et relativement difficile à réaliser, difficile opérationnellement. Trois commandants alliés, trois, cela signifiait : trois grands commandos qui devaient la réaliser. L'action était déjà dans sa phase d'exécution mais, du fait de l'arrestation, elle ne pouvait plus se faire : Andreas a été arrêté environ deux semaines avant la date prévue et de ce fait, évidemment, une partie de l'infrastructure s'est effondrée. C'est-à-dire que nous ne pouvions pas savoir si la partie de l'infrastructure prévue directement pour l'action était également touchée. A cela s'est ajouté le fait que le commandant américain était très bien gardé et que le timing et la coordination étaient difficiles. Pour nous il n'était plus possible de réaliser cette action.

Mais ceci est important, car c'était ce que nous avions en cours, en particulier Andreas et Gudrun. Et c'est justement pour cela que la Sûreté de l'Etat ne laisse plus Müller parler de cette affaire pour pouvoir prétendre qu'Andreas et Gudrun ont participé aux attaques contre les hôtels de police.

Ceci est dégueulasse, c'est idiot. ceci ne correspond pas du tout aux faits. Andreas et Gudrun étaient, à cette époque, avec moi à Berlin et nous avons organisé là-bas cette action.

Sa construction absurde, c'est que quatre ou cinq types auraient réalisé toutes les attaques en R.F.A. Il n'est certainement pas nécessaire de s'étendre là-dessus, parce que chacun peut se rendre compte à quel point c'est ridicule, et combien l'intention est évidente. Donc toute cette monstruosité ici, ces cinq accusés à qui l'on attribue directement tout, ne sont maintenant plus que trois d'ailleurs. C'est maintenant toute la même ligne, par là toute la dramaturgie, toute la ligne appliquée devient claire : la guerre psychologique, menée par l'Accusation fédérale et le tribunal — qu'il n'y a pas de contradictions là-dedans, qu'il ne peut, naturellement d'ailleurs, pas avoir de contradiction.

Par exemple, ce que Müller dit de Munich — je crois qu'il a déclaré qu'Andreas et Gudrun auraient fait cela. Ce qui est vrai, c'est que ni l'un ni l'autre n'y ont participé. J'ai déjà dit qu'à l'époque Andreas était à Berlin, et ces actions ont été menées par des groupes qui étaient à Munich. De toute façon — on peut le dire maintenant — la R.A.F. était à ce moment-là organisée de la manière suivante : il y avait huit groupes établis dans six villes, dont deux groupes forts dans deux villes. Un de ces groupes était à Munich. Les groupes, les différentes unités étaient intégrés dans le système logistique : il y avait entre les différentes unités un lien dans la discussion, mais elles étaient autonomes dans leur décision pour l'exécution opérationnelle.

L'objectif précis, la planification, le checking, le moment de l'action étaient laissés au choix des différents groupes, d'ailleurs il ne peut pas en être autrement et naturellement c'était comme cela, donc nous ne savions rien de concret sur ces actions auparavant — mais même si nous l'avions su, nous ne les aurions pas empêchées, parce que — bon, ce n'est pas une chose que d'empêcher ce qu'un groupe a décidé. Mais nous n'aurions pas pu les empêcher, ni dans le temps, ni techniquement. C'était impossible vu les conditions. Le sens de ces attentats était clair : c'était une réponse au fait que des combattants avaient été

abattus en pleine rue comme Petra ou Tommy¹. Notre intention n'aurait jamais pu être d'empêcher cela.

Le but poursuivi par Müller, avec de telles implications, c'est naturellement de masquer la conception stratégique, l'escalader complètement, la détruire par des implications idiotes. La conception stratégique qui se définissait dès le début contre la présence militaire U.S., contre l'occupation par l'armée U.S., contre la dépendance politique et économique complète des U.S.A., c'est l'élément que cette implication vise. C'est important, parce que cela doit désavouer la politique du groupe. La détruire.

Il y a encore autre chose qu'il affirme, je pourrais peut être concrétiser cela en répondant aux questions que vous me poserez. Je fais cela pour l'instant, d'une manière générale. Donc l'affirmation selon laquelle Ulrike aurait voulu l'attaque contre l'immeuble Springer et l'aurait réalisée, et ceci en opposition à Andreas et Gudrun, ou même en opposition à des parties du groupe. Et l'affirmation qu'il y aurait eu ensuite une scission, ou du moins, dans ce genre, des luttes entre les membres, la erreur, ou je ne sais ce que dit ce porc exactement. C'est un fait que lorsque l'action de Hambourg a été réalisée — et ceci a déjà été expliqué ici dans ce procès — nous n'en savions rien, justement du fait de l'ensemble de la structure : c'était une décision autonome, une action menée d'une manière autonome par le groupe de Hambourg.

Après l'action, il y a eu une forte critique par les autres groupes. A la suite de cela, Ulrike a été à Hambourg pour savoir exactement, comment cela a été possible, car la R.A.F. n'a jamais fondamentalement conçu des actions où il y avait un risque que des civils puissent être touchés. C'était l'un des éléments essentiels dans toutes les discussions et la critique concernant le groupe de Hambourg était qu'il avait mené l'action sans avoir intégré dans sa conception, sans avoir vu clairement que, naturellement, jamais Springer ne ferait évacuer le bâtiment.

Que donc on n'était pas préparé à cela. C'est dans ce but qu'Ulrike est allée à Hambourg, afin de comprendre, d'y voir plus clair. Après ses constatations elle a rédigé le communiqué de l'action, où tout cela est mentionné, — tout le déroulement de l'action, les mises en garde, Springer n'évacue pas, etc. C'est-à-dire ce que dit Müller, ce qu'on sait déjà dans quel but.

¹ Petra Scheim et Thomas Weisbecker

c'est bon

Müller

Et pour Ulrike maintenant, qu'il prétende, qu'elle avait même l'intention, qu'elle aurait pu avoir l'intention de mener des actions contre l'avis des autres. C'est complètement dingue — et cela correspond tout à fait à la ligne qui est suivie maintenant dans un but de propagande : tensions, etc. Toute cette fiction qui doit légitimer le meurtre d'Ulrike, l'affirmation qu'il existait des tensions c'est une histoire qui remonte — à ce que dit Müller ici, jusqu'à Hambourg, jusqu'à l'organisation du groupe en 1971-1972, tout cela est toute une construction qui est montrée ici, dans l'unique but de légitimer le meurtre...

PRINZING. — Bon, je veux vous dire maintenant que vos jugements de valeur et vos opinions sont sans objet ici. Toute votre affirmation comme quoi il y aurait eu un meurtre, je ne l'accepte en aucun cas. Ceci nous amènerait à devoir prendre des mesures d'ordre.

— Bien sûr, il y a encore un point sur Berlin où Müller prétend qu'Andreas aurait ordonné là-bas des attentats ou même qu'il y aurait poussé des gens, je ne connais pas exactement la formulation. C'est absurde, parce que l'action contre les commandants était juste avant sa réalisation. Il n'y a donc pas eu du tout de discussion sur les actions à Berlin. Si Müller dit cela, cela ne peut que signifier — puisqu'il a déjà parlé de cette action contre les commandants alliés dans le *Stern*, et qu'il la connaissait, mais pas dans les détails concrets — que par cette affirmation la ligne politique devait être brisée, que l'on veut arriver à éliminer complètement la politique dans ces constructions, et évidemment au procès. C'est tout ce que je vois au sujet de ces actions.

QUESTION DE L'AVOCAT TEMMING. — ... sur le fait que Müller, le témoin de la couronne, a affirmé que l'attaque contre Springer à Hambourg aurait été conçue et préparée par Ulrike Meinhof.

L'Accusation fédérale conteste la question à cause de l'emploi du terme « témoin de la couronne ».

L'avocat Temming continue :

Ma question : sais-tu si Ulrike était au juste à Hambourg, à cette époque, et s'il y avait des tensions entre Ulrike et Andreas sur ce point ou sur d'autres points ; et comment était d'une manière générale leurs relations ?

— J'ai déjà dit quelque chose à ce sujet, tout-à-l'heure,

qu'il y a eu une critique générale après cette action, c'est-à-dire entre tous...

Prinzing l'interrompt :

— Nous ne voulons plus entendre maintenant de répétitions ici.

— Mais enfin arrêtez, vous ne savez même pas encore de quoi je veux continuer à parler, maintenant...

Ce qu'il veut c'est une précision, je vais donc, peut-être répéter le fond de la question. C'est ce que j'ai dit tout à l'heure à ce propos qu'Ulrike y est donc partie, à cette époque, pour élucider les faits et formuler ensuite une déclaration sur la base de ces résultats concernant les faits à Hambourg. Plus exactement, cela s'est passé ainsi : elle était à Berlin, et au milieu du mois de mai environ, elle est allée à Stuttgart. Elle était à Berlin à cause de la préparation de l'enlèvement, à la planification, et à l'organisation duquel elle participait.

Ensuite, elle est allée à Stuttgart, pour faire un autre travail qui était important. Et si elle l'a fait, c'est parce qu'elle savait beaucoup là-dessus, qu'elle savait très bien le faire. Il s'agissait d'obtenir du matériel pour la discussion dans le cadre de ce que faisait Ulrike, l'organisation de l'information sur le plan international. C'est-à-dire qu'elle a essayé de faire connaître le processus de discussion qui existait dans la gauche, et ceci à l'échelon international avec des groupes à l'étranger. A cette époque, la discussion sur la guérilla dans les entreprises était actuelle. En Italie, il y avait des tentatives de ce genre, une certaine tactique, qui est possible en Italie du fait des conditions différentes — mais nous disons que cela n'est pas possible ici et, c'est cela qu'elle voulait faire à l'époque, plus précisément, organiser tout le processus de discussion sous cet aspect, dans la perspective, d'une stratégie continentale. C'était le but de son voyage à Stuttgart. Je crois qu'Andreas a appelé à Stuttgart tout de suite après l'attentat de Hambourg, alors que la critique s'est aussitôt déclenchée chez nous, elle est partie aussitôt à Hambourg pour mettre cela au clair. C'est ainsi que cela s'est passé, je crois... par là j'ai en même temps répondu à la question, à savoir s'il y a pu y avoir des divergences, ou bien que sais-je moi ? des fractions. Ces faits montrent très bien, très clairement que tout cela ne tient pas debout.

L'AVOCAT TEMMING. — Une autre question. Elle concerne les déclarations du témoin de l'accusation Gerhard Müller, qui af-

firme qu'il était prévu de liquider Siegfried Hausner. Sais-tu quelque chose à ce sujet et sais-tu s'il y a eu des départs d'individus du groupe et comment cela s'est passé alors ?

— Bien sûr il y a eu des séparations. Il serait faux de prétendre qu'il n'y en a pas. Dans le groupe, il y a des contradictions qui naissent dans le processus dans lequel celui-ci se trouve. Dans le processus qu'est la lutte, il y a évidemment des contradictions et il y a des gens qui décident à un moment donné de ne plus faire ce travail. Ils ne veulent plus, ils décident alors de retourner de nouveau en arrière, ou bien ils essaient une autre pratique, bien que chacun sache très bien, en fait, que cela n'est pas possible, que c'est un mensonge, parce que quand on a déjà eu une telle pratique, une telle décision ne peut être qu'un pas en arrière, ce qui signifie toujours, un pas en arrière dans la merde.

Il y eu des séparations, mais naturellement jamais on a parlé de liquidation. Il y a des séparations avec des gens qui ne veulent plus travailler, qui ne voulaient plus parce qu'ils avaient compris ce que cela voulait dire l'illégalité, ce que veut dire lutte armée. C'était leur libre décision. Et c'était juste qu'ils partent — cela aurait été fou de les retenir, pourquoi ? Jamais plus une pratique commune n'aurait été possible.

Et il y a eu aussi des séparations décidées par nous. C'étaient des gens où nous avons dit, nous nous séparons d'eux pour des raisons précises — en fait pour les mêmes raisons, évidemment, parce qu'une pratique commune à un certain point n'était plus possible. Bien sûr tous vivent encore. Ça a été très cool. Ils sont partis, ils font autre chose, conscients qu'ils ne pouvaient plus avoir cette pratique.

Peut-être faut-il ajouter comment cela s'est passé quand des gens ont décidé de s'arrêter.

Cela s'est toujours passé de la manière suivante. Cela a toujours été décidé dans un processus de discussion de tout le groupe, de l'unité à laquelle celui qui était concerné appartenait. Tout le monde ou du moins beaucoup, tous ceux, qui compte tenu des conditions, pouvaient y participer.

Cela se passait en discussions. Cela ne se passait pas d'une manière brusque, il y avait chaque fois une évolution qui permettait à celui qui était concerné, de même qu'à tous les autres, à chaque membre du groupe, de comprendre par lui-même, que l'on arrivait à un point où combattre ensemble devenait impossible. Qu'il devait prendre une décision : soit changer mainte-

nant — il veut encore faire un effort, arriver, — et c'est clair avec l'aide de tous — ou bien partir, et alors il part sans y être contraint, sans pression, parce que c'est sa décision à lui, parce qu'il la comprend comme telle, comprise ainsi, dans un processus impliquant tout le monde. Et un tel processus est nécessaire, car une séparation ou une exclusion, si elle n'est pas comprise d'une manière responsable, signifie la haine, et alors, tôt ou tard, le type atterrit chez les filcs. Jamais le groupe n'a chassé quelqu'un, la structure n'était pas ainsi.

Et ceci est l'élément qui montre la complète impossibilité de toute l'histoire inventée par Müller à propos de Hausner : la liquidation.

Bien sûr, nous savons qu'en principe cela peut être possible, il n'y a là pas de problème dans la lutte dans l'illégalité, c'est ainsi. Mais dans tout le processus qu'a connu le groupe en 1972, cela aurait été faux, en contradiction avec la situation.

En ce qui concerne Hausner c'est déjà absurde, par le fait qu'il est complètement faux qu'il voulait s'en aller. Il n'y avait aucune raison, quant à sa personne ou dans ce qu'il a fait qui aurait pu nous amener à dire qu'il devait partir, et encore plus qu'il devait être liquidé. C'est absolument ridicule. Il n'y avait aucune raison. Evidemment chacun fait des erreurs ou des choses de ce genre, mais personne n'a cette arrogance et cet absolutisme de dire : moi je ne fais pas d'erreurs.

En tous les cas, la situation dans le groupe était telle que de dire : maintenant il faut qu'il parte, et s'il ne va pas à l'étranger, alors... — car ce qu'il dit Müller, cela signifie bien que s'il ne pouvait pas aller en Hollande, être évacué à l'étranger, alors il faudrait, solution d'urgence, le liquider — seule la Sûreté de l'Etat peut inventer des choses pareilles. Une telle chose n'aurait jamais pu fortifier la structure, le groupe, mais au contraire l'affaiblir, le détruire.

Car si une telle chose pouvait se passer dans le groupe, comment serait-il possible encore, que des types combattent, qu'ils aient du courage, que même ils puissent développer une identité ?

Liquider quelqu'un, qui a combattu, en dernier recours, simplement parce que peut-être il n'y a plus de place — cela, c'est vraiment une construction complète folle.

Je peux citer un autre exemple encore :

L'histoire qui est arrivée à Berlin à une fille qui s'appelle, je

crois Edelgart Gräfer — en tous cas Gräfer — elle a dénoncé une demi-douzaine de gens. Elle a trahi des gens, indiqué des appartements, et qu'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce qui a été fait ? Tout ce qu'elle a eu c'est un seau de goudron sur la tête et une pancarte autour du cou. Je pense donc, que lorsque l'on connaît de tels faits, que quelqu'un a dénoncé des gens — c'est-à-dire qu'il les dénonce et pratiquement les livre donc au fusil, car on ne sait jamais ce qui peut se passer lorsque des flics débarquent dans un appartement, et que cette personne reçoit un seau de goudron, il est d'autant plus absurde de penser que quelqu'un qui n'a jamais trahi personne, pourrait — du fait d'une certaine situation où tout culmine, comme Müller décrit cela : les poursuites, les arrestations, je ne sais quoi ? — simplement être abattu. C'est absolument exclu.

Et enfin la preuve, dirais-je, qui montre que tout cela est impossible, c'est que Siegfried Haüsner a dirigé le commando Holger Meins. Il est absolument exclu qu'il aurait pu faire cela alors. Cela est la médiation, le fait qu'il fasse cela, qu'il ait fait cela, lui, cela montre exactement ce qu'était cette structure. Je crois que l'on peut bien comprendre cela. Comment aurait-il pu faire cela, comment aurait-il pu lutter après une histoire comme celle que raconte Müller ?

L'AVOCAT TEMMING. — Autre chose, le témoin de l'accusation Müller a prétendu que c'est Andreas Baader qui avait introduit la structure hiérarchique.

Andreas Baader aurait voulu prendre la direction.

J'aimerais savoir, est-ce que cela était possible dans le groupe et comment est la relation du groupe envers le problème de la direction ?

— S'il y a jamais eu une prétention de direction, alors...

LS LE PROCUREUR FÉDÉRAL ZEIS — Il me semble que ce problème de la construction hiérarchique, ou pas, a déjà été l'objet largement de la déclaration du témoin ce matin...

— Maintenant je veux dire des choses concrètes à ce sujet...

LS ZEIS — La question...

— Je veux apporter des éléments concrets à propos d'Andreas.

LS ZEIS — Mais enfin, taisez-vous quand je parle.

— Oh écoutez, arrêtez de radoter ici.

Tu parlais de la prétention de commander, non...

Si jamais quelqu'un avait prétendu commander, il n'aurait pu que se rendre ridicule. Une prétention à commander, c'est ridicule. Telle qu'elle était et que nous l'avions comprise, la chose était la suivante : que la direction peut être une fonction et, dans certaines situations, elle est aussi nécessaire, par exemple dans les actions. C'est comme cela que nous avons défini cela et naturellement c'est Andreas qui a cette fonction de direction.

Tout simplement parce qu'il sait développer de manière très précise une conception des situations, et qu'à partir de ce concept, de l'analyse des situations, il peut concevoir une tactique, il peut fixer un certain déroulement, donc fixer une ligne, la ligne tactique et la stratégie. Mais ceci n'est jamais une démarche, une décision d'une seule personne, mais la conception, quand elle est développée par quelqu'un, est ensuite soumise à la discussion de tous, car tous participent concrètement à la pratique et donc aussi à la ligne. Chacun doit discuter la ligne, la comprendre, la développer — et chacun doit être capable de la déterminer dans chaque situation. Car dans certaines situations, on est seul et si l'on a rien compris, là alors rien ne marche plus. Ce qu'Andreas a fait, cela a été déterminé, fixé très exactement et développé par tous, au cours du processus de discussion. Et à partir du moment où la ligne était fixée, Andreas lui aussi comme tout le monde devait suivre cette ligne, était lié à cette ligne, mais bien sûr cela n'était pas une contrainte, mais c'était tout simplement parce qu'il avait compris que c'était nécessaire, que c'était juste, que c'était la perspective juste, une tactique juste, pour lui comme pour les autres. Plus tard ceci a été complètement dépassé. C'est-à-dire que la direction a toujours une certaine fonction, et naturellement pour ceux qui l'utilisent comme pour ceux qui en ont la charge, elle est seulement supportable lorsqu'elle n'est pas une domination, mais lorsqu'elle est définie entièrement parce que tous la désirent. De toute façon, le principe, dans l'organisation, c'est le caractère volontaire, c'est-à-dire que chacun doit pouvoir et vouloir le faire. Nous avons désigné cela, pour le terme de la ligne des cadres — que chacun doit arriver à cela qu'il soit ou non depuis longtemps dans la R.A.F., peu importe, ce qui est important s'est que chacun doit arriver à cela... Pas cette stupidité que dit Müller quand il parle de « groupe ouvert » — pratiquement cela signifie que tous participent à tous les processus de travail. Cela n'existe

pas, cela fait partie de la construction de sa déposition, cela signifierait que chacun sait tout, et donc concrètement, que Müller sait tout. Or Müller sait peu de chose, parce qu'il n'était pas un cadre. C'est simplement ce qu'il affirme dans le but précis que suit la Sûreté de l'Etat.

Prinzling interrompt :

— Cela c'est un jugement de valeur...

— Non, je n'ai pas encore terminé, un instant...

PRINZING. — Tenez vous-en aux faits, que vous connaissez et que vous pouvez déclarer, s'il vous plaît.

— Oui, c'en est justement un. Je sais qu'il n'était pas un cadre.

PRINZING. — Cela vous pouvez en parler, mais le reste, c'est un jugement. Est-ce qu'il a été répondu de manière satisfaisante à la question, maître ?

— Non, je n'ai pas encore terminé...

PRINZING. — Dites-moi, est-ce que vous n'avez pas pour chaque question une conception élaborée ?

— Evidemment, j'ai... j'ai réfléchi, à ce que j'allais déclarer ici, bien sûr.

PRINZING. — Est-ce que vous connaissiez les questions que l'on allait vous poser ici ?

— Comment voulez-vous que je les connaisse ?

PRINZING. — Si vous avez déjà une conception...

— J'ai lu ce qu'a déclaré Müller dans la presse...

PRINZING. — Vous avez déjà lu les dossiers concernant Müller ?

— ... J'ai lu les déclarations de Müller dans la presse, écoutez donc ce que je dis. Et à partir de ce que je sais de Müller, sur la base de ce que je sais de lui par la discussion, l'info, etc, l'article du *Stern*, — cela m'a donné quelques exemples, j'ai mis quelques points au clair, les points où il décrit la structure du groupe, je le dis comme fasciste, comme une structure de bande fasciste — et alors j'ai réfléchi à ce que je pourrais dire ici, à ce propos, dans cette fonction de témoin.

Donc la ligne des cadres. C'est-à-dire que chacun doit être

capable de cela, de le pouvoir soi-même. Ceci concrètement sur le problème de la direction : c'est-à-dire que chacun doit être capable lui-même de cela, cela signifie qu'il ne peut jamais y avoir de domination, que la direction est définie comme une fonction, qui disparaît, qui peut disparaître au cours du processus collectif, au cours duquel chacun parvient à pouvoir et à savoir cela. C'est tout simplement une condition nécessaire à la continuité, de façon à ce que lorsque des cadres sont arrêtés, on ne reste pas là, complètement désorienté, mais que les types puissent vraiment décider eux-mêmes, puissent continuer, qu'il n'y ait pas de rupture, de percée. C'est la condition de la continuité, par là, la condition de toute la politique, de toute la pratique. Nous avons dit une fois à ce propos que la guérilla est une hydre, c'est-à-dire, qu'il lui pousse toujours des nouvelles têtes. L'objectif est d'arriver à cela. Dans la discussion qu'il y avait dans l'info — info que l'Accusation fédérale a certainement, très certainement, et elle sait donc qu'il n'y a jamais eu de hiérarchie — il y a des phrases qui expliquent très exactement ce que je pense : une phrase de Holger « chacun est le collectif ». C'est exactement cela qu'il exprime. Et une phrase d'Ulrike prononcée lors de son procès à Berlin : « Le guérillero est le groupe. » Car chacun arrive, en vient à cela : « Le guérillero est le groupe », au cours du processus de tous, dans tous les processus d'apprentissage, qui est évidemment permanent : la pratique, et ce n'est qu'ainsi que l'on apprend, par cette pratique, donc dans la confrontation, parce qu'elle oblige, elle force à apprendre, à se transformer.

Des commis et des chefs, des supérieurs et des subordonnés comme Müller l'affirme, c'est l'antagonisme à la structure, à la politique armée, à la guérilla, de même que l'appareil qui crache des schémas de la guerre psychologique : la Sûreté de l'Etat.

Nous avons défini ainsi ce qu'est pour nous la direction : « la direction — ce qu'elle doit être c'est l'idée concrète de la situation et de son dépassement : les objectifs et leur médiation dans la structure du groupe combattant », c'est-à-dire, ce que nous avons appris, c'est que la direction dans la guérilla est l'initiative permanente, imposer la politique, la politique armée prolétarienne.

Ce n'est pas la « direction » qui constitue le groupe de guérilla, mais elle n'apparaît que comme fonction, dont on a besoin dans le processus d'apprentissage et du travail du groupe,

du groupe illégal — donc de la pratique du groupe et pour elle. Lorsque tout se passe bien, elle rassemble les initiatives et les expériences de tous — cela devient, cela se développe comme un processus collectif qui fait naître la continuité et la capacité d'agir. Cela ne peut marcher que comme cela. Pour en revenir à la phrase, le fond de tout cela, c'est la relation entre subjectivité et objectivité, donc entre volonté et nécessité, les amener à se rencontrer dans l'action. C'est seulement ainsi, l'expérience le prouve — que la subjectivité est possible. Que tu es celui qui combat, sujet, et tu deviens ce que tu es et ce que tu veux, le sens du combat vraiment.

C'est cela exactement que nous résumons ainsi : la liberté n'est possible que dans la lutte pour la libération.

L'AVOCAT TEMMING. — Comment cela peut-il alors être concilié avec le pouvoir de donner des ordres, qu'aurait eu et exercé Andreas Baader d'après le témoin de l'accusation. Il a donné l'exemple je crois de l'ordre de tirer, que chacun des membres de la R.A.F. en cas d'arrestation doit se défendre par la force des armes.

— Bon, je vais diviser ma réponse.

D'une part la relation, la détermination, que le groupe avait par rapport aux ordres, comment le groupe a défini cela — et définir cela signifiait aussi un processus : les ordres — ce que c'est, quelle relation nous avons à cela. Et ensuite concrètement, à propos de l'ordre de tirer. Je vais d'abord parler d'une manière générale des ordres : pour nous l'ordre est la décision collective dans la phase de l'exécution. Dans l'action donc, il y a des ordres — c'est simple, c'est une nécessité militaire, et c'est juste aussi, c'est fonctionnel. Et c'est justement parce que c'est fonctionnel que cela n'a rien à voir avec une contrainte, car l'action est une décision collective, elle a été discutée avant, elle a été déterminée par tous, comprise par tous, de même que le travail précis que chacun a à faire. Et donc l'ordre n'est en fait que la coordination. C'est une chose, et l'autre est le pouvoir de donner des ordres.

L'image que Müller esquisse c'est Andreas, le chef qui possède un pouvoir absolu...

Donc par exemple l'ordre de tirer, dans les déclarations de Müller sur cela je ne puis que dire que c'est un produit de la guerre psychologique qui existe depuis 1970, qui prétend que les membres de la R.A.F. auraient eu l'ordre de tirer. Bien que la

R.A.F. en ait plusieurs fois parlé. Justement à ce propos, à propos de ce point. Mais je vais en parler encore d'une manière plus précise. On en parle dans les media, depuis Hambourg, depuis que Pétra a été abattue ; l'ordre de tirer donc : la chair à canon, le matériel humain, qui serait envoyé au front, par des gens dans l'ombre, et justement c'est cela cette construction. Et Müller...

PRINZING. — Vous deviez répondre à une question sur le pouvoir de donner des ordres par...

— C'est moi qui parle maintenant...

PRINZING. — ... posée par le défenseur. Ce que vous développez maintenant n'a vraiment plus rien à voir avec la question.

— Oui, eh bien moi je suis d'un autre avis.

Je parle actuellement de l'ordre de tirer.

La vérité c'est que Müller sait très bien qu'il n'y a jamais eu un ordre de tirer, il n'avait pas cet ordre pas plus qu'aucun d'entre nous. Et pourquoi il prétend cela — c'est précisément à ce sujet que j'ai dit ce qui a été qualifié ici, de « en dehors du problème » — comme un produit de la guerre psychologique qui doit être vérifié, dans cette déclaration, que c'était comme cela quand même, justement dans le but de détruire l'action du groupe.

L'AVOCAT HELDMANN. — Müller a affirmé, comme témoin ici, que la structure de la Fraction Armée Rouge était la suivante : Baader le chef, puis il y avait les membres appartenant au noyau, ensuite il y avait les simples membres et les membres en marge. Pouvez-vous confirmer ses déclarations ?

— Oui, j'ai dit sur ce point comment nous l'avons nommé et qui est tout simplement un fait : beaucoup de têtes, et la ligne des cadres, telle que nous l'avons développée, telle qu'elle a été développée dans tout le processus. C'était le but, et c'était ainsi dans tous les groupes qui étaient ensemble depuis suffisamment de temps.

En ce qui concerne les membres en marge etc. Ce que l'on peut dire, c'est que bien sûr, il y avait des contacts avec des gens qui n'étaient pas complètement intégrés dans le groupe. Mais c'est une chose juste. Car la R.A.F. est, il ne faut pas oublier, une organisation militaire, et pas un ramassis de pau-

més. C'est-à-dire que les contacts sont décidés selon des fonctions, d'après des critères politiques ou opérationnels, par exemple. Cela doit être ajouté ici. Aussi tu vois bien, encore une fois distinctement l'imbécillité de cette affirmation : « Un groupe ouvert. »

De même que tout le monde n'avait pas accès à toutes les informations, ne participait pas à tous les processus de travail — c'est évident que cela n'était pas possible, de même qu'il est évident que tout le monde ne pouvait pas tout savoir. Chacun avait les informations qui lui étaient nécessaires pour pouvoir faire ce qu'il faisait. C'est-à-dire que c'était la fonction qui déterminait cela. Faire autre chose est une idiotie, impossible, et chacun comprend très bien pourquoi ce n'est pas nécessaire. — Mais il y a une discussion complètement ouverte, dans les groupes et entre les groupes sur la stratégie et la tactique et aussi la théorie et l'analyse ; telle qu'elle se développe, et évidemment aussi sur les principes de l'organisation. C'est un processus ouvert, collectif de tous ceux qui luttent. — Il est juste que je sache concrètement ce qui me concerne directement, parce qu'il faut compter naturellement avec le fait que si l'on est arrêté, il peut y avoir des traîtres, que l'on peut subir des pressions, que l'on peut être torturé. Nous savions cela et, c'est tout simplement une condition de l'organisation militaire illégale, d'agir comme il est nécessaire, en rapport avec les conditions. Sinon ce serait un ramassis d'idiot.

Pour un groupe qui veut combattre, toute cette connerie : « le groupe ouvert » signifierait qu'il ne pourrait pas le faire, parce que cela signifierait agir comme des ignorants, comme des gens qui ne savent pas du tout ce qu'ils font.

L'ouverture est une très bonne chose, les discussions ouvertes, les relations ouvertes, franches — et c'est comme cela aussi que cela se passe, mais pas en ce qui concerne les détails militaires, c'est-à-dire que la structure politique est ouverte, collectiviste, et dans les commandos aussi le style de travail est collectif, mais la question des détails militaires, des contacts etc., est strictement fonctionnelle, conspirative...

Prinzing interrompt.

— Il ne s'agit pas de voir la signification du terme « ouvert ». Je pense qu'à la question que vous avez posée pour la troisième fois, maître Heldmann, il vous a été suffisamment répondu...

— Je dirais que le « groupe ouvert » — en tant que principe

d'organisation pour un groupe illégal, — signifie tout simplement une stupide dénonciation.

HELDMANN. — Est-ce qu'il y avait des membres qui exerçaient un contrôle sur d'autres membres, c'est-à-dire existait-il une fonction de contrôle à l'intérieur du groupe, ou bien un contrôle d'un groupe ?

— Comment une « fonction de contrôle », je ne comprends pas tout à fait.

HELDMANN. — Ce n'est pas moi non plus qui peut le dire exactement. J'ai ici la page 10221 du procès-verbal de la procédure principale, extrait des déclarations de Müller : « en plus ces membres du noyau, ces membres dirigeants exerçaient en permanence un contrôle. » Et Müller cite un exemple : « Si, par exemple, une de ces personnes était à Stuttgart — un de ces membres du noyau, comme Müller les nomme, téléphonait continuellement à Berlin pour contrôler la situation là-bas et pour voir si les gens marchaient comme il faut. »

— Donc téléphoner, cet exemple n'a pas besoin d'explications. Il parle de lui-même. L'information est une condition nécessaire pour l'action, pour pouvoir déterminer la situation, et évidemment pour voir aussi si cela marche entre nous, entre les différents groupes, c'est tout à fait clair, parce que pour pouvoir intervenir sur certains points, il est nécessaire de savoir ce qui se passe dans d'autres villes. Et si ceux qui étaient à Stuttgart appelaient à Berlin, c'était tout à fait juste, tout à fait normal, chacun faisait cela plusieurs fois par jour, lorsque nous faisions quelque chose ensemble ou bien lorsqu'on devait coordonner certaines choses. Parler de contrôle alors montre vraiment l'imbécillité complète de cette déclaration.

HELDMANN. — Est-ce qu'il y a, ou est-ce qu'il y avait des avocats, membres de la R.A.F. ?

— Des avocats membres de la R.A.F. / c'est à peu près la même chose, on ne peut qu'en rire beaucoup. Parce que nos relations avec les avocats sont distancées. Des avocats sont des avocats, et en tant qu'avocats ils ne sont pas membres de la R.A.F. Et nous ne voulions certainement pas d'avocats dans la R.A.F. et nous n'en avons jamais eu. C'est une contradiction en soi. Si quelqu'un est avocat il ne veut pas être membre de la R.A.F., car sinon il ne serait plus avocat — ou alors il faudrait une

rupture totale avec son travail. Les avocats font partie de la justice, même quand ils sont critiques. C'est comme cela. Et notre relation avec les avocats, c'était et c'est — c'est drôle, et puis merde, je n'ai vraiment pas envie d'en parler plus concrètement, parce que c'est tellement fatigant, après tant d'années, c'est toujours la même chose — parce que ces types ont la plupart du temps leurs intérêts, des intérêts privés obscurs et une peur qu'ils rationalisent politiquement. La plupart cherchent à aveugler les prisonniers, donc il y a tout le temps des ennuis.

L'AVOCAT TEMMING. — Une question concernant l'Info. Le témoin de l'accusation Muller prétend que l'Info servait à poursuivre des buts criminels, à l'intérieur et à l'extérieur, mais surtout à l'extérieur des prisons. Est-ce que tu peux parler un peu de la fonction de l'Info, deuxièmement peux-tu préciser si c'était une obligation de participer à l'Info et, troisièmement, est-ce que par l'intermédiaire de l'Info une pression quelconque était exercée par des prisonniers sur d'autres prisonniers ?

— L'Info était tout le contraire de cela. C'était la seule possibilité — c'est ainsi que nous l'avons déterminée et conçue — d'interaction sociale entre les prisonniers isolés. Et même si c'était seulement un ersatz, seulement des lettres et du papier. Mais c'était l'unique possibilité de discussions politiques, d'informations politiques et naturellement d'orientation. Elle n'avait rien d'une structure hiérarchique ou de quelque chose de ce genre. Ce que Müller dit à propos de l'Info 1 — je ne me souviens plus des termes exacts — qu'il y aurait eu là plusieurs catégories, que l'on pouvait avancer d'une catégorie à l'autre, donc une sorte de système carriériste d'avancement — c'est absurde.

L'Info 1 — elle concernait tous ceux qui étaient organisés dans la R.A.F. Et ceci était simplement fonctionnel.

L'Info 2 — n'a pratiquement pas existé, elle devait être faite, mais en fait, elle n'a jamais existé. Et l'Info 2, qui n'a jamais été faite, a été faite finalement comme info pour la grève de la faim, et tous les prisonniers qui faisaient la grève y participaient. Je ne vois absolument pas dans cela de hiérarchie, pas de catégories, il y avait tout simplement deux groupes différents. Le premier comprend les prisonniers de la R.A.F., le deuxième comprend en partie d'autres prisonniers comme ceux du 2 juin, de groupes de guérilla urbaine de Hambourg et de Munich. Donc tous ceux qui participaient à la grève de la faim

et cela faisait un grand nombre. Il était impossible d'ignorer cela. C'était deux niveaux différents de discussion, de relation dans les groupes. Ignorer cela, signifierait seulement l'union pour l'union, et n'aurait aucune fonction réelle.

Et l'Info 3 — cela n'a rien à voir du tout avec la hiérarchie, l'Info 3 diffusait de l'information, c'est-à-dire des articles de journaux, des analyses, des articles d'économie politique, etc., donc du matériel d'information élémentaire, ce que chacun qui voulait l'avoir a reçu en prison, pour travailler.

Dire que l'Info 3 était en somme le niveau inférieur est une imbécillité. Elle représentait une certaine forme d'information politique — comme je l'ai déjà dit — la presse, des comptes rendus de presse, des comptes rendus de l'étranger, donc tout ce dont on a besoin pour avoir une vue d'ensemble ; et aussi des analyses économiques essentielles que nous avons faites. Voilà en quoi consistait l'Info 3. A ce propos, comment as-tu dit cela ?

AVOCAT TEMMING. — S'il y avait obligation d'y participer...

— Ah, oui. Le sens de l'Info — sa fonction telle que nous l'avions déterminée était un moyen contre l'isolement. Nous avons dit : chaque phrase qu'un prisonnier écrit dans l'Info est comme un acte, chaque phrase est une action. Et c'était ainsi pour les prisonniers. Nous n'avions rien, aucune possibilité, de faire quelque chose dans l'isolement, sinon justement utiliser ce moyen de communication, et ce fut vraiment — peut-on dire — un processus radical de collectivisation pour ceux qui ne connaissent pas cela auparavant, car par l'Info, chacun savait évidemment tout ce que l'autre écrivait. C'était tout à fait le contraire de la hiérarchie ou d'une structure de ce genre. Chacun a écrit ses réflexions, ce qui était pour lui un problème, les points où seul il n'avancait plus, tout en essayant de donner une estimation politique, en essayant de comprendre la situation et ses conditions afin de pouvoir lutter contre l'isolement, contre la destruction du groupe dans l'isolement. Dans cette mesure, bien sûr, il y avait naturellement un contrôle de chacun sur chacun. Mais cela est bon, ce n'est pas mauvais. Ce n'est pas une domination, mais sa négation même, c'était la tentative de garder en taule une structure qui est autre, une structure qui est la négation même du fascisme — et ce contre la machine qui veut nous rendre cela impossible. L'Info donc, c'était tout simplement un moyen, pour nous de continuer encore à combattre, même à ce

niveau et cela est possible là. Et ceci n'est possible pour un prisonnier maintenu à l'isolement que par l'intermédiaire de l'analyse, par la décision. C'est bien sûr, une possibilité très limitée et l'exemple de ces limites est la grève de la faim — on ne fait une grève de la faim que lorsqu'on se trouve dans la position défensive, la plus extrême, sinon l'on ne serait pas obligé de faire la grève de la faim contre l'isolement...

AVOCAT TEMMING. — J'aurais encore une question à poser à propos de la fonction, ou la soi-disant fonction de discipline. Prinzing refuse la question.

TEMMING. — On pourrait peut-être expliquer mieux cela dans le contexte de la grève de la faim, quelle fonction avait la grève de la faim ; et est-ce que pendant la grève de la faim il a été tenté d'exercer sur les prisonniers faisant la grève de la faim, une pression quelconque en leur supprimant l'info ? Donc premièrement : quelle fonction avait la grève de la faim ? Et deuxièmement : l'info a-t-elle été utilisée pendant la grève de la faim comme moyen pour discipliner, pour empêcher quelqu'un d'arrêter sa grève de la faim ?

— L'info n'a jamais été un moyen de discipliner ni pendant la grève de la faim ni à une autre occasion — et par qui, par qui donc, par chacun de nous ou bien quoi ? L'info n'était pas un fouet, que l'on utilisait pour ramener les gens, mais une arme dont chacun de nous avait besoin, c'est-à-dire que c'était une arme parce que c'était un moyen de communication, bien qu'en fait cela n'a été que du papier. Peut-être est-ce ridicule de parler d'arme, mais la situation des prisonniers est ainsi. Ils n'ont vraiment aucune autre possibilité dans l'isolement.

Et concrètement, en ce qui concerne la grève de la faim, il n'y a eu aucune pression. La grève de la faim est l'exemple pratique de cela, qu'aucune pression ne peut être exercée parce qu'alors les actions deviennent impossibles. La grève de la faim a été longuement discutée entre nous : savoir s'il fallait la faire, ou non et quelles devaient être les conditions définies par le groupe pour chaque membre du groupe. Et l'Accusation fédérale, ayant saisi tout ce matériel, sait elle aussi cela naturellement. Aussi toutes vos affirmations ne sont en fait que des moyens de diffamation, mais cela aussi est sans importance. En tout cas, la grève de la faim était le produit, le résultat de la discussion. Et dans la discussion chacun s'est rendu compte s'il pouvait ou

non, s'il voulait ou non faire la grève de la faim. Parce que nous savions ce que cela signifiait : que la situation pouvait vraiment être telle que tu pouvais mourir. C'est-à-dire, que c'est une condition que c'est toujours une condition de combat, que l'on peut mourir, que l'on peut être abattu. Notre expérience nous est que cela n'est pas autrement en taule. En tout cas, cela a été une décision prise par chacun de nous, et cela ne pouvait marcher que comme cela. Dans *l'Info*, justement, on peut constater que chacun a écrit, s'il voulait la faire et pourquoi, s'il pense qu'il peut la faire et évidemment s'il trouve juste la tactique et d'une manière générale si la grève de la faim, en soi, peut être un moyen, une arme de prisonniers. Nous avons été amenés à considérer que c'en est une, pour nous, parce que nous n'en n'avons pas d'autres. Et pour la grève de la soif qui est encore plus rapide, c'est tout à fait clair. Par exemple la déclaration d'Ulrike à Berlin où elle dit que nous ferons la grève de la soif, si l'on supprime encore une fois l'eau à Andreas — comme à Schwalmstadt, ce qui signifierait sa mort immédiate. Toutes ces décisions ont été prises collectivement. Et c'est très simple aussi. On peut aussi le prouver, mais ce n'est certainement pas ce que nous voulons : nous ne cherchons pas à donner des preuves policières pour détruire les mensonges et les falsifications de la presse de la Sûreté de l'Etat. Mais le fait que nous avons pu la faire montre bien que ce que nous disons est vrai. Et ceux qui se sont effondrés du fait des conditions de la grève de la faim, du fait de la confrontation totale que cela a représenté, sont évidemment aussi un exemple que cela n'était vraiment pas fait sous la contrainte. Ils ont arrêté et cela signifiait pour eux qu'ils ne voulaient plus de toute la politique, et donc la forme de la confrontation que cette politique, la guérilla — implique, sans laquelle elle n'est pas pensable — telles sont les conditions — qu'ils ne veulent plus de cette confrontation, qu'ils veulent vivre à tout prix. Même si c'est végéter comme un animal, comme une plante dans l'isolement. Ne pas combattre.

Müller lui-même a arrêté, il a arrêté et il nous a trahis. La manière dont se passe l'effondrement montre bien, comme chez lui, ce qui se passe : il ne voyait que son ventre et pas une autre politique, c'est pour cela qu'il s'est vendu. Il voulait le marché et, cela, il l'a maintenant. Par celui-ci il a été complètement bouffé par l'Etat. Cela a une histoire de trois ans de lavages de cerveau, et il y a des lettres de lui où il décrit cela, mais c'est une autre chose.

/celte

TEMMING. — Une dernière question. Tu as dit la grève de la faim était une possibilité; même si elle était limitée, de combattre : l'info était donc aussi une arme. Une arme contre quoi, et contre quoi combattiez-vous ?

— La grève de la faim ?

Contre les conditions de détention, contre l'extermination par l'isolement. Donc parce qu'il était nécessaire de faire quelque chose contre cela. L'expérience était que tout ce qui a été essayé sur le plan juridique, par exemple des plaintes, était absolument sans effet. Parce que c'est comme je l'ai dit au départ : la relation est la guerre.

Toute cette machine faite de sûreté de l'Etat, de services secrets, des media, de la justice politique, mène une guerre, est une fonction de la contre-insurrection. Et les moyens juridiques qui restent sont complètement impuissants, de simples attrapes. Tout cela est apparu assez rapidement — nous avons compris cela déjà avec Astrid, la première qui ait été vraiment détruite par la section silencieuse, ensuite Ulrike a été placée dans cette section. Nous n'avons, les prisonniers n'ont aucune autre possibilité que la grève de la faim, une action faite dans la position défensive la plus extrême, mais menée collectivement, avec détermination, avec toute notre détermination, décidés à briser réellement cela, ce moyen employé contre les prisonniers : l'isolement, elle est évidemment une arme, ou elle peut le devenir.

Prinzling interrompt.

ZEIS — Vous avez affirmé en réponse à une question de l'avocat Heldmann, je crois, qu'il n'y avait pas dans le groupe d'ordre de tirer. Puis-je vous demander pourquoi alors, au moment de votre arrestation, vous portiez une arme en bon état et prête à tirer ? Voulez-vous répondre à cette question ?

— Oh, la barbe, non.

PRINZLING. — Quelles raisons juridiques invoquez-vous ?

— Absolument aucune raison juridique, après tout ce que je viens de dire c'est vraiment trop bête.

Un autre prisonnier de la R.A.F. sur la structure

Tout d'abord les deux là en vert doivent s'en aller. J'ai déjà vu ça ce matin, ils peuvent lire mes notes ces deux. Par ailleurs, je ne peux pas parler si je suis assis coincé.

... mais oui faites donc un mur (après que les flics se soient placés entre Prinzling et lui)

Je pars du point de vue que je n'aurai pas aujourd'hui la chance qu'a eue Klaus Jünschke hier !...

Je commence donc par ce que j'ai connu directement lorsque je suis entré dans le groupe — début 1971, environ. Si je tiens à parler de cette époque, c'est parce que c'est essentiel pour comprendre les structures de la R.A.F. : toute la dimension que l'on utilise vers l'extérieur dans le combat contre l'appareil, contre l'Etat impérialiste ne peut se développer que si cette politique, le combat pour la libération, est réalisée dès le départ vers l'intérieur, c'est-à-dire dans l'organisation elle-même. C'est à cette condition que la guérilla peut être efficace — il n'est plus nécessaire de revenir là-dessus maintenant. C'est ainsi qu'elle s'agrandit, parce que chacun est abordé ainsi, que chacun est mis en contact avec sa pratique, de façon à ce que chacun puisse voir cela et commencer lui-même à combattre.

Le but c'est celui-là, que chacun combatte et cela ne peut être obtenu par des directives et des ordres ou par toutes les conneries qu'a dites Müller.

Klaus Jünschke, un autre prisonnier de la R.A.F. qui la veille avait sauté par-dessus la table et frappé Prinzling au visage.

Ce qui était clair au contraire, c'était l'élan, la résolution, tout simplement la recherche de quelque chose de neuf et justement contre la merde ici. C'est ce qui fait la force d'attraction et qui entraîne le soutien.

Cela a existé depuis le départ et cela ne peut être autrement.

C'est pourquoi toute cette tentative ici d'attribuer à la R.A.F. une structure hiérarchique tirée des déclarations inventées par Müller, une structure de filles, est tout simplement bête et absurde. Mais c'est sans importance ; ce dont il s'agit ici, c'est que cette construction est l'élément central d'une guerre psychologique qui est menée depuis six ans contre nous. C'est un moyen de counter-reaction, l'élément d'une guerre contre nous, afin de mettre dans la tête des gens l'image des structures qu'ils connaissent, vivent chaque jour et haïssent. Et dans cette stratégie de counter-action utilisée contre nous, Müller n'est qu'un instrument une figure achetée par la Sûreté de l'Etat et que l'on a gavé afin de donner à ces projections banales un peu d'authenticité.

Que tout cela soit une guerre, les raisons pour lesquelles elle est menée ainsi, montre en fait la perte de légitimité de cet Etat et que donc il est obligé d'obtenir la loyauté par la force...

Interruption de Prinsing.

... qu'il ne peut obtenir cette loyauté que par la répression... par exemple les poursuites contre nous en 1971-1972 ont montré très clairement cela : les campagnes diffamatoires des media, menées centralement, avec les appels démagogiques des hommes politiques, puis finalement, la terreur policière ouverte contre la population après que les sondages aient indiqué en 1971 qu'il y avait une sympathie massive ici pour le combat de la R.A.F., que celui-ci était compris malgré tant d'années de lavages de cerveaux anticommunistes, parce que les gens y découvrent ou reconnaissent ce qu'ils cherchent.

C'est contre cela qu'est dirigée la guerre psychologique, avec ses campagnes de désorientation et ses actions psychologiques telle la menace d'attentat à la bombe sur Stuttgart. Elle vise à détruire moralement la guérilla pour neutraliser l'action de sa politique et éviter que l'on se reconnaisse en elle, pour effacer l'exemple d'une offensive révolutionnaire, avant qu'il puisse s'installer dans les esprits comme unique espoir.

Il suffit à ce propos de se représenter là où nous nous trouvons ici : la R.F.A. subcentre, deuxième Etat impérialiste par sa puissance, où la répression est totale, où elle pénètre tous les

domaines de la vie sociale, où il existe des appareils de manipulation et de répression comme il n'y en a jamais eu ici, même pendant le fascisme nazi.

Et que dans le combat, contre cela, ce n'est possible qu'avec une structure qui justement exclut tout cela, pas moins, parce qu'on lutte contre rien moins que ceci.

Il faut comprendre ce que cela signifiait à l'époque, pour chacun dans son existence que commencer le combat, organiser la guérilla : que pour chacun qui fait cela, cela signifie en premier lieu, combattre toute forme de domination, de contrainte, de hiérarchie.

Ce que cela demande de volonté et d'effort de commencer le combat ici, de l'organiser, et surtout d'assurer sa continuité, rend complètement impossible toutes les conneries dites ici. Ou en d'autres termes : on ne peut mener le combat pour la libération, pour la liberté si l'on n'est pas libre, ni dans une structure qui n'est pas libre. C'est justement ce que j'ai connu dès le départ, lorsque je suis rentré dans ce groupe, avant d'être arrêté pour la première fois en 1971.

Concrètement il y avait en 1971, dans l'illégalité, un processus collectif de discussions, dans lequel la discussion sur la stratégie et la détermination de la ligne était menée par tous. Il était ouvert à l'intérieur du groupe et vers l'extérieur. C'est-à-dire qu'il y avait une discussion assez large avec d'autres groupes, des groupes légaux aussi, ou bien des individus d'organisations anti-impérialistes légales. Et bien sûr, la discussion portait aussi sur la manière dont était accueillie l'action de la R.A.F., c'est-à-dire comment dans ces groupes étaient comprises notre politique, nos actions. L'ouverture est de toute façon un élément essentiel de la structure ; et je veux ajouter ouvert à ce que dit l'autre et ouverture de soi-même à chaque autre.

En tout cas ce que Müller a dit ici c'est-à-dire que la R.A.F. était un « groupe ouvert » n'a vraiment rien à voir avec la structure de l'organisation avec nous, mais est en relation directe avec le but de cette construction : il veut faire croire par cela à la véracité de ses informations et dire qu'il sait quelque chose sur l'offensive de 1972.

C'est idiot, lorsqu'un groupe prépare des actions, seuls les savent évidemment ceux qui aussi les font. C'est évident pour un groupe qui combat illégalement. Il est inutile de s'étendre là-dessus. Mais il parle aussi de toute la ligne politique — comme par exemple la conception du rapport entre collectif et auto-

mie, non comme contradiction mais à la fois comme but et conditions, c'est de cela qu'il s'agit dans la lutte pour la structure. C'est-à-dire que celui qui s'est fixé certaines tâches concrètes en assure lui-même la réalisation, qu'il développe en lui les capacités nécessaires, réfléchit et pense lui-même. Donc si quelqu'un se charge de quelque chose, le réussir est son affaire.

Je peux dire peut-être cela autrement encore, ce que l'on nomme habituellement discussion, cette discussion sur la stratégie sans objet, que mènent quelques sectes, et qui n'a pas de rapport avec la pratique, où chacun donne son point de vue abstrait et le confronte aux autres — n'a pas cours chez nous. La politique et la lutte forment, simplement, une unité. Aussi la discussion se déroule comme elle le doit, toute politique n'est envisageable qu'ainsi : comme une partie du développement de la structure du groupe, de l'ensemble de l'organisation, et de son analyse. Cela signifie que la structure se forme dans chaque processus de travail, dans le processus général du travail du groupe, c'est là que s'effectue la collectivisation, c'est là que fonctionne une structure révolutionnaire, parce qu'elle est orientée vers le but et la fin, par ce que l'on doit faire, pour cela, et par rien d'autre.

Interruption de Prinzing.

... ce que j'ai dit jusqu'à présent, c'est tout simplement que les buts du combat, de la guérilla sont insérés dans la structure du groupe de combattants — ce qui exclut tout ce qui a pu être affirmé ici. Et la conséquence de cela — de toute la structure, du développement collectif de la guérilla, de la détermination collective des buts, c'est qu'évidemment, et cela a déjà été dit ici, je crois — chacun de nous est responsable de l'offensive de 1972...

Interruption de Prinzing.

Oh, fermez-la ! C'est ce que je sais, ce que j'ai vécu !

La définition stratégique — contre l'impérialisme U.S., contre l'occupation militaire par les U.S.A. a été développée dès le commencement, dans la phase de construction par des discussions.

On peut remonter encore plus loin, au mouvement étudiant, au mouvement de protestations contre la guerre du Vietnam, parce que c'est une partie de notre histoire, parce que c'est là, dans cette expérience, que s'est développée le processus de politisation. Et je pense totalement : l'expérience de soi-même, de sa propre situation, de l'aliénation dans les métropoles, de même

que l'expérience de ses propres possibilités : subjectivité, libération et l'expérience des conditions nécessaires pour réaliser cela, ou du moins dans la tentative de réalisation.

C'est par la réaction du système, seulement, que nous avons élaboré le concept pour désigner le lieu où nous sommes ; pour désigner cet Etat, le rôle et la fonction particulière qu'il assure dans la stratégie U.S. — comment la R.F.A. a soutenu et rendu possible l'intervention des U.S.A. : dans tous les domaines : militaire, politique, financier, et de la propagande.

Ce qui était nouveau, fort, dans le mouvement étudiant et qui lui a donné sa puissance, ce qui a mobilisé, c'était son identification et son orientation à la lutte de libération du peuple vietnamien, et le fait qu'il se définissait comme une partie du processus global de la guerre de libération anti-impérialiste, et qu'il pu comprendre sa fonction comme allié des peuples qui luttent dans le tiers monde, comme « second front » dans les métropoles. Il n'a pas rempli sa fonction : être réellement un front, identique, mais il a fait apparaître les limites de l'opposition légale et la possibilité d'agir à partir de cela, pour tous ceux qui l'avaient perçu comme un départ, mais ne voulaient pas se détacher ; il a montré que la politique révolutionnaire ne peut être possible ici, ne peut être efficace que si elle est armée, illégale et internationaliste.

Le mouvement contre la guerre du Vietnam était donc, pour résumer encore une fois, la condition subjective, à partir de laquelle devait se développer et s'est développée la R.A.F. : c'est à partir de son expérience et de nos analyses que nous avons déterminé la fonction stratégique de la guérilla dans les métropoles : celle-ci développe un processus de désintégration intérieur, qui est mis en marche par l'encerclement des centres impérialistes par les luttes de libération du tiers monde, à la périphérie, en le rendant manifeste par son attaque, par son intervention militaire, en étant un élément de l'instabilité et ainsi la ligne extérieure, à partir de laquelle elle agit et devient un front.

J'ai parlé longuement de cela afin de bien montrer le contexte de notre conception de l'offensive de 1972 contre les bases U.S. en R.F.A., que ces actions — c'est toujours comme cela — résument et révèlent par leur but et leur objectif tout le processus, toute la ligne politique...

Interruption de Prinzing...

Oh ! écoutez, ça suffit, ne croyez pas que vous pourrez m'imposer un rythme, ou bien morceler ce que je veux dire ici.

Je veux parler aussi d'Andreas, parce qu'ici on tente continuellement d'imposer aux gens une image de lui comme celle d'un patron, ou de je ne sais quelle saloperie de ce genre.

C'est pourtant simple : s'il en était ainsi, comment pourrions-nous exister encore après six ans ? Ce serait impossible vraiment. Mais nous existons encore.

La fonction qu'a toujours Andreas et c'est très clair, c'est assurer la direction, et cela depuis le départ — c'est que c'est lui qui a rendu possible ce processus dont j'ai parlé aujourd'hui. Ulrike a dit une fois ici, je crois, que c'est celui qui avait la « vue la plus large et la plus grande force de coordination ».

C'est cela qui est essentiel. Et dans ce processus dans lequel chacun veut combattre — la condition de départ même de la guérilla : la décision de chacun et la volonté de combattre — ou bien il y en a un qui a la fonction de direction ou bien il ne l'a pas. Mais il n'y prétend pas, il n'a pas de « prétention ». C'est simplement une question de la meilleure vision de l'ensemble, c'est ce que j'ai vécu autrefois et après l'arrestation en 1974, dans l'info.

Je dirais que c'est lui qui parmi nous avait le plus de force pour les conceptions élaborées — c'est ainsi que je voudrais le nommer — pour penser les choses jusqu'au bout, pour voir et intégrer toutes les conditions et la route au long de laquelle se développe notre lutte jusqu'à son but. Et si je m'oriente aussi d'après cela, c'est que j'ai le même but que lui — et j'affirme que nous nous orientons d'après cela.

Tout cela est devenu tout à fait clair autrefois, je peux le dire. Avant je ne connaissais pas cela. C'était pour moi une expérience tout à fait nouvelle. C'est clair que celui qui se décide à mener la guérilla doit transformer tout ce qu'il avait vécu jusque-là, qu'il rompt avec ce qu'il a vécu, et avec sa manière de vivre.

Mais ce qui a toujours été la tâche d'Andreas, c'est de maintenir ce processus ouvert, d'intégrer l'initiative de chacun dans le processus collectif et de donner à chacun les moyens, les possibilités, les indications qui le rendaient capable de diriger lui-même un groupe, ce qui en fin de compte est le processus d'apprentissage, le métabolisme par lequel seule peut se développer l'organisation de la résistance. Les campagnes de diffamation qui sont menées continuellement contre lui ont bien sûr pour but de propagande, de dénoncer la guérilla, de démolir

morale le groupe, c'est donc une propagande de counter-reaction, la guerre psychologique qui opère par la personnalisation, parce qu'elle ne peut pas attaquer les contenus de notre politique, le contenu de la politique révolutionnaire, sans nécessairement les véhiculer.

Mais dans tout cela, il y a aussi de manière tout à fait précise, le but matériel : on fait de lui une figure d'horreur, la personnalisation de la « terreur à vue » afin de préparer, par là, psychologiquement l'opinion publique, de la conditionner pour son assassinat...

Interruption de Prinzing. J Hal

... de la même façon que cela s'est passé avec Ulrike, où dès 1972, alors qu'elle était encore dehors, on a lancé dans les media l'annonce de son suicide...

Interruption de Prinzing. J Hal

... mais ce qui est essentiel, c'est que la direction est toujours dans la guérilla, une direction *contre* et non une direction « de », qu'elle est une fonction qui a pour but de devenir superflue comme fonction particulière dans le processus collectif du groupe, c'est-à-dire que son but est de rendre chacun capable d'assurer cette fonction de direction...

Interruption de Prinzing. J Hal

... je redis cela : je vais parler ici comme j'en ai besoin, comme nous en avons besoin, quand on vient ici pour la première fois — afin que ce que l'on dit puisse être à peu près compréhensible. Et si je dois réfléchir un instant, j'en prends le temps, c'est clair.

Je veux en dire davantage sur la structure en parlant d'un autre complexe, et j'ai encore des choses à ajouter à propos d'Andreas. Je veux parler de l'époque après ma deuxième arrestation en 1974.

Et cela concerne aussi un deuxième élément ici : l'info. A ce propos sur toute cette merde qui a été lancée au sujet de l'info : à savoir qu'il y aurait eu une structure hiérarchique, des directives et des ordres, ce qui a été gonflé par les media, par l'Accusation fédérale et qui doit être maintenu afin de pouvoir construire « la continuation de l'association de criminels, à partir de la prison » ; c'est-à-dire toute cette connerie qui consiste à prétendre que les prisonniers pourraient diriger depuis leurs cellules les groupes illégaux en dehors. C'est une telle merde, du fait de-

jà de la structure dont j'ai parlé ici, c'est absurde et complètement impossible sur le plan militaire et donc sur le plan politique.

Indépendamment du fait que si c'était techniquement possible, nous refuserions de le faire.

Bon, venons en à l'info. L'info existait déjà lorsqu'en 1974, j'ai à nouveau été arrêté. Du fait des conditions auxquelles les prisonniers étaient soumis, ils avaient créé par là, quelque chose qui allait bien plus loin que ce qui se faisait dans le groupe auquel j'appartenais après ma première sortie de prison en 1973. L'info avait été développée à partir des conditions de l'isolement total, et du fait de la nécessité dans cette situation de communiquer ; de recevoir des informations sur ce qui se passait en général. C'était en fait un ersatz de communication.

Je peux peut-être expliquer cela, en disant que l'info était le cadre dans lequel nous pouvions vivre, qui était nécessaire pour cela. Dans l'isolement, la situation qui existe dehors, et à partir de laquelle nous avons commencé ici la lutte armée dans l'illégalité, apparaît et est tout à fait crue, tout à fait pure. Celui qui ne se crée pas les moyens de maîtriser sa situation, crève. Il faut donc qu'il domine la situation et non pas que la situation le domine.

Le moyen pour parvenir à cela c'était l'info. Il faut comprendre cela, ces conditions : l'isolement. On ne pouvait pas y échapper ou bien il vous détruisait ou bien on se réalise aussi même dans cette situation. Et cela signifie *toujours* avoir la volonté de parvenir au but. On doit alors chercher les moyens de réaliser cela, de réaliser ce que l'on veut, d'obtenir ce dont on a besoin, on aspire énormément — et cela je l'ai vécu lorsque j'étais en taule pour la première fois, alors que tout cela n'existait pas encore — à la communication, et ceci de la seule façon qui est encore possible — être complètement sincère envers soi et envers les autres. Ceci est un combat, ceci ne va pas tout seul.

Personne ne peut se représenter cela, s'il ne l'a pas vécu, car on ne peut pas faire l'expérience de cette aliénation quand on est prisonnier d'elle — c'est-à-dire tant que l'on ne combat pas...

Interruption de Prinzing.

... un instant, nom de Dieu. Nous savons que votre méthode est de morceler tout contexte depuis un an.

Ce que je disais, c'est que cela n'existe pas seulement parce qu'on le veut, parce qu'on le souhaite, mais c'est un combat conscient sous la pression énorme que l'on subit dans l'isolement, que de parvenir à une communication par écrit entre nous. Et le processus que cela nécessite, c'est essentiellement Andreas qui l'a rendu possible, parce qu'il a maintenu ce processus ouvert, à chaque instant. Il est intervenu simplement quand réapparaissaient de vieilles saloperies bien ancrées. Et, évidemment, les vieilles structures réapparaissent dans l'isolement cela ne peut être autrement quand les structures sont si profondément ancrées et complexes comme elles le sont ici dans les métropoles. Je dirais que le combat que l'on mène dans l'isolement, c'est le combat pour la conscience, si nous ne parvenons pas à faire naître la nouvelle conscience alors l'ancienne s'impose.

C'est à cela que je pensais en disant qu'Andreas, en taule comme au dehors, a donné au processus collectif son orientation, que ses méthodes de lutte représentent pour chacun de nous un moyen de nous orienter — que je comprends lorsqu'il fait quelque chose, quelque chose que je ne savais pas auparavant. Et l'un des chemins que nous avons utilisé pour comprendre cela dans la phase précise du processus collectif, dans l'info/c'est la méthode de la critique et de l'autocritique. Donc se mettre radicalement en cause, vouloir tout savoir de soi, et savoir de chacun des autres qu'il exige la même chose de soi. C'est-à-dire que l'interaction, l'échange résident dans la transmission de son propre processus, du point que l'on a juste atteint, ce contre quoi il doit combattre — et dans l'isolement, chacun d'entre nous en a fait l'expérience dans une dimension existentielle tout à fait autre : que combattre, que l'identité n'est possible qu'ensemble.

On ne peut bien sûr pas séparer cela de tout ce à quoi nous avons travaillé, par exemple les textes et les analyses sur la structure du capital, sur la stratégie militaire ou sur la contre-insurrection, analyses qui furent développées au cours du processus collectif de discussion.

Nous n'avons jamais dit à quelqu'un « tu dois faire ceci et cela », mais nous disions ce qu'il y a à faire, ce que donc chacun peut faire, s'il le veut. Ceci est la condition — la volonté. La contrainte et la soumission, ou bien les luttes de concurrence pour des positions imaginaires dans une hiérarchie imaginaire

signifieraient dans l'isolement, dans ces conditions, que le groupe éclate, qu'il n'ait même pas une vie éphémère.

C'est-à-dire qu'il ne puisse encore lutter.

Seul un imbécile peut croire à toutes les imbécillités répandues ici par la contre-propagande...

ibel

[Prinzing arrête l'audition.

Interview accordée au « Spiegel » par les prisonniers de la R.A.F. luttant par la grève de la faim (20 janvier 1975).

Spiegel : Le collectif R.A.F. a-t-il adopté une nouvelle tactique ? Les campagnes préparées et dirigées depuis les prisons ont-elles éveillé dans la population le même intérêt à votre sujet que les bombes et les grenades en 1972 ?

R.A.F. (Fraction Armée Rouge) : Il ne s'agit pas de bavardages sur la tactique. Nous sommes prisonniers et nous luttons actuellement avec la seule arme qui nous reste en prison et dans l'isolement : la grève de la faim collective, afin de sortir du processus d'extermination dans lequel nous nous trouvons : de longues années d'isolement social. C'est une lutte à la vie, à la mort ; nous n'avons pas le choix sinon de gagner par cette grève de la faim ou alors de mourir ou être détruits psychiquement et physiquement par le lavage de cerveau, l'isolement et les traitements spéciaux.

Spiegel : Peut-on parler de « torture par isolement » ou même de « détention-extermiation » ? Vous lisez un tas de journaux, si nécessaire vous écoutez la radio et regardez la télévision de temps en temps. M. Baader, par exemple, a eu à sa disposition à un certain moment une bibliothèque de 400 volumes. Vous avez des contacts avec d'autres membres de la R.A.F., échangez des messages clandestins, vous recevez des visiteurs et vos avocats vont et viennent dans vos cellules.

R.A.F. : Si l'on ne possède que le *Spiegel* et les informations diffusées par les services de Sécurité de l'Etat, on peut se poser la question. Après deux, trois, quatre années d'isolement

social, guère plus, on sait que l'on se trouve dans un processus d'extermination. Cela, on le supporte peut-être pendant quelques mois, mais pas pendant des années. Empêcher l'institutionnalisation des lavages de cerveau par l'isolement est pour nous la condition de notre survie, c'est en fonction de cela que les procès se dérouleront avec ou sans nous. Affirmer qu'il s'agit pour nous, par cette grève de la faim, de nous rendre nous-mêmes inaptes à la détention et inaptes à comparaître devant le tribunal — alors que chacun sait que des prisonniers politiques inaptes à la détention sont des prisonniers morts — cette affirmation-là fait partie de la tactique de l'adversaire, c'est de la contre-propagande. ~~Les services de procureur fédéral ont reculé ces procès pendant trois ans et demi, pour briser les prisonniers par l'isolement, la torture, le lavage de cerveau, les sections silencieuses, la psychiatisation. Les services du procureur fédéral ne veulent plus de ces procès. Ou, s'ils les veulent, alors c'est sans les accusés et sans leurs défenseurs, parce qu'il est devenu évident que ces procès à grand spectacle contre la politique révolutionnaire — autoreprésentation du pouvoir d'Etat impérialiste — (ce que veut Buback) ne peuvent être mis en scène qu'en notre absence.~~

Spiegel : Malgré leur répétition constante, les mensonges ne deviennent pas crédibles ; et l'opinion publique a compris depuis longtemps que ces mensonges sont lancés — de mauvaise foi — pour jeter le doute sur la justice, ce que vous avez incontestablement réussi.

R.A.F. : C'est parce qu'il s'agit de faits dont vous ne pouvez pas faire disparaître l'importance politique en les contestant.

Spiegel : Vous êtes en détention préventive, étant inculpés pour des délits graves tels que meurtre et tentative de meurtre. Ne subissez-vous pas les mêmes conditions de détention que les autres prisonniers en détention préventive ?

R.A.F. : Nous réclamons la suppression des traitements spéciaux et il ne s'agit pas seulement des prévenus. Pour les prisonniers politiques, la justice ne fait pas de différences ; et à ce propos, nous disons : « Tout prolétaire prisonnier, qui comprend politiquement sa situation, et qui organise la solidarité, la lutte des prisonniers, est un prisonnier politique, quel que soit le motif qui l'a conduit en prison. » La justice isole également des prisonniers qui sont déjà condamnés, pour certains depuis quatre années, comme : Werner Hoppe, Helmut Pohl, Rolf

La Sarelé

Heissler, Ulrich Luther, Siegfried Knutz. Plusieurs milliers ici sont maltraités par le système pénitentiaire et, à partir du moment où ils commencent à résister, sont brisés par l'isolement.

C'est contre cela que nous luttons, par cette grève, en tant qu'action collective contre l'institutionnalisation de l'isolement. Dans les prisons anciennes, là où il manque les « machines à isoler » (sections pour les « fauteurs de trouble », ce qui signifie : ceux qui troublent l'inhumanité dont ils sont victimes) ces machines sont mises en place, comme à Tegel, Bruchsal, Straubing, Hannover, Zweibrücken, etc. Les nouvelles prisons incluent dans les principes de leur construction de leur architecture, l'isolement comme système de détention. Ces principes s'orientent, en R.F.A., non pas vers les modèles suédois, mais au contraire vers les méthodes et expériences américaines et les méthodes fascistes de programmes de réhabilitation.

Spiegel : Concrètement, dites-nous en quoi consiste ce que vous appelez « traitements spéciaux ». Nous avons fait des recherches sur les conditions actuelles de détention du collectif R.A.F. ; nous n'avons pu trouver la trace de « traitements spéciaux », mais plutôt une série de privilèges.

R.A.F. : Vous n'avez fait aucune recherche. Vous vous êtes laissés informer par la Sûreté de l'Etat et par les services du procureur fédéral. Traitements spéciaux, cela signifie :

- Huit mois de section silencieuse pour Ulrike, pour Astrid.
- Des années d'isolement social pour tous les prisonniers de la R.A.F.
- Des anesthésies de force, ordonnées par un tribunal, « aux fins d'enquête ».
- Pendant plusieurs années, la promenade mains liées.
- Sur ordre permanent des tribunaux, « utilisation immédiate de la force », ce qui signifie : les vexations dans les cellules de tranquillisation, au cours des transports, des interrogatoires, des confrontations et lors des visites.
- La censure des journaux.
- Des lois d'exception.
- Des bâtiments spéciaux pour les procès contre les prisonniers de la R.A.F. : à Kaiserslautern et à Stammheim, où le procès de Stammheim — sur le budget de la Sûreté de l'Etat —, « évalué » à 150 millions de marks, dans une forteresse de béton gardée par des unités de police de trois Länder, alors qu'il semble qu'au cours de ce procès les

accusés et leurs défenseurs ne seront pas admis à l'audience — au cas toutefois où la justice laisserait des accusés en vie.

- Entraves faites aux défenseurs : publication de matériaux de la défense, de parties de dossiers et de dossiers de la Sûreté de l'Etat, dans le cadre des campagnes du gouvernement visant à conditionner les verdicts et à évincer les défenseurs. Manipulations des dossiers.
- La presse de Springer peut disposer de dossiers avant la défense alors que ~~les services du procureur fédéral~~ refusent d'en donner communication à la défense.
- Les défenseurs sont surveillés jour et nuit ; leur courrier contrôlé, leur téléphone sur table d'écoute, et leurs bureaux sont perquisitionnés. Les avocats ont des sanctions disciplinaires de la part de leur Ordre et sont inculpés pour leur travail d'information auprès de l'opinion publique.
- Les parents et visiteurs sont l'objet de pressions de la part des services de Sûreté de l'Etat, et ce jusque sur leur lieu de travail. Ils sont terrorisés par une surveillance non dissimulée.
- Ceux qui désirent nous écrire ou nous visiter sont espionnés et fichés par les services de Sûreté de l'Etat.

Ils sont obligés, sous la pression de la grève de la faim, de maquiller la réalité et les ministères envoient des équipes filmer.

En principe, rien n'est changé. Mais la réalité, à l'heure actuelle, c'est l'isolement organisé à l'intérieur des prisons avec une précision meurtrière technique ; tout en restant isolés, les détenus peuvent se rencontrer, par deux, et seulement deux heures par jour. Cela n'empêche pas le processus de destruction, et ça reste un système coupé de l'extérieur. Cela signifie que le lavage de cerveau doit continuer et que l'interaction sociale doit être rendue impossible.

Par rapport à l'extérieur, l'isolement est perfectionné par l'exclusion des défenseurs, ou en l'occurrence la limitation au nombre de trois de ceux-ci. Si l'on s'en réfère à la norme de Posser/ six années d'isolement par exemple pour nous, et à la responsabilité des services du procureur fédéral quant au recul de la date des procès, on comprend ce que signifie « détention-extermiation ». Prouvez-nous donc qu'un seul de ces « privilèges » n'existe pas !

Spiegel : Au début, vous avez décrit la nutrition forcée com-

J. Posser - ministre de la Justice du Land de Nordrhein-Westphalie.

l'Accusation
fédérale

18

me une machination fasciste ; après la mort de Holger Meins, vous avez parlé de « meurtre à crédit ». N'y a-t-il pas là une contradiction ?

R.A.F. : Cela ne vient pas de nous, mais la nutrition forcée est un moyen tactique pour enlever à la grève de la faim son impact vers l'extérieur : c'est ainsi que des stations médicales de réanimation ont été installées dans les prisons, afin de pouvoir dire que « tout a été fait ». Alors que le plus simple n'a pas été fait : supprimer l'isolement et les traitements spéciaux ! Holger Meins a été exécuté sciemment par une sous-nutrition systématique, la nutrition artificielle était, dès le début, à la prison de Wittlich, une méthode pour assassiner. Au début, brutale, directe, violente, pratiquée pour briser la volonté, et par la suite pratiquée seulement en apparence. 400 calories par jour : il s'agit seulement d'une question de temps, de jours, jusqu'à ce que l'on meure.

Le procureur fédéral Buback et les services de sécurité ont manigancé cela en s'arrangeant pour que Holger Meins reste à la prison de Wittlich, jusqu'à ce qu'il soit mort. Le 21 octobre, le tribunal (O.L.G.) de Stuttgart avait ordonné le transfert de Holger Meins à Stuttgart au plus tard le 2 novembre. Dès le 24 octobre, Buback, procureur fédéral, faisait savoir au tribunal de Stuttgart que la date du transfert ne pouvait pas être respectée par les services de Sécurité de l'Etat : cette information n'a toutefois été rendue publique qu'après la mort de Holger Meins.

Pour terminer, le médecin de la prison, Hutter, a cessé complètement la nutrition artificielle et est parti en voyage. Il faut également préciser que l'Office fédéral de Police criminelle était informé sur l'état des prisonniers, pendant toute la durée de la grève de la faim, par les directions des prisons.

Il faut souligner que Hutter, avant qu'il se retire, parce que Holger était mourant, a demandé à Degenhardt de lui assurer qu'il ne ferait l'objet d'aucune plainte — de la même manière, toutes les plaintes portées contre Degenhardt ont été annulées.

Degenhardt est le médecin qui, durant l'été 1973, pendant la seconde grève de la faim à Schwalmstadt, a supprimé l'eau « pour raisons médicales » pendant neuf jours, jusqu'au coma. C'est ce médecin que Buback qualifiait de « sommité médicale » en parlant à Frey, qui soignait alors les prisonniers de Zweibrücken.

Holger Meins a été assassiné d'après un plan portant sur la manipulation de la date du transfert ; c'est la faille qui permet au

procureur fédéral et à la police de Sécurité de l'Etat de viser directement les prisonniers.

Le fait qu'aucun journaliste n'ait encore fait de recherches là-dessus ni ne les ait publiées ne signifie rien quant aux faits eux-mêmes ; mais, au contraire, souligne la collaboration et la complicité, l'amalgame entre les trusts de l'information, les services de Sécurité de l'Etat, le procureur fédéral, l'Office fédéral de la police criminelle et les services secrets.

Spiegel : Nous n'acceptons en aucune manière votre version du soi-disant « meurtre à tempérament » de Meins. Vous nous donnez l'impression d'une psychose de la persécution, ce qui serait très compréhensible après des années de clandestinité et de détention. Au *Spiegel*, nous avons critiqué le comportement du médecin de la prison Hutter ; le procureur a ouvert une instruction contre Hutter.

R.A.F. : Il ne s'agit pas de Hutter, il n'est qu'un des médecins des prisons, ils n'ont rien à décider. La médecine pénitentiaire est organisée hiérarchiquement, et Hutter est tout au plus l'un des personnages qui est saisissable. Un porc, mais un petit ; il sera tout au plus rendu responsable bien que, là aussi, aucune des personnes qui connaissent l'application des peines et la fonction réelle de la médecine pénitentiaire n'y croit.

Ce que vous appelez « critiquer » c'est un vieux truc qui consiste à parler d'« inconvénients », d'« accidents de parcours » afin de les rendre incompréhensibles, alors qu'en fait il ne s'agit pas d'accidents de parcours, mais de la société de classes, de sa justice, de ses camps de prisonniers.

Compte tenu de la situation dans les prisons, de la démagogie fasciste autour de cette grève dans les media, des concerts des politiciens professionnels, des réactions incontrôlées par rapport à l'action non violente d'un petit groupe aux limites de la défensive — prisonnier et isolé — comme s'il s'agissait d'une attaque militaire (Strauss a parlé de droit de guerre), tout tend à montrer à quel point la couverture de légitimité du système est dévorée par ses crises politiques et économiques.

C'est là que vous devriez chercher une maladie, en considérant l'intérêt réel qu'a l'Etat dans l'extermination des prisonniers de la R.A.F., plutôt que de bavarder sur les psychoses de persécution.

Spiegel : Les Britanniques ont supprimé récemment la nutrition forcée, par exemple pour les terroristes de l'I.R.A. Les grèves de la faim étaient terminées aussitôt. Comment vous comporteriez-vous, dans ce cas ?

71

la

la / p

u

115

R.A.F. : Ce n'est pas là *notre* problème. La C.D.U. exige l'arrêt de la nutrition forcée, de la même manière qu'elle met le cap ouvertement vers l'état d'exception, le fascisme / alors que le S.P.D. oriente son potentiel électoral et son histoire vers le même but, fascisation. Pénétration de l'Etat dans tous les domaines de la vie, militarisation totale de la politique, manipulation, endoctrinement du peuple par les media, dans le sens des buts de la politique intérieure et extérieure de l'impérialisme ouest-allemand, c'est-à-dire camoufler et faire passer, « vendre » celle-ci comme politique pour le peuple, les « socialement faibles », sous l'aspect de réformes. C'est ainsi que la C.D.U. propage ouvertement le meurtre, alors que la S.P.D. louvoie, essaie de camoufler les meurtres en « suicide », et ne peut prendre position ouvertement pour la ligne dure de la Sûreté de l'Etat, qui décide en dernier ressort de nos conditions de détention.

Spiegel : Ne voyez-vous pas de nouveau des fantômes ? Toutes les déclarations connues jusqu'à présent de la R.A.F. ne se basent-elles pas sur les analyses insoutenables sur cet Etat, cet S.P.D., cette C.D.U., cette justice ? Nous voyons ici le défaut qui vous a fait perdre, jusqu'à présent, l'influence politique sur la population. Pour cette raison vous n'êtes pas en mesure de combattre cet Etat, si toutefois il le méritait de manière efficace, et pour cette raison vous ne trouvez pas de soutien à la base !

R.A.F. : Ce sont un peu des inepties que vous essayez ici de raconter. Ce que vous déclarez « insoutenable » n'est avant tout pas marchandable et notre position, le contre-pouvoir prolétarien, est par rapport à la vôtre, le pouvoir impérialiste / antagoniste analytique et pratique.

Vous discutez des lacunes, des bases et des effets de la politique révolutionnaire, alors que votre boulot consiste à la remettre en question grâce à un journalisme qui, depuis longtemps, s'est ouvertement déclaré comme ayant un rôle positif dans le fonctionnement intérieur de l'Etat — cet Etat dont la politique prolétarienne est la négation.

Nous poser cette question à nous, en tant que question venant du *Spiegel*, cela n'a pas de sens.

La théorie et la pratique ne deviennent unité que dans la lutte. C'est leur dialectique. Nous développons notre analyse comme une arme, ainsi elle est concrète ; et elle a été rendue publique là seulement où nous sommes en mesure de contrôler sa publication.

Spiegel : Vous ne voulez cesser votre grève de la faim que lorsque vos revendications auront été satisfaites ; avez-vous des pers-

pectives de succès ? Dans le cas contraire, procéderez-vous à une escalade, et, par exemple, commencerez-vous une grève de la soif si les revendications ne sont pas satisfaites ? Quelles actions préparez-vous à l'intérieur et à l'extérieur de la prison ?

R.A.F. : Buback croit encore pouvoir briser la grève de la faim et l'utiliser afin de nous exterminer, au moyen du meurtre, de la psychiatisation forcée. C'est pourquoi des stations de réanimation ont été installées dans les prisons. Stations où nous devons être ligotés vingt-quatre heures par jour, mis en état de somnolence par des psychodrogues, nourris de force, dans un immobilisme total, tant physique qu'intellectuel. C'est aussi le pourquoi de l'utilisation de la contre-propagande et de la conduite psychologique de la guerre.

Spiegel : « Psychiatisation forcée », « ligotés vingt-quatre heures par jour », « conduite psychologique de la guerre », tout cela n'existe que dans l'imagination de la R.A.F. ...

R.A.F. : Cela existe dans la réalité que vous propagez, qui est celle de l'impérialisme. Il y a eu l'anesthésie forcée contre Carmen, afin de prendre ses empreintes digitales, et contre Ulrike la décision de l'anesthésier pour une scintigraphie et, en 1974, celle contre six prisonniers à Hambourg, afin d'enquêter. La nutrition forcée n'est possible que si le prisonnier est sous anesthésie. Des prisonniers politiques, par exemple, à Hambourg et Essen : Beer, Pohl, Allnach, Blenck, Hoppe, Kröcher, ont été enfermés dans la cloche (cellule d'isolement) à plusieurs reprises pour quarante-huit heures et davantage, parce qu'ils appelaient un autre prisonnier pendant la promenade dans la cour, ou ne s'arrêtaient pas de courir pendant celle-ci, ou pour rien : isolés de tout bruit, ne pouvant pas même se lever pour chier, étant attachés par les mains et les pieds sur une planche, cela signifie une privation acoustique, privation des fonctions motrices, visuelles. L'effet est comme celui d'un narcotique. Vous pouvez affirmer que vous trouvez cela bien, mais vous ne pouvez pas dire que nous l'avons inventé, car tous ces faits sont attestés par des centaines de décisions de tribunaux.

Le soutien par les publications qui lui était nécessaire, Buback l'a eu, entre autres par l'initiative de Heineman, mais également par l'essai de Dittfurth, paru dans le *Spiegel*, précis quant au fascisme par les mots, pour qui meurtre, torture et psychiatisation forcés ne sont que des moyens lui permettant de véhiculer ses trucs cyniques, pour brutaliser le climat politique autour de la grève de la faim.

L(CDU)

Lorsque Carstens, à la mi-novembre, commença à propa- ger ouvertement le meurtre contre nous, il y avait encore dans l'opinion publique comme un choc, une contradiction, de l'horreur. La fonction de Heineman était d'écarter les doutes, là où ils subsistaient encore, par rapport à la ligne dure de Buback : auprès des intellectuels, des écrivains, des églises. Le rôle de ce personnage a toujours été de revêtir d'un langage le contenu agressif de la politique de l'impérialisme ouest-allemand ; un aspect qui donne l'apparence de ce que Heineman croit être un contenu humaniste — en fonction des associations qu'il manipule.

Les lettres de Heineman étaient en réalité des appels nous de- mandant de nous soumettre au lavage de cerveau ou au meurtre. De la même manière, en tant que président fédéral, il a grâcié Ruhland ; et par ses lettres, il a propagé les condamnations à mort (contre nous) du procureur fédéral, avec le geste humaniste, qui libère la conscience de ses partisans. Ce qu'il voulait — comme à Pâques, en 1968, où, pendant sa législature, il a voulu inté- grer les étudiants, les antifascistes traditionnels et la nouvelle gauche dans le nouveau fascisme — c'est préparer le terrain pour les meurtres.

Nous allons entamer une escalade et commencer la grève de la soif.

Nous ne préparons pas d'actions, ni dedans ni dehors, parce que nous sommes prisonniers et isolés.

Spiegel : La mort de Holger Meins a-t-elle été une opportunité pour le collectif R.A.F. ?

R.A.F. : Cela, c'est de la projection fasciste ; la réflexion de quelqu'un qui ne peut plus penser autrement qu'en termes de marché : le système qui fait de toute vie humaine l'objet de l'argent, de l'égoïsme, du pouvoir, de la réussite. Comme le Che, nous disons :

« Le guérillero ne doit risquer sa vie que si cela est absolument nécessaire, mais dans ce cas sans hésiter un seul instant. »

Et cela est tout à fait vrai pour la mort de Holger Meins : « la résonance de l'histoire », celle qui s'est éveillée par la lutte armée anti-impérialiste, est entrée dans l'histoire des peuples du monde.

Elle a « été une opportunité », cela veut dire qu'elle a brisé le boycott de l'information contre la grève. Car, si beaucoup de

Ruhland
1. Ruhland : témoin à charge de l'accusation, inculpé pour participation à une association de criminels.

gens ne s'éveillent seulement que lorsque quelqu'un est assassiné et à partir de ce moment commencent seulement à comprendre de quoi il s'agit, c'est que vous en êtes également responsables. C'est ainsi que le Spiegel a passé sous silence pendant huit semaines la grève de la faim de quarante prisonniers politiques afin d'empêcher solidarité et protection.

Spiegel : ... nous avons fait des comptes rendus de la grève de la faim de la R.A.F. plus d'une fois et de manière critique.

R.A.F. : Votre premier compte rendu est paru le cinquante troisième jour de la grève de la faim, soit cinq jours avant le mort de Holger Meins.

Spiegel : Etes-vous préparés à voir d'autres cas mortels ?

R.A.F. : Buback attend ça dans son bureau.

Spiegel : Vous pensez bien que nous trouvons un tel soupçon monstrueux.

R.A.F. : Oestereicher, le président de Amnesty-Angleterre, en tant que défenseur professionnel des droits de l'homme — qui, bien sûr dans ses tentatives de conciliation, était entièrement du côté de l'Etat — après son entretien avec Buback, était : « épouvanté de voir que Buback, froid comme la glace, jouait au poker avec la vie des prisonniers ». Textuellement.

Spiegel : Quel est le point de départ de votre analyse de la situation en République fédérale allemande ?

R.A.F. : Centre impérialiste. Colonie américaine. Base militaire américaine. Puissance dirigeante impérialiste en Europe et dans le Marché commun. Deuxième puissance militaire de l'O.T.A.N. Représentant patenté des intérêts de l'impérialisme américain en Europe de l'Ouest.

La fusion de l'impérialisme ouest-allemand (politiquement, économiquement, militairement, idéologiquement fondé sur les mêmes intérêts d'exploitation du tiers monde, ainsi que sur l'homogénéité des structures sociales au moyen de la concentration des capitaux et de la culture de consommation) avec l'impérialisme américain caractérise la position de la République fédérale vis-à-vis des pays du tiers monde : en tant que parti dans les guerres conduites contre eux par l'impérialisme américain, en tant que « ville » dans le processus révolutionnaire mondial d'encerclement des villes par les villages.

Dans cette mesure, la guérilla dans les métropoles est une guérilla urbaine aux deux sens du terme : géographiquement, elle surgit, opère et se développe dans les grandes villes, et au sens stratégique et politico-militaire elle est une guérilla urbaine.

7 /

11.

117

car elle s'attaque de l'intérieur à la machine répressive de l'impérialisme dans les métropoles, elle combat comme unité de partisans sur les arrières de l'ennemi.

C'est ce que nous entendons aujourd'hui par internationalisme prolétarien. En un mot : la République fédérale, faisant partie du système étatique de l'impérialisme américain, n'est pas une nation opprimée mais une nation qui opprime.

Dans un tel Etat, le développement du contre-pouvoir prolétarien et de la lutte de libération, le démantèlement complet des structures dominantes, de pouvoir, ne peuvent être, dès le début, qu'internationaliste, ne sont possibles qu'en relation tactique et stratégique avec les luttes de libération des nations opprimées.

Historiquement : depuis 1918-1919, la bourgeoisie impérialiste — son Etat — possède l'initiative dans le déroulement des luttes de classe en Allemagne et est offensive contre le peuple : et cela jusqu'à ce que les organisations du prolétariat se soient trouvées totalement défaites dans le fascisme jusqu'à la défaite de l'ancien fascisme, défaite due non pas à la lutte armée, mais aux alliés occidentaux et à l'armée soviétique jusqu'à aujourd'hui. Dans les années 20, il y a eu la trahison de la Troisième Internationale : l'alignement total des partis communistes sur l'Union soviétique, qui se trouve à l'origine de l'incapacité du K.P.D. (Parti communiste allemand) d'en venir à une politique orientée vers la révolution par la lutte armée et la conquête prolétarienne du pouvoir politique, qui aurait pu développer dans le prolétariat l'identité de classe et l'énergie révolutionnaire.

Après 1945, il y a eu l'offensive lavage de cerveau de l'impérialisme américain contre le peuple au moyen de l'anticommunisme, de la culture de consommation, de la restauration-refascisation politique, idéologique, et finalement militaire sous la forme de guerre froide et d'une R.D.A. (République démocratique allemande) qui n'a pas développé la politique communiste comme guerre de libération. Il n'y a pas eu ici de résistance antifasciste, de masses armées comme en France, Italie, Yougoslavie, Grèce, Espagne, même Hollande. Les conditions pour cela ont été immédiatement brisées par les alliés occidentaux après 1945.

Tout cela signifie pour nous et pour la gauche légale, ici : il n'y a rien à quoi nous rattacher, sur quoi nous appuyer historiquement, il n'y a rien que nous puissions présupposer d'une

manière ou d'une autre en termes organisationnels ou de conscience prolétarienne, pas même des traditions démocratiques ou républicaines. Sur le plan de la politique intérieure, il s'agit là d'un des motifs qui rend possible sans retenue le processus de fascisation, la surcroissance et l'excroissance de l'appareil policier, de la machine de Sécurité de l'Etat comme Etat policier à l'intérieur de l'Etat, la suppression factice de la division des pouvoirs, la promulgation de lois d'exception fascistes dans le cadre du programme de « sécurité intérieure » depuis les lois d'urgence jusqu'aux lois d'exception actuelles qui permettent le déroulement de procès sans accusés ni défenseurs, comme pure entreprise de spectacle, mais également l'exclusion de « radicaux » des services publics, l'élargissement des compétences de l'Office de la police criminelle.

Une démocratie qui n'a pas été conquise, qui n'est pour le peuple qu'un bourrage de crâne et n'a pas de base de masse, ne peut être défendue et ne l'est pas non plus. Tout cela, ce sont des conditions spécifiques au territoire politique de la République fédérale.

Spiegel : Jusqu'à présent, avec des bombes et des slogans vous n'avez pu obtenir l'adhésion que de très petits groupes d'intellectuels et sympathisants anarchistes. Croyez-vous encore pouvoir changer cela ?

R.A.F. : Les guerres de libération des peuples du tiers monde ont des répercussions économiques, politiques, militaires et idéologiques sur la société métropolitaine, ce que Lin Piao appelait « couper les pieds à l'impérialisme ». Elles accentuent les contradictions dans les métropoles. Les moyens et les méthodes que le système emploie pour nier ces contradictions deviennent dépassés. Les réformes se transforment en répressions, l'appareil militaire et policier est développé démesurément et ce d'autant plus que les moyens manquent dans le secteur social.

L'appauvrissement de la population, la militarisation de la politique, la répression intensifiée, tel est le développement forcé de la crise du système. Sortir d'une position politique et historique défensive et intervenir dans ce processus de désintégration est la condition de base de la politique révolutionnaire ici.

Spiegel : On vous reproche souvent un manque absolu d'influence sur les masses ainsi que de liaison avec la base. Imputez-vous cela au fait que le collectif R.A.F. est éloigné de la réalité ? Avez-vous, entre-temps, affûté votre optique ? Beaucoup ont l'impression que vous n'attirez encore l'attention que

là où vous suscitez de la pitié, en conséquence de quoi vous n'avez même pas l'approbation de l'extrême gauche. Où situez-vous vos partisans ?

R.A.F. : Il y a la trace laissée par la politique de la R.A.F. Pas de partisans, pas de suivistes et pas d'organisations de successeurs. Mais la R.A.F. et l'effet de notre politique se situent : 1° au niveau où beaucoup, modifiant leur opinion sur cet Etat étant donné les mesures prises par le gouvernement contre nous, commencent à le reconnaître pour ce qu'il est : la machine répressive de la bourgeoisie impérialiste ; 2° au niveau où nombreux sont ceux qui, s'identifiant avec notre lutte, devenant conscients et relativisant dans leur pensée, leur sensibilité et finalement dans leur action, l'absolutisme de pouvoir du système, reconnaissent ce qu'il est possible de faire, que le sentiment d'impuissance ne reflète pas la réalité objective ; 3° au niveau de l'internationalisme prolétarien, de la conscience de la relation entre des luttes de libération dans le tiers monde et ici, de la possibilité et de la nécessité de collaborer légalement et illégalement. Au niveau de la praxis : qu'il ne suffit pas seulement de parler, mais qu'il est nécessaire et possible d'agir.

Spiegel : Voulez-vous être des cadres et le rester et provoquer seuls la chute du régime ou bien croyez-vous toujours pouvoir mobiliser les masses prolétariennes ?

R.A.F. : Aucun révolutionnaire ne pense à renverser « seul » le système, c'est absurde. Il n'y a pas de révolution sans le peuple. De telles affirmations contre Bianqui, Lénine, Che Guevara, contre nous maintenant n'ont jamais été autre chose que la dénonciation de toute initiative révolutionnaire, la référence aux masses ayant pour fonction de justifier, de vendre la politique réformiste. Il ne s'agit pas de lutter seul, mais de créer à partir des luttes quotidiennes, des mobilisations et des processus d'organisation de la gauche légale, une *avant-garde*, un noyau politico-militaire qui devra mettre en place une infrastructure illégale — condition préalable, nécessaire à la possibilité d'agir et qui, étant donné les poursuites et l'illégalité, et la praxis, peut donner aux luttes légales dans les usines, les quartiers, la rue et les universités, orientation, force et but pour atteindre ce dont il s'agira dans les développements de la crise économique et politique de l'impérialisme : la prise du pouvoir politique.

La perspective de notre politique — le développement pour lequel nous nous battons : un mouvement fort de guérilla dans

les métropoles — est, au cours de ce processus de chute définitive et d'écroulement de l'impérialisme américain, un moyen nécessaire, une étape, afin que les luttes légales et les luttes qui se développeraient spontanément à partir des contradictions du système ne soient pas brisées par la répression dès qu'elles se manifestent. Ce que le parti de cadres bolchevique représentait pour Lénine, correspond à l'époque de l'organisation multinationale du capital, des structures transnationales de la répression impérialiste à l'intérieur et à l'extérieur, où nous nous trouvons aujourd'hui, à l'organisation du contre-pouvoir prolétarien issu de la guérilla. Au cours de ce processus — national et international — elle se développe en parti révolutionnaire. Il est stupide, en l'état actuel des luttes anti-impérialistes en Asie, en Afrique, en Amérique latine, au Vietnam, au Chili, en Uruguay, Argentine, Palestine, de dire que nous sommes « seuls ». En Europe occidentale il n'y a pas seulement la R.A.F., il y a l'I.R.A., l'E.T.A., des groupes armés combattant en Italie, au Portugal, en Angleterre. Depuis 1968 il existe des groupes de guérilla urbaine aux U.S.A.

Spiegel : Votre base c'est, paraît-il, à l'heure actuelle, quarante camarades de la R.A.F. en prison, approximativement trois cents anarchistes dans la clandestinité en R.F.A. Qu'en est-il des sympathisants ?

R.A.F. : C'est un de ces chiffres variables à volonté, émanant des services de l'Office fédéral de la Police criminelle. Ils sont faux, les processus de prise de conscience ne se laissent pas quantifier si facilement. A l'heure actuelle, la solidarité est en train de devenir internationale. Parallèlement à une sensibilisation de l'opinion publique internationale par rapport aux agissements de plus en plus ouverts de l'impérialisme ouest-allemand, on assiste également au développement d'une sensibilité quant à sa répression intérieure. Parmi les organisations de la gauche légale, depuis que la R.A.F. existe, s'est développé un processus de discussions et de polarisation par rapport au problème de la politique armée. Un nouvel antifascisme est en train de se former, non plus basé sur la pitié apolitique envers les victimes et les persécutés, mais l'identification avec la lutte anti-impérialiste, dirigée contre la police, la Sûreté de l'Etat, les trusts multinationaux, contre l'impérialisme américain. Helmut Schmidt n'aurait pas compté la R.A.F., à l'occasion de son discours de Nouvel An, parmi les cinq réalités ou développements menaçants principalement l'impérialisme en 1974 : l'inflation mondiale, la crise du

pétrole, l'affaire Guillaume, le chômage, la R.A.F. si nous étions des poissons sans eau, si la politique révolutionnaire ici avait une base si étroite, comme ils le prétendent dans la conduite psychologique de la guerre.

Spiegel : L'une de vos troupes d'appui principale, du moins le prétend-on, serait la douzaine d'avocats qui ont la charge de la coordination et de la communication tant en dehors qu'à l'intérieur de la prison. Quel rôle jouent vos avocats ?

R.A.F. : Les avocats engagés, les défenseurs qui sont chargés de nos procédures se politisent inévitablement, parce qu'à chaque instant, ils font l'expérience, littéralement dès leur première visite à un prisonnier de la R.A.F., que rien de ce qu'il considérerait comme allant de soi, en tant qu'instance judiciaire, ne fonctionne plus. Les fouilles corporelles, le contrôle du courrier, les perquisitions dans les cellules, les persécutions, suspicions, les sanctions du Conseil de l'ordre des avocats, la conduite psychologique de la guerre, les poursuites pénales, les lois décrétées « sur mesure » pour leur exclusion, ce à quoi s'ajoute la connaissance des traitements spéciaux que nous subissons, leur impuissance totale à changer quoi que ce soit, par la procédure normale, c'est-à-dire en utilisant des arguments juridiques devant les tribunaux et l'expérience qu'ils font à tout moment, que ce ne sont pas les juges mais le Sicherungsgruppe Bonn (services de Sécurité de l'Etat) et les services du procureur fédéral qui prennent toutes les décisions nous concernant, ce qui est une contradiction entre texte et réalité constitutionnels, entre la façade de l'Etat constitutionnel et la réalité de l'Etat policier, ont fait des défenseurs de l'Etat constitutionnel des antifascistes. La volonté d'assimiler ces avocats à nous, d'en faire des troupes auxiliaires, ce qu'ils ne sont pas, fait partie de la stratégie du B.K.A. (Office fédéral de la Police criminelle) et des services du procureur fédéral. Dans la mesure où la justice est annexée dans ce procès par la Sécurité de l'Etat pour servir les buts de la contre-insurrection, où elle est utilisée comme instrument dans la stratégie d'extermination menée contre nous, par les services du procureur général, les défenseurs qui se basent sur le principe de la séparation des pouvoirs sont considérés comme des obstacles à la fascisation et doivent donc être combattus, inévitablement.

Spiegel : Avez-vous des problèmes de démarcation politique, envers les autres groupes anarchistes opérant dans la clandestinité ?

R.A.F. : Pas vis-à-vis du *Spiegel*.

Spiegel : Qu'en est-il du mouvement du 2 juin qui revendique le meurtre du juge Drenkmann le plus élevé de Berlin-Ouest ? dans la hiérarchie à bas ?

R.A.F. : Demandez-le au mouvement du 2 juin.

Spiegel : Que pensez-vous de ceci : le meurtre de Drenkmann a-t-il servi à quelque chose ?

R.A.F. : Drenkmann n'est pas devenu la plus haute autorité judiciaire d'une ville de trois millions d'habitants sans avoir détruit la vie de milliers de personnes, sans leur avoir enlevé le droit de vivre, sans les avoir étranglés en s'appuyant sur des paragraphes, enfermés dans des cellules de prison, sans avoir brisé leur avenir. Il y a aussi le fait que malgré l'invitation des plus hautes autorités ouest-allemandes : le président de la République et le président de la Cour constitutionnelle, 15 000 Berlinoises seulement se sont rendus à l'enterrement, et cela dans une ville qui, autrefois, mobilisait de 500 à 600 000 personnes pour des manifestations anticommunistes. Vous savez vous-même que l'indignation suscitée par ce coup contre la justice berlinoise n'est que de la propagande et de l'hypocrisie, que personne ne porte le deuil pour un masque, que cet exercice imposé n'était qu'un moyen de communication bourgeois et impérialiste. L'indignation exprimait un réflexe d'adaptation à un certain climat politique. Celui qui, sans être lui-même élite dirigeante, s'identifie spontanément à une telle mascarade de justice, dit seulement de lui que là où l'exploitation règne il ne peut se placer que du côté de l'exploiteur. En termes d'analyse de classes, les protestations en faveur de Drenkmann, là où elles émanaient de la gauche et des libéraux, n'ont servi qu'à les démasquer.

Spiegel : Ce que nous en savons est quelque chose de tout à fait différent. Nous savons que Drenkmann a été abattu et nous tenons pour une impudence l'apologie de ce meurtre par la R.A.F. Celui-ci se réduit à une justice de lynchage pour un délit apparemment commis de façon collective par une justice que vous qualifiez de fasciste. Même lorsqu'on accepte la maxime : la fin justifie les moyens (ce que vous faites ouvertement), le meurtre de Drenkmann, eu égard à l'effet qu'il a produit sur le public, constitue une défaite pour le collectif R.A.F.

R.A.F. : Le sens d'un moyen est son but. Nous ne justifions rien. La contre-violence révolutionnaire est légitime, elle est notre seule possibilité et nous savons, qu'au cours de son développement elle donnera à la classe pour laquelle vous écri-

de l'Accusation fédérale.

vez, d'autres occasions d'autoreprésentations bigottes, que la tentative de faire prisonnier un juge.

Cette action est forte, elle est l'expression de notre amour, de notre deuil, de notre colère sur l'assassinat d'un combattant emprisonné. S'il doit y avoir des enterrements, alors des deux côtés.

Votre indignation doit être mise en relation avec votre silence sur l'attentat de Brême, lorsqu'une bombe a explosé dans une consigne automatique peu après l'annulation d'un match de football. Au contraire de l'action contre Drenkmann cette bombe n'était pas dirigée contre un membre de la classe dirigeante mais contre le peuple, il s'agissait d'une action fasciste sur le modèle des actions de la C.I.A. Comment expliquez-vous, dans ce cas, que la police de la gare de Brême était déjà en état d'alerte le matin du 7 décembre — jour où la bombe explosa à 16 h 15 de l'après-midi —, car elle avait été prévenue par le bureau criminel du Land de Hesse, que l'on s'attendait à cet attentat dans les gares et dans les trains ? Comment expliquez-vous que la protection civile de Brême-Nord avait déjà reçu à 15 h 30 l'ordre d'intervenir et d'envoyer cinq ambulances à la gare principale parce qu'une bombe allait y exploser, que la police était déjà là immédiatement après l'explosion avec l'information toute prête, selon quoi elle n'avait été mise au courant d'une attaque à la bombe qu'à 15 h 56 et cela concernant un grand magasin du centre de la ville ? Ainsi les autorités de Brême n'étaient pas seulement prévenues du temps et du lieu exacts, mais elles disposaient aussitôt après l'explosion d'une information qui taisait, manipulait et détournait d'eux le scénario réel de leur propres mesures. Qu'en est-il alors de votre indignation ?

Spiegel : Nous vérifierons les faits que vous citez. Vous seuls, dans la clandestinité, avez mis l'accent sur la violence. Lorsque les bombes ont explosé à Munich, à Heidelberg et à Hambourg, la R.A.F. a tenu cela pour un fait politique et l'a revendiqué comme tel. Considérez-vous depuis la violence contre les choses et les personnes comme un concept inefficace — qui n'entraîne pas la solidarité mais repousse —, ou avez-vous plutôt l'intention de continuer dans cette voie ?

R.A.F. : La question, est : qui repousse qui ? Des photos de nous étaient accrochées aux palissades dans les rues d'Hanoi, car l'attaque d'Heidelberg revendiquée par la R.A.F. a détruit l'ordinateur au moyen duquel étaient programmés et dirigés les

bombardements américains sur le Nord-Vietnam. Les officiers, les soldats et les politiciens américains se sont sentis repoussés, car, à Francfort ou à Heidelberg, ils ont soudain senti que le Vietnam leur était remis en mémoire, ils ne se sentaient plus en sécurité sur leurs arrières. La politique révolutionnaire doit être aujourd'hui en même temps politique et militaire. C'est ce qui ressort de la structure de l'impérialisme : le fait que sa domination doit être assurée, à l'intérieur et à l'extérieur, dans les métropoles et dans le tiers monde, d'abord militairement au moyen de pactes et d'interventions militaires, de programmes de contre-guérilla et de « sécurité interne », assurer vers l'intérieur le développement de son appareil de violence. Etant donné le potentiel de violence de l'impérialisme, il n'y a pas de politique révolutionnaire sans résoudre la question de la violence à chaque étape de l'organisation révolutionnaire.

Spiegel : Quelle image avez-vous de vous-mêmes ? Vous rangez-vous au nombre des anarchistes ou des marxistes ?

R.A.F. : Marxistes. Mais la conception de l'anarchisme par les services de sécurité de l'Etat n'est rien d'autre qu'un brandon anticomuniste, qui ne tient à rien qu'à l'usage d'explosifs. Il est destiné en tant que rhétorique de la contre-révolution du gouvernement, étant donné la précarité des conditions de vie dans la sphère capitaliste, à manipuler les angoisses latentes, et toujours à portée de la main, du chômage, de la crise et de la guerre, afin de vendre par le biais des mesures de « sécurité intérieure », au peuple, l'appareil militaire d'Etat : police, services secrets, armée en tant qu'instrument du maintien de l'ordre et de la sécurité. Il vise à la mobilisation réactionnaire et fasciste du peuple, cela afin d'entraîner de façon manipulative une identification avec l'appareil de violence d'Etat. Il s'agit aussi d'une tentative pour usurper pratiquement au profit de l'Etat impérialiste la vieille querelle entre révolutionnaires marxistes et révolutionnaires anarchistes, de jouer contre nous l'affadissement opportuniste du marxiste contemporain qui dit que les marxistes ne doivent pas s'attaquer à l'Etat mais au capital, que seulement les usines et non les rues peuvent être aujourd'hui le centre des luttes de classe, etc. Selon cette fausse compréhension du marxisme, Lénine était anarchiste et son livre : *L'Etat et la Révolution* est un écrit anarchiste. Il est cependant le livre stratégique par excellence du marxisme révolutionnaire. L'expérience de tous les mouvements de guérilla est simple : l'instrument du marxisme-léninisme, ce que Lénine, Mao, Giap, Fa-

Office de
la police
criminelle

non, Che, ont emprunté à la théorie de Marx, et développé, ce qui pour eux était utile, est une arme dans la lutte anti-impérialiste.

Spiegel : La « guerre populaire » conçue par la R.A.F. est devenue dans la conscience du peuple — semble-t-il — une guerre contre le peuple. Böll a parlé une fois des 6 contre 60 millions.

R.A.F. : Il s'agit là d'un vœu impérialiste. C'est de cette façon qu'en 1972 le journal *Bild* a retourné la notion de guerre populaire en « guerre contre le peuple ». Si vous considérez le journal *Bild* comme la voix du peuple... Nous autres, ne partageons pas le mépris de Böll pour les masses, car l'O.T.A.N., les holdings multinationaux, la Sûreté de l'Etat, les 127 bases militaires américaines en République fédérale, Down Chemical, I.B.M., General Motors, la justice, la police, le B.G.S. ne constituent pas le peuple, et le fait que la politique du cartel pétrolier, de la C.I.A., du B.N.D.f, de la Cour constitutionnelle puisse être une politique pour le peuple, puisse incarner le bien-être de l'Etat impérialiste — de faire entrer cela dans la conscience du peuple, est l'affaire du journal « Bild », du *Spiegel*, de la conduite psychologique de la guerre menée par la Sûreté de l'Etat contre le peuple, contre nous.

Spiegel : Vox Populi, vox R.A.F. ? On ne peut vous empêcher de vous prendre pour le peuple, pourtant aujourd'hui personne ne descend dans la rue pour vous ? Lorsqu'il y a un procès contre la R.A.F., vous ne rassemblez plus dans les tribunaux que de petits groupes ; ne remarquez-vous pas qu'à partir du moment où vous avez lancé des bombes autour de vous, plus personne ne tient de lit à votre disposition ? Tout cela éclaire cependant en grande partie le succès des recherches entreprises contre la R.A.F. depuis 1972. C'est vous et non Böll qui méprisez les masses.

R.A.F. : Il est bien que vous répercutiez les platitudes de Hacker — la situation se trouve ainsi caractérisée : une gauche légale encore tactiquement faible et éparse ne peut pas transformer la mobilisation réactionnaire en mobilisation révolutionnaire contre la force de répression dans le cadre national, ne pose pas ce problème. Nous disons : c'est précisément dans cette contradiction que la politique prolétarienne peut devenir en tant

4. B.N.D. Bundesnachrichtendienst : réseau Gehlen, service de renseignements ouest-allemand héritier des dossiers anticomunistes de la période nazie.

que politique armée la politique du prolétariat, c'est par cette médiation que l'intelligence, en tant que problème de la révolution, de la stratégie et de l'analyse de classes se trouve certainement soustraite à votre plate polémique. La R.A.F. n'est pas le peuple, mais un petit groupe qui a commencé la lutte comme partie du peuple, qui pour soi ne surgira comme force de l'histoire que dans la lutte contre l'impérialisme, au cours du long processus de la guerre de libération. La R.A.F., sa politique, sa ligne, ses actions sont prolétariennes, sont un début de contre-pouvoir prolétarien. La lutte commence. Vous parlez du fait que certains d'entre nous sont prisonniers — cela constitue seulement une défaite. Vous ne parlez pas du prix politique payé par l'Etat impérialiste contre une petite unité seulement de la R.A.F. Parce qu'un des buts de l'action révolutionnaire, sa tactique dans cette phase de construction, est de contraindre l'Etat à agir ouvertement, de le contraindre à une action, qui révèle les structures de la répression, de l'appareil de répression, qui les rend perceptibles, et ainsi se propose comme condition de lutte de l'initiative révolutionnaire.

Marx dit : « Le progrès révolutionnaire se fait par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par la création d'un ennemi qui amènera le parti de l'insurrection à atteindre par la lutte la maturité qui fera de lui le véritable parti révolutionnaire. » L'étonnant n'est pas que nous ayons subi une défaite, mais que depuis cinq ans elle se perpétue : la R.A.F. — les faits dont part le gouvernement ont changé.

En 1972, après un sondage, 20 % des adultes ont déclaré qu'ils accepteraient des poursuites judiciaires pour pouvoir caucher chez eux l'un d'entre nous. En 1973, une enquête parmi les écoliers révélait que 15 % d'entre eux s'identifiaient aux actions de la R.A.F. Il est sûr que le bien-fondé de la politique révolutionnaire n'est pas à vérifier au moyen d'enquêtes démographiques, car le processus de prise de conscience, de connaissance et de politisation n'est pas quantifiable. Mais cela signifie que le développement de la théorie de l'insurrection armée en guerre populaire prolongée — cela signifie que dans le combat contre la structure de pouvoir de l'impérialisme le peuple trouvera à long terme son avantage, se délivrera de l'emprise des lavages de cerveaux par les media — car notre combat est une Realpolitik, c'est un combat contre les ennemis réels du peuple, tandis que la contre-révolution en est réduite à placer les faits la tête en bas. Il y a cependant le problème du chauvinis-

(presse Springer)

Sinon rien, car jusqu'à ces deux derniers jours la prison (les prisonniers aussi) avait trois semaines de vacances. Et, actuellement, ils bricolent un tableau d'acier géant, où arrivent toutes les lignes de systèmes de surveillance électriques et d'alarme ainsi que celles du réseau d'électricité. On ne peut encore rien distinguer de concret.

Ce qui est certain, c'est que deux des cellules de tortures sont privilégiées et seules aménagées.

1. J'ai entendu donner les ordres devant la porte de ma cellule.

2. Ils commencent à percer les murs de deux cellules dans le mur extérieur devant la fenêtre et y placer des crochets, où apparemment seront placés des caches.

Voyez comprendre quelque chose.

Salutations !

Déclaration du commando Holger Meins le 24 avril 1976

Aux gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume de Suède.

Le 24 avril 1975, à 11 h 50, nous avons occupé l'ambassade d'Allemagne à Stockholm et fait prisonniers 12 membres du personnel, parmi eux, l'ambassadeur Dieter Stoecker, l'attaché militaire Andreas von Mirbach, le conseiller économique Heinz Hillegaart, et le conseiller culturel Anno Elfgen pour obtenir la libération de 26 prisonniers politiques en R.F.A. :

Gudrun Ensslin, Stuttgart

Andreas Baader, Stuttgart

Ulrike Meinhof, Stuttgart

Jan Raspe, Stuttgart

Carmen Roll, Stuttgart

Werner Hoppe, Hambourg

Helmut Pohl, Hambourg

Wolfgang Beer, Hambourg

Eberhard Becker, Hambourg

Manfred Grashof, Zweibrücken

Klaus Jünschke, Zweibrücken

Wolfgang Quante, Brême

Ronald Augustin, Bückeburg

Ali Jansen, Berlin

Brigitte Mohnhaupt, Berlin

Bernhard Braun, Berlin

Ingrid Schubert, Berlin

Annerose Reiche, Berlin

Ilse Stachowiak, Hambourg

177

A30

Irmgard Möller, Hambourg
Sigurd Debus, Hambourg
Christa Eckes, Hambourg
Wolfgang Stahl, Hambourg
Margrit Schiller, Lübeck
Monika Berberich, Berlin
Johannes Weinrich, Karlsruhe.

1. En moins de 6 heures et avant 21 heures

Les camarades prisonniers doivent être rassemblés à l'aéroport Rhin et Main de Francfort. Ils devront parler sans contrôle ensemble et avec leurs avocats. Ils devront avoir la possibilité de suivre à la radio et à la télévision le déroulement des événements. Une liaison par téléphone, puis plus tard par radio, devra être établie entre nous et les prisonniers. Elle devra être maintenue jusqu'à leur atterrissage dans le pays que les accueillera.

— un Boeing 707 de la Lufthansa avec un équipage de trois hommes et ayant fait le plein doit se tenir à disposition sur l'aéroport Rhin et Main de Francfort.

En moins de 10 heures et avant 1 heure

— Les prisonniers quittent la R.F.A. en avion, ils ne sont accompagnés que de l'ambassadeur de Suède en R.F.A. — Backlund — et par leurs avocats. La destination sera communiquée pendant le vol.

— Le gouvernement de la R.F.A. doit remettre à chaque prisonnier 20 000 dollars.

2. Cette déclaration, les déclarations des prisonniers ou de leurs avocats doivent être transmises directement aux agences internationales de presse et diffusées intégralement en R.F.A. à la radio et à la télévision immédiatement. Pendant tout le déroulement de l'action, les décisions du gouvernement doivent être rendues publiques par l'intermédiaire des media. Le départ de nos camarades doit être retransmis en direct par les télévisions allemande et suédoise.

3. Nous ne négocierons pas à propos de nos revendications, et nous ne prolongerons pas les délais avant lesquels elles doivent être remplies. Si la R.F.A. tentait de retarder la libération des prisonniers un des membres de l'ambassade serait abattu après chaque heure de retard pour l'un ou l'autre des ultima-

tums. Une tentative de prendre d'assaut l'ambassade signifierait la mort de tout le monde. Si l'ambassade était attaquée, nous ferions exploser dans les locaux de l'ambassade 15 kg de TNT.

Après leur atterrissage, les camarades libérés nous confirmerons par radio qu'ils ont obtenu une autorisation de séjour, nous libérerons alors une partie des membres de l'ambassade et ferons connaître le déroulement de notre départ.

Nous serons des êtres humains — liberté par le combat anti-impérialiste/ La responsabilité de l'exécution de l'attaché militaire von Mirbach est portée par la police qui n'a pas évacué l'ambassade malgré la prolongation de l'ultimatum.

Stockholm, le 24 avril 1975
le Commando Holger Meins.

Andreas le 29 mars 1977

Nous demandons — pour la première fois au reste — que soient cités Brandt et Schmidt, en tant que chefs des gouvernements Brandt/Scheel et Schmidt/Genscher, afin de prouver que :

1) La Fraction Armée Rouge, depuis 1972, est poursuivie selon une conception contraire et hostile à la Constitution de la stratégie anti-subversive qui correspond aux normes internationales de la contre-insurrection américaine

et qui

a) vise à l'« immunisation » répressive et manipulative (Brandt) de la société contre l'opposition fondamentale anti-capitaliste ;

et qui

b) vise, par une stratégie complexe d'initiatives politiques, économiques, militaires et juridiques, à l'intégration de l'appareil de « sécurité intérieure et extérieure » et des systèmes étatiques de fichage de l'O.T.A.N. pour institutionnaliser l'ingérence permanente de la police extérieure américaine dans les affaires des pays ouest-européens ;

qui

c) a pour but immédiat de neutraliser et anéantir les groupes de résistance communistes et radicaux-démocrates qui, depuis la dissolution de l'opposition « Vietnam » légale, se sont organisés et armés clandestinement pour combattre la stratégie américaine

Ceci a la forme d'une requête,
parce que sinon il aurait été
impossible de le dire au
tribunal de Stauheim le 29 mars 1977.

172

180

contre le Sud, l'Est, les travailleurs de l'Europe occidentale, qui détermine directement la politique intérieure et extérieure de la R.F.A. ;

2) Des délibérations ont eu lieu avec des institutions gouvernementales américaines au sujet de la contre-insurrection et qu'au terme des décisions de l'action antisubversive

— le staff des officiers supérieurs de l'armée U.S. en R.F.A. ;

— des hommes politiques du gouvernement américain, des diplomates et des fonctionnaires des Services secrets ;

— le secrétariat général de l'O.T.A.N. à Bruxelles ;

— le Comité d'action de l'O.T.A.N. (AC-46) dans lequel est intégré depuis 1971-1972 le commandement des Services de Sécurité de la R.F.A. ;

— le rapport P.S.V. dans la division III du staff de commandement des Forces de combat ;

y étaient inclus ;

— que

3) des unités spéciales américaines pour la contre-insurrection opèrent en R.F.A. entre autre les spécialistes de « contre-actions, p.e. enlèvements », officiellement répartis depuis août 1975 comme attachés de marine de l'ambassade U.S. à Bad Godesberg ;

— que

4) un consensus a été établi au sujet de la contre-insurrection au sein du Conseil de l'Europe, dans les conférences des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice et les assemblées politiques et militaires correspondantes à l'O.T.A.N., la R.F.A. a participé au lancement de cette réalisation ;

— que

5) a) dans le cadre de la conception de l'action antisubversive à l'initiative du gouvernement et de l'armée américaine, s'est réalisée l'installation d'unités spéciales qui fonctionnent d'après une doctrine unitaire et d'après un point de vue tactique et stratégique unitaire et que

b) les unités antiterroristes en R.F.A. — G.S.G. 9, MEK, en Bade-Württemberg les O.E.G., etc. — et la transformation du B.G.S. (police de la frontière) en une police fédérale, furent conçues en collaboration avec les services américains ;

— que

6) des membres dirigeants et exécutifs de ces unités sont formés

à la stratégie et à la tactique de la guerre antisubversive dans des écoles américaines de Special Warfare (stratégie spéciale) aux U.S.A., par l'armée et les services secrets, et qu'on leur enseigne l'application des techniques de la guerre psychologique qui comprend les méthodes scientifiquement développées de manipulation des communications de masses et de formation d'opinion ;

— que

7) dans le cadre de l'action antisubversive des campagnes ont été décidées et menées dans les massmedia, selon les stratégies de la guerre psychologique, et que de fausses informations

— comme

a) la R.A.F. aurait projeté de faire exploser trois bombes au centre de Stuttgart (juin 1972) ;

b) la R.A.F. aurait projeté des attaques de roquettes pendant la Coupe du Monde de football contre les stades occupés (été 1974) ;

c) la R.F.A. aurait projeté d'empoisonner l'eau potable d'une grande ville (été 1974) ;

d) la R.A.F. aurait volé de l'hypérite et projeté de l'utiliser (été 1975) ;

e) le commando Holger Meins aurait lui-même fait exploser le bâtiment de l'ambassade à Stockholm (avril 1975) ;

f) il y aurait des « tensions » à l'intérieur du groupe des accusés (février 1972, et depuis la mort d'Ulrike Meinhof) ;

g) la R.A.F. aurait projeté l'attaque d'un terrain de jeu pour enfants et de prendre des enfants en otage (mars 1977) ;

h) la R.A.F. aurait projeté des attaques contre des centrales nucléaires et l'utilisation d'armes nucléaires, chimiques et bactériologiques (depuis janvier 1976) ;

i) la R.A.F. aurait projeté de polluer le lac de Constance avec des déchets nucléaires (septembre 1975)

et des provocations des Services de Sécurité ;

— comme

j) attaques aux explosifs dans des gares centrales (Brême décembre 1974, Hambourg septembre 1975, Nuremberg, Augsburg, Munich, Cologne) ;

k) attaques aux explosifs ou à l'incendie contre les avocats commis d'office, Langner à Hambourg (19 juin 1976), Peters à Düsseldorf (16 février 1977) ;

ont été initiées dans le contexte des recherches et des procès, pour

« désolidariser complètement ces groupes, les isoler de tout ce qu'il peut y avoir comme autres opinions radicales dans cet Etat. C'est une tâche des plus importantes » ;

(Ehmke, coordinateur des services secrets en tant que chef de chancellerie, débat au Bundestag, 7 juin 1972)

« assécher le marais — et je le dis très durement — d'où ont germé les fleurs de la bande à Baader-Meinhof »

(Kohl, Interview T.V., 25 avril 1975)

« tracer une séparation précise, sans ambiguïté, entre les membres de cette bande et le reste de l'ensemble de la population »

(Carstens, au Bundestag, 25 avril 1975)

« Il s'agit, je le dis, de l'infiltration des groupes de sympathisants » (Schmidt, déclaration gouvernementale, 13 mars 1975) ;

« Les actions contre la R.A.F. doivent être menées de telle sorte que les positions des sympathisants soient refoulées » (Hérol, chef du Bureau Fédéral de police criminelle lors de la conférence des ministres de l'Intérieur, janvier 1972) ;

« Isoler les noyaux nerveux de l'adversaire et ensuite les aborder avec des mesures précises, les paralyser, les neutraliser »

(Hérol, mai 1975, Hessenforum) ;
et que

1) La planification et la mise en œuvre de ces campagnes qui correspondent aux lignes directives établies dans le rapport de l'I.S.C. (mai 1975) pour les pays de l'O.T.A.N. pour la « désolidarisation, l'isolation et l'élimination » des groupes illégaux ;

← que

8) à l'intérieur de l'action antisubversive, la justice ne s'est pas placée selon la mission qui lui est impartie par la Constitution, qu'elle n'est pas un troisième pouvoir indépendant, mais qu'elle se comporte comme un appareil clos, soumis immédiatement aux directives du gouvernement et qui, à travers un réseau de tribunaux d'exception, est soumis à une planification étendue dans le cadre de la contre-insurrection

← que

9) dans ce but : a) lors de la conférence de presse de la Justice de Karlsruhe, un réseau de journalistes soumis à la Sûreté de l'Etat fut institutionnalisé, qui a pour fonction de diriger la réception des procès par une information homogène, et

b) on essaie, par l'intermédiaire de la conférence des rédacteurs en chef de structurer l'information des procès, selon les directives de l'Accusation fédérale, « d'imposer que les journalistes se limitent à vouloir être les intermédiaires entre la police, l'Accusation et la population » (Buback, 6 avril 1975) ;

← que

10) le jugement à l'avance des prisonniers, par des fausses informations volontaires, des indiscretions, des rumeurs lancées et la publication des dossiers du procès fut préparé et dirigé selon les méthodes de la guerre psychologique,

← que

11) dans ce but, la mise en accusation s'est fait attendre trois ans et demi et la procédure contre la R.A.F. a été scindée en procès séparés déterminés selon des points de vue propagandistes/politiques et

← que

12) dans une prise de mesures coordonnées,

a) une loi d'exclusion de défenseurs, de limitation du nombre des avocats à trois et d'interdiction de la défense collective fut décrétée ;

b) l'exclusion de Croissant, Greenewoid et Ströbele du procès de Stammheim par l'Accusation fédérale fut déterminée et effectuée, « du point de vue tactiquement le plus favorable » (Buback) ;

c) les juges des tribunaux d'honneur des chambres des avocats ont été remplacés à Hambourg et Francfort, grâce à une politique personnelle ponctuelle ;

d) des avocats furent commis d'office, à la sélection desquels les autorités d'accusation participèrent en partie directement ;

pour empêcher une défense effective, ou même simplement préparée, au procès

← et que

e) les conversations entre les accusés et les avocats de confiance furent écoutés, ainsi que les bureaux, domiciles et téléphones de ces derniers, pour pouvoir contrecarrer les initiatives de la défense à l'intérieur et à l'extérieur du procès ; et que d'après la connaissance de ces conversations écoutées : I — des déclarations de témoins furent influencées, et les témoins à charge furent tenus à l'écart du procès (Müller, Schiller) II — des amis, connaissances et des employés des avocats furent

de l'office

1 f l la

abordés par les services de sécurité pour les recruter (Wolfgang Pfeiffer, Natascha Zerrer, Ingrid Doctors)

et que

12) Croissant et Ströbele furent arrêtés dans le but précis d'empêcher une série de conférences de presse internationales qu'ils avaient organisées pour informer l'opinion publique ouest-européenne sur les procès de Sécurité de l'Etat en République fédérale et sur la responsabilité de l'Accusation fédérale dans la mort de Holger Meins et Siegfried Hausner,

que

13) suite au manque de preuves dans la procédure de Stammheim, une loi du « témoin de la couronne » fut projetée, selon les conditions de Müller, à l'initiative de la B.K.A. ; projet de loi qui ne fut abandonné qu'à cause de l'avis du procureur fédéral, que dans le cadre de la justice de Sécurité de l'Etat, il n'y avait aucune nécessité d'un règlement légal, et parce qu'il paraissait plus simple de produire un témoin de la couronne illégal, avec l'aide des services secrets,

que

14) sur l'instruction du procureur fédéral, le dossier concernant les aveux de Müller fut refusé au tribunal de Hambourg et mis sous scellés par le ministre fédéral de la Justice, Vogel, pour rendre possible l'acquiescement de Müller inculpé de meurtre, que celui-ci avait comme condition à sa déclaration à Stammheim, mis en avant

que

15) l'Accusation fédérale, en tant que centrale de coordination de l'utilisation judiciaire publique des actions des services de sécurité avec la politique du gouvernement, était informée depuis le début de l'action des écoutes et de leurs résultats essentiels, à savoir :

a) directement, par les rapports des services de sécurité (réseau Gehlen) et de l'Office de Protection de la Constitution ;

b) par le service d'information du B.K.A., envers lequel les polices criminelles des Länder ont une obligation de rapport ;

c) par les entretiens sur la situation, qui ont lieu tous les mois entre le procureur fédéral et les dirigeants des trois services ouest-allemands de sécurité ;

que

16) dans le cadre des poursuites et de la préparation des débats principaux dans les procès,

a) des prisonniers furent soumis à des méthodes d'extorsion

de déclarations afin de leur soutirer des renseignements : moyens psychiques, pharmacologiques et physiques, que

b) des programmes de privation sensorielle, d'isolement, d'isolement de groupe, de manipulation forcée furent mis en place dans le but de briser psychiquement et intellectuellement les accusés, que

c) ces programmes furent mis en application et furent dirigés par des psychiatres et les fonctionnaires de la Sécurité de l'Etat spécialement formés, par un contrôle total de toute manifestation de vie des prisonniers ainsi que de tous leurs contacts à l'intérieur de leurs cellules, dans les cellules où ils rencontraient leurs avocats, et les cellules de visite, mais aussi dans les cages où ils se mouvaient en plein air, et que ces programmes ont été conçus, réalisés et développés en relation avec des projets de recherche scientifique, (comme par exemple avec la section de recherches spéciale n° 14 de l'université de Hambourg-Eppendorf) que,

d) par exemple, l'internement d'Ulrike Meinhof et plus tard d'Ulrike Meinhof et de Gudrun Ensslin dans des cellules sténocieuses fut dirigé d'après un projet de recherche de la clinique universitaire de Hambourg, où les conditions de vie et d'interaction des deux prisonnières avaient été exactement simulées (projet A-8 : interaction sociale dans la reconstitution d'une situation de groupe incompatible, sous considération particulière de l'agressivité), que

e) Ulrike Meinhof, en particulier, en raison de sa fonction d'orientation à l'intérieur de l'opposition extra-parlementaire depuis le mouvement anti-nucléaire, et en raison de sa fonction à l'intérieur du groupe après son incarcération, fut soumise sur l'ordre de l'Accusation fédérale, durant 8 mois, à la torture psychiatrique dans une cellule isolée acoustiquement, pour la briser, la psychiatriser, et après que ce projet ait échoué à cause de sa résistance et celle des avocats, elle devait être soumise à une opération stéréotactique du cerveau pour détruire sa conscience /

17) L'article 231, qui a été instauré, pour permettre à l'avenir de poursuivre les débats principaux en l'absence des accusés, dans une audience / et appelée / non publique », les lois d'exception, les articles 138 et 146 permettant d'exclure des défenseurs sur de simples soupçons, ont pour but d'empêcher que ces méthodes de la Sécurité de l'Etat ne deviennent publiques / que

mis en avant

du Service pour la protection

18) Des formulations telles que

- « entreprendre l'extrême contre cela »
- « jusqu'aux limites de l'Etat constitutionnel »
- « par tous les moyens »
- « exterminer ces groupes »

— « La prise de mesures extrêmement énergiques par l'Etat qui, dans une position défensive, ne doit pas hésiter même à tuer » (Schmidt, déclaration gouvernementale du 13 mars 1975) expriment la décision et le consensus au niveau gouvernemental le plus élevé de tuer ~~volontairement~~ et de façon camouflée, dans le cadre de l'action anti-terroriste, les membres des groupes illégaux dans le pays et à l'étranger,

et que

19) La mort d'Ulrike Meinhof, de Holger Meins, de Siegfried Hausner, et de Ulrich Wessel, est une conséquence de cette décision,

que

20) pour la mise au point du moment de la mort d'Ulrike Meinhof, ont été déterminants :

a) une opération de commando imminente, pour la libération des prisonniers de Stammheim, de laquelle les services secrets étaient informés,

b) l'échange des prisonniers de Stammheim, auquel s'était efforcé la République Démocratique d'Allemagne,

c) la grève des imprimeurs,

d) les requêtes dans le cadre de la production des preuves déposées juste avant par les prisonniers et les citations comme témoins d'ex-membres des services secrets américains (Agee, Peck, Osborne, Thomas) et dont le thème était :

— la souveraineté limitée de la R.F.A. par rapport aux U.S.A.,

— l'infiltration du gouvernement, des partis et des syndicats par les services secrets américains,

— le rôle de la R.F.A. dans le cadre de la stratégie américaine globale, et en particulier durant la guerre du Vietnam,

que

21) La décision d'utiliser, en dehors de la totalité de la police dirigée par le B.K.A. et les commissions spéciales, du B.G.S., des unités spéciales de l'armée fédérale, et des media, également la justice, une partie de l'armée américaine, (Stuttgar Zeitung, 30 mai 1972, et 3 juin 1972, et Stuttgart Nachrichten, 3 juin 1972 et 5 juin 1972), tous les services de sécurité allemands et

américains, et « tous les moyens », ou les « moyens extrêmes », dans le cadre de la contreinsurrection organisée sur le plan international, et de justifier cette utilisation par un « état d'urgence au dessus des lois » ~~définissant~~ les mesures du gouvernement contre le groupe comme une manœuvre couverte de guerre, allant à l'encontre des droits de l'homme, manœuvre contre laquelle, parce qu'elle annule la Constitution de la R.F.A., la résistance est légitime.

h-
/définir

29 mars 1977

her
her

784

Communiqué du commando Ulrike Meinhof sur l'exécution de Buback

Pour des « acteurs du système eux-mêmes » comme Buback, l'histoire trouve toujours une solution / un moyen

Le 7 avril 1977, le commando Ulrike Meinhof a exécuté le Procureur fédéral de la République, Siegfried Buback.

Buback était directement responsable du meurtre d'Holger Meins, de Siegfried Hausner et d'Ulrike Meinhof. Dans ses fonctions de Procureur fédéral — comme point central de décision et de coordination entre la justice et les services secrets Ouest-allemands, en coopération étroite avec la C.I.A. et le Conseil de sécurité de l'O.T.A.N. — il a mis en scène et dirigé leur assassinat.

Sous la direction de Buback :

Holger fut assassiné avec préméditation le 9 novembre 1974, par une sous-alimentation systématique et une manipulation consciente du moment du transport de Wittlich à Stammheim. Le calcul du Procureur fédéral était d'interrompre la grève de la faim collective des prisonniers contre la détention exterminatrice, par l'exécution d'un cadre, après que la tentative de supprimer Andreas par l'instauration de l'alimentation forcée avait échoué à cause de la mobilisation de l'opinion publique.

Sous la direction de Buback :

Siegfried, qui avait dirigé le commando Holger Meins et qui pouvait prouver que l'explosion de l'ambassade d'Allemagne à Stockholm était l'œuvre des unités ouest-allemandes du M.E.R. (Mobiles Einsatzkommando, troupes antiterroristes spéciales) a été assassiné le 4 avril 1977. Alors qu'il se trouvait à l'entière et

unique disposition des services du Procureur fédéral et du B.K.A. (administration criminelle central), son extradition en R.F.A. et son transfert dangereux pour sa vie, à la prison de Stuttgart-Stammheim furent effectués, ce qui entraîna sa mort. *Office de la Crim.*

Sous la direction de Buback :

Ulrike a été exécutée le 9 mai 1976, lors d'une action de la Sûreté de l'Etat. ~~Sa mort fut camouflée en suicide, pour démontrer le non-sens de la politique pour laquelle Ulrike avait lutté.~~ Ce meurtre était l'escalade, après la tentative des services du Procureur fédéral de « crétiniser » Ulrike par une intervention neuro-chirurgicale forcée afin de l'exposer — détruite — au procès de Stammheim et de pouvoir ainsi dénoncer la résistance armée comme de la folie. La réalisation de ce projet fut empêchée grâce aux protestations internationales.

Le moment de son assassinat a été calculé de façon précise :

— avant l'initiative décisive de dire au procès, dans les requêtes de la défense, que les attaques de la Fraction Armée Rouge contre les quartiers généraux U.S. à Francfort et à Heidelberg en 1972 doivent être interprétées comme une attaque contre la collaboration de la R.F.A. à l'agression des U.S.A. contraire aux droits de l'Homme, au Vietnam ;

— avant l'audition d'Ulrike comme témoin au procès de Düsseldorf fait au commando Holger Meins, où elle aurait pu faire des déclarations sur la forme extrême de torture qui lui a été infligée pendant huit mois dans les cellules silencieuses ;

— avant son jugement — alors que l'opinion publique internationale critique qui s'était développée face à la parodie de procès à Stammheim et sa cynique exhibition de violence impérialiste avait été comprise par le Gouvernement fédéral, comme une pierre prête à lui tomber sur les pieds.

~~L'histoire d'Ulrike est plus claire que celle de nombreux combattants, c'est l'histoire de la continuité de la résistance.~~

Elle personnifie pour le mouvement révolutionnaire une position d'avant-garde, et c'est cela que visait la construction de Buback pour le soi-disant suicide : sa mort — récupérée pour la propagande par les services du Procureur fédéral comme la « compréhension de l'échec » de la politique armée — devait ~~anéantir moralement son groupe, son combat, et la trace de son image.~~ La conception des services du Procureur fédéral, qui a centralisé depuis 1971 les poursuites et les procédures contre la R.F.A. suit la ligne de la stratégie contre la subversion conçue par le Conseil de sécurité de l'O.T.A.N. : « criminalisation » de

la résistance révolutionnaire, ~~— dans les étapes tactiques sont~~
l'infiltration, la désolidarisation et l'isolement de la guérilla et
l'assassinat de ses leaders.

Dans le cadre de la contre-stratégie de la R.F.A. impérialiste
contre la guérilla, la justice est l'instrument qui mène la guerre
— par la poursuite de la guérilla opérant dans l'illégalité et par
l'exécution de l'extermination des prisonniers de guerre. Buback
— comme dit Schmidt : « un combattant énergique » pour cet
Etat a compris, a mené cette « confrontation » avec nous com-
me une guerre : « J'ai fait la guerre. Ceci est une guerre avec
d'autres moyens. »

~~Ce qu'est une guerre révolutionnaire — et ceci des fois com-~~
~~me Buback ne le comprendront jamais — c'est la continuité, la~~
solidarité, l'amour, qui est l'action de guérilla.

Nous empêcherons que nos combattants soient assassinés
dans les prisons ouest-allemandes, parce que les services du
Procureur fédéral ne peuvent résoudre le problème du refus des
prisonniers d'arrêter le combat, autrement que par leur élimina-
tion.

Nous empêcherons que les services du Procureur fédéral et
les organes de la Sûreté de l'Etat se vengent sur les combattants
prisonniers, pour les actions de guérilla à l'extérieur.

Nous empêcherons que les services du Procureur fédéral uti-
lisent la quatrième grève de la faim collective des prisonniers
pour les droits minimaux de l'Homme, pour assassiner An-
dreas, Gudrun, et Jan, comme le propage ouvertement la guerre
psychologique depuis la mort d'Ulrike.

*Commando Ulrike Meinhof
Fraction Armée Rouge*

Organiser la résistance armée et le front anti-impérialiste en
Europe de l'Ouest.

Mener la guerre dans les métropoles dans le cadre interna-
tional des luttes de libération.

ANNEX

①

~~25~~

Citations d'hommes politiques

« En vérité, la guerre menée correctement d'après les règles
du droit international européen contient davantage de sens du
droit et de la réciprocité, constitue davantage une procédure lé-
gale — contient plus de faits juridiques, comme on disait autre-
fois — qu'un procès à grand spectacle, mis en scène par des dé-
tenteurs du pouvoir modernes, visant à l'extermination morale
et physique de l'ennemi politique. »

Carl Schmitt, professeur de droit conservateur-réactionnaire,
dans *Zum Begriff des Politischen* (A propos du concept du fait
politique) (préface)

« En mars 1971, presque tous les Allemands adultes con-
naissent le groupe Baader-Meinhof, 82 % connaissent les noms
de Baader et Meinhof... » « 18 % pensent qu'ils agissent pour
des motifs politiques, 13 % n'ont pas encore d'opinion ».

(Sondage de l'Institut Allensbach, mars 1971)

« Neuf mois plus tard, l'image s'est modifiée d'une manière
décisive. Après les recherches à grande échelle et les fusillades,
après la mort de l'anarchiste Petra Schelm et du policier Nor-
bert Schmid, 40 % de la population adulte reconnaissent au
groupe des motifs politiques, 17 % sont sans opinion. »

(Sondage de l'Institut Emnid, novembre 1971)

« Le cercle des sympathisants du groupe Baader-Meinhof
était, au printemps 1971, étonnamment grand... Un Allemand sur

A1

cinq tolérât la protection des anarchistes contre les persécutions et arrestations. »

« Un Allemand sur sept, au printemps 1971, ne voulait pas exclure la possibilité d'héberger un membre du groupe pour une nuit, afin de le protéger de la police ; 6 % se sont même déclarés prêts à aider les anarchistes, devant des enquêteurs complètement étrangers. »

« Dans les quatre Länder côtiers, où ont eu lieu les opérations de recherche à grande échelle en juillet 1971, 10 % se sont déclarés sympathisants. »

(Sondage de l'institut Emnid, cinq jours plus tard).

« (Cette) volonté décidée de soutien ne devrait pas s'être modifiée sous l'impression des attentats à la bombe au printemps 1972. »

(KEPPLINGER, *Die Sympathisanten der Baader-Meinhof-Gruppe* (les sympathisants du groupe Baader-Meinhof), analyse des sondages réalisés depuis 1971).

fin de la page précédente

Herold

Lors de la conférence des ministres de l'Intérieur des Länder, en janvier 1972 :

« Le dernier sondage de l'institut Emnid révèle une sympathie croissante parmi les jeunes, surtout les apprentis et les écoliers. La solidarité s'est visiblement élargie depuis le dernier rapport pour l'I.M.H. ; elle s'est élargie tellement et s'étend sur des personnes secondaires, de façon qu'on ne peut plus très bien repérer les sympathisants. »

« Les buts de la counter-reaction doivent être :

— empêcher le terrorisme, en cherchant et isolant les centres d'action terroriste, en les privant du soutien indispensable et en les forçant ainsi à se découvrir. »

(I.S.C. — *Special Report, New dimensions of security in Europe**)

- I.S.C. : Institute for the Study of Conflict, Londres — fournit des études de contre-insurrection à la Maison Blanche, au Conseil de Sécurité de l'O.T.A.N. et à la C.I.A., avec laquelle il existe des liens directs par l'intermédiaire des membres du Conseil de l'I.S.C.

Herold

« Les actions contre la R.A.F. doivent toujours se dérouler de façon à ce que les positions de sympathisants soient refoulées. »

(I.M.H., janvier 1972)

« Nous devons priver l'anarchisme de son terrain. »

(Stern, 25 juin 1972).

Conférence fédérale
des ministres de
l'Intérieur.

« Isoler les centres nerveux de l'adversaire, et ensuite les attaquer par des mesures précises; les paralyser, les neutraliser. »
(Hessenforum, mai 1975)

Brandt

« Puisque nous voulons, si possible, étouffer la criminalité politique dans l'œuf, notre intention est en premier lieu d'immuniser la société... par l'affirmation sereine et résolue de l'état normal. »

(Lettre à Van den Heuvel, président du parti travailliste hollandais, 9 décembre 1974)

Va avec la page
précédente

— « Isoler »

Genscher

« Nous devons rendre visible le Rubicon qu'ils ont franchi. »
(Spiegel septembre 1971)

Brandt

Je ne condamne pas celui qui se demande, en face d'un processus de dégénération avancé à ce point, si l'on peut faire quelque chose... pour tirer un membre ou un autre du groupe de son aberration. »

(Frankfurter Rundschau, 29 janvier 1972)

Ehmke (à l'époque chef de la chancellerie)

« Parce que nous devons avoir tous ici, dans cette maison, l'intérêt commun, la tâche commune de désolidariser complètement ces groupes, de les isoler de tout ce qu'il peut y avoir, dans ce pays, d'opinions radicales. C'est une des tâches les plus importantes. »

(Débat au Bundestag, 7 juin 1972)

Genscher

« Les anarchistes, par leurs actions, se sont mis en dehors de toute forme de société imaginable. »

« Les sympathisants sont l'eau dans laquelle nage la guérilla; elle ne doit plus trouver cette eau. »

(Discours au Bundestag, 7 juin 1972)

Kohl

« Pour cela... il faut *dessécher le marais* — et je le dis durement — où ont germé les fleurs de la bande à Baader-Meinhof. »
(Interview télévisé, 25 avril 1975)

Carstens

Une ligne de démarcation précise, claire et nette, entre les membres de cette bande *et tout le reste de la population.* »
(Déclaration au Bundestag, 25 avril 1975)

Maihofer

« Par leurs actions, ils ne se sont pas mis seulement *hors de notre société*, mais aussi *hors de la société mondiale.* »
(*Spiegel* 19 1975)

Buback

« Il faut dire enfin qu'il s'agit ici de criminels dont chacun doit se distancier. »
(*Das Beste* février 1976)

« Les buts de la counter-reaction...
— d'infiltrer les organisations terroristes ou de se procurer par d'autres moyens des informations sur leurs objectifs... »
(*I.S.C. — Special Report*)

Schmidt

« Il s'agit — je le dis — de l'*infiltration des groupes de sympathisants.* »
(Déclaration du gouvernement, 13 mars 1975)

Posser

« Briser les groupes terroristes comme la bande à Baader-Meinhof. » « Infiltrer les activités de l'association. »
(*Neue Rhein-Zeitung*, 4 mai 1975)

Horchem

— à la question : « Où est la limite de la tolérance pour les actions criminelles » commises par les agents infiltrés :
« Cela dépend de chaque cas. »
(*Hessenforum*, mai 1975)

Buback

« Les services de sécurité allemands, surtout au cours des deux années précédentes, ont fait de grands efforts pour *pénétrer* la scène terroriste. Ces efforts doivent être poursuivis et renforcés, et soutenus par tous les partis démocratiques. »
(*Bild*, 3 janvier 1976).

Schmidt

« ... les mesures les plus dures et les plus énergiques d'un Etat qui, dans une position défensive, ne doit pas craindre même de tuer... »

(Déclaration du gouvernement, 13 mars 1975)

« Les buts de la counter-reaction...

— d'éliminer les dirigeants, par l'arrestation et la détention ; les cadres moins importants, une fois identifiés, peuvent rester en circulation, si par eux on peut atteindre des filières jusqu'aux dirigeants. Sans dirigeant, les petits groupes ont tendance à se désagréger ou à se diviser dans des querelles internes — pour le bien des services de sécurité. »

(I.S.C. — Special Report)

Filbinger

« Ces criminels doivent rapidement être neutralisés, dans l'intérêt de notre société. »

(Bild, 29 mai 1972)

Schmidt

« Aucun gouvernement ne peut promettre que le terrorisme pourra être annihilé rapidement. »

(Déclaration du gouvernement, 13 mars 1975)

Maihofer

« Pour moi, en tant que ministre de l'Intérieur, la vieille maxime policière est toujours valable : ... contre cela, employer les moyens les plus radicaux. »

(Banner Perspektiven, 27 avril 1975)

Vogel

« Même le droit fondamental à la vie n'est pas un droit absolu. »

(Spiegel, 16 décembre 1974)

— « Eliminer »

Herold

« Essayons d'imaginer que les personnes de Baader et Meinhof n'existent pas — pensez-vous alors que le terrorisme ne se serait pas développé dans notre pays ? »

(Hessenforum, 27 avril 1975)

Horchem

« Je pense que par le manque d'idéologues nouveaux du style Meinhof, les limites temporelles de la terreur que nous vivons actuellement sont avancées. Que les petits groupes qui existent encore vont comprendre tôt ou tard qu'ils sont en vérité de purs criminels. Je veux dire... qu'il leur manque la base idéologique, et alors cette intention, cette énergie criminelle s'écroulera. »

(Hessenforum, 27 mai 1975)

Buback

« La coopération entre Herold et moi fonctionne impeccablement. Nous n'avons pas besoin de réglemens de compétence. La Sécurité de l'Etat existe du fait qu'elle est prise en charge par des gens qui s'engagent pour elle. Et des gens qui s'engagent pour elle trouvent toujours un moyen. »

(Spiegel, 16 février 1976).

Chronologie

La Fraction Armée Rouge c'est le commencement de la prise de conscience d'une partie du mouvement étudiant anti-impérialiste des années soixante, ce S.D.S. (Sozialistischer Deutscher Studentenbund), dont on a parlé en France à propos de 1968, à propos de la guerre du Vietnam. Le S.D.S. c'est l'histoire d'une génération d'étudiants prenant conscience de leur cadre de vie, celui d'un pays occupé, celui d'un pays qui n'a pas rompu complètement avec le nazisme. Certes, un petit nombre de criminels de guerre ont été jugés à Nuremberg ; mais très vite, les « alliés », c'est-à-dire les puissances occidentales ont stoppé les « démontages » de l'industrie lourde, ce même capital qui finança, qui fit appel au fascisme pour se sortir de difficultés économiques graves, et pour arrêter la prise de conscience des masses allemandes face à l'exploitation.

Très vite la R.F.A. devient un Etat jume, un Etat renfloué par le plan Marshall, un bastion de « l'Ouest » en Europe.

Historiquement, le S.D.S. a constitué une rupture, une rupture avec une conception figée du communisme, telle que l'Europe orientale (la République Démocratique Allemande) prétend le construire et aussi une prise de conscience, celle de la dimension internationaliste de la lutte et le caractère de la lutte, comme lutte de classes.

En 1967, au cours de la visite du Chah d'Iran à Berlin, un étudiant Benno Ohnesorg est assassiné le 2 juin par la police pendant une manifestation. Désormais, les étudiants du S.D.S. prendront conscience du rôle actif des pays occidentaux dans le

↑ dans la procédure contre :
Baader, Ensslin, Meinhof et Raspe.

21

Requête, dans le cadre de la production de preuves, déposée par
la défense le 4 mai 1976 /
~~AZ: 2 STE 1/74 - Andreas Baader.~~

La requête déposée ici est d'une importance décisive pour le
procès :

Les faits suivants sont laissés à votre appréciation :

A. Les gouvernements américains de l'époque ont commis,
du fait de l'intervention militaire et de la guerre menée en In-
dochine, des crimes allant contre le droit international :

- crimes contre la paix
- crimes de guerre
- crimes contre l'humanité.

B. Les gouvernements américains de l'époque ont organisé
des actions qu'il faut qualifier de crime violant le droit interna-
tional, également à partir du territoire de la R.F.A.

C. Les gouvernements ouest-allemands de l'époque ont tolé-
ré ces actions.

D. En conséquence, la question de la légitimité de ces ac-
tions, à savoir si l'utilisation de la violence à l'époque contre
des installations militaires précises était légitime, est d'une im-
portance décisive pour le jugement.

E. Dans le cas d'une réponse positive, le résultat en serait
qu'en ce qui concerne le verdict dans ce procès, il serait impos-
sible de continuer à argumenter comme cela est fait dans l'acte
d'accusation.

1 - La charte de l'O.N.U., signée par tous les pays mem-
bres, y compris les U.S.A., le 26 juin 1945 à San Francisco et

ope
ntele
al et
tional

ie
ant

est
ion
aliste,
avec

A-7 (→ A7a)

ratifiée le 28 juillet 1945 par le Sénat américain par 89 voix contre 2, reconnaît comme principe fondamental du droit international reconnu par tous l'interdiction de l'emploi de la violence (art. 2, n° 4) :

« Tous les membres renoncent, dans leurs relations internationales, à violer l'indépendance territoriale et politique d'un Etat ou à faire usage de la violence ou de menaces de violences, contraires aux buts des Nations Unies. »

L'article 33 de la charte des Nations Unies recommande tout particulièrement l'obligation de résoudre les conflits par des moyens pacifiques.

La charte de l'O.N.U. n'admet qu'une exception à cette interdiction de l'emploi de la violence, art. 51 : « Le droit à l'autodéfense contre une attaque armée » et elle exprime même très clairement que cela doit être considéré comme « un droit naturel à l'autodéfense individuelle ou collective ».

2 — Le 8 mars 1945, le gouvernement des U.S.A. a signé les accords de Londres, qui classent les crimes contre le droit international (art. 6, des statuts du tribunal militaire international) comme suit :

- a) les crimes contre la paix ; projeter, préparer, déclarer ou mener une guerre d'agression ou une guerre violant des traités internationaux, donner son accord ou participer à l'élaboration d'un plan commun facilitant l'une quelconque des actions précédemment citées ;
- b) les crimes de guerre : violations des lois et usages de la guerre : massacre, sévices, déportations de populations civiles dans les territoires occupés dans des camps de travail ou pour tout autre but ; meurtres ou mauvais traitements infligés à des prisonniers de guerre ou naufragés, pillage d'installations publiques, destructions arbitraires de centres de villes, de villes ou de villages, dévastations non justifiées par des buts militaires ;
- c) les crimes contre l'humanité : meurtres, génocides, soumissions à l'esclavage, déportation et toutes les autres actions inhumaines infligées avant ou pendant la guerre.

L'idée essentielle de cette charte, c'est que chacun est lié à des obligations internationales qui dépassent l'obéissance civique que réclame chaque Etat.

3 — Le 11 décembre 1946, l'assemblée plénière des Nations Unies l'a adoptée à l'unanimité et sur la proposition des U.S.A. la charte, les jugements du tribunal de Nuremberg ainsi que les normes régissant le droit international.

4 — Depuis le 12 janvier 1951, la Convention pour la prévention et la punition des génocides est entrée en vigueur. L'Assemblée générale des Nations Unies l'a adoptée le 9 décembre 1948 à l'unanimité et sans aucune abstention. Elle est entrée en vigueur en R.F.A. le 22 février 1956.

Elle n'apporte pas une nouvelle qualité dans le jugement des crimes contre le droit international, mais dans l'article 1, les pays signataires « confirment que le génocide... est un crime contre le droit international et ils s'engagent à tout faire pour le prévenir et à punir ceux qui s'en seront rendus responsables ».

La 96^e résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies avait déjà entériné ce consensus international, le 11 décembre 1946, et la Convention s'y réfère explicitement, dans les termes suivants : « Le génocide est dénoncé par le droit international comme un crime et il est contraire à l'esprit et aux buts de l'O.N.U., condamné par le monde civilisé. »

Selon cette Convention, la participation à un génocide est aussi un crime (art. III^e). Et selon les règles en vigueur, la non-intervention est aussi considérée comme une participation.

Cette interdiction demandée par le droit international se trouve, en ce qui concerne la législation de la R.F.A., dans le § 220 du St GB (Code pénal, voir aussi le § 111 du St GB).

A la base de cette Convention, comme à la base de la Charte du tribunal militaire international, il y a la conception juridique que chacun est soumis à cette législation internationale et que, dans le cas d'un conflit (par exemple : un ordre militaire), ceci passe avant l'obligation d'obéissance imposée sur le plan national.

5 — Les quatrièmes Accords de Genève pour la protection des civils, signés le 12 août 1949, sont entrés en vigueur en R.F.A. le 3 mars 1955.

Selon ces accords, les règles suivantes doivent être observées pour la protection des personnes civiles : les hôpitaux civils ne doivent pas être l'objectif d'attaques militaires, le personnel et les véhicules de ces hôpitaux doivent être épargnés et protégés : les enfants, les blessés, les malades et les infirmes doivent être tout particulièrement pris en charge ; les meurtres, mutilations, essais

biologiques, traitements cruels, tortures, prises d'otages et les atteintes à la dignité humaine, les condamnations et exécutions sans jugement par un tribunal régulier, sont interdits de tout temps et en tout lieu.

Je rappelle :

que déjà, le nombre des enfants qui ont été tués ou blessés lors de la guerre du Vietnam a été évalué d'après les résultats d'une étude publiée dans la revue *Ramparts* en janvier 1967, à 250 000 morts et 750 000 blessés.

Le sénateur E. Kennedy a indiqué le 31 octobre 1967 dans un rapport le nombre de 150 000 civils blessés par mois (Tribunal sur le Vietnam II, 211 et suivantes, 220).

6 — Les codifications du droit international, ici citées, parlent toutes des droits de l'homme (et non de la souveraineté nationale) et ont pour but la protection de l'individu, même si, comme dans le cas de la Convention contre le génocide, elles traitent le problème de l'individu par le biais de l'appartenance à un groupe : d'autre part, elle partent du principe de la responsabilité individuelle, même dans le cas de délits contre le droit des peuples. L'opinion toujours remise en question et surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, que l'individu ne dispose pas de la faculté subjective en droit international, ne peut pas être défendue.

La conception opposée, qui comprend l'individu comme un porteur de droit international, est reconnue comme principe du droit international par le nombre, en augmentation constante, des conventions internationales, qui reconnaissent directement, c'est-à-dire sans le passage par la législation nationale, les droits de l'homme de chaque individu comme position juridique individuelle, et lui donnent une effectivité juridique. Par exemple : La Convention européenne des droits de l'homme, la charte sociale européenne, les accords internationaux pour l'« élimination de toute forme de discrimination raciales », le pacte international concernant les droits économiques, sociaux et culturels, le pacte international concernant les droits politiques et du citoyen.

Il s'ensuit :

que le droit à la légitime défense de l'Etat décrit dans l'art. 51 de la Charte des Nations Unies correspond au droit de légitime défense de l'individu en cas de violation de ses droits d'après les principes du droit international.

Le droit à se défendre collectivement, droit que la Charte de

l'O.N.U. dans son article 51 reconnaît et qualifie de « naturel », droit donc des Etats tiers à aider l'Etat agressé contre l'agresseur en attaquant ce dernier, a son parallèle dans le droit à la légitime défense de l'individu.

Il faut ajouter :

Dès 1967, il existe une documentation dans le monde entier, qui démontre que la guerre des U.S.A. contre le Vietnam, tant dans ses intentions que par ses moyens, que par ses conséquences, est un « génocide » ; il y a par exemple et pour nommer les plus connus, les deux tomes des rapports des tribunaux internationaux sur le Vietnam, qui ont siégé en Suède et au Danemark. Il existe aussi des recherches qui ressortent spécifiquement du droit international, ce qui leur donne une importance toute particulière, comme par exemple celles du spécialiste de droit international américain, Quincy Wright, et de son collègue allemand, Walter Rudolf.

Cependant, c'est après ces publications, le 31 mars 1968, que le président américain Johnson a ordonné l'extension et l'intensification des bombardements ; Peter Weiss a relaté en allemand ces bombardements et il résume en disant : « Ces attaques ont le caractère d'une extermination. De par leur importance et leurs intentions, ils peuvent être qualifiés d'actions de génocide. »

En R.F.A., aussi, bien que plus tard que dans les autres pays, c'est-à-dire seulement en 1972, l'opinion publique a peu à peu reconnu que le gouvernement des U.S.A. commettait en Indochine un génocide systématique.

C'est ce que prouvent les titres des journaux en R.F.A. vers la fin de cette année 1972, qui, presque chaque jour, annoncent : génocide, terreur des bombardements, massacre d'enfants, enfer, crimes contre le Vietnam, crime contre l'humanité, torture commandée d'en haut, génocide planifié, agresseurs et complices, 200 morts par jour au Vietnam, violence inhumaine, Hanoï n'est plus que ruines, l'indignation contre les bombardements monte, le Guernica de Nixon, les bombardements de zones entières sont des crimes contre l'humanité, politique militaire brutale, un choc pour le monde civilisé, Hanoï fait son bilan : 1 388 morts du 18 au 29 décembre, plus de 1 000 bombardements, il faut en finir avec tous ces meurtres, le procureur général américain durant le procès de Nuremberg accuse ses compatriotes après une visite à Hanoï, preuves des crimes de guerre américains, hôpitaux bombardés avec préméditation.

7 — Dans le même temps, et avec la même ampleur, la presse a fait connaître les protestations publiques contre le gouvernement de la R.F.A., qui contrairement à d'autres gouvernements se taisait devant ces crimes contre l'humanité, et plus même, soutenait l'agression des Etats-Unis.

L'audition des témoins, demandée par cette requête, devra démontrer :

- a. que le gouvernement des U.S.A. a utilisé le territoire de la R.F.A. pour son intervention militaire en Indochine,
- b. que le gouvernement de la R.F.A. a toléré cette utilisation ; ainsi est posée la question de la responsabilité de la R.F.A. sur le plan du droit international.

Les principes du droit international sont :

« Si l'Etat neutre, a toléré l'utilisation de son territoire pour des actions militaires, il a violé alors lui aussi les principes du droit national ; l'Etat agressé a alors le droit de légitime défense. S'il n'a pas empêché l'utilisation de son territoire, son territoire devient alors un point d'appui de l'agresseur (Partsch, le droit à la conservation).

8 — Le droit international, et le principe de l'interdiction générale de la violence, et plus précisément la Convention contre le génocide auraient dû amener le gouvernement ouest-allemand à empêcher toute action de l'agresseur à partir du territoire de la R.F.A.

IC
En ne faisant pas cela, pour ainsi dire complice, cela amènerait à une violation de l'article 26, paragraphe 1, ligne 1 de la Loi Fondamentale (Grundgesetz) : cet article dénonce comme contraire à la Constitution toute politique, dont les conséquences seraient négatives pour la coexistence pacifique entre les peuples. Une preuve de la violation de cette norme de la Constitution serait le soutien à un agresseur, que ce soutien soit matériel ou moral (Düx).

Si le système juridique ou la volonté démocratique se révèlent impuissants à empêcher la continuation des crimes contre l'humanité, ou plutôt les crimes contre les êtres humains, il n'est plus alors nécessaire de recourir au « droit légal à la résistance » inscrit dans la Loi Fondamentale, pour suspendre le droit intérieur à la

paix. Le droit à la résistance comme dernier recours est un droit de l'individu qui prime devant les lois de l'Etat.

Le bannissement de la guerre est le progrès le plus important du droit international et est un argument de poids pour tout expert en droit.

Dr HELDMANN

Requête déposée le 4 mai 1976 par la défense dans la procédure
contre : Baader, Ensslin, Meinhof et Raspe.
AZ : 2 S t E 1/75

La défense demande que l'on fasse comparaître et que soit entendus à titre de témoins et d'experts :

1. L'ancien chef de la C.I.A. (Central Intelligence Agency), M. William E. Colby (le joindre par l'intermédiaire du State Department des U.S.A., Washington) ;
2. L'ancien chef et ancien agent de la C.I.A. en R.F.A., M. Richard Helms (le joindre par l'intermédiaire du State Department des U.S.A., Washington) ;
3. Le journaliste et ancien agent de la C.I.A. (Central Intelligence Agency, U.S.A.), M. Barton Osborne, Bureau 403, 2000 P-Street, NW Washington DC 20036, U.S.A. ;
4. Le journaliste et ancien agent de la N.S.A. (National Security Agency des U.S.A.), M. Winslow Peck, même adresse que le précédent ;
5. L'écrivain et ancien agent de la C.I.A. (Central Intelligence Agency, U.S.A.), M. Philip Agee, 1 Hale Avn, Cambridge, Grande-Bretagne ;
6. L'écrivain et ancien agent de la C.I.A. (Central Intelligence Agency, U.S.A.), M. Victor Marchetti, adresse, voir n° 3 ;
7. Le journaliste et ancien agent de la C.I.A. (Central Intelligence Agency, U.S.A.), M. Gary Thomas, adresse, voir n° 3 ;

afin que soit démontré,

- 1) que le territoire de la R.F.A. est depuis sa création une base

stratégique pour la politique d'expansion agressive et contraire au droit international des ~~E.U.~~ tournée contre d'autres Etats, contre les gouvernements constitutionnels d'autres Etats et contre les mouvements de libération anticoloniaux, nationaux et anti-impérialistes d'autres pays.

ceci est démontré en particulier par le fait que toutes les opérations importantes des U.S.A. ouvertes ou secrètes, militaires ou relevant des services secrets, contre les Etats du pacte de Varsovie, contre un changement parlementaire légal de gouvernement dans les Etats de l'Europe de l'Ouest, contre les mouvements de libération anti-impérialistes au Proche et au Mo-yen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est, ont été projetées, organisées, soutenues et contrôlées à partir du territoire de la R.F.A. —

et plus particulièrement

- a) que le ~~I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main a servi de quartier général à plusieurs services secrets américains pendant toute la durée de l'agression des U.S.A. contre l'Indochine, agression contraire aux principes du droit international,
 - b) que ces services secrets établis dans ~~I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main remplissaient des fonctions de planification, de direction, de coordination, et de contrôle dans le domaine tant opérationnel que logistique en ce qui concerne l'envoi de contingents militaires américains en Indochine et la conduite d'opérations secrètes des services de renseignements américains en Indochine ;
- 2) que la constitution de la R.F.A. après 1945 a été organisée et réalisée par les U.S.A. pour servir ses projets stratégiques de puissance mondiale en expansion, et plus particulièrement :
- que la C.I.A. fondée après la Seconde Guerre mondiale comme bras illégal de la politique extérieure américaine a organisé, par l'intermédiaire d'organisations camouflées en organisations civiles, par exemple par l'intermédiaire d'organisations économiques, syndicales, culturelles et étudiantes, le financement de partis et de syndicats en R.F.A., de même que la formation, le financement, l'avancement d'hommes politiques et de fonctionnaires appartenant à toutes les organisations, politiques, économiques et culturelles importantes de la R.F.A. ;
- 3) que, du fait des pressions ouvertes ou secrètes, directes ou indirectes, sous la forme d'une immixtion contraire au droit inter-

national dans les affaires intérieures de la R.F.A., de l'hégémonie complète des U.S.A. sur la R.F.A., hégémonie économique, militaire et politique, les gouvernements Kiesinger/Brandt, Brandt/Scheel ont été impliqués dans la stratégie ouverte ou secrète d'agression et de génocide contre les mouvements de libération du tiers monde :

a) et les Etats du tiers monde, et surtout en Indochine, du fait qu'ils ont soutenu sur les plans politique, économique et de la propagande l'agression, et qu'ils ont facilité l'utilisation des bases militaires de l'armée américaine situées sur le territoire de la R.F.A.,

b) parce que la R.F.A. a développé en tant que subcentre de l'impérialisme U.S. et par l'intermédiaire de ses propres services secrets ses exportations d'armes, d'effectifs militaires et policiers, de formations, de technologies, et de logistique, et par le financement de partis et d'hommes politiques, etc. et même par la pression économique, une politique d'immixtion dans les affaires intérieures des pays du tiers monde, et surtout de l'Indochine et à la périphérie européenne, contraire au droit international ;

4) que la R.F.A. :

a) du fait des conditions particulières de sa création en tant que produit de la dictature des gouvernements militaires alliés sous la domination des U.S.A.,

b) du fait des conditions et obligations imposées pour que les puissances d'occupation sous la direction des U.S.A. acceptent de passer leurs droits aux autorités allemandes,

c) du fait des clauses restrictives du traité de 1956 sur l'Allemagne et des modifications qui lui furent apportées plus tard,

et plus particulièrement :

du fait de la dépendance contrôlée par la C.I.A., de la R.F.A. par rapport aux U.S.A. et bien que la R.F.A. ne soit pas sur le plan du droit international une colonie ne dispose pas de la souveraineté par rapport aux U.S.A.

Je demande de plus

que soit entendu pour confirmer cette argumentation comme experts :

1) le chercheur David Horowitz, Washington DC. U.S.A. ;

2) le collaborateur scientifique de l'Institut international de Re-

cherches sur la paix, S.I.P.R.I., Stockholm, Suède, Mr. Galtung ;

3) le collaborateur scientifique de l'Institut de Recherches sur la paix de Francfort-sur-le-Main, M. Senghaas.

2^e 10 ← I.

Et plus particulièrement, ceci doit amener à prouver,

2^e 10 ← A.

1. que ~~la I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main est le centre névralgique des activités américaines au Proche et au Moyen-Orient et qui l'a été partiellement pendant la guerre d'Indochine pour l'Extrême-Orient ;

2. que, à partir de ~~la I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main, les opérations entrant dans le cadre d'un programme d'actions dites provocatives ont été dirigées et contrôlées : de l'action des U 2 au-dessus de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. dans les années 1950 jusqu'à « l'incident du golfe du Tonkin », grâce auquel les U.S.A. voulaient légitimer leurs bombardements sur le Nord-Vietnam ;

3. que, à partir de ~~la I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main, était coordonné l'ensemble de l'approvisionnement stratégique et tactique pour l'O.T.A.N. et les activités mondiales des U.S.A. ;

4. que ~~la I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main constitue dans le monde le bastion le plus important de cette partie des services secrets américains qui ont pour rôle de procurer des renseignements en utilisant des technologies radio les plus sophistiquées et de diriger et contrôler au moyen des techniques radio les opérations militaires et de renseignement des U.S.A. et de l'O.T.A.N. ;

5. que ~~la I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main a été avant et pendant la guerre d'Indochine le quartier général de la N.S.A. (National Security Agency) ;

A 11

6. que le rôle de la N.S.A., dont ~~la I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main était la centrale, était de contrôler complètement l'ensemble des communications diplomatiques, militaires, commerciales et civiles internationales afin de se procurer ainsi des renseignements, qu'elle déchiffre et exploite ;
7. que le quartier général de la N.S.A. établi dans ~~l'I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main a des relais dans toutes les grandes villes d'Europe et est relié à un ensemble de centres d'espionnage en R.F.A., dont le rôle principal est, depuis les années 1950, de contrôler et de brouiller ponctuellement les communications radio diplomatiques, militaires, commerciales, et civiles, en Europe de l'Est et en U.R.S.S. jusqu'à l'Oural ;
8. que pendant toute la guerre d'Indochine, la priorité absolue pour la N.S.A. était de se procurer et de déchiffrer rapidement tous les messages radio entre les gouvernements amis et leurs représentations diplomatiques, de connaître les réactions internationales aux différentes phases de l'agression U.S. et, dans ce contexte, les initiatives en vue du rétablissement de la paix prises par des gouvernements étrangers, comme par exemple celle du gouvernement suédois avant même que celles-ci aient été réalisées, et ainsi de les contrer en faisant pression sur les gouvernements ou en influençant massivement l'opinion publique ;
9. que la N.S.A. établie dans ~~la I.G. Farben-Haus~~ à Francfort/Main avait pour rôle pendant toutes les négociations de Paris pour la paix au Vietnam, de contrôler les communications entre les délégations de la République démocratique du Vietnam, le Front national de libération du Sud-Vietnam et Hanoï, afin de permettre au gouvernement des U.S.A. par une connaissance exacte des discussions internes et de la situation militaire du Vietcong, de faire durer les négociations et d'essayer par là d'obtenir quand même une victoire militaire ;
10. que les services secrets militaires américains — le C.I.C. (Counter Intelligence Corps), les services de renseignements de la Marine et de l'Aviation américaine — possédaient sur le territoire ouest-allemand depuis la fin des années 1940 des centres d'interrogatoires camouflés en organisations civiles, où des éléments dits subversifs, et principalement parmi les cercles d'émigrants russes, étaient soumis à la torture par l'isolement et à d'autres formes de tortures et furent en partie liquidés et que ces prisons secrètes ont constitué le modèle pour les centres d'interrogatoires provinciaux éta-

blis plus tard au Sud-Vietnam par les services secrets américains ;

11. que les services secrets américains susnommés ont financé et surveillé à la fin des années 1940 et pendant les années 1950 sur le territoire allemand la campagne de liquidation de deux organisations de russes immigrés sous le nom de code d'opération Ohio et se sont chargés de l'élimination des cadavres ;
12. que cette opération dirigée contre ceux que l'on désignait comme des agents de l'Est parmi les émigrants a constitué le modèle pour l'opération Phœnix, réalisée par la C.I.A. au Sud-Vietnam en 1968, qui avait pour but de faire cesser le soutien au Vietcong dans la population civile et au cours de laquelle environ 20 000 Vietnamiens ont été assassinés.

en 10

B.

Il sera démontré de plus :

1. que le rôle de la C.I.A. n'est pas avant tout de rassembler des renseignements secrets, que la C.I.A. a plutôt pour rôle d'intervenir en utilisant les moyens des services secrets dans les affaires intérieures d'autres Etats, afin de permettre la réalisation des buts de la politique américaine ;
2. que la C.I.A. est représentée en dehors des U.S.A. avec le plus de force en R.F.A. ;
3. que la présence massive de la C.I.A. correspond à la présence militaire massive des troupes U.S. sur le territoire de la R.F.A. et n'a pas pour but une stratégie d'explication, de dissuasion et de défense en cas des plans d'agression des Etats du pacte de Varsovie, que la propagande dans l'opinion publique uniquement le but de masquer la politique de domination des U.S.A. et la volonté d'expansion de son influence surtout dans le tiers monde et ce, à partir du territoire de la R.F.A. ;
4. que la présence massive des U.S.A. en R.F.A. a en réalité pour but :
- a) de garantir les structures politiques actuelles de la R.F.A., afin d'empêcher dès le départ un changement politique qui amènerait un gouvernement antagoniste au régime actuel et qui ne servirait pas les intérêts de la politique américaine, ceci a pour but

- b) de faire que le territoire de la R.F.A. garde son intérêt stratégique comme base pour les opérations ouvertes ou secrètes des U.S.A. contre d'autres Etats (Etats du pacte de Varsovie ou pays du tiers monde) ;
5. qu'il y a une différence essentielle entre la présence de la C.I.A. en R.F.A. et la présence de la C.I.A. dans d'autres pays ; c'est-à-dire que dans les autres pays, même ceux appartenant à l'O.T.A.N., la C.I.A. doit, pour pouvoir agir, pénétrer les structures politiques déjà existantes de ces pays, par exemple les partis, syndicats, etc., tandis que les structures politiques, économiques, sociales de la R.F.A. ont été constituées pour servir les projets de l'impérialisme U.S., après que les instances centrales, qui ont conçu le plan, dès la fin de la guerre, de former, après la chute du Troisième Reich, un Etat apparemment souverain qui serait en fait le garant de ses intérêts politiques et économiques, d'après ses conditions et sous son contrôle. La C.I.A. n'est donc pas comme dans les autres pays une politique qui s'infiltré dans les structures du pays par des manœuvres, un service secret parvenant à un certain degré d'influence, mais plutôt une sorte de police politique secrète de l'impérialisme U.S. contrôlant les institutions décisives de la R.F.A.

24/10
II.

L'argumentation présentée ici doit conduire à des modifications importantes dans la conduite du procès :

1. Du fait que la C.I.A. a organisé des opérations secrètes contre des Etats étrangers à partir du territoire de la R.F.A.
2. Du fait que la C.I.A. et les autres organisations de services secrets ont assuré et soutenu des opérations ouvertes et secrètes militaires des U.S.A. contre d'autres pays à partir de leurs bases sur le territoire de la R.F.A. et ceci pendant la guerre d'Indochine, et
3. Du fait que les responsables du gouvernement de la R.F.A. connaissaient ses activités, les ont tolérées et soutenues et
4. Du fait que la C.I.A., pour assurer les activités décrites sous les

n° 1-3 a organisé la construction des structures politiques, économiques et culturelles et l'évolution de la R.F.A. comme garant des intérêts de l'impérialisme U.S. et continue à la contrôler et à la diriger

il s'en suit que

la R.F.A., durant la guerre d'Indochine et du fait de sa dépendance habituelle sur le plan historique par rapport à l'agresseur américain, n'a été capable ou n'a voulu à aucun moment s'opposer à l'utilisation de son territoire par l'agresseur américain pour ses activités et opérations logistiques permanentes, que tous les efforts des citoyens de la R.F.A. qui avaient compris le caractère illégal, par rapport au droit international, et criminel de l'intervention américaine en Indochine, pour faire agir les instances politiques de la R.F.A. jusqu'au gouvernement lui-même afin qu'il intervienne contre l'agresseur utilisant son propre territoire, ont été condamnés dès le départ à l'échec, qu'en conséquence, la violence exercée contre l'agresseur opérant à partir du territoire de la R.F.A. comme dernier recours est acceptable d'après les normes du droit international.

OBERWINDER, Avocat.

Extrait du procès-verbal de Stammheim

Le 22.6.76, la 2^e Chambre du Tribunal de Stuttgart (O.L.G.) refuse l'audition des témoins présentés par la défense dans ses requêtes sur les preuves déposées le 4.5.76. Prinzing, ne pouvant pas donner d'arguments vu l'évidence du contenu des requêtes, doit, pour pouvoir les refuser, falsifier les déclarations des prisonniers en manipulant les citations.

Nous continuons la séance.

La chambre a pris la décision suivante :

L'audition des témoins, pour les raisons données, n'est pas possible

Motifs :

L'avocat Oberwinder, en tant que défenseur de l'accusé Baader, et manifestement avec l'accord des autres accusés, a demandé l'audition immédiate de M. Winslow Peck comme témoin. Le témoin s'est présenté. La raison pour laquelle le témoin devait être entendu, a été citée par l'avocat Oberwinder. Elle est en relation avec le n° IA 1, 4-9 de sa requête du 4.5.76 (transcription de la bande magnétique 9438/39). La défense pense que les U.S.A. auraient commis lors de la guerre du Vietnam des crimes contre le droit international et utilisé pour cela le territoire de la R.F.A.

C'est la raison pour laquelle, si jamais ils sont reconnus coupables des faits incriminés, il faudrait reconnaître que les accusés ont agi selon le droit international en état de légitime défense et qu'ils avaient droit à la légitime défense et à la résistan-

ce, ce qui constitue une justification aussi selon le droit intérieur de la R.F.A.

La Chambre a refusé cette requête en disant que le droit à la légitime défense et à la résistance justifiant de tels attentats n'existe pas.

Les raisons invoquées ne doivent pas servir à la recherche de la vérité pour ce qui concerne les faits reprochés aux accusés, à savoir plusieurs meurtres et tentatives de meurtre — entre autres à Francfort — mais à attaquer sous l'apparence juridique d'une demande d'apport de preuves, et dans un but de propagande, la politique américaine dans le monde et la participation de la R.F.A. à cette politique. Ainsi les accusés eux-mêmes ne se sont associés que « formellement » à la requête de leurs défenseurs ; l'accusé Raspe a par là même ajouté ceci :

« Mais naturellement nous ne concevons pas notre politique dans des catégories de droit international, nous ne la concevons absolument pas dans une catégorie, mais la politique de la R.A.F., politique prolétarienne armée, etc. »

Les critères de morale révolutionnaire sont déterminants.

Par ailleurs les accusés n'ont laissé planer aucun doute, dès le début, sur le fait qu'il s'agit pour eux dans ce procès de poursuivre leurs buts politiques et de faire de la propagande pour ceux-ci. Comme cela s'est présenté lors des nombreuses déclarations des accusés et de celles faites par les avocats ayant leur confiance lors de l'audience, les buts sont :

« le combat politico-militaire contre la structure impérialiste de la société en R.F.A. » ;

« l'affaiblissement du système impérialiste mondial » ;

le combat contre

« l'impérialisme du capital international et ses agents » ;

« les luttes de libération anti-impérialistes dans le monde », et partant de là, la conduite de cette guerre et le renforcement de « la guérilla urbaine »

Les accusés refusent formellement une appréciation juridique des faits qui leur sont reprochés.

« La R.A.F., la guérilla n'est pas justiciable. »

Cela est déjà dit dans la circulaire de l'intérieur des cellules de 1974 touchant à la procédure en cours :

« Nous avons seulement intérêt à cette manifestation, si nous pouvons la détourner. »

La déclaration d'un accusé se trouve en accord avec ceci :

« la partie criminologique... »

(l'audition sur les preuves, sur le déroulement des faits)

« ne nous intéresse pas, ne nous regarde pas »

Dans une requête de récusation du Président de la Chambre, déposée par les accusés au début du procès, il est dit que les accusés

« nient radicalement, c'est-à-dire dans ses racines mêmes »

le fondement juridique de la R.F.A.

Il a été reproché au Président de la Chambre dans la justification de la récusation, justement qu'il tente de :

« Réduire la procédure à la discussion sur le plan du droit pénal des faits et d'empêcher que soit développée l'argumentation sur le rôle de la R.F.A. dans les rapports internationaux du capital, sur la place spécifique de la R.F.A. par rapport à l'impérialisme U.S., et donc en résumé d'empêcher l'objet de l'offensive politique de la R.A.F. »

A un autre moment, un accusé définissait comme essentielle pour la R.A.F. :

« La négation radicale, le refus de toute autre puissance ou norme, de toute autre loi que celle du pouvoir de l'homme qui s'appuie sur la conscience critique et la violence révolutionnaire. Le processus de l'insurrection » (la formation d'un front politique et militaire dans les métropoles) « est le procès auquel nous aspirons. Nous n'en voulons pas d'autre. Et nous sommes responsables seulement devant lui. »

A propos d'une requête dont le sujet était la guerre du Vietnam, l'un des accusés a dit que ces requêtes informent sur :

« Ce qui est l'objet de ce procès, ou plus précisément ce qui devrait être l'objet des débats juridiques ici, c'est-à-dire la détermination, le contrôle et la disponibilité de cet Etat vers l'intérieur et l'extérieur, pour la politique intérieure menée sur le plan mondial du capital hégémonique U.S. C'est-à-dire, la fonction stratégique centrale de la R.F.A. comme subcentre économique, politique et militaire de l'impérialisme américain dans sa fonction 1) pour l'agression ouverte contre les peuples du tiers monde, concrètement au Vietnam, 2) les agressions cachées contre les Etats de la périphérie ouest-européenne. »

Ces citations — qui pourraient être multipliées à profusion — prouvent ce qui a été dit plus haut : les accusés ne cherchent pas à apporter des preuves et à trouver la vérité dans ce procès, mais cherchent à faire de l'agitation politique, ayant des buts peu différenciés. Que ce soit la guerre du Vietnam qui soit ici mise au premier plan, est plutôt le résultat du hasard. Une re-

quête déposée dans ce procès, où les accusés demandent à se voir appliquer le droit de la guerre et qu'ils soient conduits dans un camp de prisonniers de guerre, est une preuve supplémentaire. Là on y parle

« d'affaiblir le système impérialiste mondial »

comme exemples

« de résistance internationale »

sont cités

« le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Guinée-Bissau, le Mozambique, Sao Thomé, Principe et comme alliés de la R.A.F. en dehors des mouvements de ces pays, sont cités l'O.L.P. (arabe) et l'I.R.A. (irlandais). La même chose est prouvée par la requête du 4.5.76, refusée par la Chambre ; dans cette requête, le témoin Peck est aussi cité.

« que le territoire de la R.F.A. est depuis son existence une base stratégique de la politique d'expansion agressive des U.S.A. et contre le droit international par rapport aux Etats tiers. »

« que la constitution de la R.F.A. comme Etat après 1945 a été voulue et réalisée par les U.S.A., pour servir leur projet de stratégie expansionniste et de puissance mondiale. »

Tout cela ne peut pas faire l'objet d'une demande de preuves (BGH St 17, s. 28-31), et même si le but est de montrer que le quartier général de Francfort, — objectif d'un des attentats — a été le siège pendant la guerre du Vietnam des services qui auraient joué pendant cette guerre un rôle important pour les forces armées américaines ; car même dans ce cas, une demande de preuves ne serait que le point de départ de l'agitation politique et révolutionnaire déjà citée, agitation étrangère au droit.

Le Tribunal doit se limiter à l'audition de preuves concernant directement l'exposé des faits. On ne peut considérer que des preuves concernent directement l'exposé des faits lorsque, « sous le prétexte de demande de preuves, le but poursuivi s'éloigne du but réel de la procédure pénale engagée » (Reichsgericht, Strafsachen, T. 65, p. 305), lorsque les objections formulées « n'ont pour but que de donner matière à une lutte de caractère politique » (Reichsgericht, Strafsachen, T. 66 p.15), lorsqu'elles « ne servent que des buts étrangers à la procédure » (BGH, StT.2, P.284), de même le § 245 du St PO dit que l'audition d'un témoin n'est pas recevable, « lorsqu'elle est sans rapport avec l'objet de la procédure et si elle ne peut contribuer en rien à la recherche de la vérité » (BGH StT.17,

P.343, P.28). C'est le cas ici. Le fait qu'il soit possible que les accusés soient partis subjectivement de ce fait, qu'il soit possible qu'ils se comportent vraiment comme ils le disent ici, ne change rien. Car en dehors du fait que le témoin ne pourrait pas de toute façon déposer —, les généralités et la condamnation de ce qu'ils comprennent sous le terme d'« impérialisme américain » sont complètement étrangères à la procédure. Ce n'est pas à la législation en vigueur qu'ils se sentent liés, ce n'est pas devant elle qu'ils ont à se justifier ou à s'excuser. Comme l'a déclaré l'accusé Baader, c'est « vraiment l'expression d'une démagogie imbécile vu la dimension objective des motifs politiques. »

De ce fait, la Chambre déclare irrecevable l'audition du témoin sur le sujet cité.

Cette décision correspond à la requête de l'Accusation fédérale. Les arguments apportés par les défenseurs ne peuvent amener à une autre décision.

Statements des témoins refusés par le tribunal lors d'une conférence de presse à Francfort le 23 juin 1976

WINSLOW PECK

est né en 1947 à Joplin, Missouri. De début 1966 à fin 1969, il travailla comme analyste pour la très secrète « National Security Agency » (N.S.A.) dans l'armée de l'air. Les lieux d'opérations étaient Istanbul, à l'occasion Francfort, et pendant un an le Vietnam. C'est à cette époque qu'il devint un opposant à l'agression américaine et prit part au Mouvement pour la Paix. A cause de son activité dans les services secrets de la N.S.A. et du danger possible de la part de l'extrême droite, on lui conseilla de changer son nom. Sous le nom de Winslow Peck, il publie maintenant la revue « Counterspy » qui fait la critique des services secrets américains et ceux des autres pays occidentaux.

« La "National Security Agency" (N.S.A.) est la branche du gouvernement américain qui surveille tout le réseau de radio et de téléphone des appareils économiques et financiers du monde entier. La N.S.A. est bien connue pour ce qu'elle décode des informations secrètes de gouvernements étrangers ; mais elle s'occupe aussi de surveiller les téléphones et les télex des citoyens américains et viole en dehors de cela aussi d'autres lois américaines. Ses activités ont déjà été révélées il y a quelques années par moi-même et d'autres employés d'alors de la N.S.A. et ont été récemment confirmées, sous la foi du serment, dans le rapport final de la Commission sénatorial qui s'occupait des services secrets. Le président du comité, le sénateur Frank Church, a souvent été cité dans de grands journaux américains. Il faisait

croire que la N.S.A. pourrait presque contrôler tous les contacts entre les hommes et mettre ainsi en place une « tyrannie électronique ».

En ma qualité d'analyste à la base de la N.S.A. d'Istanbul, j'étais chaque jour en contact avec le quartier général de la N.S.A. en Europe, le complexe I.G.-Farben à Francfort. Ce que je savais des intrigues de la N.S.A. en Europe et en Allemagne fut complété par quelques voyages à Francfort en mission secrète.

Le quartier général de la N.S.A., l'immeuble I.G.-Farben, qui fonctionne dans les cercles de la N.S.A. sous le nom de code USF-798, dispose d'un immense appareillage électronique d'espionnage, à l'aide duquel on ne rassemble pas seulement les informations sur les pays de l'Est, mais aussi sur les gouvernements des pays occidentaux.

De nombreuses stations de la N.S.A. dépendantes de l'USF-798 en Angleterre, Italie, Grèce, au Maroc et surtout en Allemagne surveillent même tous les canaux d'informations des gouvernements qui sont alliés des Etats-Unis. C'est-à-dire qu'entre autres est écoutée toute la communication dans les domaines de la diplomatie, des affaires militaires, du commerce (espionnage industriel), des services publics et de la navigation. Ce travail est exécuté avec une finition et une précision telles qu'il n'est pratiquement pas possible à aucun pays de l'Est comme de l'Ouest de faire un pas sans que le gouvernement américain ne l'apprenne.

Partout où stationnent des troupes américaines en Allemagne, il y a des bases de la USF-798. A cela s'ajoute que la USF-798 de la N.S.A. est aidée par les unités spéciales du B.N.D. allemand et par le G.C.H.Q. britannique, qui sont tous deux également spécialisés en espionnage électronique. Pendant mon séjour en Indochine, j'ai vu comment des agents allemands en espionnage électronique étaient au Vietnam et y ont aidé la N.S.A.

La USF-798 n'est pas seulement le plus important centre des services secrets des Etats-Unis et de l'O.T.A.N. en Europe, mais il fut aussi institué afin de travailler à l'occasion pour d'autres parties du monde. Ainsi, par exemple, de nombreuses études et exploitations des attaques américaines en Indochine ont été faites à l'intérieur de l'immeuble I.G.-Farben. On exploite entre autres des informations qui étaient livrées par les soi-disant « airborne platforms » (avions de reconnaissance)

qui, pendant la guerre, pouvaient voler au-dessus de la Chine, du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Ces stations d'espionnage volantes étaient indispensables à la guerre offensive des Etats-Unis en Indochine et étaient un modèle pour cette sorte de travail de reconnaissance. La USF-798 dirigeait également, à partir de l'immeuble I.G.-Farben, des stations d'espionnage volantes mises en place pour provoquer l'Union soviétique. Dernièrement, cela a conduit en Amérique à un débat pour savoir si de tels vols provocateurs pouvaient déclencher un jour un conflit entre l'Est et l'Ouest.

NÉGOCIATIONS DE LA PAIX DE PARIS.

La USF-798 et d'autres bureaux des services secrets situés dans le complexe I.G.-Farben étaient, pendant les conversations de la paix de Paris, le centre d'exploitation et de transmissions entre les négociateurs américains à Paris et les militaires et agents secrets qui commandaient au Vietnam. Chaque jour, des rapports sur la situation en Indochine étaient transmis de Saïgon à Francfort et ensuite à Paris. Des ordres d'Henry Kissinger et d'autres négociateurs allaient à Saïgon en passant par Francfort. Pendant les dernières années de la guerre, lorsque se poursuivaient à Paris les négociations pour la paix, presque toutes les décisions militaires sur la continuation de la guerre ont été prises par les négociateurs à Paris. C'est-à-dire que sans le rôle de la USF-798 à l'I.G.-Farben, la conduite de la guerre aurait été impossible. C'est par là que le complexe I.G.-Farben fut pendant la guerre d'Indochine un centre de décisions importantes.

Je participais à l'élaboration du rapport (acheminé chaque jour) de Paris vers Saïgon et je sais par expérience personnelle le rôle de l'immeuble I.G.-Farben dans la guerre d'Indochine.

L'immeuble I.G.-Farben est également le principal centre des services secrets pour les activités américaines et celles de l'O.T.A.N. en Afrique. Là-bas, dans les sections spéciales, on analyse et on exploite également les activités politiques et militaires en Afrique aussi bien que dans le bloc soviétique, en Europe occidentale ou au Proche-Orient. Dans ce cadre-là, la USF-798 entretient un système secret de communication avec l'appareillage électronique d'espionnage de la République sud-africaine, quoique l'O.T.A.N. et les Etats-Unis n'y aient, officiellement, aucune relation d'ordre militaire.

A17

A l'immeuble I.G.-Farben sont rassemblées dans la section pour la surveillance de l'économie des informations concernant le commerce et les statistiques d'entreprises européennes. Une commission d'enquête du Congrès américain au moins examine l'accusation portant sur le fait que la N.S.A. livre des informations à des entreprises américaines pour leur donner ainsi un avantage sur les entreprises commerciales européennes.

En raison de cette capacité de surveiller aussi bien des entreprises économiques que des gouvernements, il est impossible aux gouvernements européens de prendre des décisions indépendantes ou unilatérales sans que les Etats-Unis le sachent, et sans une intervention possible de leur part. En Allemagne, chaque pas du gouvernement de Bonn est surveillé et communiqué à Washington D.C. par l'intermédiaire de l'immeuble I.G.-Farben.

En plus de l'immeuble I.G.-Farben, il y a encore des stations de la N.S.A. en R.F.A. à Berlin, Darmstadt, Hof, Heidelberg, Wiesbaden et dans presque toutes les bases militaires américaines. Ces installations de surveillance secrètes sont en liaison avec l'immeuble I.G.-Farben par différents systèmes de renseignement secrets, par exemple, grâce à l'émetteur Criticom qui, reliant les analystes d'I.G.-Farben (V/ 77-798) avec les militaires américains et l'ambassade à Saigon, permet maintenant la liaison avec le régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Au bout du compte, le complexe I.G.-Farben offrait une position clé pour l'espionnage américain contre le bloc de l'Est et également contre les alliés des Etats-Unis, contre les mouvements d'indépendance au tiers monde et contre les entreprises économiques en concurrence avec les firmes américaines. C'est un élément stratégique décisif de l'empire américain.

INFILTRATION DE SYNDICATS.

Lors de mes recherches et de mon activité journalistique sur les services secrets américains, pour ma revue et pour d'autres, je suis tombé sur d'autres actions d'espionnage américaines qui visaient à contrôler le gouvernement et la société de la République fédérale. Je m'y connais très bien en ce qui concerne les activités de la C.I.A. à l'intérieur des syndicats après la Deuxième Guerre mondiale. En Allemagne, le Général Lucius Clay, chef du gouvernement militaire après la guerre, a aidé la C.I.A. à mettre en place des syndicats anticommunistes pour soutenir le

plan Marshall à la reconstruction de l'Allemagne et de l'Europe sous la prédominance militaire et économique des Etats-Unis. Clay était principalement aidé par Irving Brown, chef du « Freies Gewerkschaftskomitee des Amerikanischen Arbeiterverbandes » (F.T.U.C.). Brown travaillait avec l'appui de George Meany de l'Alliance américaine des syndicats (A.F.L.) et d'autres dirigeants de syndicats très anticommunistes aux Etats-Unis. Il participa très activement à la mise en place de syndicats anticommunistes en Allemagne et ailleurs. En Allemagne, on utilisa pour les opérations syndicales de la C.I.A. d'anciens syndicalistes qui avaient des liens avec les nazis. Mais la C.I.A., représentée par Irving Brown, travaille principalement avec des dirigeants de syndicats sociaux-démocrates. La mise en place de ces nouveaux syndicats et le sabotage des syndicats de gauche conduisirent souvent à des actes de violence. De nombreux enlèvements et assassinats d'après-guerre auxquels était mêlée en Allemagne la C.I.A. peuvent être mis en relation avec les activités de la C.I.A. dans les syndicats.

Ces opérations furent mises en scène par la C.I.A. ; la manière dont agit aujourd'hui en Allemagne la plus grande partie des syndicats forme avec les activités de la N.S.A., à partir du complexe I.G.-Farben, quelques éléments très importants grâce auxquels les Etats-Unis, à mon avis, peuvent se porter garants de la souveraineté limitée de la République fédérale.

EN CE QUI CONCERNE LA R.A.F.

Je suis très conscient des nouveaux développements des pratiques des services secrets du gouvernement américain et des appareils des services secrets allemands contrôlés par les Etats-Unis : c'est la tentative de remplacer le « communisme », en tant que menace principale pour l'impérialisme américain, par le « terrorisme ». La poursuite de la R.A.F. est un bon exemple de cette tentative : trouver un nouveau « diable », poursuivre la guerre froide à l'intérieur et continuer à bâtir l'empire américain.

Du fait de mes recherches dans le domaine de la terreur et de la contre-terreur, je suis d'avis que la R.A.F. était une réponse à l'agression criminelle du gouvernement américain en Indochine et à l'aide du gouvernement allemand. Dans cette optique, je ne crois pas que l'on puisse comparer même une seule des actions soi-disant « terroristes » de la R.A.F., dans une op-

A-18

tique humaine et logique, avec le terrorisme qu'ont exercé les Etats-Unis de façon massive au Vietnam. Les attentats à la bombe sur le bâtiment I.G.-Farben, en raison de son rôle dans cette guerre criminelle, ne peuvent pas être comparés avec les bombardements sur le Laos ou la tentative de détruire les digues fluviales au Vietnam. Les vrais terroristes, c'était mon gouvernement et non pas la Fraction Armée Rouge.

Seulement, ici en Allemagne, le gouvernement mène l'accusation, et les accusés sont des citoyens allemands qui étaient assez courageux pour s'opposer à cette guerre atroce et criminelle, pendant que les vrais terroristes, du gouvernement américain, pouvaient se permettre de poursuivre leurs activités en Angola et ailleurs. Ceci est un déguisement de la justice et suffit à dégouter toute personne ayant des sentiments humains. Cette procédure contre des citoyens allemands, qui ont peut-être fait des erreurs mais ont sûrement agité avec beaucoup de courage, n'est pas seulement significative pour l'Allemagne, mais également pour les Etats-Unis. Pour justifier ses propres activités terroristes, l'empire américain a un besoin vital d'un nouveau « diable » ; d'autant que maintenant les efforts de détente ont ôté (de l'esprit) des Américains le danger du « communisme ». Les actions de la R.A.F. doivent en faire les frais. De nombreuses études sur le terrorisme international qui ont été faites par la C.I.A. ou par d'autres bureaux du gouvernement américain de même avec la C.I.A. et que j'ai étudiées présentent constamment la R.A.F. comme un « fléau du terrorisme », quoique de fait les actions de la R.A.F. n'aient touché qu'un petit nombre de personnes. Face à cela, les activités du gouvernement américain ont eu pour conséquence le déracinement de millions d'êtres humains. Des chefs d'Etat étrangers ont été assassinés et en Indochine plus de 75 000 personnes ont été tuées ; on se mêla au commerce interne de la drogue, plus de 25 gouvernements ont été renversés, parmi eux en 1973 le gouvernement chilien qui avait été porté au pouvoir par un vote libre ; le gouvernement américain était impliqué dans des guerres terroristes secrètes depuis le Laos jusqu'à l'Angola. Il est responsable d'autres massacres de peuples dans le tiers monde, d'actions de sabotage contre des entreprises de la démocratisation et contre les aspirations à la souveraineté dans le monde entier, y compris la République fédérale ; il a lui-même violé de façon indigne les lois américaines, illégalement, on surveilla de façon massive des citoyens américains, on tua des dirigeants politiques américains,

principalement des Américains : Noirs, latins ou asiatiques, et on réprima presque chaque opinion divergente.

La poursuite de la R.A.F. n'est pas seulement une tentative honteuse du gouvernement de Bonn pour écraser l'opposition en Allemagne, mais, par cet acte, on tente de justifier simultanément le terrorisme massif du gouvernement américain pendant ces trente dernières années avec l'aide et les applaudissements de la République fédérale d'Allemagne, contre la majorité des peuples de la terre, et de conserver la base de départ pour les futurs actes terroristes impérialistes. En tant qu'Américain, je suis heureux de savoir qu'il y avait quelques Allemands, de même que beaucoup d'Américains pour le mouvement contre la guerre, qui étaient prêts à des actions courageuses et dangereuses pour stopper le véritable terrorisme dans le monde d'aujourd'hui. Je crois que le peuple allemand devrait moins maudire la R.A.F. que chercher bien plus à comprendre les conditions et les raisons qui ont motivé la Fraction Armée Rouge pour des actions contre l'immeuble I.G.-Farben et d'autres centres d'agression des Etats-Unis sur le sol allemand.

K. BARTON OSBORN

31 ans. Journaliste et chargé de cours sur les services secrets américains. Travailla comme « case officer » (directeur d'agents) pendant trois ans dans l'« Army Intelligence and Security Corps », dont un an et demi au Vietnam où il participa au programme meurtrier de la C.I.A. « Phoenix ». Les autres quinze mois, il travailla comme conseiller à la C.I.A. — « Agent Motivation Operation » à Washington, que l'on a mené en vue de la guerre au Vietnam.

Après avoir quitté les services secrets en 1970, Osborn s'efforça d'avoir des discussions publiques sur les opérations secrètes douteuses de la C.I.A. et d'autres services secrets. En 1971, lors d'un « hearing » du Congrès, il fit une déposition sur le programme « Phoenix ». En 1973, il créa à Washington avec d'autres personnes le « Intelligence Documentation Center » qui met à la disposition de la presse et du public une information confidentielle sur les services secrets américains. Le travail de l'I.D.C. a été incluí dans le rapport établi par le Sénat.

« Depuis la Seconde Guerre mondiale, les services secrets américains sont très vivement mêlés à l'activité secrète, non seulement en Europe mais dans le monde entier. En plus de la pra-

tique secrète de l'espionnage que toutes les puissances exercent en abondance, les services secrets américains ont dirigé leur effort principal sur le noyautage d'opposants, réels ou imaginaires, de l'Allemagne jusqu'au Vietnam.

Parmi quelques-unes des pratiques les plus révoltantes de ces services secrets comptent les efforts faits par la C.I.C. (U.S. Army's Counter Intelligence Corps). Au commencement de la guerre froide, dans les années 1940 et 1950, la C.I.C. a utilisé l'autorisation de mener à bien la « dénazification » pour travailler contre la menace d'une Europe occidentale communiste. Au cours de cette évolution, la politique rampante de poursuites aveugles contre des personnes que l'on soupçonnait de gauche prit plus d'ampleur et devint le principe de base pour une pratique de meurtre sur des milliers de victimes pendant les activités ultérieures de la C.I.A., américaine.

En 1954, la C.I.A. s'empara de sales affaires de services secrets en Allemagne de l'Ouest et soutint certains groupes réactionnaires, comme l'organisation de Stephan Banderas des nationalistes ukrainiens à Munich, les forma et les paya pour qu'ils mènent à bonne fin crimes et terreur au nom de l'anti-communisme et de leur propre mégalomanie politique.

Les méthodes, à savoir recruter des minorités ethniques comme les Ukrainiens ou des réseaux d'agents se trouvant sur place comme l'organisation Gehlen, portaient la marque de la tactique du III^e Reich et corrompit l'entreprise dès le début. Le résultat fatal qui s'ensuivit fut la pratique horrible, et qui ne se laissait pas toujours voir, de l'accroissement de la souffrance et du sacrifice de vies humaines, et qui trouva son apogée dans la guerre du Vietnam.

Puisque la plupart des bases américaines des services secrets avaient été mises en place en Allemagne fédérale pendant la guerre froide, les agents américains utilisèrent aussi pendant l'« Ère » du Vietnam les installations allemandes qui étaient à leur disposition. Dans un large circuit, on passa des agents expérimentés d'Allemagne fédérale au Vietnam et les techniques des services mises au point ici y furent exportées. Ce réseau d'installations américaines a été entre-temps intégré pour aider à la guerre au Vietnam, dont l'installation d'ordinateurs de la centrale de commande logistique de l'armée américaine à Heidelberg au moyen de laquelle on calculait les approvisionnements en bombes pour les violents bombardements de surface des territoires civils du Vietnam du Sud et des digues du Fleuve

Rouge du Vietnam du Nord. Le gigantesque complexe des services secrets à l'intérieur de l'immeuble I.G.-Farben (l'actuel complexe Creighton-Abraham) servait encore jusqu'en 1975, jusqu'à ce que les Vietnamiens aient reconquis le Vietnam du Sud, de quartier général pour protéger et garantir des opérations secrètes comme celle de « Phoenix », programme d'extermination. La logique de l'utilisation de l'aide ouest-allemande, créée justement par les Etats-Unis, se trouvait dans le fait que la grande distance (qui les séparait), du lieu des hostilités écartait le danger de compromis face à l'ennemi en Asie. Le fonctionnement de telles installations comme aide pour une guerre hautement illégale n'était pourtant pas moins condamnable que la guerre elle-même.

Un des résultats immédiats de l'action des Etats-Unis après le programme de meurtres « Phoenix » dans la guerre du Vietnam a été la mort de plus de 20 000 innocents. Ce programme, mené par le directeur ultérieur de la C.I.A. William E. Colby, fut examiné en justice en 1971 par le Congrès américain scandalisé. A l'époque, l'évaluation prudente de Colby de 20 000 morts civils compta comme preuve, y compris son aveu que les personnes mortes n'avaient été ni jugées par un procédé légal ni reconnues coupables. Cet abus de pouvoir et le secret gardé sur cette affaire furent connus du public lors de la dernière instruction du Congrès américain sur les entreprises illégales des services secrets et souleva l'indignation du public devant ces méthodes totalitaires.

La déception devant le fait que de telles pratiques inhumaines se fassent jour est bien sûr intense, particulièrement dans une atmosphère de patriotisme basé sur l'amour de soi. Toujours est-il que les faits de cette intrigue des Etats-Unis sont maintenant éventés dans les Etats-Unis eux-mêmes, même si justement ils étaient connus depuis longtemps dans le monde. La résistance à de telles pratiques, comme celle au Vietnam en particulier, s'est manifestée de différentes manières, ce qui ne donne pas peu de signification à l'action des accusés de l'actuel procès de Stuttgart. Quant à une indulgence du tribunal, on ne peut pas fermer les yeux sur l'histoire des aspirations des Etats-Unis que les accusés ont combattues.

GARY P. THOMAS

A 27 ans, travaille comme journaliste « Free lance », spécia-

lisé sur les services secrets militaires. Etait autrefois reporter pour l'U.P.I. à Washington D.C. et à Detroit. Il est chargé de cours à l'université du Michigan à Ann Arbor, où il fait un cours sur les services secrets américains ».

ACTIVITE DANS LE DOMAINE DES SERVICES SECRETS MILITAIRES :

« Septembre 1968 à mai 1969 : dans le cadre du service militaire, formation de « military intelligence coordinator » dans les services secrets militaires. Cela comprend différentes techniques d'espionnage et de contre-espionnage : relations avec les agents, surveillance, reconnaissance, contre-espionnage, antisubversion, opérations, etc.

Mai 1969 à septembre 1970 : engagement à la « 430th Military Intelligence Detachment », « 66th Military Intelligence Group » en Allemagne. Premier engagement à la « Operational Control Team 3 » à Berlin-Ouest, puis mutation à la « Agent Targeting Section » au quartier général de Munich.

Septembre 1970 à septembre 1971 : engagement au « Detachment E. 574th MI detachment, 525th Military Intelligence Group ». Stationné à Ca Tho (Vietnam du Sud), subordonné au quartier général de Saigon.

Pendant les dernières huit années, j'ai suivi les activités des services secrets américains et particulièrement celles des services secrets militaires — mais aussi celles de la C.I.A. — aussi bien en tant que collaborateur qu'en tant que journaliste. En plus de mes expériences, j'ai fait des recherches dans ce domaine et je suis persuadé de pouvoir me permettre quelques remarques fondées en ce qui concerne les relations entre les services secrets allemands et américains.

Le personnage clé dans ces relations n'est naturellement personne d'autre que Reinhard Gehlen. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, Gehlen était chef d'Etat-Major à la section pour l'armée étrangère de l'Est. Cette action était responsable de l'espionnage et de l'activité « clandestine » qui s'exerçait contre l'Union soviétique. Pendant les derniers jours du III^e Reich, Gehlen découvrit quelque chose de commun avec certains éléments de l'armée américaine : la haine féroce contre le communisme. Gehlen reconnut ce à quoi il pouvait utiliser cette haine, pour revenir dans les affaires des services secrets. Il proposa un marché à ses maîtres américains : s'ils le laissaient re-

tourner au travail, cette fois-ci pour les Américains, il livrerait alors au C.I.C. (Counter Intelligence Corps, section pour le contre-espionnage de l'armée américaine) tous ses documents détaillés sur l'Union soviétique. Le gouvernement américain accepta sur les conseils de la C.I.C.

L'anticommunisme inflexible des Etats-Unis conduisit à la guerre du Vietnam et rendit possible en Allemagne de l'Ouest des opérations semblables à celles du Vietnam. Grâce à l'occupation américaine, la République allemande put être transformée en terrain de manœuvre idéal pour l'« art » de la subversion.

De 1945 à 1950, le C.I.C. « U.S. "Army" Counter Intelligence Corps » mena la barque dans cette affaire. C'était le C.I.C. qui, d'abord, proposa le marché avec Gehlen. C'était le C.I.C. qui avait pris part à de « sales choses » comme l'opération Ohio. Et c'était le C.I.C. qui poursuivait le perfectionnement de nombre de ces techniques qui se révélèrent si valables au Vietnam et qui coûtèrent à ce petit pays d'Indochine la mort de dizaines de milliers d'êtres humains.

SERVICES SECRETS MILITAIRES.

Ces structures existent en République fédérale encore aujourd'hui. L'unité militaire dirigeante, qui s'occupe toujours de telles entreprises, est le « 66th Military Intelligence Group ». Grâce à l'assistance active du service de renseignement fédéral (B.N.D.), du bureau fédéral pour la protection de la constitution, et du « Militärischer Abschirmdienst » militaire, le groupe a la possibilité, et s'en sert, de mettre sur écoute, de prendre en main les surveillances, d'ouvrir les lettres et de commettre des effractions secrètes. C'est ce que font aussi bien la section 766, qui se compose de militaires officiels, que la M.I. 430 qui opère secrètement. Les deux sections entretiennent des bureaux dans chaque grande ville d'Allemagne fédérale, parmi lesquelles Francfort, Berlin-Ouest, Bonn et Munich (où a lieu un travail en commun serré avec le B.N.D. à Pullach). Les ordres émanent du bureau à Heidelberg de l'Etat-Major suppléant des services secrets de l'USAEUR (Q.G. européen de la 14^e armée américaine). Aussi bien la section M.I. 430 que la M.I. 766 disposent de bureaux à Francfort dans le complexe I.G.-Farben. Lorsqu'en 1969, je fus envoyé en mission secrète à Berlin, je reçus mes faux documents d'un bureau du complexe I.G.-Farben.

Lorsque nous avons été formés aux Etats-Unis comme officiers des services secrets, on nous a constamment formés par rapport aux services secrets allemands. L'Allemagne de l'Ouest héberge vraisemblablement le plus grand nombre du personnel des services secrets américains en général. Sa situation centrale fait de l'Allemagne de l'Ouest la base logistique idéale pour le service secret militaire M.I. et pour la C.I.A. C'est de là que l'on envoie des agents en Europe de l'Est, en Union soviétique, au Moyen-Orient, en Afrique, etc. On trouve des écoles de service secret dans toute la République fédérale, j'en connais moi-même une dans le camp King à Oberrusel. Des forces militaires ayant reçues une formation spéciale — comme les « bérêts verts » — stationnent entre autres à Bad Tölz d'où ils sont fréquemment envoyés au Vietnam pour des missions spéciales sur l'ordre de l'armée ou de la C.I.A. Moi-même, j'ai été muté au Vietnam à partir de la République fédérale d'Allemagne.

EN CE QUI CONCERNE MON ACTIVITÉ D'AGENT SECRET EN R.F.A.

Ce n'est pas pour la C.I.A. que j'ai travaillé à Berlin-Ouest, mais nous travaillions avec elle. Je travaillais là-bas au « Military Intelligence Detachment ». C'était une organisation secrète. Nous étions dirigés comme des civils, mais nous étions des militaires. C'était bien sûr une violation au traité des quatre puissances, puisque le nombre de soldats à Berlin-Ouest est compté très exactement.

Nous avons deux fonctions : 1. passer des agents à l'Est — le travail classique d'espionnage — et 2. aider le B.N.D. et le B.F.V. dans son activité de contre-espionnage. C'est-à-dire que nous épiions les extrémistes à l'Université libre, nous aidions à l'écoute de téléphones d'Américains et d'Allemands. Suivant un accord entre les Etats-Unis et la R.F.A. de telles activités devaient être conduites par des bureaux allemands, les Américains aidaient dans l'ombre à la chose. Les Allemands avaient et ont là-dedans à faire le travail « salissant » pour les Américains.

Par exemple, il y a justement un procès devant le tribunal fédéral américain : un groupe d'Américains a accusé le ministre américain de la Défense. Ils soutinrent sous le nom de « Berlin Democratic Club » le candidat démocrate à la présidence Mac Govern. Pour cette raison seulement leur courrier fut ouvert, leurs téléphones écoutés, les membres du Club sur-

veillés ; toute une liste d'actions illégales ont été commises. Maintenant, le ministère de la Défense doit répondre de cela. Les Américains ne peuvent pas accuser le gouvernement fédéral allemand, quoique sans aucun doute les bureaux allemands de service secret aient participé à ces manœuvres. De telles machinations n'ont pu avoir lieu qu'avec l'aide allemande.

Il y a à Heidelberg un ordinateur appelé le C.I.R. (Centre Index Registry). On y centralise les informations des services secrets et celles faites sur certaines personnes, allemands comme américains. Cet ordinateur a été mis en place pour servir de banque aux données des rapports des services secrets.

Pendant mon travail à Berlin, pour une unité secrète, je m'occupais de prétendues « recherches de source » dans un bureau derrière une épaisse porte d'acier. Ce bureau était plein à craquer de fichiers. Lorsqu'une organisation quelconque de service secret — américaine, anglaise, française ou allemande — voulait savoir quelque chose sur une certaine personne, elle nous le demandait : si nous avions quelque chose, nous le communiquions. Nous étions en la matière toujours très généreux, quelle que soit la raison pour laquelle l'organisation ou le gouvernement en question voulait le renseignement.

LE CENTRE DE DOCUMENTATION DE BERLIN

Dans le centre de documentation de Berlin sont enregistrés tous les cas de « dénazification » du III^e Reich. Ces documents sont principalement accessibles aux Américains. Si quelqu'un convoite une situation importante qui n'est pas souhaitée par les Américains, ils peuvent le faire chanter à l'aide de ce fichier. Par le centre de documentation, les Américains sont en état de contrôler les personnes composant le gouvernement de la République fédérale.

Autant que je sache, par expérience personnelle, les extrémistes sont seulement surveillés à Berlin — que de notre côté, des organisations aient été noyautées, cela a certes pu arriver, mais en fait je n'y crois pas — les Américains en tant que tels sont beaucoup trop faciles à démasquer. Pour cela, on prenait normalement des membres des services secrets allemands. Nous mettions seulement à leur disposition notre logistique, notre équipement technique comme les microphones, etc. Le niveau technologique de l'équipe d'espionnage est très élevé ; selon les

déclarations de Phil Agee, les appareils techniques sont fabriqués à Camp King, Oberursel.

GEHLEN ET LA C.I.A.

Gehlen était un anticommuniste si forcené qu'il se vendit aux Américains, lui et son travail de service secret bien spécifique. Les Etats-Unis étaient si fanatiquement anticommunistes qu'ils n'avaient pas de scrupules lorsque la C.I.A. ou Gehlen employaient d'anciens S.S. et d'anciens membres de la Gestapo. Cela arrivait souvent. Avant l'époque du B.N.D. travaillaient côte à côte à Pullach (base du B.N.D.) les Américains et les gens de Gehlen. Gehlen concevait un service secret allemand qui travaille pour les Américains.

Les services secrets B.N.D., C.I.C. et C.I.A. ont financé toutes les organisations d'émigrants, ukrainiens, polonais, hongrois, etc. Des membres de ces organisations ont été passés en Europe de l'Est, en Union soviétique et accomplirent des sabotages et des meurtres. Une organisation russe du nom de N.T.S. étant connue comme une organisation de terroristes dont les membres assassinèrent des gens prétendus communistes, prit de l'importance. Le gouvernement opéra selon une définition très sélective du terrorisme. Si tu travailles pour un groupe anticommuniste comme le N.T.S., tu es un patriote, mais si tu es de gauche, tu es un terroriste. Les gens de droite ont le droit d'être terroriste, aux gens de gauche on ne permet pas de faire des actions militantes.

LE PROCÈS DE STAMMHEIM

Il y a eu aux Etats-Unis, à l'époque du mouvement contre la guerre, de nombreux procès politiques, mais le gouvernement n'a jamais réussi à condamner quelqu'un pour complot. Même aux Etats-Unis, il y a encore quelques rudiments de justice : si on avait pu prouver que des téléphones avaient été écoutés, que l'on y avait mêlé des indicateurs, alors le procès éclatait... J'ai compris que cela se passe tout à fait différemment en République fédérale allemande. Lorsque je vis le bâtiment de Stammheim construit pour le procès, ma première impression fut que cela aurait pu être construit par Albert Speer. J'avais le sentiment d'être sous l'Inquisition espagnole. Il est tellement évident que ces juges ont déjà jugés à l'avance les accusés. Nous avons été fouillés et avons dû montrer quatre fois nos passeports. Les

ciotures de barbelés et les murs d'enceintes m'ont rappelé les centres d'interrogatoire et de torture du Vietnam. Cela montre de façon significative la voie que suit la société allemande. D'autre part : à l'école de la C.I.A., il y avait un professeur — vraisemblablement un Européen de l'Est —, il dirigeait la section « conduite de la guerre psychologique » et « actions clandestines ». Une des premières choses qu'il enseignait était : « Il n'est pas difficile de faire passer un meurtre pour un suicide, mais cela demande une main de maître que de le transformer en mort naturelle. »

ÉVOLUTION COMME ADVERSAIRE DE LA C.I.A.

Mon opposition à la politique américaine se développa assez lentement. Au début, nous comprenions le fait d'être agent comme un jeu aventureux. Seulement, au Vietnam, on a pu voir ce qu'il est en fait arrivé avec les informations que nous apportions. Nous pouvions voir les tortures, les meurtres, les poursuites de nos propres yeux. Les informations que nous rassemblerions à Berlin ou à Bonn n'avaient pas pour conséquence des bombardements de surface ; mais au Vietnam, c'est exactement ce qui s'est produit ; les informations des services secrets étaient immédiatement suivies d'actions militaires. My Lay en est un exemple. L'action faisait partie du programme « Phoenix » de la C.I.A. Un agent a dit que des Vietcongs s'y cachaient et c'est pourquoi l'armée y est allée et a détruit tous les environs. J'ai vu alors que je participais à une forme particulièrement perfide de génocide camouflé. Cela m'a fait changer.

PHILIP AGEE

« Je m'appelle Phil Agee. J'ai travaillé environ douze ans pour la C.I.A. comme « clandestine operation officer ». Bien que je n'ai pas travaillé en Allemagne pour la C.I.A. — la plupart du temps, j'étais en Amérique latine — je peux parler dans certaines limites des interventions de la C.I.A. en R.F.A. après la Seconde Guerre mondiale.

Je peux même donner des renseignements sur le modèle de base des interventions secrètes américaines qui accompagna la politique extérieure américaine depuis 1948. Je veux dire que ce modèle de base doit être compris en même temps que les différentes actions militaires, comme celle du Vietnam, pour pouvoir évaluer les actions qui sont jugées ici, une réponse à l'interven-

tion agressive américaine en R.F.A. et à Berlin-Ouest ; et en particulier, une réponse à l'utilisation de la R.F.A. comme base de renforts pour des interventions dans d'autres pays.

Le territoire de la R.F.A. fut utilisé, depuis la Seconde Guerre mondiale, — et l'est encore aujourd'hui — aussi bien pour des interventions militaires déclarées que camouflées de la C.I.A. Je me rapporterai principalement aux interventions cachées, car l'utilisation de la R.F.A. comme base de renforts pour la guerre du Vietnam est suffisamment connue.

Vers la fin des années 1940 et/début des années 1950, la C.I.A. utilisa le territoire allemand pour procéder à des provocations, des sabotages et des opérations de guérilla contre les pays de l'Europe de l'Est. Ces activités secrètes sont confirmées dans le rapport du Comité du Sénat américain qui a été publié en avril de cette année.

On y lit : « Des agents, la plupart des réfugiés, ont été envoyés à l'Est pour faire des rapports sur les forces soviétiques. Les Etats-Unis allèrent si loin qu'ils établirent des contacts avec les guérillas ukrainiennes. Ces relations ont été maintenues jusqu'à ce que les groupes de guérilla aient été définitivement éliminés par les forces de sécurité soviétiques. » Un autre chapitre révèle que l'O.P.C. (Office for policy coordination — prédécesseur et ultérieurement sous-division de la C.I.A.) était responsable « d'opérations ressemblant à des guérillas contre les pays de l'Est ». Pour cela, on utilisa comme base des pays voisins et on exécuta une série d'actions « noires » (c'est-à-dire qu'il ne fallait pas que soit connu que les Etats-Unis en étaient responsables). D'autres opérations de provocation de la C.I.A. pendant cette période étaient l'installation de Radio-Liberty et de Radio Free Europa, et l'envoi de ballons avec de la propagande vers les pays de l'Est.

LA GUERRE FROIDE À PARTIR DE LA R.F.A.

Les opérations agressives camouflées contre l'Europe de l'Est et l'Union soviétique, à une époque où l'on parlait à l'extérieur de relations pacifiques, ont aidé de façon déterminante à l'évolution de la guerre froide dans les années 1950 et 1960. C'est un fait que les rébellions tragiques des années 1950 en Pologne, en Hongrie étaient aussi un résultat des opérations de propagande de la C.I.A. qui étaient dirigées à partir de la R.F.A. Ces activités se fondent sur des directives du Conseil

National de Sécurité à la C.I.A. Une de ces directives est citée au rapport du Sénat : « Il faut créer des problèmes au communisme international et les exploiter, discréditer le communisme international et affaiblir ses partis et ses organisations, diminuer le domaine d'influence du communisme international dans toutes les parties du monde. »

Quoique les opérations quelque peu trop agressives aient été arrêtées — après qu'on eut compris dans les années 1960 que la politique de « roll back » avait été un échec — je suis certain que la C.I.A. mettrait encore en danger le peuple de la République fédérale au cas où la politique de détente serait un échec et que de nouveaux conflits naîtraient. Tant que la C.I.A. maintient en vie en République fédérale un des plus grands réseaux — si ce n'est le plus grand — composé de différents bastions dans le monde entier, il existe un danger que ces bases puissent être à tout moment utilisées pour des activités qui seraient nuisibles au peuple de la R.F.A. et qui très vraisemblablement ne seraient pas elles-mêmes en rapport direct avec la sécurité de la R.F.A.

Pendant l'entraînement qu'avec d'autres agents de la C.I.A. nous devrions suivre au Camp Peary (Virginia), camp principal d'entraînement de la C.I.A., nous apprenions comment passer à travers les « lignes de la mort ». Ces lignes de la mort ressemblaient beaucoup aux lignes qui forment la frontière entre la R.F.A. et la R.D.A. et la Tchécoslovaquie. Au sein de la C.I.A., il était connu que la plus grande base logistique à partir de laquelle on menait les activités de la C.I.A. dans toute l'Europe, l'Afrique et au Moyen-Orient se trouve à Francfort.

C'est là que la C.I.A. engageait des spécialistes (et je suppose qu'il en est encore ainsi aujourd'hui) qui s'occupaient d'écoutes de téléphone, d'autres méthodes d'écoute, de méthodes secrètes pour ouvrir les lettres, de photographies et d'autres choses techniques. En plus, la C.I.A. à Francfort dispose de toute une équipe d'opérateurs « détecteurs de mensonge » dont la fonction est de contrôler dans les régions nommées ci-dessus les agents nouvellement engagés par la C.I.A. En plus du camp King à Francfort, la C.I.A. utilise d'autres institutions qui couvrent son installation et son personnel comme par exemple l'ambassade américaine à Bonn et d'autres consulats en R.F.A.

INFILTRATION ET MANIPULATION

A côté des opérations agressives que la C.I.A. entreprend contre les pays de l'Est à partir du territoire de la R.F.A. et Berlin-Ouest, la C.I.A. a également utilisé ce pays comme point d'appui pour des intrigues menées en R.F.A. même.

Ces faits connus sous le nom de « covert action » (opérations camouflées) consistent à noyauter et manipuler les institutions de pouvoir de certains pays de façon à pouvoir influencer les choses.

Les institutions qui sont choisies pour cela sont les partis politiques et les services gouvernementaux, les institutions militaires et les services secrets, les syndicats, les organisations de jeunesse et d'étudiants, les associations professionnelles et culturelles, et les mass media. Lorsque j'étais encore à la C.I.A., on m'a dit que toutes ces activités ont été menées depuis la Seconde Guerre mondiale à un moment ou à un autre.

Bien sûr, je ne peux pas dire avec certitude que la C.I.A. exerce en outre des activités importantes par lesquelles la C.D.U., le S.P.D., le B.N.D., le service de protection de la constitution ou le D.G.B. sont noyautés. Mais ces institutions étaient dans le passé la cible des activités de la C.I.A. afin que l'Allemagne d'après-guerre puisse être adaptée aux intérêts stratégiques et financiers américains en Europe et dans le monde entier. Mais encore une fois, on ne peut pas se protéger d'un noyautage plus étendu ou renouvelé par la C.I.A. ou bien d'une corruption des institutions allemandes tant que la C.I.A. maintiendra cette énorme présence dans ce pays.

Depuis sa création, la C.I.A. a provoqué des interventions secrètes dans différents pays du monde. Le Comité du Sénat mentionne dans son rapport des milliers d'actions camouflées. D'après ce rapport, la C.I.A. consacre aujourd'hui 37 % de son budget à de telles activités qui sont pourtant très différenciées du travail de renseignements de la C.I.A. Ainsi, on dépense actuellement des millions de dollars pour corrompre et contrôler des organisations qui se disent en public des associations libres, volontaires et non dépendantes du gouvernement. De telles activités ont placé la C.I.A. dans la situation de pouvoir mettre en place dans de nombreux pays, des gouvernements fascistes qui ne reculent pas devant des méthodes de torture, des assassinats politiques et la répression générale. Nous avons tous lu des choses à ce sujet. Une liste qui n'est qu'incomplète de ces

pays comprend l'Iran, le Guatemala, l'Indonésie, la Corée du Sud, la Grèce de 1967 à 1974, le Brésil, le Paraguay, la Bolivie, l'Uruguay et le Chili. Sans doute aucun, la C.I.A. s'immisce actuellement en Argentine et soutient la violence qui dans ce pays est exercée contre le peuple argentin et les réfugiés politiques qui y vivent.

LE MONDE LIBRE DES TRUSTS

Il fut un temps où la plupart d'entre nous ont cru à « un monde libre » idéal, où nous avions cru que nous avions besoin de la protection américaine, de son armée et de ses services secrets pour nous défendre contre une attaque imminente de l'Est. Plus tard, quelques uns d'entre nous commencèrent à comprendre que le mot « libre » dans le monde libre signifie seulement liberté des trusts multinationaux qui sont justement libres d'utiliser la force de travail et les richesses naturelles des pays plus pauvres pour les intérêts de quelques rares privilégiés et puissants.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, ce sont ces intérêts qu'a servis la C.I.A. dans le monde entier, parfois secrètement, parfois par des interventions militaires ouvertes. Ces activités des trusts multinationaux ne peuvent être considérées séparées des services secrets qui les servent (comme la C.I.A.) et tous deux ne peuvent être isolés des territoires dans lesquels ils travaillent. La R.F.A. en est une partie importante.

Les accusés aussi ne peuvent être séparés de ceux qui, en ce moment, dans d'autres pays, se trouvent devant les tribunaux à cause d'actions analogues de contre-violence et de protestation contre l'injustice et l'agression. Il est peut-être possible de comparer les dommages occasionnés par une seule bombe de B 52 qui a été lâchée sur une ville du Vietnam.

IS pour la
IC

A 25

tel [Partie de...]

Heidelberg, 11 mai 1975

Communiqué de presse

Le procureur ~~général~~ Buback et la police de Sûreté de l'Etat ont entrepris d'essayer de me mettre en prison en s'appuyant sur un ensemble d'éléments semblant m'accuser, fabriqués et manipulés par eux.

Lors des perquisitions opérées dans mon appartement et dans mes bureaux, la police d'Etat aidée de l'agent de l'office fédéral Zeis, qui était armé, s'est emparée de nombreux dossiers concernant la défense de mes clients, des notes qu'ils contenaient et se rapportant aux conversations préparant la défense, ainsi que de la correspondance d'avocat ; elle s'est emparée de même des notes que j'avais préparées pour le procès qui va commencer très bientôt contre A. Baader, G. Esslin, U. Meinhof et J.-C. Raspe.

Cette destruction voulue du dernier domaine laissé à l'accusé emprisonné où pouvait exister une relation de confiance, c'est-à-dire dans ses rapports avec ses avocats, atteint le degré d'un acte de violence ouvertement fasciste.

Dans un Etat qui a pour programme de détruire les révolutionnaires en neutralisant en sa faveur sa législation, l'administration et la justice, qui soumet les révolutionnaires à une torture par isolement systématique sur une longue période et à des lavages de cerveau et les enferme dans des sections silencieuses ; dans un Etat dont les fonctionnaires ont assassiné Holger Meins et Siegfried Hausner ; dans un Etat qui diffame les avocats en utilisant tout l'arsenal de la guerre psychologique et par l'inter-

fédéral

*la
ls*

*du procureur
ls*

ln

médiaire des mass media, qui les exclut, les criminalise et tente finalement de les mettre en prison, je ne laisserai pas menacer ma liberté, je n'exercerai pas plus longtemps ma profession d'avocat.

Il est temps dans le combat contre l'impérialisme de s'attaquer à des tâches plus importantes.

Siegfried HAAG, avocat

Déclaration à la presse
(mort de Siegfried Hausner)

Par un écrit du 18 juin 1975, l'avocat de Stuttgart Klaus Croissant, en accord avec les défenseurs des quatre membres survivants du commando Holger Meins, a porté plainte pour soupçon du crime de meurtre prémédité contre les fonctionnaires responsables de la Sûreté de l'Etat.

D'après les informations des survivants emprisonnés, Siegfried Hausner a été, immédiatement après son arrestation, frappé à la tête à coups de crosse de pistolet mitrailleur par les policiers suédois. Du fait de ces coups, il a été atteint de plusieurs fractures du crâne. Les blessures ont été constatées par le Dr Henck exerçant à la prison de Stuttgart-Stammheim. D'après les observations des prisonniers survivants, les blessures par brûlure de Siegfried Hausner ne devaient pas être mortelles. Hausner était en pleine conscience après l'explosion. Ses actions étaient claires et réfléchies. Avec Lutz Taufer, il a porté Bernhard Rössner, qui était grièvement blessé, hors de l'ambassade à l'air libre. En partie, il le porta seul parce que le passage était bloqué par des débris. Puis, avec Taufer, il est à nouveau entré dans l'ambassade afin de porter au-dehors son camarade Ulrich Wessel mourant ou peut-être déjà mort. Siegfried Hausner, bien qu'en danger de mort, et sur pressions massives du gouvernement de l'Allemagne fédérale, a été transporté de Stockholm en R.F.A. Il a été amené à la clinique universitaire de Cologne, qui disposait de tous les moyens en matériel et personnel pour le traitement intensif de réanimation du blessé grave et pour sauver sa vie.

Sur pressions des fonctionnaires de la Sûreté de l'Etat, de l'office fédéral de police criminelle (Bundeskriminalamt), il a

A26

10

été transféré à la prison de Stuttgart-Stammheim malgré l'incapacité évidente au transport et à la détention, le transport en soi présentant un risque grave et irresponsable pour la vie de Siegfried Hausner. La station de réanimation existante à Stuttgart-Stammheim a été installée pendant le 145^e jour de grève de la faim de prisonniers de la R.F.A., mais n'était pas destinée au traitement intensif de fractures du crâne ou de brûlures. Le médecin de la prison, le Dr Henck, spécialisé en psychiatrie, n'a pu donner les soins spécialisés au prisonnier.

Siegfried Hausner ne pouvait plus parler du fait de ses blessures graves. Il a demandé par écrit, le 30 avril 1975, l'autorisation de me voir. J'ai été informé de son désir par une lettre du procureur général fédéral du 30 avril 1975. Cette lettre ne m'a pourtant été envoyée que le 5 mai 1975, un jour après la mort de Siegfried Hausner.

La mort de Siegfried Hausner prouve que, pour certains prisonniers, l'institution juridique de l'incapacité à la détention et l'obligation de sauver par tous les moyens un blessé grave n'existent pas.

Siegfried Hausner aurait pu encore être sauvé à la clinique de l'université de Mainz. Par le transport du blessé grave dans une prison, qui n'était pas équipée des installations et pourvue du personnel médical nécessaires pour sauver un blessé grave, les fonctionnaires responsables de la Sûreté de l'Etat ont au minimum accepté la mort du prisonnier.

Comme pour Hoiger Meins, ce ne sont pas pour Siegfried Hausner les médecins appelés à l'aide qui décident de l'incapacité à la détention et des mesures médicales pour sauver la vie d'un prisonnier, mais les fonctionnaires de la Sûreté de l'Etat.

Dr Klaus CROISSANT, avocat

Les expériences de caméra silens et la torture

Recherche fondamentale sur l'isolement social et la privation sensorielle, comme recherche sur l'agression, programme de recherches de Hambourg-Eppendorf.

Dans les services de psychiatrie et de neurologie de la clinique universitaire de Hambourg-Eppendorf, des études concernant la privation sensorielle ont été projetées et réalisées dans le

cadre du programme de recherches spéciales 115 depuis 1971. Ce projet qui est financé par la D.F.G. (société allemande de recherches), qui lui a alloué une somme de 2,8 millions de D.M., appartient à cette série de recherches qui sont poursuivies depuis plus de vingt ans aux U.S.A. dans une perspective essentiellement militaire, et qui avaient d'abord pour objet d'étudier scientifiquement les phénomènes apparaissant lors de lavages de cerveaux et qui se continuent maintenant par les expériences sur l'isolement (voir Lausch, *Manipulation : Les atteintes contre le cerveau*, 1972).

Le directeur de ce programme de recherches spécialisées à Hambourg, le professeur de psychiatrie et spécialiste des expériences concernant l'isolement J. Gross, a décrit, en collaboration avec Svab, le but de ces recherches dans un article publié dès 1967 à Prague et dont le titre était : « L'isolement social et la privation sensorielle, et leur conséquence sur le plan de la psychologie légale. »

« On peut conclure de l'expérience que nous avons acquise (l'apparition de sentiment de peur, d'inquiétude, de réactions dépressives et agressives, conséquences de l'action simultanée de la privation des stimulants sensoriels et de l'isolement social constatée lors des expériences de Gross et Svab — ~~Autent~~) que, dans ces conditions de stimulation sensorielle limitée, l'élément constitué par l'isolement social, ou bien au contraire la possibilité d'un contact social, devient alors particulièrement important. Le manque même de possibilité d'analyser lui-même la réalité rend celui qui est soumis à la privation sensorielle particulièrement dépendant de la personne de l'expérimentateur, et la signification même de la communication sociale, comme un des supports de l'information et des faits véhiculés par la société — même dans la forme plus rudimentaire des informations communicatives —, gagne alors pour lui de l'importance. Dans cette perspective, il est nécessaire aussi de bien comprendre que le sujet est alors plus facilement influençable, qu'il est plus facile de lui suggérer, comme l'ont montré les expériences de Habb et Scott, et comme l'ont confirmé en 1964 de nouvelles expériences de Spädfeld. » (Les éléments soulignés l'ont été par l'auteur.)

Gross décrit exactement ici les effets et les possibilités d'utilisation de l'isolement social et de « la stimulation sensorielle limitée », donc une privation sensorielle qui n'est pas aussi totale que dans la « caméra silens » où les propres bruits émis par le

48 19
18
sujet lui-même peuvent être étouffés, mais qui correspond à peu près à ~~la~~ ~~morte~~ ~~(la~~ section silencieuse).

Dans leur étude, Gross et Svab écrivent encore :

Les nazis « ont utilisé dans la plupart des cas l'isolement comme moyen, pour obtenir de leurs victimes l'aveu de faits cachés ». De plus, « nous devons parler aussi de l'emploi criminel du pouvoir dont se sont rendus coupables les organes des enquêtes et la justice à l'époque du culte de la personne en Union soviétique [...] en forçant les accusés à avouer des faits qu'ils n'avaient en vérité pas commis ».

Le rapport politique que montrent clairement Gross et Svab entre la torture et les lavages de cerveaux réalisés par l'isolement sous le fascisme nazi et pendant l'ère stalinienne, et qui comprend aussi la question de l'obtention d'aveux vrais ou faux, apparaît caché dans le programme 115 sous le terme d'agression. L'apparence scientifique donnée à toute la thématique du projet « aspect psychosomatique, diagnostic psychologique et aspects thérapeutiques de l'agressivité » sert à masquer le véritable but de ce programme. D'après le programme, le but est « le développement de stratégies permettant d'éliminer les causes [...] des comportements agressifs interférants ou des les réduire, de les canaliser ou de les contrôler par des mesures psychothérapeutiques ».

Les différents projets expliquent concrètement ce qui doit être mesuré et comment :

— **Projet A-7** : « agression dans des situations expérimentales où les stimulations sont pauvres, et les aspects corrélatifs physiologiques et biochimiques » ;

— **Projet A-8** : « interaction sociale dans une situation expérimentale où l'on place un groupe formé d'éléments incompatibles avec l'étude particulière de l'agression ».

L'instrument de recherche de ces projets est constitué par la caméra silens, une pièce isolée qui permet un isolement acoustique et optique parfait et dans laquelle les réactions suivantes du sujet enfermé à l'isolement peuvent être mesurées : 1) manifestations verbales (enregistrement sur magnétophone et analyse du contenu linguistique après) ; 2) manifestations motrices et comportement par des mesures magnétiques des mouvements (sonde de Forster) ; 3) mesures polyphysiographiques : E.E.G., P.G.R., E.C.G., respiration, circulation sanguine ; 4) mesures biochimiques : modifications hormonales dans les glandes surrénales et hormone du stress dans l'urine.

Grâce à la mesure de ces différents éléments, il doit donc devenir possible d'analyser scientifiquement « la réduction, le contrôle ou la canalisation de comportements agressifs interférants », de mesurer les réactions de résistance et de les « soigner ». Comme moyen utilisé dans de telles « thérapies », Gross et Svab nomment, dans leur étude publiée à Prague en 1967, le caractère « plus facilement influençable et la plus grande suggestibilité du sujet produits particulièrement par l'isolement social » (voir citation plus haut). Après cette citation, il est dit encore :

« Cet élément peut jouer certainement un rôle positif dans l'application des peines, et principalement quand il s'agit de *rééducation* d'un individu ou d'un groupe, là où l'utilisation prudente du rapport de dépendance unilatéral et où la manipulation de tels états peuvent influencer de manière efficace le *processus de rééducation*. Même en criminalologie, l'utilisation de la dépendance par rapport à l'enquêteur *a toujours été une méthode traditionnelle d'enquête lors de l'enquête concernant l'accusé ou l'audition de témoins, pour obtenir les aveux ou communication de faits cachés.* » (Les éléments soulignés l'ont été par l'auteur.)

Même sans cette déclaration sans fard de Gross sur ses recherches sur l'isolement, les raisons pour lesquelles cette recherche fondamentale a été si largement financée sont claires ; claire aussi, dans ce système impérialiste dont les seuls buts sont l'oppression et l'exploitation des peuples, la destruction de tout mouvement révolutionnaire, l'utilisation que l'on peut faire de ces résultats :

— « rééducation de l'individu ou d'un groupe » ;

— « obtention des aveux de culpabilité » ;

— « obtention de la communication de faits cachés »,

et donc lavages de cerveaux, torture, destruction.

Aussi trouve-t-on les résultats de ces recherches sur l'isolement dans les dossiers du ministre de la Justice Posser, l'un des principaux responsables pour la torture exercée dans la cellule silencieuse de ~~Karl~~ Ossendorf. Dans un article de l'hebdomadaire *Die Zeit* du 1^{er} mars 1974, sous le titre « Torture en R.F.A. ? », on peut lire :

Ce qu'il faut comprendre sous le terme de privation sensorielle, ou des sens, a été expliqué par le directeur médical responsable des prisons dans le Land de Nordrhein-Westphalie, Petri, dans une note adressée au ministre de la Justice Diether

1^{ce}
 / de l'
 L. 1 2
 / Cologne

Posser dès avant la fin de l'année : « [...] une privation complète et pendant une longue période de toutes les impressions sensorielles lors d'expérimentation. Cette expérience produit un besoin intense d'impressions sensorielles et de mouvement corporel, une forte suggestibilité, des difficultés de penser, des faiblesses de concentration, un état dépressif et éventuellement des hallucinations et correspond alors à l'ensemble des symptômes que l'on peut constater lors d'un isolement extrême social, comme on a pu les constater chez les naufragés ou bien des mineurs ensevelis (~~déprivation — vol, appauvrissement~~) »

Mais le médecin n'a pas acquis cette connaissance de ce qu'est l'isolement et de ses conséquences dans la prison de Kold-Ossendorf où se trouve encore actuellement Ulrike Meinhof et où se trouvait Astrid Proll jusqu'en avril de l'année dernière. Il s'appuyait plutôt sur les expériences d'un centre de recherches de Hambourg qui travaille avec des sujets volontaires dans une « caméra silens », une pièce hermétiquement fermée et insonore. Dans ces conditions, les conséquences psychiques apparaissent après quelques heures seulement.

Les chercheurs qui travaillent sur l'isolement à Hambourg travaillent en étroite collaboration avec l'armée : pour les expériences A-7 et A-8 dans la caméra silens, les sujets sont des soldats de la Bundeswehr ; en échange — comme le montre une correspondance échangée entre les responsables du programme de recherche S.F.B. 115 et l'armée —, l'armée pose entre autres comme condition que toute publication de quelque ordre que ce soit sur ces expériences reçoive son autorisation.

Ainsi le Pr Meyer — avec Gross l'un des directeurs du programme — a participé en 1973 à un congrès « scientifique » organisé par l'O.T.A.N. à Monte-Carlo sur l'agression.

1e

Les comités contre la torture ont rendu public le travail du projet de recherche spéciale en tant que recherche fondamentale sur l'étude de méthodes de torture élaborée, et qui sont déjà utilisées en R.F.A. (*Hamburger Abendblatt* du 15 décembre 1973 : « S.F.B. 115, nouvelle méthode de torture ? »), et ainsi obligé Gross, Meyer et consorts de prendre publiquement position, bien qu'ils se soient efforcés jusqu'alors de garder tout cela secret.

Les chercheurs au service du pouvoir impérialiste ont alors entamé des manœuvres de défense grotesques. L'accusation : « on expérimente ici comment on peut torturer des hommes en les soumettant à l'isolement et comment on peut ainsi les réedu-

quer », cette accusation a été récusée par la présidence de l'université comme « diffamation infâme » (*Frankfurter Rundschau* 20 décembre 1973). En même temps, la présidence n'a pas exclu que « les résultats des recherches pourraient être employés à mauvais escient dans la détention pénale pour améliorer et affiner des méthodes » (*Die Welt*, 19 décembre 1973).

Gross avait affirmé déjà en été 1973 qu'il n'était pas d'accord que les résultats de ses recherches soient utilisés à mauvais escient à des fins militaires (*Kursbuch*, 32, p. 126). Comme si les impérialistes allaient lui demander cela. Le Pr Meyer s'exprime d'une manière tout aussi ridicule : « Nous pouvons seulement alarmer l'opinion publique que lorsque des cas où nos travaux sont employés à mauvais escient, nous sommes connus. » (*Hamburger Abendblatt* du 19 décembre 1973.)

Aucun de ces chercheurs sur l'isolement n'ayant pris position contre la torture par isolement pratiquée depuis des années, bien qu'ils y aient été confrontés, et leurs déclarations n'étant que des affirmations protectrices insolentes et des mensonges, cela confirme le caractère impérialiste de ces recherches du fait déjà du comportement de ceux qui les produisent.

Cette science est une science de guerre, fondement et partie de la contre-insurrection, que la bourgeoisie développe et utilise contre les mouvements de libération anti-impérialistes.

Un prisonnier de Bruchsal/ envoi cette lettre à l'avocat Klaus Croissant, avec les plans de construction des cellules de torture.

Les caméras ne sont pas encore en place, mais au plafond de chaque cellule il y a deux niches, qui ne peuvent y être que dans ce but, car le chauffage est dans le sol (!), des résistances y sont incorporées et l'aération se fait par un canal d'aspiration qui n'a rien à voir avec les niches du plafond.

1e

Les consoles pour les W.C. et lavabos ont/ par ailleurs été redémontées des cellules spéciales. A cette place ont été placés dans le sol des W.C. à la française et il n'y a plus de raccord pour les lavabos. Peu de travaux ont été effectués ces derniers temps, tout le quartier est totalement fermé. La porte d'entrée du quartier a même (malgré sa grande largeur) un regard comme une porte de cellule, afin de ne pas être obligé de regarder par la porte ouverte. Par ailleurs, dans toutes les autres cellules les sols ont été arrachés et bétonnés (un treillis d'acier a été placé dans la couche de béton 10 x 10 mis à la terre à la masse).